

UNE NOUVELLE GAUCHE EN ALLEMAGNE – pages 6 et 7

LE MONDE diplomatique

CAUCHEMARS EN CUISINE

PAR ALEXIA EYCHENNE

Page 22.

Mensuel – 28 pages

N° 846 – 71e année. Septembre 2024

Dossier : Proche-Orient, l'abîme

La guerre la plus longue

Dévastation de la bande de Gaza, escalade entre Israël et le Hezbollah au Sud-Liban et risque d'un conflit ouvert entre Tel-Aviv et Téhéran : près d'un an après les attaques du 7 octobre, le Machrek est au seuil d'un embrasement, que les États-Unis tentent de prévenir. Sans pour autant faire pression sur Israël afin que les négociations avec le Hamas débouchent sur un cessez-le-feu durable.

Par Alain Gresh *

Depuis plusieurs semaines, le monde est suspendu aux négociations pour arrêter la guerre à Gaza. Avec des annonces optimistes – *« nous n'avons jamais été aussi près d'un accord »* –, mais des conclusions décevantes – *« on se revoit la semaine prochaine »*. Sous couvert de pourparlers qui tiennent les observateurs en haleine, la destruction de l'enclave s'intensifie, de même que les agissements violents des colons en Cisjordanie. Fin juillet toutefois, avec les menaces d'une guerre régionale, le sentiment d'urgence a grandi à Washington : l'assassinat par Israël à Beyrouth d'un important chef militaire du Hezbollah, Fouad Chokr, et celui à Téhéran d'Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, marquaient une violation de toutes les « lignes rouges ». La promesse par l'Iran comme par le secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah de représailles ont poussé le président Joseph Biden, inquiet d'être entraîné dans une aventure incontrôlable en pleine année électorale, à tenter de sortir de l'impasse, tout en protégeant les intérêts de Tel-Aviv.



NASSER ALMULHIM. – « Shadow flowing towards the light » (L'ombre coule vers la lumière), 2024

© NASSER ALMULHIM – TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

C'est le sens de son plan en trois phases. La première comporte un cessez-le-feu de six semaines, le retrait d'Israël de toutes les zones peuplées de Gaza, la libération d'un certain nombre d'otages et la restitution des corps de ceux qui ont succombé lors des combats, en échange de plusieurs centaines de détenus palestiniens ; les civils gazaouis pourraient rentrer chez eux, y compris dans le nord de l'enclave. L'aide humanitaire serait sensiblement augmentée. Durant cette période, Israël et le Hamas négocieraient les arrangements nécessaires pour préparer la fin définitive des combats. La deuxième phase comprend la libération de tous les otages, y compris les soldats, le retrait total des forces israéliennes de l'enclave, et aboutirait à la « cessation permanente des hostilités ». Enfin, durant la troisième étape serait défini un plan massif de reconstruction du territoire palestinien.

(Lire la suite page 15.)

*Directeur du journal en ligne Orient XXI, auteur de *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir,* Les Liens qui libèrent, Paris, 2024.

« Notre leader, ce gladiateur »

Donald Trump prendra-t-il sa revanche ?

L'irruption de Mme Kamala Harris dans la campagne présidentielle américaine ne garantit pas pour autant l'échec de son rival républicain. Les critiques dirigées contre lui ont perdu leur impact d'autrefois. Il s'appuie sur un électorat qui voit en lui le champion d'un peuple que méprise une élite progressiste. Et sur un parti uni qui le célèbre quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse.

Par Serge Halimi

L'ancien président Donald Trump déteste les coups de théâtre dont il n'est pas l'auteur. Surtout s'ils lui font perdre de l'argent : *« Nous avons dépensé 100 millions de dollars pour combattre Joe le Tordu. Et tout à coup, ils décident de le retirer et de mettre quelqu'un d'autre à sa place. »*

Ce ne fut pas la seule surprise de l'été. En moins d'un mois, entre le 27 juin et le 21 juillet, un débat télévisé entre les deux principaux adversaires « révéla » l'extrême fatigue du président Joseph Biden ; M. Trump échappa à une tentative d'assassinat ; les caciques du Parti démocrate imposèrent à leur candidat officiel, qui avait remporté toutes les élections primaires, de retirer sa candidature au profit de sa vice-présidente, dont les sondages estimaient pourtant à l'époque qu'elle était plus impopulaire que lui. Mais cela aussi allait changer en quelques heures. Mme Kamala Harris était jugée opportuniste et insincère ; elle devint radieuse et joyeuse. Les démocrates se rappelèrent alors que l'hymne de leur parti, hérité du New Deal, était *Happy Days Are Here Again* (« Les jours heureux sont de retour »).

Du 15 au 18 juillet, le paradis fut cependant le domaine exclusif de leurs adversaires, réunis en convention à Milwaukee, dans le Wisconsin. Le *New York Times,* devenu un quotidien militant du Parti démocrate, analysait alors tristement la situation : « Des républicains unis derrière Trump, des requins autour de Biden ». L'ancien président, non content d'avoir écrabouillé son successeur lors d'un débat que celui-ci avait pourtant réclamé, avait en effet réussi à faire oublier ses condamnations judiciaires en survivant, le 13 juillet, à un attentat. Ensanglanté, il s'était relevé et, le poing levé sur fond de ciel bleu et de drapeau américain, il avait scandé *« fight, fight, fight »*. Déjà peu porté à la modestie et extrêmement attentif au choc des images, le nouveau combattant suprême de la droite américaine escomptait donc que tout au long de la convention de son parti les militants se prosterneraient devant lui. Ce qu'ils firent.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

Le Sahara selon Macron

Par Akram Belkaïd

En décidant, le 30 juillet dernier, de reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental par un simple courrier adressé au roi Mohammed VI, M. Emmanuel Macron ne s'est pas simplement affranchi du droit international, il a mis aussi à mal l'équilibre fragile des relations franco-algériennes.

Dans sa missive au souverain chérifien, le président français a indiqué que le plan d'autonomie du Sahara défendu depuis 2007 par Rabat est la *« seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».* Comme à son habitude, le locataire de l'Élysée ne craint pas les contradictions car les Nations unies considèrent à l'inverse que ce territoire est « non autonome » et que sa décolonisation doit être achevée par le biais d'un référendum d'autodétermination des populations locales.

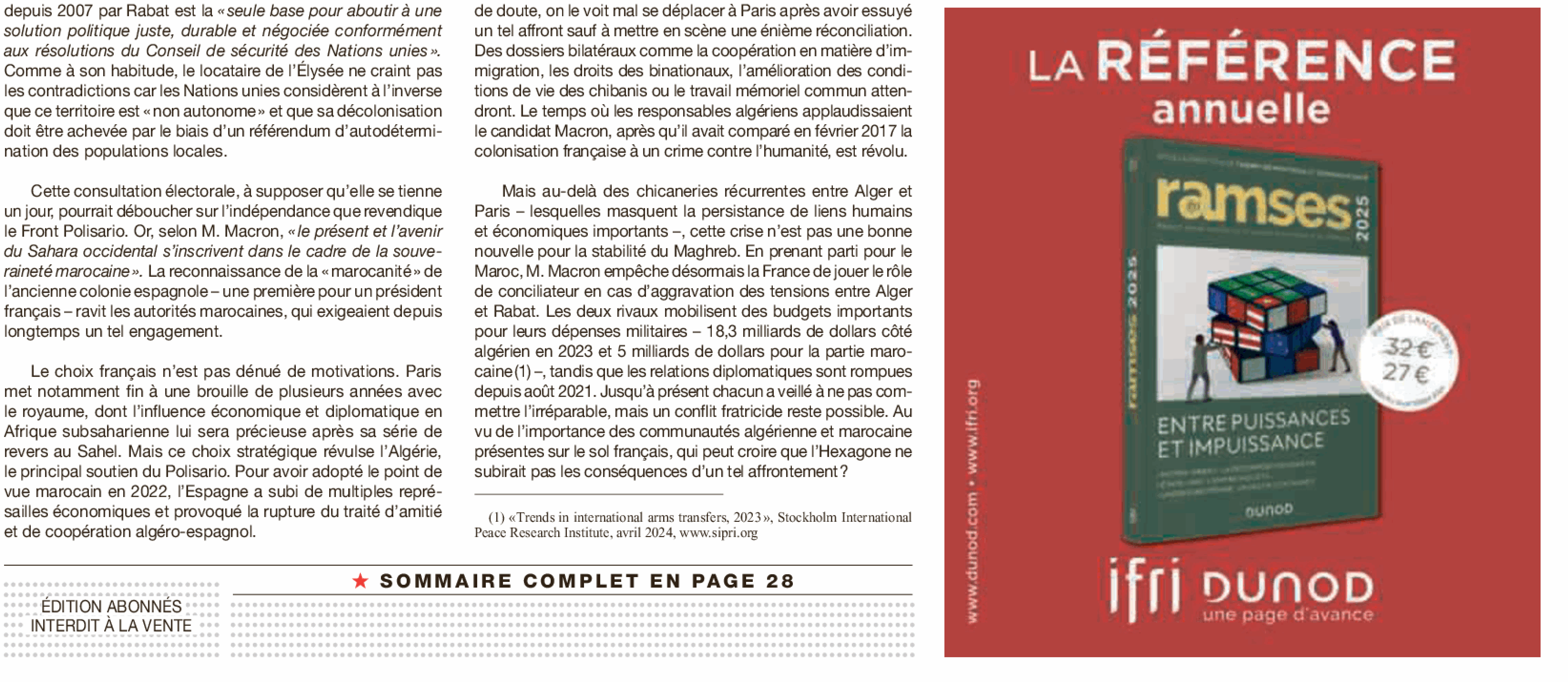
Cette consultation électorale, à supposer qu'elle se tienne un jour, pourrait déboucher sur l'indépendance que revendique le Front Polisario. Or, selon M. Macron, *« le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine ».* La reconnaissance de la « marocanité » de l'ancienne colonie espagnole – une première pour un président français – ravit les autorités marocaines, qui exigeaient depuis longtemps un tel engagement.

Le choix français n'est pas dénué de motivations. Paris met notamment fin à une brouille de plusieurs années avec le royaume, dont l'influence économique et diplomatique en Afrique subsaharienne lui sera précieuse après sa série de revers au Sahel. Mais ce choix stratégique révulse l'Algérie, le principal soutien du Polisario. Pour avoir adopté le point de vue marocain en 2022, l'Espagne a subi de multiples représailles économiques et provoqué la rupture du traité d'amitié et de coopération algéro-espagnol.

Qu'en sera-t-il pour la France ? Alger a d'ores et déjà rappelé son ambassadeur – pour la troisième fois en trois ans –, et il est vraisemblable que la visite d'État en France que s'apprêtait à faire à l'automne M. Abdelmadjid Tebboune n'aura pas lieu. Si la réélection, le 7 septembre, du président algérien fait peu de doute, on le voit mal se déplacer à Paris après avoir essuyé un tel affront sauf à mettre en scène une énième réconciliation. Des dossiers bilatéraux comme la coopération en matière d'immigration, les droits des binationaux, l'amélioration des conditions de vie des chibanis ou le travail mémoriel commun attendront. Le temps où les responsables algériens applaudissaient le candidat Macron, après qu'il avait comparé en février 2017 la colonisation française à un crime contre l'humanité, est révolu.

Mais au-delà des chicaneries récurrentes entre Alger et Paris – lesquelles masquent la persistance de liens humains et économiques importants –, cette crise n'est pas une bonne nouvelle pour la stabilité du Maghreb. En prenant parti pour le Maroc, M. Macron empêche désormais la France de jouer le rôle de conciliateur en cas d'aggravation des tensions entre Alger et Rabat. Les deux rivaux mobilisent des budgets importants pour leurs dépenses militaires – 18,3 milliards de dollars côté algérien en 2023 et 5 milliards de dollars pour la partie marocaine (1) –, tandis que les relations diplomatiques sont rompues depuis août 2021. Jusqu'à présent chacun a veillé à ne pas commettre l'irréparable, mais un conflit fratricide reste possible. Au vu de l'importance des communautés algérienne et marocaine présentes sur le sol français, qui peut croire que l'Hexagone ne subirait pas les conséquences d'un tel affrontement ?

(1) « Trends in international arms transfers, 2023 », Stockholm International Peace Research Institute, avril 2024, www.sipri.org



SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

COURRIER DES LECTEURS

Espagne

L'article « Comment l'Espagne est devenue la maison de retraite de l'Europe » d'Élisa Perrigueur (août) a inspiré les réflexions suivantes à M. Antoine Horb :

Des aînés de pays « riches » s'installent ou séjournent dans un pays moins « riche » mais suffisamment doté en capital. Ceci est essentiel pour comprendre les désastres causés par ces migrations (proches de la colonisation en de nombreux points) sur les côtes méditerranéennes et même atlantiques espagnoles (l'intérieur est largement épargné par ces prédations). Vivant sur ces côtes méditerranéennes depuis près de vingt ans, je vois les migrations s'accélérer depuis ces quatre dernières années sur l'île de Majorque. Les plus désastreuses sont le fait des « ultrariches », aînés ou pas, espagnols ou pas. Ce sont des migrations à coups de jets privés, de gentrification à marche forcée, d'engloutissement de la langue (le catalan) et des traditions autochtones, de privatisation d'espaces naturels, de constructions gigantesques qui peuvent être illégales sans que cela ne pose de problème aux concernés. Une boutade se répète souvent dans cette île : « La réussite de Majorque sera son naufrage ».

Psychanalyse

À la suite de l'article « Buenos Aires, capitale de la psychanalyse » d'Anne-Dominique Correa (août), M. Jérémie Fabre aurait souhaité une plus grande sévérité à l'encontre de cette pratique ainsi qu'un jugement moins défavorable à l'égard des thérapies comportementales et cognitives :

Parler de « séances plus courtes » telles que les pratiquait Jacques Lacan est un bel euphémisme puisqu'elles duraient moins de cinq minutes. Méthode efficace pour industrialiser son travail et remplir son compte en banque, mais sans doute un peu moins pour ses clients. *(…)* Au-delà de son cas, c'est la psychanalyse qui est présentée sous un jour favorable alors qu'elle n'a jamais prouvé scientifiquement son efficacité. Inversement, les thérapies comportementales et cognitives sont reléguées au rang de mode. Or ces dernières sont jugées plus scientifiques par le consensus des personnes compétentes et renseignées sur la question *(…)* Il est important d'éviter le piège du biais positif systématique sur toute pratique alternative, au motif qu'elle lutterait contre l'air du temps néolibéral. C'est une impasse qui mène à la légitimation de procédés inefficaces, dangereux, et souvent mêmes aussi rapaces et compatibles avec le néolibéralisme que les méthodes dont, au moins, l'efficacité est prouvée scientifiquement.

De son côté, M. Thomas Rimbot souhaite apporter quelques précisions quant à la nature politique de la psychanalyse :

La fin de l'article pourrait laisser penser que la psychanalyse est politiquement libératrice. C'est peut-être le cas dans l'usage qui en a été fait notamment en Argentine, mais la théorie et la pratique psychanalytiques, freudiennes comme lacaniennes, restent fondamentalement conservatrices (individualisme, familialisme, normalisation sociale, consolidation du mal-être). Par ailleurs, le développement personnel reprend également des techniques psychanalytiques en postulant notamment que tout le monde va mal et que donc tout le monde a besoin d'un sauveur (prêtre, psy, et maintenant coach).

Solitude

Concernant l'article « Solitudes de riches, solitudes de pauvres » de Sylvain Bordiec (août), M. Yann Foucher invite à ne pas résumer la quête de tranquillité aux seuls fortunés et insiste sur les vertus de l'anonymat dans nos sociétés hyperconnectées :

Que l'écrivain soit Sylvain Tesson, dont l'univers et les valeurs relèvent plutôt d'un individualisme exalté qui le rapproche politiquement de la droite, ou bien un PDG qui se lance dans l'autofiction pour vanter les valeurs de l'individualisme, l'article cible le même genre d'individu. Or il existe une littérature et plus généralement des artistes qui ont cherché à surmonter ce paradoxe de l'artiste qui poursuit l'accomplissement dans la solitude tout en cherchant à le faire savoir donc à en vivre et à bénéficier indirectement des bienfaits du reste de l'humanité… C'est le cas de la photographe Vivian Maier, qui toute sa vie a souhaité rester dans l'anonymat. Elle gagnait sa vie en tant que nounou, ce qui lui laissait du temps pour s'adonner à sa passion. Elle a confié son œuvre au hasard d'une éventuelle postérité, ce qui rend sa démarche exceptionnelle. *(…)* À notre époque de réseaux dits « sociaux » et d'espaces médiatiques saturés, l'anonymat et la solitude sont peut-être les derniers espaces de liberté.

France moche

L'article « Les beaux esprits contre la France moche » de Fabrice Raffin (juillet) a fait réagir Mme Nathalie J., qui pointe l'impossibilité pour de nombreuses personnes d'échapper à la laideur périurbaine :

Les périurbains ont-ils le choix ? N'auraient-ils pas préféré rester en centre-ville ? Je suis la France moche, j'ai grandi dans une cité moche et je vis dans une cité moche. Et je reviens de quelques jours de vacances à Saint-Brieuc où l'arrière-pays et la campagne subissent la lèpre de ces temples du consumérisme. Je suis la France moche, parce que je suis pauvre. Et les pauvres, pour les aider à vivre et à se projeter dans quelque chose de radieux, ont besoin de beauté. *(…)* Quand on est pauvre, on n'a pas le choix. Alors on fait contre mauvaise fortune bon cœur, on va au centre commercial parce qu'il n'y a rien d'autre. C'est tout. Il n'est pas besoin de vanter notre capacité d'adaptation, c'est le propre du pauvre.

Nouvelle-Calédonie

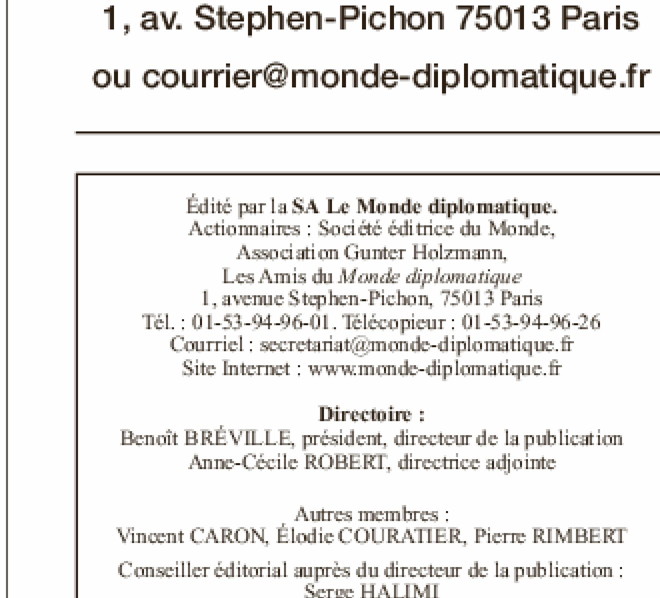
Un lecteur souhaitant rester anonyme insiste sur l'importance de la question démographique après la lecture de l'article « Nouvelle-Calédonie, une histoire de la colère » de Marie Salaün et Benoît Trépied (juillet) :

L'article traite avec justesse de certaines des racines des déséquilibres sociaux et économiques du « Caillou » mais apporte une analyse incomplète de l'inertie politique globale. En effet, en se focalisant uniquement sur le rôle, imparfait, de l'État et sur les dérives idéologiques d'une partie du camp loyaliste, il ignore l'incapacité de certains partis indépendantistes à faire évoluer leurs schémas de pensée. Car il s'agit avant tout de reconnaître l'impasse de l'ensemble des principaux partis calédoniens, coupables d'avoir épuisé une rente idéologique et politique vieille de quarante ans et radicalisés leurs bases, à défaut d'avoir répondu aux aspirations profondes de la population, parmi lesquelles le fameux « vivre-ensemble ». En premier lieu, il convient d'insister sur le caractère historique et symbolique que revêt la question du poids démographique de la population kanake. Sans revenir sur les points développés par les auteurs, il faut rappeler qu'il s'agit d'un traumatisme inscrit dans la chair et la psyché de la communauté kanake, étroitement lié au processus de dépopulation des peuples du Pacifique. La question de l'évolution du corps électoral fait donc l'objet d'un imaginaire lourd et encore mal compris d'une partie des autres communautés calédoniennes, qui lui oppose des arguments plus contemporains empreints de leur propre légitimité.

Béton

L'aménagement de sites déjà construits est moins grave que la bétonisation des terres agricoles, juge M. Morvan Caradec après la lecture de l'article « Écoquartiers, un alibi pour verdir le béton » de Léa Guedj (juin) :

Comme exemple de projets d'écoquartiers, l'article cite Doulon-Gohards à l'est de Nantes et la Courrouze à Rennes. La juxtaposition de ces deux lieux semble inappropriée. À Nantes, les terrains étaient historiquement cultivés (notamment maraîchers). À Rennes, au contraire, il s'agit d'un ancien site militaire qui, dans la deuxième moitié du XXe siècle, était presque entièrement recouvert par des bâtiments et des plates-formes bétonnées, le tout étant desservi par une multitude de voies routières ou ferrées. Cette activité industrialo-militaire a engendré d'importantes pollutions des sols, qui ont notamment conduit à retarder et finalement à déplacer le chantier d'une école.



Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs, 1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris ou courrier@monde-diplomatique.fr



Quand le doute obscurcit l'espoir, c'est quelque chose d'avoir pour soi l'histoire, notait la philosophe Simone Weil. Mais l'usage du passé sert plus souvent d'outil de propagande que d'instrument d'analyse. Qu'il s'agisse des guerres au Proche-Orient, de celle d'Ukraine, des discours politiques, des films et des séries aussi, les références historiques frelatées foisonnent.

***Le Manuel d'autodéfense intellectuelle* consacré à l'histoire est disponible en kiosques et dans les maisons de la presse à partir du 12 septembre.** Dans le climat actuel, combattre les idées reçues sur le passé fait figure de priorité pour reprendre le dessus dans le débat d'idées. Mais il faut pour cela que cette publication du *Monde diplomatique* trouve son public.

Épaulée par un groupe d'historiens et de chercheurs en sciences sociales, l'équipe du *Monde diplomatique* démine les grandes idées reçues qui faussent le débat public. À chacune d'entre elles, une étude de cas apporte un démenti factuel. Cartes, encadrés thématiques, documents d'archives, bêtisiers, remettent à l'endroit des événements décisifs tantôt occultés, tantôt falsifiés, récrits ou galvaudés.

Comment y parvenir lorsque les grands médias et les réseaux sociaux se consument dans l'instantanéité et les polémiques artificielles ? Notre journal sait pouvoir compter sur un réseau social d'un autre type : celui que vous formez, lectrices et lecteurs. **C'est à vous qu'il incombe d'informer amis, collègues, proches et camarades de l'existence de cet outil de résistance.** De les persuader de le lire. Et de les convaincre d'en assurer, à leur tour, la diffusion.

Il s'agit également **d'ouvrir au public la boîte à outils des historiens, afin que chacun apprenne à repérer les manipulations qui pullulent dans les médias,** à douter méthodiquement, à se défendre intellectuellement, sans verser dans la paranoïa ni échafauder des théories fumeuses. En un mot : à penser par soi-même.

Exemples d'idées reçues passées au crible

« L'Occident défend les droits humains »
« Antisionisme = antisémitisme »
« Faire l'Europe, c'est faire la paix »
« L'extrême droite, rempart contre le terrorisme »
« Les sanctions, ça marche »

Et des démontages de textes, d'images, de cartes…

Édité par la **SA Le Monde diplomatique.**
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du *Monde diplomatique*
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT

Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI

Conseiller en finance et développement auprès du directoire : Bruno LOMBARD

Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER, Grégory RZEPSKI
Cheffes d'édition : Angélique MOUNIER-KUHN *(Manière de voir)*, Anne-Lise THOMASSON *(Le Monde diplomatique)*
Rédaction : Philippe DESCAMPS, Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique : Nina HLACER, Boris SÉMÉNIAKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques : Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Mise en pages et photogravure : Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Dominique MARTEL, Xavier MONTHÉARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674), Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

Diffusion, mercatique : Saveria COLOSIMO-MORIN, Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGP, Paris, 2024, pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,40 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

« Utilisez votre jugement et l'action directe »

Le sabotage est-il efficace ?

Fin juillet, la SNCF a déploré « une attaque massive pour paralyser le réseau » ferroviaire. Si l'opération n'a guère fait dérailler les Jeux olympiques, elle met en lumière l'attrait d'un certain nombre de militants pour le sabotage. Avant eux, une partie du mouvement ouvrier américain l'avait pratiqué et en avait tiré des enseignements.

Par Dominique Pinsolle *

Déçus par les moyens d'action traditionnels, certains militants se tournent vers des tactiques plus radicales : le sabotage attire ainsi de plus en plus l'attention, notamment depuis la parution du livre que lui a consacré Andreas Malm, en 2020(1). S'agit-il d'une fuite en avant stérile ? Ou plutôt d'interrompre le ronron parfois désespérant des mouvements sociaux ? Dans les années 1910, les syndicalistes révolutionnaires américains de l'Industrial Workers of the World (IWW) se posaient déjà la question. En passant à l'acte, ils ont expérimenté la portée et les limites du sabotage.

Petite organisation de quelques dizaines de milliers de membres, l'IWW, fondée à Chicago en 1905, décide à partir de 1911 de gripper la machine. L'idée vient de France. L'anarchiste Émile Pouget l'a introduite au sein de la Confédération générale du travail (CGT) en 1897. Le principe de départ est simple : faire pression sur le patron en travaillant volontairement mal, pour diminuer ses profits. Dans l'Est industriel américain, la méthode se heurte aux dispositifs de surveillance usiniers. Mais dans l'Ouest agricole des années 1910, les perspectives du sabotage semblent très prometteuses. Face à la violence patronale, parfois armée, nombre d'ouvriers itinérants prônent une riposte musclée.

En août 1913, dans la localité californienne de Wheatland, des cueilleurs de houblon s'insurgent contre leurs conditions de travail. L'affrontement vire à l'émeute : on dénombre quatre morts, dont sont rendus responsables deux militants de l'IWW, Richard Ford et Herman Suhr. Leur condamnation à perpétuité, le 31 janvier 1914, donne le signal d'une mobilisation qui met le sabotage à l'honneur. La tactique a pour symbole le sabot mais aussi le *« sab cat »,* un chat noir pioché dans le folklore des superstitions et de la sorcellerie par le dessinateur Ralph Chaplin. Puisque les piquets de grève classiques ne suffisent pas à obtenir la libération des deux hommes, les Wobblies (nom donné aux membres de l'IWW) lancent une campagne internationale de boycott des produits agricoles californiens, accompagnée d'une propagande massive en faveur du sabotage. Ils distribuent des centaines de milliers d'autocollants. À l'encre rouge, ils multiplient les menaces *(« Prenez garde aux conserves de Californie »),* et détaillent par antiphrase les méthodes pouvant être mises en œuvre discrètement par les travailleurs *(« N'enfoncez pas de clous ou de pointes en cuivre dans les arbres fruitiers ou les vignes, ça les endommage »).* Des paquets de cigarettes avec le même type d'inscription circulent à Eureka et à Fresno.



© ADAGP, PARIS, 2024 - WWW.GIDEONKIEFER.COM

GIDEON KIEFER. – « Le Chat rouge », 2020

« Le Puissant M-i-a-o-u »

Inquiètes de leur audace, les autorités répertorient par ailleurs un nombre anormalement élevé de départs de feu au cours de l'été 1915. La canicule et la sécheresse suffisent à les expliquer, mais on soupçonne des incendies volontaires. Difficile toutefois de déterminer précisément à quel degré le sabotage a été pratiqué. Aucun Wobbly n'a jamais été condamné pour ce motif. Des actes isolés ont certainement été commis, mais aux conséquences a priori limitées : dégradation de récolte, mise hors service de machines et d'équipements, ralentissement du travail, etc.

Les journaux locaux (à commencer par le *San Francisco Examiner,* propriété du très réactionnaire magnat William Randolph Hearst) accusent pourtant les Wobblies de semer le chaos, torche à la main. La rumeur se répand d'autant plus facilement que la presse conservatrice dépeint depuis des années l'IWW comme un nid de révolutionnaires étrangers, partisans d'une action directe violente et illégale, vautrés dans un mélange d'anarchisme, de paresse et d'alcoolisme. Par ailleurs, les propos nébuleux publiés dans *Solidarity* – l'hebdomadaire de l'IWW – renforcent les suspicions. Le 31 juillet 1915, le syndicaliste Mortimer Downing n'a-t-il pas appelé à libérer Ford et Suhr avec *« une dose de conspiration »* ? Les méthodes qu'il met en avant ne sont pas forcément destructrices, comme l'utilisation de produits chimiques pour que le houblon *« pue davantage qu'un putois »,* ou le semis de graines de sorgho et de belles-de-jour dans les champs, afin de perturber les futures récoltes. Plus généralement, Downing conseille de faire *« tout ce qui pourrait frapper le patron au portefeuille ».* Le lecteur de *Solidarity* n'en saura pas davantage, si ce n'est qu'il s'agit bien de la tactique que les adversaires de l'IWW associent aux incendies : *« Sabotage ! Lâchez le chat. Sabotage ! Jusqu'à ce que Ford et Suhr soient libres. Sabotage ! Quand un travailleur est emprisonné dans les bastilles de l'ennemi »,* s'emporte Downing. D'autres que lui jouent des mêmes ambiguïtés. Personne ne peut clairement dire, par exemple, à quoi pense celui qui signe « Le Puissant M-i-a-o-u », lorsqu'il propose d'*« étendre les activités des doux et modestes petits sab cats »,* le 24 juillet.

Même le secrétaire du comité de défense de Ford et Suhr, Charles Lambert, se livre à des provocations. Lorsqu'un membre de la commission de Californie sur l'immigration et le logement lui rend visite, Lambert lui fournit une liste d'incendies en évoquant, sur le ton de l'humour, une opération coordonnée – qu'il attribue à des espions allemands. Mais à force de jouer avec le feu, les Wobblies finissent par perdre leurs alliés. Le gouverneur Hiram Johnson, favorable à une révision du procès de Ford et Suhr, déclare renoncer à toute mesure de clémence *« tant que (…) les menaces de destructions et de sabotage continuent ».* Le syndicat American Federation of Labor (AFL) de Californie, également, se désolidarise de la *« brigade incendiaire de l'IWW »* lors de sa convention annuelle, en octobre 1915. Quant à Ford et Suhr, ils n'obtiendront respectivement une liberté conditionnelle qu'en 1925 et 1926.

Malgré cet échec, l'IWW ne renonce pas au sabotage, qui demeure un élément essentiel de sa doctrine. Dans l'Ouest et les Grandes Plaines, il privilégie l'organisation de masse, loin des surenchères et des provocations. Mais l'accent reste mis sur l'action de terrain, immédiate et directe, améliorant rapidement les conditions de vie et de travail des ouvriers. À cet égard, le sabotage présente de multiples avantages : simple et imparable, il ne nécessite ni de coûteux sacrifices ni de longues explications, tout en étant associé à une certaine forme de courage et de virilité. La méthode doit cependant être appliquée intelligemment, comme le précise Chet C. Bruington, un Wobbly participant chaque année aux récoltes : *« Sabotez le patron. Discutez de manière raisonnée avec l'ouvrier à vos côtés et laissez tomber l'imbécile qui refuse de raisonner. Faites preuve de discernement et utilisez l'action directe. Ils fonctionnent très bien ensemble. Mais séparés l'un de l'autre, ils sont tous deux inutiles. »* (*Solidarity,* 7 août 1915). Cette ligne fait le succès de la branche agricole de l'IWW, l'Agricultural Workers Organization (AWO), qui représente le tiers des soixante mille Wobblies à la fin de 1916. Le chat noir et le sabot sont alors omniprésents dans la contre-culture constituée par les dessins, les poèmes et les chansons circulant parmi les travailleurs.

Mais au-delà de la rhétorique, l'absence de preuve d'un sabotage commis par un Wobbly signifie-t-elle qu'il ne s'agissait que de bluff, comme l'ont soutenu plus tard certains militants ? La lutte des bûcherons du Nord-Ouest, à partir de l'été 1917, prouve le contraire. Après l'entrée en guerre des États-Unis (le 6 avril 1917), l'apologie du sabotage devient extrêmement risquée. Des lois avaient déjà interdit le « syndicalisme criminel » au début de l'année, dans l'Idaho et le Minnesota. À l'échelle fédérale, l'Espionage Act du 15 juin 1917 punit lourdement toute entrave à l'effort de guerre. C'est dans l'industrie du bois, où les Wobblies sont particulièrement actifs, que les travailleurs tirent les conséquences pratiques de cette nouvelle législation liberticide. S'ils ne renoncent pas à saboter, ils comprennent que, pour continuer à le faire, il faut arrêter de le dire. L'IWW, qui voit le nombre de ses adhérents atteindre – voire dépasser – les cent mille, s'engage aux côtés des vingt mille grévistes de l'État de Washington, de l'Oregon, du Montana et de l'Idaho, en juillet 1917. Les ouvriers forestiers réclament la journée de huit heures et des augmentations de salaire. La grève ne suffisant pas à faire plier le patronat, l'IWW incite les ouvriers à poursuivre la lutte après avoir regagné leurs postes, en travaillant volontairement mal. La méthode n'a rien d'inédit : elle a déjà permis certaines victoires en Europe, comme celle des dockers de Glasgow en 1889, ou celle des cheminots français, en 1910-1911. Mais c'est la première fois qu'une « grève dans le travail » (*« strike on the job »* ou *« job strike »*) se déploie à une telle échelle.

Que recouvre-t-elle exactement ? À en croire les militants, il ne s'agirait que de pratiques non destructrices, combinant des formes classiques de perturbation de la production (ralentissement, attention excessive portée aux règles et aux procédures, multiplication des « oublis » et des « erreurs », etc.) et des méthodes plus originales (comme l'autoréduction de la journée de travail à huit heures ou le départ sans prévenir pour rejoindre une autre équipe). Ces pratiques attestées coexistent probablement avec des actes ponctuels plus destructeurs (introduction de clous dans les troncs pour briser les scies, ou de poudre d'émeri dans les machines, par exemple). Des ouvriers forestiers s'emploient également à ne pas respecter les dimensions indiquées dans les commandes de bois, afin de rendre les stocks invendables et de perturber la logistique. Un chef d'équipe de la Panhandle Lumber Company déclarera plus tard qu'à la fin de 1917, ces coupes malveillantes affectaient entre un tiers et la moitié des grumes (2). Peu importe que certains fauteurs de troubles soient identifiés et congédiés : la pénurie de main-d'œuvre, due à la conscription, leur permet de se faire embaucher un peu plus loin, et de recommencer.

Pratiques subversives

L'efficacité de cette tactique ne fait guère de doute : fin septembre, le conseil de défense de l'État de Washington estime que les camps de bûcherons ne produisent qu'à 50 % de leur capacité, et les usines autour de 60 %. Jugeant la situation préoccupante, l'État fédéral envoie un colonel, Bryce P. Disque, pour relancer la production dans ce secteur essentiel à l'économie de guerre. Créé de toutes pièces, un syndicat propatronal et progouvernemental (la Loyal Legion of Loggers and Lumbermen, LLLL ou « 4 L ») réunit jusqu'à 120 000 membres. Cette contre-offensive marginalise l'IWW, mais les patrons – en accord avec les autorités fédérales – doivent concéder la journée de huit heures en mars 1918, puis des améliorations en matière de salaire minimum et de logement. Indirectement, la « grève dans le travail » de l'hiver 1917-1918 finit donc par porter ses fruits.

Le président Woodrow Wilson et son équipe gouvernementale ne sauraient tolérer l'existence d'une telle capacité de nuisance, confirmée dans d'autres secteurs vitaux sur le plan militaire (comme les mines de cuivre et l'agriculture). L'arsenal législatif mobilisable contre le sabotage s'accroît au printemps 1918 (Sabotage Act le 15 avril, Sedition Act le 16 mai). En août, une centaine de Wobblies passent en jugement à Chicago, notamment pour entrave à l'effort de guerre. Ce grand procès, qui dure quatre mois, aboutit à la condamnation de tous les accusés, et finit d'enterrer le sabotage comme tactique syndicale. L'IWW ne la revendiquera plus jamais.

Pourtant, bien que la victoire des bûcherons américains reste une exception, le sabotage aura ouvert de nouvelles perspectives militantes aux États-Unis, dans les années 1910. Mobilisateur, il a attiré des ouvriers généralement non qualifiés, souvent immigrés, dont les organisations majoritaires et réformistes ne voulaient pas. Il a tracé une voie originale évitant l'écueil de la violence, tout en incarnant une forme d'action directe énergique, malicieuse, parfois jouissive. La persistance de pratiques subversives dans le travail (grève perlée, grève du zèle, démission silencieuse, divulgation d'informations confidentielles…) (3), qui étaient à l'époque conçues et désignées comme des formes de sabotage, révèle que les travailleurs n'y ont pas totalement renoncé. Quant aux méthodes plus destructrices adoptées par certains activistes écologistes depuis les années 1970, elles renouent avec le versant le plus radical du sabotage ouvrier d'avant 1918. Et elles soulèvent le même problème : comment agir de manière inventive et offensive, sans sombrer dans un illégalisme provocateur, condamné à l'impuissance ? L'expérience de l'IWW prouve que la ligne de crête est étroite, mais pas forcément intenable.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 30 septembre 2024

1er	OUZBÉKISTAN	Fête de l'indépend.
	SLOVAQUIE	Fête nationale
2	VIETNAM	Fête nationale
3	SAINT-MARIN	Fête nationale
6	SWAZILAND	Fête de l'indépend.
7	BRÉSIL	Fête nationale
8	ANDORRE	Fête nationale
9	CORÉE DU NORD	Fête nationale
	TADJIKISTAN	Fête de l'indépend.
15	COSTA RICA	Fête nationale
	SALVADOR	Fête nationale
	GUATEMALA	Fête nationale
	HONDURAS	Fête nationale
	NICARAGUA	Fête nationale
16	MEXIQUE	Fête de l'indépend.
	PAPOUASIE-NLLE-GUINÉE	Fête nationale
18	CHILI	Fête nationale
19	SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Fête de l'indépend.
21	ARMÉNIE	Fête de l'indépend.
	BELIZE	Fête nationale
	MALTE	Fête de l'indépend.
22	MALI	Fête de l'indépend.
23	ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
24	GUINÉE-BISSAU	Fête nationale
30	BOTSWANA	Fête nationale

* Historien, auteur de *Quand les travailleurs sabotaient. France, États-Unis (1897-1918),* à paraître chez Agone le 13 septembre, dont ce texte est adapté.

(1) Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline,* La Fabrique, Paris, 2020.

(2) Rebecca H. Lossin, « The point of destruction : Sabotage, speech, and progressive-era politics », thèse de doctorat, Columbia University, New York, 2020.

(3) Marcel Durand, *Grain de sable sous le capot. Résistance et contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003),* Agone, Marseille, 2006.



© ÉRIC BRONCARD / HANS LUCAS

ÉRIC BRONCARD. – Une femme attend le bus pour Khorugh, hameau d'Alichur, district de Murghab, Haut-Badakhchan, Tadjikistan, 2010

SURENCHÈRE IDENTITAIRE ET RÉPRESSION AU PAMIR

La nation tadjike revisite le mythe aryen

Forger la grandeur d'une nation sur l'idée qu'elle descend d'un peuple premier, noble et supérieur : voilà un programme qu'on pensait enterré depuis la défaite de l'Allemagne nazie en 1945. Aujourd'hui pourtant, le Tadjikistan, pays d'Asie centrale en quête d'identité nationale, revisite ce mythe aryen, à plusieurs milliers de kilomètres de l'Europe qui l'a vu naître.

PAR JUDITH ROBERT*

LE regard tourné vers l'avenir, l'émir Ismaïl Samani domine la place centrale de Douchanbé, capitale du Tadjikistan. Fidèles au poste, même en ce jour de mauvais temps, des photographes de rue proposent aux quelques badauds de prendre la pose aux pieds des deux lions qui flanquent la monumentale statue. Au prix de quelques contorsions, ils font entrer dans le cadre l'arche dorée autour du géant ainsi que l'étincelante couronne surmontant l'édifice. Après l'effondrement de l'Union soviétique et la guerre civile meurtrière qui s'ensuivit (1992-1996) – entre 100000 et 150000 morts, un million de déplacés, sur une population de 6 millions d'habitants à l'époque –, les autorités l'ont choisi comme figure de ralliement d'un pays déchiré. Issu de la dynastie persane des Samanides, ce souverain régnait au tournant du Xe siècle sur un vaste empire – aujourd'hui assimilé au «premier État tadjik» – incluant l'Afghanistan et une grande partie des territoires actuels du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Turkménistan, jusqu'aux confins du Pakistan et de l'Iran. Le visage de l'émir apparaît sur les billets de banque de 100 somonis, la monnaie nationale qui porte également son nom.

* Journaliste.

Plus pauvre des cinq ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale, et seule persanophone, le Tadjikistan a trouvé du côté de la culture iranienne de quoi affirmer son identité, notamment vis-à-vis du voisin ouzbek. Après une indépendance octroyée sans l'appui des élites locales, ni d'un puissant mouvement populaire, il s'agit de forger l'idée d'une nation tadjike dans un pays marqué par de fortes disparités ethnorégionales *(lire ci-dessous).* Capitale d'un million d'habitants, Douchanbé a depuis une trentaine d'années vu ses artères principales rebaptisées des noms de grands écrivains persanophones. Certains d'entre eux ont façonné la «tadjikité» dès la période soviétique, notamment Sadriddine Aïni (1878-1954), qui est également le lexicographe qui mit au point la langue écrite moderne. D'autres ont attendu l'indépendance pour rehausser leur rang dans le roman national, à l'instar du poète médiéval Roudaki (859-941), considéré comme le fondateur de la littérature persane classique. Son effigie trône dans le parc central qui porte son nom, au centre d'une arche de mosaïques, de fontaines et de haut-parleurs diffusant chants nationaux et récitations pompeuses de poèmes.

Le président Emomali Rahmon, en poste depuis 1992, n'hésite pas à puiser ses références dans un passé plus lointain encore. L'un des mythes fréquents dans le discours officiel, et qui interpelle le plus les Occidentaux, présente les Tadjiks comme les descendants des Aryens. Le terme évoque immanquablement ce peuple «pur» originel sur lequel les nazis fondaient la supériorité de la «race» blanche européenne et sa prétention à dominer, ou à détruire, les autres peuples. Leur idéologie déclinait les théories racialistes qui prospérèrent en Europe à partir du milieu du XIXe siècle dans le sillage de travaux (légitimes) sur l'origine et la genèse des langues indo-européennes. *«L'on a tôt fait de passer de l'idée de langue indo-européenne à celle d'une langue ancestrale qu'auraient parlée jadis les "Indo-Européens", puis à ériger ces derniers en "race", à l'évidence conquérante et donc "supérieure"»,* rappelle Jean Sellier (1). Ce raisonnement conduisit par exemple le Français Arthur de Gobineau (1816-1882) à qualifier la «race» blanche d'ariane, adjectif dérivé du mot *ârya* (noble) en sanskrit, alors considéré comme la forme la plus proche de la langue mère indo-européenne.

Au Tadjikistan, le pouvoir se défend de frayer avec cette funeste lignée. Il estime avérée l'existence du peuple aryen et considère que son détournement par l'idéologie nazie ne devrait pas priver le peuple tadjik, l'une de ses plus anciennes branches, d'en revendiquer la filiation. Sur ces bases, le gouvernement décide en 2005 de promouvoir le svastika comme symbole national, provoquant l'émoi des ambassades européennes et américaine, qui y reconnaissent une croix gammée. Des associations locales d'anciens combattants de la seconde guerre mondiale se mobilisent également. Bien qu'il ait fini par renoncer à son idée, le gouvernement dénonce à l'époque ces pressions et s'évertue, aujourd'hui encore, à redonner à l'aryanisme ses lettres de noblesse (2).

La référence se retrouve dans tous les aspects de l'identité officielle. Une promenade dans la ville peut faire découvrir des hôtels, une banque, une fondation, pour ne citer qu'eux, qui portent le nom Oriyo – «aryen» en tadjik – ou d'Ariana, nom grec du territoire du peuple aryen. Le président Rahmon lui-même promeut depuis des années l'idée que les Tadjiks sont les descendants directs et légitimes des tribus aryennes. Il va jusqu'à affirmer que *«le mot "tadjik" est synonyme du mot "aryen", qui signifie généreux et noble* (3)*»,* assimilation qu'on rencontre parfois dans les manuels d'histoire et les musées du pays. En plus de trente ans au pouvoir, le leader de la nation a eu le temps d'écrire – ou plutôt de signer – une vingtaine d'ouvrages. Son plus grand succès : *Les Tadjiks dans le miroir de l'histoire,* paru en 1999 dont le sous-titre est *Des Aryens aux Samanides.* Et il est de bon ton au Tadjikistan de présenter la somme comme une brillante synthèse de travaux scientifiques – par ailleurs traduite en plusieurs langues. Certaines universités du pays organisent même des concours de récitation de ses meilleures pages.

Si l'aryanisme tadjik ne provient pas de l'idéologie nazie, il a des accointances avec les idées racialistes des XIXe et XXe siècles, en particulier leur déclinaison russe (4). Dans l'empire tsariste, le mythe aryen permettait au pouvoir de présenter la conquête russe de l'Asie centrale comme la réunion de la vaste civilisation européenne et du berceau de ses origines aryennes. La Russie devait alors jouer un rôle de trait d'union, enjambant et soumettant les peuples turciques d'Asie centrale. Ces représentations ne sont pas absentes de la vision des autorités tadjikes actuelles, qui reconduisent le stéréotype, à l'origine européen, opposant ces peuples turciques (nomades, barbares) aux peuples persans (urbains, civilisés). L'aryanisme permet aux Tadjiks de se présenter comme la «race» autochtone noble et «pure», celle d'avant les invasions «barbares». L'ancien directeur du très officiel Institut d'histoire de Douchanbé Rakhim Masov peut ainsi écrire des Ouzbeks qu'ils ne seraient *«en rien assimilables [aux Tadjiks] en termes d'apparence physique et d'origine raciale… Les Aryens étaient blonds, grands en taille avec les yeux bleus, alors que les Turcs ont des visages larges, de petits yeux, des nez écrasés, de petites barbes et une apparence physique mongoloïde* (5)*».* La «carte» aryenne a pour fonction d'établir un lien privilégié avec la Russie ou l'Europe, tout en galvanisant un sentiment de supériorité vis-à-vis du voisin ouzbek, plus peuplé et plus puissant. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de compter Masov parmi les membres du Mouvement eurasianiste international, fondé par l'idéologue d'extrême droite proche du Kremlin Alexandre Douguine (6). L'universitaire, lui-même proche du président Rahmon, prône une intégration poussée entre Tadjiks et Russes, deux peuples supposés «aryens».

Une culture formée à Boukhara et à Samarkand

Les politiques identitaires de l'actuel État tadjik découlent également de l'expérience soviétique. Pour commencer, le pays doit ses frontières actuelles à un découpage pensé par les dirigeants bolcheviques. Afin de rompre avec l'empire tsariste et répondre aux revendications nationales qui explosent durant la révolution de 1917, les révolutionnaires attribuent des républiques à des nations majoritaires, tout en ménageant en leur sein des régions autonomes ou des droits cultu-

Fracturations régionales

À la veille de l'effondrement de l'URSS, d'importantes divisions ethniques et régionales traversent le Tadjikistan, entravant le sentiment d'appartenance de la population à un même pays (1). L'absence de souveraineté sur les villes de Boukhara et Samarkand, cités au patrimoine prestigieux peuplées majoritairement de Tadjiks mais situées en Ouzbékistan, y fait également obstacle, tout comme le fait qu'on trouve davantage de Tadjiks en Afghanistan qu'à l'intérieur des frontières du pays. En outre, la formation d'une identité nationale bute sur le traumatisme de la guerre civile qui a marqué les premières années de l'indépendance du pays. Les divisions internes dégénèrent en crise politique après la décision du président de la république socialiste soviétique du Tadjikistan, Kakhkhor Makhkamov, de soutenir les putschistes d'août 1991 contre le secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Les mois suivants, le nouveau pouvoir central du pays se trouve en butte à une opposition hétéroclite qui réclame l'interdiction du Parti communiste. En mai 1992, les premiers affrontements armés éclatent entre deux camps radicalisés : le Front populaire du Tadjikistan (FPT) progouvernemental, composé de Khoudjandis (groupe dominant situé au nord), de Koulabis (au sud) et de Hissaris (autour de Douchanbé), contre l'Opposition tadjike unie (OTU) regroupant quatre partis anticommunistes dont le Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT, créé en 1990), qui domine largement, ou encore le Rubis du Badakhchan, un mouvement autonomiste pamiri. La guerre civile prend fin en juin 1997 grâce aux efforts de médiation de la Russie et de l'Iran. Reconduit depuis sa première élection avec des scores dépassant 80 %, le président Rahmon a assis sa légitimité sur son titre de «fondateur de la paix et de l'unité nationale», mais refuse d'ouvrir un quelconque espace politique à l'opposition. Après des années de durcissement du régime, le PRIT est définitivement interdit en 2015.

HÉLÈNE RICHARD.

(1) Michaël Levystone, *Asie centrale. Le réveil,* Armand Colin, Paris, 2024.



© ÉRIC BRONCARD / HANS LUCAS

ÉRIC BRONCARD. – Des écoliers jouent sur le terrain de sport, hameau de Nisur, district de Rushan, Haut-Badakhchan, Tadjikistan, 2013

(1) Jean Sellier, *Une histoire des langues et des peuples qui les parlent,* La Découverte, Paris, 2019.

(2) Marlène Laruelle, «Aryan mythology and ethnicism : Tajikistan's nationhood», *Central Peripheries : Nationhood in Central Asia,* UCL Press, Londres, 2021.

(3) Emomali Rahmonov, *Les Tadjiks dans le miroir de l'histoire. Des Aryens aux Samanides,* Big Media Group, Bruxelles, 2014. Sauf indication contraire, les citations du président sont toutes issues de cet ouvrage.

(4) Matthias Battis, «The Aryan myth and Tajikistan : From a myth of empire to one national identity», *Ab Imperio,* n° 4, Miami, 2016.

(5) Rakhim Masov, «Falsifier et s'approprier l'histoire d'autrui» (en russe), 9 mars 2006, www.centrasia.ru, cité par Marlène Laruelle, «Aryan mythology and ethnicism : Tajikistan's nationhood», *op. cit.*

(6) Lire Jean-Marie Chauvier, «Eurasie, le "choc des civilisations" version russe», *Le Monde diplomatique,* mai 2014.

rels spécifiques pour certaines minorités. Ainsi, le Tadjikistan a d'abord reçu un statut de république autonome au sein de la République socialiste soviétique (RSS) d'Ouzbékistan. Mais en 1929 les Tadjiks persanophones se voient attribuer une république à part entière, séparée des Ouzbeks turcophones, bien que les uns et les autres ne se perçoivent pas à l'époque comme deux groupes ethniques vraiment distincts. Les villes de Boukhara et de Samarkand, où se sont formées la langue, la littérature et la culture tadjikes, reviennent à l'Ouzbékistan. Des facteurs politiques internes contribuent également à la séparation : les membres persanophones du Parti communiste d'Ouzbékistan agitent la menace d'une alliance des peuples turciques contre Moscou. Ils poussent de ce fait à la création d'un Tadjikistan gouverné par une nouvelle branche du Parti, persanophone, qui pourrait lui faire contrepoids.

La lutte contre l'islamisme radical sert de prétexte

La vie de la capitale suffit à se convaincre que les deux peuples et leurs langues demeurent mêlés : si le tadjik est de loin la langue dominante, on peut aussi entendre parler ouzbek dans le monde des affaires, les salons de thé, les taxis, les coulisses de l'opéra national. Sur une grande partie des territoires des deux républiques, le bilinguisme est courant, hier comme aujourd'hui : au moins 11 % de la population du Tadjikistan est ethniquement ouzbèke (7) ; beaucoup de Tadjiks ethniques parlent couramment l'ouzbek, notamment dans l'ouest du pays. Selon une formule bien connue – et polémique – attribuée au premier président ouzbek Islam Karimov (1991-2016), *« les Tadjiks et les Ouzbeks sont un seul peuple qui parle deux langues ».*

Depuis l'accession des républiques à l'indépendance, le processus de différenciation – plus ou moins latent durant six décennies soviétiques – s'accentue. Des deux côtés de la frontière, désormais, les historiens s'accusent mutuellement de manipuler le passé (8). Le gouvernement tadjik revendique l'exclusivité de la filiation aryenne, ainsi que du zoroastrisme, cette religion préislamique pratiquement disparue qui


© ÉRIC BRONCARD / HANS LUCAS

ÉRIC BRONCARD. – Des villageois répètent la cérémonie de Newroz, hameau de Savnob, district de Rushan, Haut-Badakhchan, Tadjikistan, 2012

lui est associée. L'Ouzbékistan lui conteste cette prétention. Quand, en septembre 2003, l'État ouzbek décide de célébrer sous les auspices de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) l'année de l'Avesta – l'ensemble des textes sacrés zoroastriens –, l'initiative irrite autant les Tadjiks que l'organisation de l'« année de la civilisation aryenne » au Tadjikistan en 2006 crispe les Ouzbeks.

Dans la continuité de l'époque soviétique, la langue se trouve au cœur de la construction de l'État-nation tadjik. Le président lui-même, dans ses ouvrages, affirme la spécificité du tadjik par rapport au farsi, la langue iranienne. Il s'appuie en outre sur les travaux des chercheurs locaux, qui présentent les habitants du Tadjikistan comme *« les derniers à parler les langues aryennes vivantes* (9) *»*. Cette insistance sur l'archaïsme et la pureté de la langue tadjike fait cependant l'impasse sur nombre d'influences. Car si le tadjik conserve des formes disparues dans d'autres langues iraniennes, il a aussi intégré de nombreux ouzbékismes. L'influence russe se lit, quant à elle, dans quantité d'autres emprunts et dans l'adoption de l'alphabet cyrillique en 1940.

Ces dernières années, les réformes linguistiques s'enchaînent. Une loi oblige depuis 2020 tout nouveau-né ethniquement tadjik à adopter un nom auquel est accolé un suffixe traditionnel, et non plus russe – le président lui-même a donné l'exemple dès 2007, en retirant le suffixe « ov », très russe, à son nom de famille. Il s'appelait auparavant Rakhmonov… Pour mimer les caractéristiques d'un tadjik « pur », des archaïsmes, des mots proches ou empruntés au farsi apparaissent dans les documents administratifs, sur les menus des restaurants, dans la presse et partout où la loi a son mot à dire. L'écart se creuse entre les dialectes parlés par la population et cette langue « officielle » sans cesse réglementée. Bien des habitants du pays peinent à déchiffrer les formulaires administratifs. Même ceux qui parlent les trois langues les plus répandues du pays – tadjik, ouzbek et russe – s'y perdent…

Si l'Iran a lui aussi quelques idées quant à l'origine aryenne de son peuple, dans lesquelles Douchanbé n'a pas hésité à piocher, le président Rahmon redoute une absorption du pays dans la sphère d'influence culturelle et politique de Téhéran. Ainsi, le Tadjikistan entretient avec l'Iran une relation que le chercheur Stéphane Dudoignon qualifie de *« curieuse et contextuelle »,* faite de proximités culturelles et de rivalités politiques exacerbées. Bien que chiite, la République des mollahs soutient en effet la principale force d'opposition du pays, le Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT), une organisation rattachée au sunnisme (comme la majorité de la population). Elle a affronté le camp du président lors de la sanglante guerre civile des années 1990 au prix de plusieurs dizaines de milliers de morts.

Ce traumatisme pousse le pouvoir à manier avec précaution la référence à l'islam. Bien que le président tadjik se montre bon musulman – il a même accompli le pèlerinage à La Mecque –, le port de la barbe ou du hijab peuvent suffire à s'attirer des ennuis avec la police. Depuis le classement du PRIT au rang d'organisation terroriste en 2015, la lutte contre l'islamisme radical sert de prétexte à des tours de vis autoritaires. Des ressortissants tadjiks se retrouvent régulièrement dans les listes des exécutants d'attaques terroristes de l'Organisation de l'État islamique (OEI) ; cependant ils sont la plupart du temps recrutés à l'étranger, tandis qu'à l'intérieur du pays les poursuites pour extrémisme visent la plupart du temps des personnes non radicalisées. Ces deux dernières années un nombre record d'arrestations a été enregistré parmi les voix critiques du pouvoir et une répression brutale s'abat sur la région du Pamir connue pour ses revendications autonomistes.


© ÉRIC BRONCARD / HANS LUCAS

ÉRIC BRONCARD. – Un footballeur s'échauffe avant un match dans la ville de Khorugh, Haut-Badakhchan, Tadjikistan, 2011

Sur fond de lutte contre l'islamisme radical, l'État cherche à ressusciter des fêtes anciennes, qualifiées tantôt d'aryennes, tantôt de zoroastriennes. En ce jour d'octobre, le parc Firdawsi de Douchanbé se pare en grande pompe de fruits et de mets. Devant une pyramide de melons, musiciens et danseurs traditionnels se produisent face à un public clairsemé : la ville organise sa fête de l'automne, Mehrgon, appellation tadjike de Mehregan, célébration en l'honneur de la divinité Mithra. En janvier, sur le même modèle patriotique, vient le tour de Sada, appellation tadjike de Sadeh, fête de l'apparition du feu. On semble s'y amuser mais il n'y a pas foule. Un passant ose un regard quelque peu condescendant et moqueur. Il ne se risquerait pas à l'expliquer en public à un inconnu, mais une fois invité à discuter dans un lieu plus discret, il nous confie : *« Peut-être que quelques-uns célèbrent réellement ces fêtes, mais ce ne sont pas des vrais musulmans. »*

Apaisement des relations avec Téhéran

Dans sa grande majorité, la population oppose une certaine indifférence à ces événements culturels ainsi qu'aux querelles historiographiques. Si le zoroastrisme a bien laissé des traces dans l'islam et les coutumes locales, honorer Zarathoustra et célébrer certaines de ces fêtes anciennes reste, pour un musulman pratiquant, une greffe artificielle, voire une hérésie. Aussi le président Rahmon ne présente plus désormais le fondateur du zoroastrisme comme *« le premier prophète des Tadjiks dont la trace sur Terre n'a pas été effacée par la poussière des millénaires ni les cendres des innombrables guerres sanglantes »*. Cette figure s'est progressivement laïcisée pour devenir aujourd'hui un exemple éthique. Devant l'impossibilité de ressusciter la religion préislamique, l'État espère tout de même « adoucir » l'islam local, en le rendant plus « national », et partant moins exposé aux influences extérieures, chiites comme sunnites.

Le retour des talibans en Afghanistan, dont Douchanbé est le plus ferme opposant dans la région, a mis au second plan les querelles culturelles avec l'Ouzbékistan (que l'arrivée au pouvoir du président réformiste Chavkat Mirziyoyev en 2016 avait déjà assourdies) et favorisé le rapprochement avec Téhéran. La présence d'une vingtaine d'autres groupes terroristes en Afghanistan, dont Jamaat Ansarullah – des Tadjiks ethniques soutenus par les talibans –, préoccupe vivement les autorités. La précarité et le manque de perspectives ont poussé des ressortissants tadjiks à exécuter des attaques de l'OEI au Khorasan, implantée en Afghanistan. L'attentat qui a tué, le 3 janvier, 90 personnes à Kerman, en Iran, impliquait plusieurs ressortissants tadjiks, tout comme celui au Crocus City Hall, dans la banlieue sud de Moscou, le 22 mars 2024, qui a provoqué la mort de 145 personnes (10).

Dans un contexte d'apaisement des relations avec Téhéran, l'affirmation d'une appartenance au monde persan apparaît moins problématique pour Douchanbé. En revanche, son usage poussé du mythe de l'aryanisme présente toujours d'importantes contradictions lorsqu'on aborde la « question » du Haut-Badakhchan, une région autonome qui couvre 45 % du territoire mais où vit seulement 3 % de la population. Les habitants de cette région montagneuse, qui résident principalement dans les vallées à la frontière avec l'Afghanistan, ont un statut ambigu. Ils ne sont pas acceptés comme Tadjiks à part entière du fait de leurs spécificités culturelles et surtout confessionnelles (étant chiites ismaéliens), mais sont souvent tenus de prendre part à la construction nationale, du fait de leur présence historique sur le territoire (11). Eux-mêmes se contredisent sur le sujet : certains se considèrent comme un groupe ethnique distinct, les Pamiris, tandis que d'autres se qualifient de « Tadjiks des montagnes ».

Une certaine animosité entre la région et Douchanbé existait dès l'époque soviétique, lorsque le Haut-Badakhchan bénéficiait d'avantages par rapport au reste de la RSS tadjike, notamment en matière d'éducation. En effet, Moscou souhaitait faire d'une de ses régions les plus inaccessibles, la plus australe de l'URSS, une vitrine de la réussite du communisme. Mais l'hostilité prend corps lorsque éclate la guerre civile : les affrontements ont alors un caractère à la fois clanique et ethnique, lors desquels le Haut-Badakhchan joue un rôle notable dans l'opposition au camp de M. Rahmon. En dépit des accords de paix signés en 1997, le Pamir reste perçu, au même titre que le PRIT, comme un danger potentiel pour le gouvernement.

Ironiquement, cette minorité pamirie adhère davantage que le reste des Tadjiks à l'idée de descendre directement des Aryens, mais elle invoque cette raison pour se distinguer du groupe majoritaire (sans prétendre non plus à une supériorité raciale). Il n'est pas rare dans le Pamir qu'on insiste sur la peau et les yeux plus clairs des habitants de la région. D'autres explications surprenantes ont cours : on se dit aussi descendants des soldats d'Alexandre le Grand, passés dans la région au IVe siècle avant notre ère et où ils auraient survécu intouchés grâce à l'isolement de leurs montagnes. À leur suite, on s'y déclare « plus aryens que les Aryens ». Le président ne peut que le déplorer : les mythes circulent et se prêtent à tous les usages. Si M. Rahmon se l'est approprié, il n'en a jamais été le détenteur exclusif.

JUDITH ROBERT.

---

(7) Fernand de Varennes, « End of mission statement of the United Nations special rapporteur on minority issues », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 19 octobre 2023.

(8) Slavomír Horák, « In search of the history of Tajikistan. What are Tajik and Uzbek historians arguing about ? », *Russian Politics and Law,* vol. 48, n° 5, New York, septembre-octobre 2010.

(9) Sulton Hasan Barotzoda, « La langue tadjike et l'identité nationale » (en russe), Scientific Collection InterConf, n° 71, 19-20 août 2021.

(10) Khursan Khurramov, « Menaces du sud sur le Tadjikistan. Réalité ou jeux politiques ? » (en russe), Radio Ozodi, 13 novembre 2023, https://rus.azathabar.com

(11) Antoine Buisson et Nafisa Khusenova, « La production identitaire dans le Tadjikistan post-conflit : état des lieux », *Cahiers d'Asie centrale,* n° 19-20, Paris, 2011.

Lire sur notre site l'article de Judith Robert :
« La longue agonie du Pamir »,
www.monde-diplomatique.fr/67452

DE QUOI SAHRA WAGENKNECHT

Une nouvelle « gauche conservatrice »

Les trois scrutins régionaux qui se tiennent ce mois-ci en ex-Allemagne de l'Est (Thuringe, Saxe et Brandebourg) ne ratifieront pas seulement la forte implantation de l'extrême droite. L'Alliance Sahra Wagenknecht, un parti de gauche créé en janvier dernier, y met à l'épreuve une ligne originale : progressiste sur le social et l'économie, conservatrice sur les questions socioculturelles.

PAR PIERRE RIMBERT ET PETER WAHL *

LA gauche ? Quelle gauche ? En Allemagne, un parti propose depuis janvier dernier une réponse à cette vieille question : l'Alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW). L'ancienne dirigeante de Die Linke (La Gauche) a finalement réglé par la scission le conflit d'orientation qui empoisonnait ce parti depuis des années (1). La nouvelle formation ampute Die Linke d'une dizaine de députés et défraie la chronique. Ancienne militante communiste, intellectuelle brillante, très populaire à l'Est, où elle est née, Mme Wagenknecht peut enfin donner corps à la ligne qu'elle incarne. Celle d'une *« gauche conservatrice »* qui prendrait le contrepied de l'électorat progressiste, urbain et diplômé des Verts : à gauche sur le plan social, conservatrice sur les questions de société et d'immigration, favorable à une forme de souverainisme au sein de l'Union européenne, critique de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et du nouveau bellicisme allemand, intransigeante sur la défense de la liberté d'expression. Un projet porté par un *« vrai parti populaire »* capable, espère-t-elle, de *« s'adresser à la majorité »* (2) et de détourner de l'extrême droite les perdants de la mondialisation.

Sitôt lancé, alors que le sigle BSW demeurait mystérieux pour nombre d'électeurs, le parti récolte 6,2 % des suffrages (2,5 millions de voix) et décroche six sièges lors des élections européennes de juin dernier, se payant le luxe de distancer les libéraux (FDP, 5,2 %) et d'écraser Die Linke (2,7 %). Dans les régions de l'Est, BSW arrive en troisième position en rassemblant entre 12 % et 16 % des voix, derrière la formation d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) et l'Union chrétienne-démocrate (CDU). D'après les enquêtes postélectorales, la majorité des suffrages de BSW proviennent d'anciens électeurs de gauche – SPD (580 000), Die Linke (470 000) –, des Verts (150 000) et d'une mobilisation des abstentionnistes (140 000). Mais un sur cinq provient également de la droite – CDU (260 000), FDP (230 000) – et 160 000 ont été arrachés à l'AfD (3). Une telle composition appelle trois conclusions. D'abord, une majorité de ses électeurs identifient BSW comme un parti de gauche. Ensuite, le pari de ravir des voix à l'extrême droite n'est pas perdu – pas gagné non plus. Enfin, l'afflux de suffrages venus du centre et de la droite semble valider la démarche entreprise par Mme Wagenknecht pour construire un bloc social alliant les classes populaires non pas aux milieux progressistes des villes, mais aux couches intermédiaires des petites et moyennes entreprises (PME).

Pour faire pièce à la reddition néolibérale des social-démocraties et à la montée des droites nationalistes, les gauches occidentales hésitent depuis près de vingt ans entre deux stratégies. La première consiste à reconstituer la coalition traditionnelle entre un monde ouvrier désormais loin des grands centres urbains et la petite bourgeoisie cultivée. Collage des reliquats communistes de l'Est et des mouvements sociaux de l'Ouest, Die Linke fut fondée en 2007 sur ce modèle pour contrer la droitisation du SPD ; mais à mesure que le parti se choisissait un destin d'avant-garde sociétale et écologiste, il perdait des suffrages populaires. Lorsqu'il lance le Parti de gauche (PG) en 2009, M. Jean-Luc Mélenchon se réclame explicitement de Die Linke et invite son cofondateur, M. Oskar Lafontaine, au congrès constitutif. Dans d'autres pays, une orientation assez proche semble gagner en puissance alors que l'onde de choc de la crise financière se propage. Avec le relais des syndicats et des étudiants radicalisés, M. Jeremy Corbyn conquiert le Labour en 2015 ; presque au même moment en Grèce, Syriza écrase les socialistes et unifie brièvement le salariat laminé par l'austérité et les diplômés politisés ; l'année suivante, M. Bernie Sanders bouscule la dynastie Clinton lors des primaires démocrates aux États-Unis.

Cette stratégie se heurte toutefois à une difficulté de taille : les ségrégations salariale, scolaire, économique et géographique ont repositionné les classes populaires (ouvriers et employés) et la petite bourgeoisie urbaine aux deux pôles les plus éloignés de l'échiquier idéologico-politique (4). « Donneur de leçon bobo » contre « raciste déplorable », chacun agit sur l'autre comme un repoussoir au point de rendre très improbable la constitution d'un front commun.



© ADAGP, PARIS, 2024 - COURTESY GALERIE LELONG & CO, PARIS

JAN VOSS. – « Directives », 2022

Une autre stratégie apparue à la fin des années 2000 dans le sillage de la victoire de M. Barack Obama consiste à entériner que *« la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche »* (5). Il s'agit alors de rassembler, par-delà leurs divergences socio-économiques ou géopolitiques, minorités, progressistes, écologistes, jeunes. Adoptée par les Verts français et allemands, par Die Linke, cette approche suscitera la critique de La France insoumise, qui, paradoxalement, emprunte une voie assez parallèle. Son dirigeant, M. Mélenchon, a identifié *« un acteur nouveau dans l'histoire »* : *« cette masse de population urbanisée, vivant en réseau »*, qui rassemblerait face à l'oligarchie étudiants, enseignants, cadres progressistes des hypercentres et travailleurs des banlieues souvent issus de l'immigration postcoloniale (6). Tenter de reconquérir les milieux ouvriers du périurbain où l'extrême droite améliore ses scores serait illusoire. *« Leur priorité, c'est le racisme »*, prétend M. Mélenchon (7). Au risque de suggérer une forme d'essentialisme : les identités politiques, d'ordinaire façonnées par les conditions d'existence et l'action militante, se figeraient chez les électeurs d'un parti xénophobe.

Classes populaires vivant désormais à l'écart des métropoles et petite bourgeoisie urbaine dans un cas (la coalition « historique » de la gauche), classes populaires des banlieues, souvent d'origine immigrée, et jeunes intellectuels radicalisés dans l'autre (la « nouvelle coalition »), ces deux stratégies impliquent l'une comme l'autre de séduire les couches cultivées. Mme Wagenknecht entend au contraire s'en distancier. Publié en 2021, son best-seller *Die Selbstgerechten* – « les bien-pensants », en français – s'ouvre sur une critique au vitriol du *« libéralisme de gauche »* qui *« a pour base sociale la classe moyenne universitaire aisée des grandes villes »*. Moralisatrice, prétentieuse, pleine de mépris pour les perdants de la mondialisation qui n'ont pas assimilé les codes culturels et linguistiques à la mode, cette *« gauche Lifestyle »* proeuropéenne et ouverte au monde exalte les particularismes et méprise les *« valeurs communes »*. Elle symboliserait la combinaison d'une adhésion à l'ordre économique et de revendications socioculturelles que la philosophe américaine Nancy Fraser qualifiait de *« néolibéralisme progressiste »*. *« La plupart des partis de gauche sont des partis d'universitaires élus par des populations métropolitaines bien formées et socialement protégées »*, estime Mme Wagenknecht, qui cite le livre *Capital et idéologie* de l'économiste français Thomas Piketty.

Parti populaire, BSW entend former une alliance avec l'autre pôle des classes moyennes, celui des techniciens, ingénieurs, artisans et indépendants du *Mittelstand,* un terme allemand désignant à la fois la couche sociale du milieu et le réseau d'entreprises familiales qui alimente l'appareil industriel rhénan en machines-outils et robots de haute technologie. Mme Wagenknecht décèle une analogie entre les classes populaires victimes de la mondialisation et les classes moyennes des PME étouffées par les spéculateurs : ces dernières *« souffrent également de l'insécurité économique ; elles subissent la pression des très grandes entreprises, des banques, des géants numériques ; elles pâtissent d'une politique influencée par ces lobbies puissants »*. La fondatrice de BSW admet volontiers qu'*« une telle alliance n'est pas exempte de contradictions »* puisque l'une de ses composantes exploite le travail de l'autre. Mais un tel bloc bénéficierait du prestige dont jouit le *Mittelstand* outre-Rhin et concentrerait la lutte contre un adversaire commun : les grands groupes financiers, l'oligopole qui règne sur l'industrie numérique, les instances supranationales qui encouragent la dérégulation, bref, le *« capitalisme BlackRock »* – ainsi désigné en référence à M. Friedrich Merz, président de la CDU, probable candidat conservateur à la chancellerie et ancien président du conseil de surveillance de la filiale allemande du célèbre fonds d'investissement.

Le programme économique de BSW en découle : une politique sociale qui puise dans le répertoire classique des propositions de gauche, comme le renforcement des syndicats, une vigoureuse redistribution fiscale, des investissements dans les services et infrastructures publics, la lutte contre la pauvreté, etc. La cause des PME se retrouve dans le soutien au capital familial contre la finance de marché, la lutte contre les monopoles, l'aide à l'innovation technologique. Elle se traduit aussi dans le choix des cadres dirigeants : députée et coprésidente de l'Alliance, Mme Amira Mohamed Ali a commencé sa carrière comme juriste chez un sous-traitant automobile. Si la socialisation des moyens de production n'est

* Journaliste, Worms (Allemagne).

(1) Lire Peter Wahl, « En Allemagne, deux lignes pour un même camp », *Le Monde diplomatique,* janvier 2022.

(2) Sauf mention contraire, les propos de Sahra Wagenknecht sont tirés d'un entretien réalisé par les auteurs à Berlin le 10 avril dernier ou de son livre *Die Selbstgerechten. Mein Gegenprogramm für Gemeinsinn und Zusammenhalt* (« Les Bien-Pensants. Mon contre-programme pour le sens civique et la cohésion »), Campus Verlag, Francfort, 2021.

(3) « Wie die Wähler wanderten », 8 juillet 2024, www.tagesschau.de

(4) *Cf.* Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite* et *Pourquoi les riches votent à gauche*, Agone, Marseille, respectivement 2013 et 2018. Lire aussi Pierre Rimbert, « Quelle coalition face au bloc bourgeois ? », *Le Monde diplomatique,* février 2022.

(5) Bruno Jeanbart, Olivier Ferrand et Romain Prudent, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », Terra Nova, Paris, mai 2011.

(6) Jean-Luc Mélenchon, *Le Choix de l'insoumission,* Seuil, Paris, 2016.

(7) *La Repubblica,* Rome, 21 juillet 2024.

Tout le monde en a parlé

CHANTER nu peint en bleu dans une corbeille de fleurs à côté d'une tranche de roquefort sublime-t-il le génie français, ou prouve-t-il au contraire la capitulation de la puissance publique face au pouvoir satanique des artistes dégénérés ? Quand une polémique aussi extravagante sature l'espace médiatique, c'est d'abord pour délimiter les contours du bac à sable où s'étripent les belligérants du dissensus autorisé. Tribunes enflammées dans la presse écrite, plateaux télévisés au bord de l'implosion, matinales radiophoniques survoltées se succèdent. Alors, comme par magie, tout le reste disparaît.

Ainsi de l'ébriété sécuritaire à Paris, ville Potemkine soumise au « nettoyage social » avec l'expulsion d'Île-de-France de 12 500 sans-abri, grillagée, barricadée, quadrillée quotidiennement par 55 000 policiers, gendarmes et militaires informés par la reconnaissance faciale dans le métro, la surveillance de la population par drones. Le droit d'aller et venir subordonné au QR code préfectoral, les contrôles d'identité permanents, le million d'enquêtes administratives diligentées par les services de sécurité et annoncées au journal télévisé comme un triomphe républicain par le ministre de l'intérieur : pendant qu'on chicane sur la Seine et la Cène, le journalisme, gardien autoproclamé des libertés publiques, entérine en silence la banalisation de l'État policier.

C'est entendu : nulle puissance ne saurait empêcher les artistes de mélanger les cultures, de subvertir les normes, de défier les pouvoirs. Leur liberté a ceci d'agréable qu'elle accepte d'*« intégrer »* les *« contraintes des partenaires privés »*, comme le reconnaît Thomas Jolly, concepteur de la fameuse soirée (*Le Monde*, 17 juillet 2024). On s'abstient donc d'infliger tout désagrément critique à M. Bernard Arnault, première fortune de France et président-directeur général (PDG) de LVMH, « partenaire premium » des Jeux avec six autres entreprises. Célébrée par Edwy Plenel comme la *« promesse d'égalité d'une France tissée du monde »*, un *« élégant pied de nez, joyeux et moqueur, aux hiérarchies de classe et de statut, de pouvoir et de prétention »* (Mediapart, 1er août), la cérémonie d'ouverture, rythmée par la chanson révolutionnaire *Ah, ça ira!*, met en scène les privilèges d'Ancien Régime accordés à LVMH : sous couvert d'esthétique, le long clip publicitaire diffusé en mondovision porte aux nues la marque qui symbolise l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres. Visite des ateliers d'entreprises LVMH, malle LVMH, chanteuses habillées par LVMH, sportifs LVMH mordant des médailles LVMH : « Paris est une fête », titre sur cinq colonnes à la « une » *Les Échos* (26-27 juillet) – un quotidien détenu par… LVMH. Ce débat-là n'aura pas lieu en France. Outre-Manche, le *Times* titre : « Louis Vuitton, le vrai vainqueur des JO de Paris » (1er août).

Au mois d'août, les médias basculent en mode détente : l'actualité se résume au sport et à la douceur de vivre retrouvée dans une France enfin fière d'elle-même. Alors que l'armée israélienne a bombardé deux écoles palestiniennes le 4 août (trente morts, femmes et enfants pour l'essentiel), ce jour-là puis le lendemain les journaux télévisés de 20 heures de TF1 et France 2 couvrent les médailles françaises, une avalanche dans le massif du Mont-Blanc, la sécurité de l'aéroport de Nice, les arnaques locatives, les feux de forêts, les baignades interdites, l'expansion du trafic de perroquets sauvages. Pas un mot sur Gaza.

Trente morts palestiniens, autant dire rien : il ne faudrait pas qu'une information fasse diversion… du divertissement.

P. R.

EST-ELLE LE NOM ?

bouscule le jeu politique allemand

plus à l'ordre du jour, Mme Wagenknecht imagine trois formes différenciées de propriété : privée et lucrative pour les PME dans les secteurs où la concurrence fonctionne ; fondations privées mais sans ouverture du capital à des actionnaires externes et cogérées avec les salariés pour les entreprises plus importantes ; d'intérêt public et soustraite au marché pour les services et infrastructures essentiels (8). BSW actualise ainsi une stratégie suivie après 1968 par certains partis communistes d'Europe occidentale sous l'étiquette « alliance antimonopoliste », celle des salariés et des petites et moyennes entreprises contre le grand capital.



© ADAGP, PARIS, 2024 - COURTESY GALERIE LELONG & CO, PARIS

JAN VOSS. – « Kandidaten », 2019

La démondialisation heureuse

Au sein d'une société où, désormais, les marqueurs identitaires et culturels façonnent davantage les identités politiques que la condition sociale et économique, le parti s'emploie à *« décoder »* les premiers pour faire émerger la seconde. *« Je suis convaincue qu'une partie des luttes culturelles sont en réalité des luttes sociales,* nous explique Mme Wagenknecht. *Et que les identités culturelles cachent aussi des identités sociales. »* Les positions du parti vis-à-vis de l'écologie illustrent cette approche.

Ainsi, les comportements individuels exemplaires en matière de transport, d'alimentation, de chauffage prônés par les Verts dans un contexte de renchérissement des prix de l'énergie représentent un *« mode de vie privilégié »* hors de portée des populations périurbaines à faible revenu, lesquelles se sentent méprisées et en conçoivent du ressentiment. *« Il s'agit donc d'une situation de conflit social qui s'exprime culturellement. »* Dès lors, il faudrait *« s'assurer que le coût de la réduction prévue des émissions de gaz à effet de serre ne sera pas imposé aux gens disposant de revenus modestes qui peinent déjà à boucler leur budget* (9) *»*. D'autant que la transition vers les véhicules électriques et la menace de fragmentation de l'économie mondiale provoquent une peur aiguë de déclassement dans un pays dépendant des exportations de véhicules thermiques vers l'Asie. Plutôt que l'interdiction du diesel, BSW réclame un pilotage plus politique de l'écologie avec une reprise sous contrôle public de secteurs-clés comme l'énergie et une *« démondialisation »* de l'économie allemande : *« Il ne s'agit pas de consommer autrement, mais avant tout de produire autrement : notre économie doit devenir plus régionale, moins toxique, plus respectueuse des ressources. »* L'innovation technologique des entreprises du *Mittelstand* y pourvoira…

Si la préservation de l'environnement ne compte pas au nombre des sujets prioritaires pour BSW, il en va tout autrement de l'immigration. Dès 2015, Mme Wagenknecht exprimait son désaccord avec l'accueil d'un million de réfugiés décidé par Mme Angela Merkel. Au sein de Die Linke, parti favorable à l'ouverture totale des frontières, cette position avait soulevé une vive réprobation. Depuis, l'enthousiasme populaire pour faciliter l'intégration des migrants a laissé place en Allemagne à un débat angoissé où se mêlent peur des attentats islamistes, vieillissement démographique, montée en flèche de l'extrême droite, et l'arrivée d'un million d'Ukrainiens depuis 2022. BSW prône une politique migratoire restrictive et s'emploie à reformuler cet enjeu comme une question sociale. Prudent, le programme insiste sur le *« refus des idéologies racistes »,* le *« droit d'asile pour toute personne persécutée politiquement dans son pays »* et l'*« enrichissement que peuvent apporter l'immigration et la coexistence des cultures »* (10). Mais pour Mme Wagenknecht, les flux de ces dernières années ont aggravé la pénurie de logements, la surcharge des systèmes sociaux et la crise du système scolaire car le gouvernement a refusé d'accroître les capacités d'accueil. *« Dans tous ces domaines, les institutions et infrastructures publiques sont débordées,* estime-t-elle. *Et ce sont les plus pauvres qui en font les frais. »* Le programme européen du parti évoque le développement de *« sociétés parallèles marquées par l'islamisme »* et entend *« mettre fin à l'immigration incontrôlée vers l'Union européenne* (11) *»*. Comment ? D'abord en traitant les procédures de demande d'asile dans des pays tiers ou situés aux frontières extérieures de l'Union, une mesure réclamée en mai dernier par quinze des vingt-sept États membres. Plus classiquement – et de manière plus irénique –, BSW préconise d'agir sur les causes de l'exil par des relations économiques mondiales équitables et une géopolitique qui mette fin aux guerres menées par l'Occident en Irak, en Afghanistan et en Libye.

Indignés par ces prises de position sur l'immigration comme par sa critique du gauchisme culturel, la presse et les influenceurs progressistes ont d'abord résumé les projets politiques de Mme Wagenknecht à l'émergence d'une *« gauche antimigrants »,* au fond proche de l'extrême droite (12). Cet amalgame cède peu à peu la place à une curiosité plus méthodique. En France, deux think tanks – la Fondapol et l'Institut français des relations internationales (IFRI) – ont chacun consacré une étude détaillée – et critique – au nouveau parti (13). En avril dernier, la *New Left Review,* une publication marxiste réputée, publiait un long entretien avec la fondatrice de BSW. Elle y soulignait à propos des effets de l'immigration : *« Attirer l'attention sur des pénuries sociales réelles – la demande dépassant les capacités – n'est pas xénophobe.* (…) *C'est cette situation de concurrence intense pour des ressources rares qui alimente la xénophobie. »* À peine l'interview annoncée sur X, de doctes indignés déploraient en commentaire la contribution d'une *« fasciste »*… La critique socio-économique des politiques migratoires embarrasse à la fois la gauche progressiste, souvent tentée d'évacuer la question au nom de la lutte contre le racisme, mais aussi la droite et les libéraux : si, comme ils l'admettent, le déclin démographique allemand appelle une immigration de travail, il incombe à l'État d'investir massivement dans les équipements publics d'accueil sous peine d'exacerber les tensions et, pour cela, d'en finir avec l'austérité budgétaire, ce à quoi ces partis répugnent. Une première enquête sur l'électorat de BSW suggère que sa ligne séduit bien au-delà des classes moyennes blanches de l'Est. *« Les personnes interrogées issues de l'immigration ont une propension à voter BSW proportionnellement plus élevée que les autres »,* relève le rapport commandé par la fondation de la Confédération allemande des syndicats (DGB), proche des sociaux-démocrates (14).

Outre la question migratoire, la personnalisation de l'Alliance Sahra Wagenknecht alimente les critiques de la gauche traditionnelle : douée d'un puissant charisme, une faculté toujours suspecte en Allemagne, la fondatrice de BSW remplit les salles de meeting et régale les téléspectateurs d'émissions politiques où elle écrase bien souvent ses adversaires. Son refus de la vaccination obligatoire, ses critiques de la politique sanitaire pendant la pandémie de Covid-19 et sa défense de la liberté d'expression alimentent une polémique quasi permanente centrée sur sa personne. Au fil des ans, Mme Wagenknecht a composé une figure d'icône médiatique austère, élégante, cérébrale, incarnation moderne de Rosa Luxemburg, dont la notoriété interroge : le parti a-t-il vocation à la servir, ou lui sert-elle de rampe de lancement ? Comme pour dissiper l'ambiguïté, d'autres figures publiques émergent : la tête de liste aux élections européennes Fabio de Masi, spécialiste de la délinquance financière, ou la coprésidente, Mme Mohamed Ali. Le patronyme de la fondatrice devrait disparaître de l'intitulé après les élections législatives de 2025. En attendant, l'Alliance Sahra Wagenknecht se construit autour d'une verticale du pouvoir, sur un modèle léniniste, et filtre scrupuleusement les adhésions pour éviter l'entrisme *« de carriéristes et de trolls »* ou de sous-marins d'extrême droite. Les mouvements « gazeux » de type Podemos ne l'inspirent guère.

Feu sur l'Europe et sur l'OTAN

Des expériences « populistes de gauche » menées après 2015, Mme Wagenknecht a en revanche retenu le refus de brandir le drapeau rouge. Le parti *« s'inscrit de fait dans la tradition de gauche, sauf que nous ne le communiquons pas verbalement ainsi car cela n'est tout simplement plus compris,* explique-t-elle. *La gauche aujourd'hui, je le regrette d'ailleurs vivement, est devenue pour beaucoup de gens une véritable notion ennemie, parce qu'ils l'associent à Robert Habeck ou à Annalena Baerbock »,* ministres écologistes dans l'actuel gouvernement qui incarnent selon elle la bourgeoisie progressiste. BSW habille ses orientations de gauche d'un discours qui se veut populaire et rassembleur : *« Nous acceptons qu'une société ait besoin d'une culture et de traditions communes. Un État social, par exemple, ne peut pas fonctionner sans identité commune ni sentiment d'appartenance. »*

Consensuelles, les positions de Mme Wagenknecht sur l'Europe, la guerre en Ukraine et l'OTAN ne le sont assurément pas. À l'instar du Front de gauche conduit par M. Mélenchon aux européennes de 2014, BSW a teinté sa campagne de printemps d'un souverainisme affirmé : refus du fédéralisme, réduction des pouvoirs de la Commission européenne et *« non-application »* des directives jugées déraisonnables. Le parti prône une coopération approfondie avec certains États membres sur la protection de l'environnement, la régulation financière et fiscale, l'énergie et les infrastructures ; un retour à la souveraineté nationale pour contrer les interventions néolibérales de Bruxelles ainsi que les dispositions belliqueuses de Mme von der Leyen en matière de politique étrangère. L'insistance sur la porosité de Bruxelles au lobbying des grands groupes fait écho aux préventions que le dirigisme de la Commission inspire aux PME.

Plus qu'en France, la guerre en Ukraine imprègne et clive le débat public allemand. Berlin se classe juste après les États-Unis au palmarès des plus gros fournisseurs d'armes à Kiev. Si les grands médias dépeignent l'Allemagne comme le front intérieur du combat contre l'empire du mal, la population penche majoritairement en faveur d'une solution négociée. Mme Wagenknecht a condamné l'invasion russe de février 2022 ; elle estime que l'élargissement de l'OTAN vers l'Est porte la coresponsabilité du conflit et s'oppose à la guerre par procuration que mène l'Alliance atlantique contre la Russie. À l'automne 2023, elle lance avec la militante féminisme Alice Schwarzer un manifeste pour la paix et l'arrêt des livraisons d'armes qui recueille plus de 900 000 signatures. Dans ce sillage, BSW se prononce en faveur de négociations entre Kiev et Moscou, pour la levée progressive des sanctions et, à moyen terme, pour une coexistence et une coopération pacifiques avec la Russie. Parallèlement, le nouveau parti milite contre le réarmement massif de l'Allemagne et dénonce la militarisation mentale de la société. Ce pacifisme-là, naguère défendu par les Verts devenus entre-temps l'une des formations les plus bellicistes de l'échiquier politique allemand, jouit d'une grande popularité dans les « nouveaux Länder » et constitue l'un des principaux facteurs du succès de BSW. Plus discrète sur Gaza – le sujet n'offre qu'une liberté d'expression limitée en Allemagne (15) –, Mme Wagenknecht demande un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt des livraisons d'armes allemandes à Israël, une position radicalement opposée à celle de l'AfD, qui soutient inconditionnellement Tel-Aviv. Sans réclamer explicitement une sortie de l'OTAN, BSW se prononce pour *« une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis »* et ambitionne *« une nouvelle alliance de sécurité incluant la Russie et d'égal à égal. Ce qui équivaut à un rejet de l'OTAN actuelle ».* Face à la montée des Suds, l'Europe devrait renoncer à vouloir imposer d'improbables *« valeurs »* : *« Je suis contre une politique étrangère qui parcourt le monde l'index levé pour dire aux autres États comment ils devraient s'organiser. Cette conduite est profondément hypocrite et mensongère : notre gouvernement ne donne guère de leçons à l'Arabie saoudite, même quand elle décapite ses opposants, mais il se fait passer pour un grand défenseur des droits* de l'homme *auprès de la Chine. »*

Après le premier test électoral de juin, plutôt réussi, BSW aborde avec sérénité les élections régionales de septembre en Thuringe, en Saxe et dans le Brandebourg, situés en ex-Allemagne de l'Est. S'ils abhorrent ce concurrent remuant, les autres partis lui reconnaissent la faculté de faire baisser les scores d'une extrême droite qui, dans ces États, caracole en tête des sondages. Déjà en ligne de mire, l'élection fédérale de l'automne 2025 s'annonce périlleuse pour les socialistes comme pour les écologistes, membres de la coalition au pouvoir et jugés responsables de la crise économique. Une percée de BSW, surtout si elle s'accompagnait d'un coup d'arrêt à l'essor de la droite radicale, pourrait alors modifier les contours – et les priorités – de la gauche allemande.

PIERRE RIMBERT ET PETER WAHL.

(8) Cette perspective est développée dans son livre *Reichtum ohne Gier. Wie wir uns vor dem Kapitalismus retten* (« La Richesse sans la cupidité. Comment nous sauver du capitalisme »), Campus Verlag, 2016.

(9) Sahra Wagenknecht, « Condition of Germany », *New Left Review,* n° 146, Londres, mars-avril 2024.

(10) BSW, « Unser Parteiprogramm », Berlin, 2024, https://bsw-vg.de

(11) BSW, « Programm für die Europawahl 2024 », Berlin, 2024, www.europawahl-bw.de

(12) Lire Pierre Rimbert, « Gauche antimigrants, une fable médiatique », *Le Monde diplomatique,* octobre 2018.

(13) Patrick Moreau, « L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'Alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW) », Fondation pour l'innovation politique, Paris, janvier 2024 ; et Thorsten Holzhauser, « Ni à gauche ni à droite, mais les deux à la fois ? L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) au lendemain des élections européennes », Note du Comité d'études des relations franco-allemandes, n° 178, Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, juillet 2024.

(14) Helge Emmeler et Daniel Seikel, « Wer wählt "Bündnis Sahra Wagenknecht" ? », WSI Report, n° 94, juin 2024, www.wsi.de ; *Cf.* aussi Albrecht Meier, « BSW im Umfrage-Hoch : Wagenknecht-Partei punktet vor allem bei Deutsch-Türken », *Tagesspiegel,* Berlin, 31 juillet 2024.

(15) Lire Sonia Combe, « Peut-on critiquer Israël en Allemagne ? », *Le Monde diplomatique,* avril 2023.



LES EFFETS PERVERS D'UN MODE DE SCRUTIN

À Londres, le retour de l'extrême centre

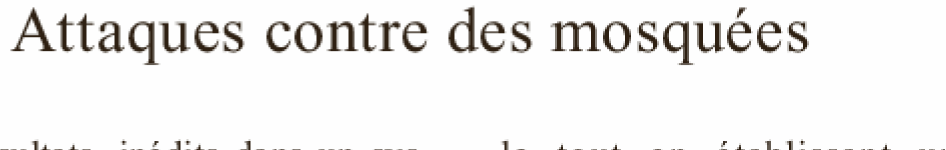
Après quatorze ans de pouvoir conservateur, les travaillistes l'ont emporté aux élections du 4 juillet. Mais personne ne croit à la rupture. Comme son prédécesseur, le nouveau premier ministre professe la modération après la bataille du Brexit. Néanmoins, les émeutes racistes de l'été autant que les réactions qu'elles ont suscitées confirment la droitisation du champ politique national.

PAR OLIVER EAGLETON *

DÉFAITES, les forces de déstabilisation ; confirmée, la suprématie du centrisme : les élections générales britanniques du 4 juillet ont exaucé les vœux de l'establishment. Après un long règne émaillé de scandales de corruption et de convulsions économiques (2010-2024), le Parti conservateur a subi le pire revers de son histoire avec 121 sièges sur les 650 à pourvoir à la Chambre des communes. Reform UK, la formation de droite radicale conduite par M. Nigel Farage, n'en a décroché que 5 ; le Parti national écossais passe de 48 à 9. Surtout, le Parti travailliste, sous la nouvelle direction de M. Keir Starmer, a fait élire 411 députés sur un programme de discipline fiscale, de défense du libre marché et de loyauté atlantiste.

Le scrutin a cependant enregistré la plus faible participation – 60 % – depuis 2001. Avec 34 % des suffrages exprimés, le Labour n'a rallié que 9,7 millions de votants, soit moins qu'en 2017 (12,9 millions) et en 2019 (10,3 millions), lorsqu'il était dirigé par le socialiste Jeremy Corbyn. Sa stratégie de se présenter comme le nouveau parti conservateur afin d'attirer les supporteurs de l'ancien n'a pas fonctionné. Seule une infime proportion des électeurs tories a basculé ; bien davantage ont préféré s'abstenir ou voter Reform UK, qui a recueilli 4 millions de voix. En réalité, M. Starmer doit son triomphe par défaut aux effets pervers du scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Du reste, malgré les efforts bipartisans pour effacer son héritage, M. Corbyn demeure une référence centrale pour la gauche britannique. Empêché de concourir sous les couleurs travaillistes, il s'est présenté en tant qu'indépendant dans sa circonscription du nord de Londres et y a battu à plate couture le candidat de M. Starmer. Quatre autres indépendants positionnés à la gauche du Labour ont été élus après avoir axé leur campagne sur la dénonciation du génocide en cours à Gaza. De son côté, le Parti vert, qui milite pour un accroissement des investissements pour le climat et une renationalisation des services publics privatisés, a envoyé quatre parlementaires à Westminster et récolté un peu moins de deux millions de voix, ce qui représente une ponction significative sur le vote travailliste au niveau national.



Attaques contre des mosquées

CES résultats, inédits dans un système conçu pour assurer la domination des deux principaux partis, laissent augurer d'une possible reconfiguration du paysage politique. Purgé des opinions sociales-démocrates même les plus modérées, le Labour espère arracher aux tories le titre de premier représentant du capital au Royaume-Uni. Les travaillistes prévoient de comprimer les dépenses publiques tout en maximisant les bénéfices des entreprises dans la santé et le logement. Les grandes politiques environnementales ont été mises au rebut, de même que l'alourdissement de la fiscalité sur les riches et les sociétés. Sur la scène internationale, promet le nouveau premier ministre, la sacro-sainte « relation spéciale » avec les États-Unis sera choyée ; et, sans pour autant remettre en cause le Brexit, les liens avec l'Union européenne seront fortifiés.

Si le Labour consolide son image de force de gouvernement rassurante, la rhétorique des conservateurs sera vraisemblablement dominée dans les prochaines années par les menaces civilisationnelles que représenteraient le « wokisme », l'« idéologie du genre » et l'immigration. Pour ne pas se laisser distancer sur ces questions, des tories de premier plan réfléchissent d'ailleurs à une alliance avec Reform UK. Ensemble, les deux formations ont totalisé 38 % des suffrages lors des dernières élections, soit quatre points de plus que le Labour – de quoi constituer un front anti-immigration xénophobe dans la perspective du scrutin de 2029 et faire glisser encore plus à droite le discours politique national. Certes un peu réticent à priver le pays d'une main-d'œuvre étrangère à bas coût cruciale pour son économie, M. Starmer joue à peu près la même partition. En témoignent la mise en place d'une nouvelle unité de contrôle des frontières et l'engagement pris d'intensifier les arrestations et expulsions de migrants, le tout en établissant un lien entre immigration, criminalité et incivilités.

On voit déjà clairement ce que peuvent générer de telles positions. Dans la petite ville balnéaire de Southport, endeuillée le 29 juillet par une attaque mortelle au couteau contre des enfants, des émeutes racistes ont éclaté sur la foi de rumeurs en ligne alléguant que le tueur était immigré et musulman. Très vite, le pays s'est embrasé… À Rotherham, un hôtel servant de centre d'hébergement pour demandeurs d'asile a été la cible d'un incendie criminel. Ailleurs, des individus ont attaqué des mosquées. La réponse, autoritaire, de M. Starmer a consisté à annoncer un plan de lutte contre les désordres violents qui prévoit notamment une extension de l'usage de la reconnaissance faciale par la police.

Dans ce contexte de plus en plus sombre, on assiste aussi à de vastes contre-manifestations antiracistes. Comme l'ont montré les récents succès électoraux des verts et des indépendants, fussent-ils encore modestes et limités à l'échelon local, la gauche paraît capable de contrer cette dérive réactionnaire. Si elle a engrangé moins de voix que l'extrême droite, elle a en revanche envoyé davantage de députés à Westminster et a des dizaines d'autres circonscriptions dans son viseur. Entre des travaillistes qui se rêvent en conservateurs et des tories qui lorgnent du côté de Reform UK, il se pourrait bien qu'un courant dissident ait sa place. À quelle conjoncture politique devra-t-il s'adapter ?

La situation actuelle procède en grande partie de deux événements survenus en 2015 : l'accession de M. Corbyn à la direction du Labour, qui offre au pays une option populiste de gauche ; la décision du premier ministre David Cameron d'organiser un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne, lequel se solde l'année suivante par un vote massif en faveur du retrait. Ces circonstances élargissent le champ des possibles : le corbynisme refuse la fatalité derrière laquelle se réfugiaient tous les gouvernements depuis Margaret Thatcher, prônant une véritable autonomie vis-à-vis de Washington et la transformation économique par le biais d'un « Green New Deal » ; la promesse de rendre sa souveraineté au Royaume-Uni, quoi qu'elle recouvre, séduit de larges segments d'une classe ouvrière sourde aux avertissements catastrophistes des décideurs, des dirigeants d'entreprise et des commentateurs patentés.

Pour répondre au feu nourri des attaques venues des plus puissantes institutions du pays, le corbynisme doit capter à son profit le mécontentement populaire envers l'establishment, c'est-à-dire se positionner du bon côté de la polarisation masses-élites. Cette fracture, ouverte par le Brexit, ne cesse de s'élargir à mesure que les partisans du maintien cherchent à revenir sur les résultats du référendum. En déclarant respecter la décision du peuple britannique, M. Corbyn a alors la possibilité de présenter le vote pro-Brexit comme l'occasion d'en finir avec les traités ordolibéraux, les politiques migratoires inhumaines et les carences démocratiques de l'Union, opposant son programme de transformation aux défenseurs du statu quo – le patronat, les tories, l'aile droite du Labour, les médias traditionnels et l'État lui-même.

Mais la direction du Parti travailliste manque de courage. Et, pour ne pas déclencher des défections en série, elle décide au contraire d'apaiser sa faction anti-Brexit en s'engageant à organiser un nouveau référendum qui pourrait inverser le vote de 2016. M. Corbyn, gêné aux entournures, devient tendu et évasif dans les interviews. Sa combativité d'autrefois s'évanouit. Et cette énergie politique qu'il ne parvient plus à transmettre, c'est M. Boris Johnson, devenu premier ministre à l'été 2019, qui s'en arroge le monopole.

À la tête d'un Parti conservateur redéfini comme le parti du peuple, M. Johnson dénonce tous ceux qui cherchent à faire obstacle à la volonté populaire : l'opposition officielle, l'hydre bruxelloise, les tribunaux tendancieux et même certains députés de son propre camp. Pour vaincre ces résistances, affirme-t-il, il faut appeler les Britanniques aux urnes et les placer devant un choix simple : soit ils votent pour lui, et la sortie de l'Union européenne devient réalité ; soit ils choisissent M. Corbyn, avec le risque de remise en cause du Brexit. Le Labour a beau récolter plus de voix qu'en 2005 et 2010 aux élections générales de décembre 2019, la lame de fond conservatrice l'emporte. Elle procure aux tories quatre-vingts sièges d'avance sur toutes les autres formations réunies.

Reconduit à Downing Street, M. Johnson s'efforce d'entretenir la vague contestataire sur laquelle il a su surfer pendant la campagne du Brexit. Puisque l'engouement pour la sortie de l'Union européenne s'expliquait par des inégalités géographiques – le Sud peuplé de riches rentiers, le Nord ravagé par le déclin industriel –, M. Johnson promet de les corriger, non pas grâce à la redistribution, mais en « passant au niveau supérieur » *(levelling up)*. Il doit s'agir d'aider les régions sinistrées sans freiner les plus favorisées. On parle alors de grands chantiers d'infrastructures, de plans de relance…

Mais la montagne accouche d'une souris. Après des années d'austérité, les 809 millions de livres sterling (942 millions d'euros) alloués aux collectivités locales dans le cadre du Levelling Up Fund ne suffisent pas à faire la différence. La presse conservatrice lâche une administration à laquelle elle reproche de tourner le dos à ses promesses. Après une série de révélations, notamment sur les fêtes organisées en plein confinement ou le financement douteux des travaux de rénovation de son logement à Downing Street, M. Johnson démissionne en juillet 2022.

Les conservateurs se retrouvent alors à la croisée des chemins. Soit ils renouent avec le discours galvanisant qui leur avait valu de triompher lors du précédent scrutin, soit ils se tournent vers une gestion plus austère, propre à rassurer leur électorat traditionnel. La première option prévaut. En septembre, Mme Elizabeth Truss prend la tête du gouvernement. Pour restaurer la croissance, elle annonce des réductions d'impôts massives en faveur des plus riches et un assouplissement drastique des règles d'urbanisme. Mais les marchés sanctionnent son amateurisme économique. Les cours obligataires s'effondrent. Le 20 octobre, quarante-cinq jours seulement après son entrée en fonction, Mme Truss démissionne.

À M. Rishi Sunak, qui prend sa succession, il revient de remettre d'aplomb les conservateurs. Le nouveau premier ministre ne prétend pas atténuer les inégalités ni œuvrer à une quelconque renaissance nationale en lançant de grands projets. Son ambition se limite à rétablir la confiance dans l'exécutif en misant sur la prudence fiscale et la bonne gouvernance. Les politiques chocs à la Johnson, jugées utiles pour creuser des lignes de clivage et mobiliser les fidèles du parti, ne disparaissent pas pour autant – on les retrouve par exemple dans les restrictions du droit de grève ou la décision d'expulser les demandeurs d'asile vers le Rwanda. Cependant, le cœur de la stratégie consiste à présenter M. Sunak en sage gestionnaire qui saura éloigner le chaos.

À cet égard, MM. Sunak et Starmer paraissent en quelque sorte comme les deux faces d'une même pièce. Tous deux se définissent par opposition à leurs prédécesseurs, qu'ils dépeignent en dangereux idéologues. Tous deux tentent de refermer l'ère de turbulences ouverte en 2015 en relégitimant l'ordre établi. Tous deux disent symboliser le retour de l'éthique au sommet de l'État. Mais, dans le cas du leader conservateur, le vernis ne tarde pas à craquer. Les régions aisées acquises aux tories siphonnent les investissements publics. Les révélations sur les malversations se multiplient. Ainsi personne n'est-il surpris d'apprendre, fin juin 2024, que plusieurs tories de l'entourage de M. Sunak ont illégalement parié sur la date des élections en exploitant les informations confidentielles dont ils disposaient…

Vers un pacte vert-rouge ?

POUR l'instant, M. Starmer n'a pas fait les choux gras des tabloïds. Son personnage de bureaucrate insipide lui a plutôt bien réussi à la tête du Labour : il a pu se tenir loin des projecteurs pendant que le gouvernement conservateur implosait, puis entrer à Downing Street. Mais il en faut plus pour gagner les cœurs. Car au-delà de leurs frasques, ce sont des raisons purement matérielles qui expliquent le désaveu des conservateurs. Depuis 2008, la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) peine à dépasser les 0,25 %. Au cours de la même période, la baisse des revenus réels a entamé le pouvoir d'achat, un peu plus rogné ces dernières années par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt. La productivité connaît un ralentissement presque sans précédent (1). Des décennies d'externalisation et de sous-financement ont délabré les services publics. Certains soins médicaux essentiels se révèlent difficiles à obtenir. Sans même évoquer la saturation des prisons ou le déversement d'eaux usées dans les rivières par des compagnies de distribution avides de profits.

Reste à voir si la gauche peut, dans un esprit d'insurrection, faire pièce à la politique de stabilité en trompe-l'œil de l'actuel gouvernement. Des discussions sont en cours pour créer un proto-parti qui fédérerait les mouvements sociaux existants en vue de disputer de futures élections, peut-être dans le cadre d'un pacte vert-rouge. Parviendrait-il à acquérir suffisamment de poids au Parlement pour démocratiser le mode de scrutin si archaïque de Westminster ? À ce stade, il ne s'agit encore que d'une perspective lointaine, mais sa simple évocation témoigne d'un étonnant rejet du projet et des méthodes de M. Starmer, qui étouffent toute velléité de réimaginer la société. Par sa vacuité même, la victoire électorale travailliste prouve que l'espoir n'est pas mort.

(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

(1) Nicholas Crafts et Terence C. Mills, « Is the UK's productivity slowdown unprecedented ? », National Institute Economic Review, 6 février 2020, www.niesr.ac.uk

* Rédacteur à la *New Left Review* et auteur de *The Starmer Project* (Verso, Londres, 2022).

Au pôle Nord, les fractures géopolitiques gèlent la coopération

La guerre d'Ukraine déstabilise l'Arctique

Les activités économiques et les échanges commerciaux mondiaux affectent l'Arctique. Cette région à l'environnement très fragile subit également l'onde de choc des crises internationales, dont l'épicentre se situe pourtant à des milliers de kilomètres. Comme la guerre d'Ukraine, dont les effets se font sentir jusqu'au pôle Nord.

Par Didier Ortolland *

La région arctique figure parmi les victimes collatérales du conflit déclenché par Moscou le 24 février 2022. Moins du fait de sa militarisation croissante que de la paralysie de sa gouvernance depuis maintenant deux ans. Cette remise en cause affecte la stabilité politique d'un espace très sensible, mais aussi la recherche scientifique indispensable à la compréhension des phénomènes climatiques et à la préservation de cette région. La guerre a également inversé les flux maritimes d'hydrocarbures et consolidé l'usage de la route maritime du Nord (RMN), qui traverse un environnement très vulnérable (1). Conséquence imprévue, les États-Unis ont modifié leurs plans portant sur la revendication de 500 000 kilomètres carrés de plateau continental dans les mers des Tchoukotches et de Beaufort.

La fin de la guerre froide avait permis de mettre en place une gouvernance singulière. Depuis 1996, le Conseil de l'Arctique regroupe les huit États de la zone arctique (Canada, Danemark au titre du Groenland, États-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie, Suède), des représentants des six organisations de peuples autochtones de la région ainsi que treize États observateurs, dont la France, qui participent aux groupes de travail. Ce forum intergouvernemental travaille en coopération sur des thématiques communes, notamment la protection de l'environnement. Seuls les États de la zone participent aux décisions et exercent à tour de rôle la présidence pendant deux années. La Fédération de Russie l'avait prise en 2021 et devait l'exercer jusqu'en 2023.

À la suite de l'invasion de l'Ukraine en février 2022, les sept autres membres ont décidé de suspendre leur coopération avec Moscou et de ne poursuivre le travail que pour les projets n'impliquant pas une participation de la Russie. Il n'a jamais été question de l'exclure définitivement, car elle représente à elle seule la moitié des côtes concernées et des populations vivant au-delà du cercle polaire. Moscou ne souhaitait pas non plus se retirer du Conseil, soulignant ainsi le prix attaché à la coopération dans un espace jugé stratégique.

Malgré l'absence des sept autres États, la présidence russe a poursuivi la mise en œuvre de son programme, avec le concours de pays observateurs amis comme la Chine et l'Inde. Cette situation un peu ubuesque s'est prolongée jusqu'en mai 2023, date à laquelle la Russie a officiellement transmis la présidence à la Norvège par vidéoconférence, aucun des autres pays membres n'ayant accepté de se rendre à la réunion ministérielle convoquée par Moscou. Fait significatif, cette transmission a fait l'objet d'un communiqué, signé par les huit pays membres, qui relevait *« le rôle historique et unique du Conseil pour la mise en œuvre de coopérations constructives, la stabilité et le dialogue entre les peuples dans la région »*. Dans ce même document, les signataires s'engageaient à œuvrer au renforcement du Conseil et à l'application de son plan stratégique adopté en 2021. Ils admettaient ainsi leur interdépendance dans la zone arctique tout en mesurant la profondeur de leurs divergences sur la scène internationale. Le premier ministre norvégien, M. Jonas Gahr Støre, a récemment traduit le sentiment général en affirmant qu'il ne faudrait pas *« fermer les portes [du Conseil] et jeter les clés. Un jour, elles seront peut-être rouvertes et nous nous retrouverons tous autour de la table de l'Arctique* (2) *»*.

Accoutumée à négocier avec son encombrant voisin, la diplomatie norvégienne mène la barque dans des eaux particulièrement troubles. En février dernier, l'ambassadeur russe pour la coopération internationale dans la région arctique, M. Nikolaï Korchounov, a déclaré étudier toutes les options, y compris un retrait du Conseil, avant d'annoncer la suspension de la contribution russe au secrétariat de l'institution *« jusqu'à ce que le Conseil reprenne l'intégralité de ses activités »*. Cette mesure semble néanmoins assez symbolique, car ce petit secrétariat installé à Tromsø, en Norvège, ne finance pas de projets et le contact avec Moscou demeure : chacun attend des jours meilleurs (3).

L'activité du Conseil repose également sur les six groupes de travail essentiellement consacrés à la protection de la nature. Leurs discussions permettent de réelles avancées : six États arctiques, de grands États pêcheurs (Chine, Japon, Corée du Sud) et l'Union européenne ont conclu en 2018 un accord interdisant la pêche dans les eaux qui seront libérées par la banquise. Depuis février 2022, les groupes de travail poursuivent tout de même les activités entamées, mais sans se réunir, ce qui pose problème. La recherche en matière de dérèglement climatique souffre ainsi de l'absence de données provenant du territoire russe. Comment, dans ces conditions, mesurer les effets de la fonte du pergélisol, considérée comme une bombe à retardement en raison de la libération probable de quantités considérables de gaz carbonique et de méthane, à fort effet de serre ? Signe encourageant, la présidence norvégienne a annoncé au début du mois de mars que les groupes de travail pourraient prochainement reprendre leurs travaux par vidéoconférence avec la participation de scientifiques russes.

La guerre en Ukraine influe également sur le trafic de la RMN longeant les côtes arctiques de la Russie et dont le développement constitue une ambition affichée de M. Vladimir Poutine. Les sanctions imposées par les Occidentaux demeurent partielles et les méthaniers russes alimentent toujours les terminaux d'Espagne, de Belgique et de France en gaz naturel liquéfié (GNL), mais ces cargaisons présentent un moindre danger environnemental, car elles transitent par la mer de Barents, libre de glace toute l'année. Réorientée vers les marchés indien et chinois, la majorité du pétrole russe transite par des voies traditionnelles, d'abord par des terminaux situés dans des ports de la mer Baltique ou de la mer Noire, puis par la Méditerranée et le canal de Suez. Les sanctions ont également freiné le développement du projet d'exploitation gazier Arctic LNG 2 de la compagnie Novatek, car les navires commandés au japonais Mitsui n'ont pas été livrés. En revanche, la flotte du complexe Yamal LNG emprunte la RMN en direction du Pacifique. Des pétroliers ont été signalés à destination des ports chinois, dont un tanker ne possédant pas la certification glace, indispensable dans ces eaux. Pour la première fois depuis 2018, des porte-conteneurs ont également emprunté cette route réputée difficilement praticable par ce type de bâtiments en raison de l'absence d'infrastructures portuaires le long de ses 5 600 kilomètres. Il s'agit de « petits » navires d'une capacité de 1 500 à 3 000 « boîtes » – ou équivalents vingt pieds (EVP) – affrétés semble-t-il par une entreprise chinoise, peu comparables aux mastodontes des mers (20 000 EVP ou plus).

Tous ces éléments expliquent qu'en dépit d'un contexte peu favorable le trafic sur la RMN a légèrement augmenté en 2023. Selon le président-directeur général de Rosatom, l'entreprise d'État russe du nucléaire, qui supervise le développement de la RMN, la moitié de ce trafic provient des méthaniers et le reste tient à l'inversion de flux d'autres marchandises, dont des matières premières, de l'ouest vers l'est, notamment de pétrole et de nickel, essentiellement à destination des ports chinois. On est loin de l'objectif de 80 millions de tonnes d'ici à 2025 annoncés par M. Poutine en 2019. Mais, en inversant certains flux maritimes, la guerre en Ukraine a d'une certaine façon permis de consolider l'usage de cette route et souligné son utilité pour la Chine.

Elle a également exacerbé un tout autre enjeu. L'océan Arctique central illustre en effet à merveille la possibilité pour les États côtiers d'étendre leur plateau continental au-delà de la limite des 200 milles marins de leurs zones économiques exclusives (ZEE). La convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) a confié à la Commission des limites du plateau continental (CLPC) le soin de vérifier et de valider les revendications des États côtiers (4). La Russie a été la première à déposer un dossier dès 2001, mais, malgré la transmission de compléments d'information en 2015, la CLPC n'a toujours pas validé les demandes de Moscou en raison de profondes divergences concernant la qualification géologique des fonds de l'océan Arctique, notamment la dorsale de Lomonossov qui le traverse. Le Danemark, en 2014, et le Canada, en 2019, ont également déposé des dossiers portant sur le même espace, mais la CLPC ne les a pas encore étudiés en raison de la charge de travail de cette petite structure.

Les États-Unis, qui bordent l'océan Arctique avec les côtes de l'Alaska, n'ont pas participé à cette course au plateau continental de l'Arctique. Ils se trouvent en effet dans une situation assez bancale. En raison de l'opposition de certains sénateurs républicains, Washington n'a pas ratifié la CNUDM et ne compte pas au nombre des membres de la CLPC ; la question se pose de savoir si les États-Unis peuvent malgré cela demander une extension. La CNUDM ne semble pas s'y opposer, car elle évoque le droit des États côtiers et non celui des États parties. Mais le doute demeure quant à l'attitude des membres de la CLPC qui peuvent s'opposer à une demande formulée par un autre État. Certains le font, généralement parce qu'ils revendiquent le même espace, et la question du dépôt d'un dossier par un État non partie à la CNUDM ne s'est jamais posée. Les risques d'obstruction sont néanmoins réels. Avant février 2022, le département d'État envisageait de soumettre à la CLPC un dossier englobant tous les espaces maritimes américains, y compris l'océan Arctique au large de l'Alaska, mais la situation a changé. Dans le contexte actuel, on imagine mal la Russie s'abstenir de bloquer les revendications de Washington sur le plateau continental étendu.

C'est pourquoi ces requêtes ont été rendues publiques par une simple déclaration du département d'État, en date du 19 décembre 2023, accompagnée d'un document précisant que les données scientifiques conformes à la CNUDM ainsi qu'aux directives techniques établies par la CLPC seraient transmises à cette dernière après l'adhésion des États-Unis à la convention. La possibilité de les transmettre aujourd'hui s'envisage également, mais cela suppose l'aval de tous les membres de la Commission. Washington peut ainsi prendre date et estimer que ses prétentions, qui portent au total sur un million de kilomètres carrés, dont la moitié pour l'Arctique, sont désormais connues. Toutefois, la situation au regard du droit international demeure insatisfaisante et met en évidence la singularité de Washington sur ce point.

La demande américaine ne concerne pas l'Arctique central que se disputent le Canada, le Danemark et la Russie, mais le plateau de Chukchi, contigu au plateau continental dans le prolongement de l'Extrême-Orient russe. Washington et Moscou avaient délimité l'ensemble de leurs espaces maritimes dans le Pacifique nord et l'océan Arctique par un accord conclu le 1er juin 1990, peu avant la fin de l'URSS *(voir la carte ci-contre)*. Le texte affirme que la délimitation dans l'océan Arctique suit les coordonnées d'un méridien et *« s'étend aussi loin que le permet le droit international »*. Les deux pays ne voulaient pas alors préjuger de l'extension de ce plateau, faute d'avoir mené la recherche scientifique nécessaire sur place. La délimitation entre les États-Unis et la Russie s'établit donc bien le long du méridien choisi en 1990, mais Washington estime que la limite du plateau s'arrête à 82 degrés de latitude nord tandis que Moscou considère que son propre plateau s'étend jusqu'au pôle Nord, à 90 degrés. Par une déclaration faite le 18 mars 2024 à l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) et publiée sur le site de son ministère des affaires étrangères, la Russie a rejeté la revendication américaine portant sur le plateau continental en Arctique en rappelant que la très grande majorité des États soumettent leurs demandes à la CLPC ; elle presse notamment les États-Unis d'adhérer à la CNUDM. Pour sa part, le chef de la diplomatie russe, M. Sergueï Lavrov, a raisonné les membres de la Douma qui voulaient remettre en cause l'accord de délimitation conclu en juin 1990. Un signe d'apaisement ?



* Ancien diplomate français chargé du droit de la mer au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

(1) Lire Sandrine Baccaro et Philippe Descamps, « Géopolitique du brise-glace », *Le Monde diplomatique*, avril 2020.

(2) Cité dans *Observatoire de l'Arctique. Bulletin mensuel*, n° 49, Levallois-Perret, mars 2024.

(3) Astri Edvardsen, « Seeking consensus for more efficient Arctic cooperation », *High North News*, 20 février 2024, www.highnorthnews.com

(4) Lire « Le droit de la mer tangue mais ne coule pas », *Le Monde diplomatique*, décembre 2022, et « Géopolitique des abysses », décembre 2023.

« LES JEUNES NE VEULENT PLUS DE DIRIGEANTS CORROMPUS,

En Afrique de l'Ouest, le panafricanisme



JESS ATIENO. – « I Contain Multitudes » (Je contiens des multitudes), 2023

© JESS ATIENO - PHOTOGRAPHIE : GUILLAUME BASSINET - GALERIE CÉCILE FAKHOURY, DAKAR, PARIS

Le 6 juillet dernier, le Mali, le Niger et le Burkina Faso, qui avaient déjà fondé l'Alliance des États du Sahel, ont annoncé la création d'une « confédération ». Rejetant la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), jugée pro-occidentale, ils revendiquent panafricanisme et défense de la souveraineté. Repris un peu partout sur le continent, ces mots sont aussi forts qu'ambigus.

PAR RÉMI CAROYOL *

ÉLU sur une promesse de rupture, c'est néanmoins paré de tous les atours de la respectabilité – costume et cravate bleus, écharpe verte de grand-croix de l'ordre national du lion et collier en or du grade de grand-maître – que M. Bassirou Diomaye Faye a prêté serment devant un parterre de chefs d'État et de gouvernement africains le 2 avril dernier (1). Le nouveau président sénégalais, le plus jeune de l'histoire du pays (44 ans), vainqueur dès le premier tour du scrutin avec plus de 54 % des suffrages, est resté serein derrière son pupitre. Ni fanfaronnade, ni anathème : son discours minimaliste d'une dizaine de minutes ne tranche en rien avec ceux de ses pairs d'Afrique de l'Ouest : *« démocratie », « liberté », « progrès », « souveraineté »* mais pas de « rupture », et encore moins de « révolution ». Il n'a pas non plus parlé de la jeunesse, celle qui l'a porté au pouvoir à l'issue d'une succession de manifestations réprimées dans le sang par le régime de M. Macky Sall (au moins cinquante-six morts depuis 2021 selon Amnesty International). Il a tout de même consenti à rappeler que *« les résultats sortis des urnes expriment un profond désir de changement systémique »*.

Une semaine plus tôt, le 25 mars, une fois sa victoire acquise, le candidat des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) avait pourtant mis un mot chargé en symbole sur cette envie de changement : *« Je suis porteur d'un panafricanisme de gauche »,* avait-il lancé à ses partisans. Le seul panafricanisme qui vaille, selon ses conseillers. *« C'est ce pour quoi nous nous battons depuis le début,* assure l'un d'eux. *Nous luttons pour un Sénégal libre, dans une Afrique libre, dans un monde libre. »* La victoire du Pastef, veut croire ce dernier, est une *« étape fondamentale »* dans le renouveau de cette grande idée que beaucoup pensaient obsolète, à force de dévoiement.

Le panafricanisme est *« une énigme historique »,* estime l'historien Amzat Boukari-Yabara, qui rappelle que *« sa date et son lieu de naissance divergent en fonction des critères retenus pour le définir »,* et que *« sa définition même varie »* (2). La plus courante le décrit comme un mouvement d'émancipation politique et d'affirmation culturelle des peuples africains et afro-descendants, contre les discours colonisateurs et racistes des Européens. Georges Padmore, l'une des figures historiques de ce courant, l'avait défini en 1960 comme une idée visant *« à réaliser le gouvernement des Africains par des Africains pour les Africains* (3) *».*

Un réenchantement de la politique

SA première vie – ce que le sociologue Saïd Bouamama appelle le *« premier âge* (4) *»* – se déroule essentiellement sur le continent américain durant la première moitié du XXe siècle : il s'agit pour les descendants d'esclaves de se réapproprier leur histoire et leur identité afin de s'émanciper de la domination blanche. S'apparentant alors au pan-négrisme, il promeut la solidarité raciale et la revalorisation culturelle de l'Afrique et des Noirs. Il se structure autour de plusieurs intellectuels empruntant des voies différentes. Deux d'entre eux ont laissé une empreinte durable : l'universitaire américain William Edward Burghardt Du Bois (dit W.E.B. Du Bois) et le militant jamaïcain Marcus Garvey. Le premier revendique l'égalité des droits aux États-Unis tout en défendant l'indépendance des colonies. Il participe notamment à la première conférence panafricaine en 1900 à Londres, puis il organise cinq congrès panafricains entre 1919 et 1945. Le second promeut le retour des descendants d'esclaves sur le continent africain – ce que l'on appelle le « sionisme noir ». Il soutient l'idée de *« races pures »* et la nécessité de les séparer.

L'un et l'autre ont permis au panafricanisme de se distinguer du pan-négrisme en transformant la conscience raciale en un projet politique et géographique visant à libérer l'Afrique du joug colonial. Après la seconde guerre mondiale, les mouvements de libération s'en sont emparés pour en faire un outil de lutte contre les impérialismes. C'est le *« deuxième âge ».* De nouvelles figures émergent alors. La plus connue est Kwame Nkrumah, le dirigeant politique ghanéen qui croit possible la constitution des « États-Unis d'Afrique », une union à ses yeux indispensable pour résister à l'emprise des anciennes métropoles et des deux grandes puissances soviétique et américaine. Dans ce panthéon se trouvent également le psychiatre et militant martiniquais Frantz Fanon, l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop ou encore le héros de l'indépendance du Congo Patrice Lumumba. Tous mettent en garde contre le risque de balkanisation et le néocolonialisme. S'ils prennent soin de ne pas s'aligner sur le bloc communiste, ils se rangent dans le camp des révolutionnaires et développent un discours anticapitaliste. Nkrumah défend notamment l'idée d'un socialisme ancré dans la tradition africaine précoloniale – ce qu'il appelle le « consciencisme » – qui vise à *« rendre à l'Afrique ses principes sociaux humanistes et égalitaires* (5) *».* Mais ceux qui tentent de passer à l'acte sont renversés ou impitoyablement éliminés avec l'aide des Occidentaux : assassinat de Lumumba en 1961, coup d'État contre Nkrumah en 1966, etc. Certes, l'Organisation de l'unité africaine (OUA, devenue Union africaine en 2002) voit le jour en 1963, mais il s'agit d'*« une alliance entre dirigeants qui* (…) *cherchent à défendre leur pouvoir »,* selon Boukari-Yabara.

D'autres révolutionnaires incarnent l'idéal panafricain au cours des décennies suivantes : le Tanzanien Julius Nyerere, le Bissau-Guinéen Amílcar Cabral, le Burkinabé Thomas Sankara… Mais avec la chute du mur de Berlin en 1989 s'ouvre une parenthèse durant laquelle le panafricanisme est vidé de sa substance. Dans les années 1990 et 2000, tout le monde s'en réclame : le Libyen Mouammar Khadafi, qui finance des projets pharaoniques en Afrique subsaharienne tout en soutenant des rébellions armées dans certains pays ; le Sénégalais Abdoulaye Wade, qui fait construire le Monument de la renaissance africaine à Dakar tout en menant une politique ultralibérale… L'instrumentalisation atteint son paroxysme quand le président français Emmanuel Macron croit judicieux d'affirmer, en marge du XVIIIe Sommet de la francophonie en Tunisie en novembre 2022, que le français est *« la vraie langue universelle du continent africain »* et qu'en ce sens, *« la francophonie, c'est la langue du panafricanisme ».*

Ainsi, au début du XXIe siècle, le panafricanisme ne fait plus peur à personne. Même les institutions de Bretton Woods, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale tirent profit d'un discours remettant en cause les frontières pour abolir les barrières douanières. L'Union africaine fait ainsi référence dans son acte constitutif aux *« nobles idéaux qui ont guidé les pères fondateurs de [son] organisation continentale et des générations de panafricanistes »,* tout en lançant le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), son programme-phare, qui vise à développer et unifier le continent sur le modèle néolibéral promu (et souvent imposé) par les institutions financières internationales et les partenaires occidentaux. Le défenseur des droits humains nigérien Moussa Tchangari en parle alors comme du *« boubou africain du néolibéralisme ».* Au Nepad succèdent d'autres projets de la même veine : l'Agenda 2063 ou encore la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Cette initiative, promue par le président rwandais Paul Kagamé, est entrée en vigueur en 2021. Elle prévoit la création d'un marché unique de l'Afrique pour les marchandises et les services englobant les cinquante-quatre États du continent. Ce « panafricanisme de droite » s'exprime également dans les congrès panafricains officiels, très éloignés du grand événement de 1900 à Londres. Après les éditions de 1974, 1994 et 2015, le neuvième congrès doit se dérouler en octobre et novembre prochains au Togo. Instrumentalisé par des chefs d'État, ce rendez-vous a fini par ne plus susciter l'enthousiasme des militants.

Face à ce rouleau compresseur, de rares partis et associations, des artistes et quelques collectifs de chercheurs et d'intellectuels (plus nombreux mais éparpillés) font en sorte de maintenir la flamme. Le politiste Aziz Salmone Fall est de ceux-là. En 1984, ce fils d'un diplomate sénégalais et d'une universitaire égyptienne a fondé avec d'autres militants le Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (Grila). Depuis quarante ans, ils prônent un *« panafricanisme de rupture »* en opposition au *« panafricanisme institutionnel ».* Après une longue traversée du désert, ils constatent *« un réel engouement ».* Mais Fall ne cache pas son inquiétude quant à cette nouvelle génération qui n'a connu que le libéralisme et n'a jamais lu ni Nkrumah ni Padmore.

À l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, Oumar Dia, maître de conférences en philosophie, constate chaque jour la popularité grandissante des « héros » du panafricanisme, à commencer par Diop et Sankara. *« Après les indépendances, il y a eu un désenchantement,* explique-t-il. *On assiste aujourd'hui à un réenchantement, et il gagne surtout la jeunesse. »* Certains parlent d'une *« nouvelle vie »* ou, comme Bouamama, d'un *« troisième âge ».* S'il reprend les grandes lignes du panafricanisme historique, celui-ci se démarque sur deux points majeurs. Tout d'abord, il ne vient plus des élites, comme durant le XXe siècle. *« On constate qu'aux niveaux diplomatique et politique, et même académique, il n'y a pas vraiment d'évolution, hormis quelques rares exceptions. Je ne vois pas beaucoup de chefs d'État ou de partis s'en revendiquer. C'est plus du côté des peuples, au Sahel notamment, et dans les diasporas, que l'on entend ce discours »,* souligne l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla. Ensuite, ce nouveau panafricanisme est souvent confus et hétérogène.

Chercheur à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) à Dakar, le sociologue Mouhamed Abdallah Ly s'amuse à observer cette nouvelle génération de militants particulièrement engagés : *« une jeunesse hétéroclite »* allant *« du doctorant qui parle un français impeccable au vendeur ambulant qui ne parle que le wolof ».* Ce phénomène serait porté par la soif de souveraineté et l'avènement des réseaux sociaux, qui facilitent la transmission sinon du savoir, du moins des slogans. Mais aussi par un travail de conscientisation mené depuis une dizaine d'années par des organisations autonomes mobilisant la jeunesse.

C'est le rôle joué par le mouvement Y en a marre (YAM) au Sénégal, né en janvier 2011 lorsqu'un groupe de journalistes et de rappeurs décident, au milieu d'une énième coupure de courant, d'en finir avec les délestages, la gabegie et la hausse des prix (6). Leurs discours radicaux et leurs actions menées au plus près du terrain en font les porte-voix de la nouvelle génération – celle qui, quelques années plus tôt, a commencé à prendre la mer au péril de sa vie pour rejoindre l'Europe. Le succès est immédiat et, un an plus tard, les membres de YAM jouent un rôle majeur dans les manifestations contre la tentative du président Wade de se maintenir au pouvoir en modifiant la Constitution.

Au même moment, un mouvement similaire voit le jour en République démocratique du Congo (RDC) : Lucha. Et quelques mois plus tard, le Balai citoyen fait une apparition fracassante au Burkina Faso. Créé en 2013 par des intellectuels et des artistes, il se réclame de Sankara. Le révolutionnaire, au pouvoir de 1983 à 1987, revient sur le devant de la scène au grand dam de celui qui l'a renversé : le président Blaise Compaoré. En 2014, le « Balai » est au cœur de l'insurrection qui contraint le chef de l'État à fuir le pays après vingt-sept ans de règne (7).

À cette époque, il est déjà évident que ces mouvements marquent une rupture. Ils sont le résultat tout à la fois de l'évolution démographique des pays africains (60 % de la population avait moins de 24 ans en 2020, selon les Nations unies), de la détérioration de la situation économique et sociale, marquée par les manifestations contre la vie chère en 2008, et de la crise de confiance vis-à-vis des partis et plus largement du système électoral. *« Le facteur générationnel n'explique pas tout, loin s'en faut, mais il s'avère central,* écrivent alors les politistes Augustin Loada et Mathieu Hilgers à propos du succès du Balai citoyen. *Cette jeune génération devient adulte dans un système politique verrouillé et, pour la majorité qui n'appartient pas au clan du pouvoir, avec le sentiment de ne pas être prise en considération* (8)*. »*

Très vite, le discours évolue. Au milieu des années 2010, on assiste à une bascule : le rejet du néocolonialisme prend le dessus. Un exemple : au Burkina Faso, le Collectif antiréférendum (CAR) (9), un mouvement de la jeunesse d'opposition à M. Compaoré, garde le même acronyme après la chute de son régime mais devient le mouvement Citoyen africain pour la renaissance. Son fondateur, M. Hervé Ouattara, inscrit en 2017 son combat dans la mouvance panafricaniste et fait de la lutte contre le franc CFA sa nouvelle priorité.

Au Sénégal, alors que YAM s'essouffle, un collectif d'organisations lance le Front pour une révolution anti-impérialiste, populaire et panafricaine (Frapp) en 2017, avec un slogan qui se répand comme une traînée de poudre : « France, dégage ! » Certes, le Frapp lutte contre la vie chère, réclame des moyens pour l'éducation et exige la renégociation des accords de partenariat économiques (APE) qui lient les pays africains à l'Union européenne. Il a en outre entrepris de s'allier à d'autres organisations de la sous-région, au sein de la West Africa Peoples Organisation (WAPO), créée en 2022. Mais sa priorité porte surtout sur la *« souveraineté économique et populaire »* du Sénégal : il exige la fin du franc CFA et le départ de l'armée française, qui dispose d'une base à Dakar depuis l'indépendance. Son leader, M. Guy Marius Sagna, se fait remarquer par ses diatribes violentes contre l'ancienne puissance

* Journaliste.

(1) Lire Francis Laloupo, « Résilience du modèle sénégalais », *Le Monde diplomatique,* avril 2024.

(2) Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme,* La Découverte, Paris, 2014.

(3) Georges Padmore, *Panafricanisme ou communisme ?,* Présence africaine, Paris, 1960.

(4) Saïd Bouamama, *Pour un panafricanisme révolutionnaire. Pistes pour une espérance politique continentale,* Syllepse, Paris, 2023.

(5) Kwame Nkrumah, *Le Consciencisme,* Présence africaine, 2009 (1re éd. : Payot, Paris, 1964).

(6) Lire Jacques Denis, « "Taper sur un monde creux pour le faire résonner" », *Le Monde diplomatique,* avril 2015.

(7) Lire David Commeillas, « Coup de Balai citoyen au Burkina Faso », *Le Monde diplomatique,* avril 2015.

(8) Mathieu Hilgers et Augustin Loada, « Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso », *Politique africaine,* vol. 3, n° 131, Paris, 2013.

(9) Lire « Au Burkina Faso, deux conceptions de la révolution », *Le Monde diplomatique,* janvier 2018.

et surtout ils ne veulent plus de la Françafrique »

rime désormais avec « dégagisme »

coloniale et la *« bourgeoisie bureaucratique parasitaire sénégalaise, soumise à l'impérialisme en général* (10) *». « C'est ce que la jeunesse veut entendre, elle veut reprendre son destin en main »,* explique M. Souleymane Gueye, l'un des membres fondateurs du Frapp. Selon lui, la lutte contre l'impérialisme s'inscrit pleinement dans l'idéal panafricain.

L'un des principaux arguments des nouveaux panafricanistes porte d'ailleurs sur la nécessité d'acquérir une *« seconde indépendance »,* ou une *« vraie indépendance ». « Les jeunes ont le sentiment que le travail n'a pas été fini en 1960, que le colonialisme n'a jamais cessé, et qu'il est même de plus en plus prégnant »,* indique Ly. Or il est, au Sénégal comme dans toutes les anciennes colonies françaises, avant tout perçu comme venant de Paris. Pour l'économiste Samba Sylla, ce panafricanisme « 2.0 » se démarque des précédents dans le sens où *« il est moins question de fédéralisme que de dégagisme. Les jeunes ne veulent plus des dirigeants corrompus, et surtout ils ne veulent plus de la Françafrique ».*

Ces dernières années, de nombreuses organisations se sont ainsi fait un nom sur ce que l'on appelle abusivement dans l'Hexagone le « sentiment antifrançais », qui s'apparente en réalité à un rejet de la politique menée par Paris en Afrique. D'autres ont fini par intégrer ce combat, et par en faire une priorité, alors que ce n'était pas leur objectif initial. Des figures, parfois qualifiées de « néo-panafricanistes », se sont également imposées sur les réseaux sociaux, mais aussi dans le champ politique. La plus célèbre dans la sphère francophone, la plus clivante également, est probablement M. Kemi Seba.

Fils de Béninois installés en France, M. Stellio Capo Chichi (son vrai nom) s'est fait connaître au milieu des années 2000 en fondant diverses organisations défendant des thèses suprémacistes noires ou séparatistes, dont Tribu Ka (dissoute en 2006 par le gouvernement de Jacques Chirac pour incitation à la haine raciale). Condamné à plusieurs reprises en France, il a fait quelques séjours en prison. *« Nous étions dans l'excès »,* reconnaît-il tout en ajoutant : *« Nous étions la sanction de nos ancêtres »* (11). En 2011, il quitte la France et s'installe au Sénégal. C'est là qu'il change de posture en se lançant corps et âme dans le combat contre le néocolonialisme et pour un *« panafricanisme révolutionnaire ».* En 2017, il se fait un nom au-delà du Sénégal en brûlant un billet de 5 000 francs CFA (7,60 euros) lors d'un rassemblement public. Dans la foulée, il est arrêté, expulsé vers la France, puis il s'installe au Bénin où il crée Urgences panafricanistes, une organisation non gouvernementale (ONG) qu'il présente comme *« citoyenne, géopolitique, traditionaliste et souverainiste ».*



© JESS ATIENO - PHOTOGRAPHIE : BRUNO DEMEOCQ - GALERIE CÉCILE FAKHOURY, DAKAR, PARIS

JESS ATIENO. – « My Lady Madonna, I Present to You Three Acts of Lamentation » (Ma Madone, je vous présente trois actes de lamentation), 2023

Récupération par les juntes

Depuis lors, l'activiste – déchu de sa nationalité française le 9 juillet dernier à l'issue d'une procédure extrêmement rare – fait feu de tout bois, appelant à en finir avec le franc CFA et à chasser les militaires français. Comme un grand nombre de « néo-panafricanistes », il a applaudi les coups d'État menés par des militaires au Mali en 2020, en Guinée en 2021, au Burkina Faso en 2022 et au Niger en 2023. Il soutient avec force les chefs d'État qui rompent avec Paris et critique avec véhémence ceux qu'il qualifie de *« valets »* de la France, tels l'Ivoirien Alassane Ouattara ou le Béninois Patrice Talon. Très influent sur le continent mais aussi dans l'Hexagone et les territoires ultramarins français, il compte 1,3 million d'abonnés sur Facebook, 306 000 sur Instagram et 268 000 sur X.

M. Seba symbolise les tensions et les contradictions qui traversent les milieux panafricanistes. Nombre de militants dénoncent son orientation prorusse ou encore son discours suprémaciste et viriliste. Mais pour la plupart, il appartient malgré tout à la « famille » panafricaine – tendance Garvey : conservatrice, racialiste et même fasciste, un terme dont le Jamaïcain se revendiquait. Pour le journaliste et écrivain sénégalais El Hadj Souleymane Gassama (dit Elgas), M. Seba n'est qu'un *« fossoyeur ».* Il dénonce l'*« enfermement sectaire »* dont seraient prisonniers les nouveaux panafricanistes, leur *« confusionnisme »,* et parle d'un *« héritage travesti »* (12). Sans citer de noms, le politiste Fall ne cache pas, pour sa part, sa crainte de voir le panafricanisme historique dévoyé. *« Beaucoup font du sankarisme sans connaître Sankara »,* estime-t-il. Il déplore une instrumentalisation par des mouvements *« néosouverainistes »,* réactionnaires et nationalistes, qui jouent sur les peurs et l'ignorance pour imposer leurs idées.

Au Mali, au Niger, en Guinée et au Burkina Faso, les dirigeants putschistes ont très vite compris l'intérêt de récupérer ce discours. Dénoncer l'impérialisme français, mettre l'accent sur le souverainisme, et donc s'inscrire dans l'idéal panafricain sont les recettes les plus sûres pour eux de gagner en popularité. Et de fait, c'est la mobilisation populaire qui leur a permis, entre autres, de s'éterniser au pouvoir et de résister aux pressions internationales. Au début, aucun d'eux n'était connu pour ses idées révolutionnaires. Mais tous ont fini par se réclamer opportunément de cette mouvance, souvent abusivement.

Le colonel Assimi Goïta, au Mali, accueille régulièrement des délégations dites « panafricanistes » (il a reçu MM. Sagna et Seba notamment), et évoque la *« vocation panafricaniste du Mali »* dans ses discours. Dans le même temps, il fait arrêter toutes les voix critiques, verrouille le débat public et loue les services de la milice russe Wagner pour mener la guerre contre les groupes djihadistes. Au Burkina Faso, c'est le filon Sankara que le capitaine Ibrahim Traoré exploite. Toutes les occasions sont bonnes : un jour, il fait rebaptiser le boulevard Charles-de-Gaulle en boulevard Thomas-Sankara ; un autre, il élève le révolutionnaire au rang de « héros national »… Il prétend vouloir poursuivre *« le même combat »* que le dirigeant assassiné en 1987 et il n'est pas rare qu'il conclue ses discours comme lui d'un : *« La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »* Mais lui non plus ne laisse aucune place à la critique, et enferme ou étouffe toutes les voix discordantes. Quant au maître du Niger, le général Abdourahamane Tiani, il a entonné le refrain de l'anti-impérialisme dès sa prise du pouvoir en juillet 2023, en exigeant le départ des troupes françaises, puis des troupes américaines. Pourtant, avant cela, il n'éprouvait aucune difficulté, en tant que commandant de la garde présidentielle, à travailler avec les militaires occidentaux. Début août 2024, la nomination de M. Seba à un poste de conseiller spécial à Niamey a été perçue par la France comme une nouvelle provocation.

Ces dirigeants ont entrepris quelques réformes économiques, visant à répondre aux attentes des populations. Ils ont notamment révisé les codes miniers et renégocié certains des contrats signés avec des multinationales occidentales. Le Niger a ainsi décidé de retirer au groupe français Orano (ex-Areva) le permis d'exploitation du gisement d'uranium d'Imouraren en juin 2024. Au Burkina Faso, le capitaine Traoré a également mis l'accent sur la souveraineté alimentaire : il a lancé une « offensive agropastorale » qui a permis de faire pousser du blé pour la première fois depuis longtemps dans le pays. Mais on est loin du « grand soir » promu par les panafricanistes post indépendance : aucun n'a remis en cause les intérêts de la grande bourgeoisie, ni n'a rompu avec le FMI ou la Banque mondiale. Rares ont été les initiatives visant à augmenter les salaires des plus pauvres ou à lutter contre la corruption. Et tous s'inscrivent dans une forme de conservatisme social : contrairement à Sankara, les droits des femmes et les questions environnementales sont loin d'être une préoccupation pour eux.

En d'autres circonstances, ces régimes autoritaires ne seraient pas forcément bien vus par la gauche panafricaniste – elle pourrait même les combattre. Pourtant, après avoir tour à tour exigé de l'armée française qu'elle retire ses troupes, rompu leurs relations diplomatiques avec Paris, quitté la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) – perçue par beaucoup comme un instrument au service de l'impérialisme –, fondé leur propre « confédération », l'Alliance des États du Sahel (AES), affiché leur volonté de « mutualiser » leurs moyens dans les domaines sécuritaire, agricole ou énergétique et enfin fait part de leur volonté de sortir du franc CFA et de battre une nouvelle monnaie commune, ils bénéficient d'une cote au plus haut dans la galaxie panafricaniste. Alors que certains de leurs camarades sont emprisonnés dans ces pays, de nombreux militants louent le courage des militaires et les présentent comme des exemples à suivre. Pour Pierre Sané, l'ancien secrétaire général d'Amnesty International (1992-2001), *« ce n'est pas parce qu'ils portent l'uniforme qu'ils ne sont pas panafricanistes ».*

Dans ce que l'historien Boukari-Yabara appelle une *« bouillabaisse »* idéologique, il n'est pas simple de s'y retrouver. Les questions sont nombreuses : qui est panafricain, qui ne l'est pas ? Quelles sont les limites de cette *« lame de fond »* (terme employé par beaucoup d'interlocuteurs) ? Mettra-t-elle un terme définitif à l'influence française ?… Nombreux sont ceux qui se demandent si le Pastef du nouveau président sénégalais suscitera des vocations, ou si les pays de l'AES arriveront à modifier l'équilibre des forces dans la sous-région. Mais une autre question se pose : le panafricanisme « 2.0 », qui s'apparente parfois à un messianisme politique mystificateur, pourrait-il aboutir à une forme de fascisme, ou à une dérive identitaire alimentée par ce que le sociologue Bouamama appelle la *« fétichisation de l'Afrique antécoloniale »,* une sorte de maladie infantile du panafricanisme qui consiste à présenter l'Afrique ancestrale comme un paradis égalitaire ? Voilà qui inquiète les gardiens du temple. *« L'Afrique n'échappe pas aux phénomènes que l'on retrouve ailleurs dans le monde,* souligne l'un d'eux, qui a souhaité rester anonyme. *Partout, la question identitaire s'impose, et partout, la place des anciennes puissances coloniales et de ce que l'on appelle l'"Occident" est remise en cause. Le rejet des formes modernes de l'impérialisme est une étape inévitable, indispensable. Elle ne peut être que radicale, voire violente, puisque les puissances impériales comme la France n'entendent pas partir d'elles-mêmes. Mais si l'on perd de vue que le panafricanisme est avant tout un internationalisme qui promeut la solidarité des peuples par-delà les frontières et les origines, on va droit dans le mur. »*

(10) Lire Florian Bobin, « Au Sénégal, sortir du bourbier néocolonial », Mots d'Afrique, Les blogs du « Diplo », 7 mai 2021.

(11) Kemi Seba, *Supra-négritude,* tome 1, Fiat Lux, Marseille, 2018 (1re éd. : 2013).

(12) Elgas, *Les Bons Ressentiments. Essai sur le malaise post-colonial,* Riveneuve, Paris, 2023.



« NOTRE LEADER, CE GLADIATEUR »

M. Trump prendra-t-il sa revanche ?

(Suite de la première page.)

Huit ans plus tôt, M. Trump avait injurié la femme de M. Ted Cruz, son concurrent républicain d'alors, en la jugeant laide et vendue à la banque Goldman Sachs. Pour arranger les choses, il prétendit aussi que le père du sénateur texan avait trempé dans l'assassinat de John Kennedy. M. Cruz notifia aux délégués le pardon définitif de telles offenses en articulant les premiers mots de son discours de Milwaukee avec une solennité théâtrale : *« Dieu bénisse Donald J. Trump ! »* En règle générale, le candidat victorieux n'assiste pas aux premières journées de la convention afin de faire une entrée dramatique peu avant d'accepter son investiture. Rien de tel avec M. Trump, à qui aucune règle ne s'applique. Il fut présent chaque soir, oreille bandée, pour déguster les éloges qu'on lui servait. Y compris ceux d'au moins cinq membres de sa famille. L'attentat auquel il venait d'échapper avait parfait son personnage de persécuté – par les démocrates, par les médias, par le fisc, par la justice, et à présent par ce tireur étrange dont il avait été si mal protégé.

Le récit général en découlait : alors que M. Trump aurait pu profiter de sa fortune et se consacrer à sa famille, il avait choisi, au risque du sacrifice, de veiller au destin de ses concitoyens. Et, protégé par Dieu, il continuait à se battre pour « Make America Great Again » (MAGA, son sigle fétiche). Directrice de sa campagne victorieuse de 2016, Mme Kellyanne Conway insiste sur l'abnégation de son ancien patron : *« C'est un milliardaire qui pourrait jouer au golf tous les jours sur un complexe qui lui appartient. Il n'avait pas besoin d'être président, mais nous, nous avons besoin de lui. »* M. Eric Trump résume à son tour le sacerdoce de son père : *« Il a décidé de renoncer au confort d'un empire financier. Il savait qu'il y aurait un prix énorme à payer. »*

En choisissant le sénateur de l'Ohio James David (« J. D. ») Vance comme colistier, M. Trump a-t-il désigné son héritier afin que la métamorphose qu'il a imposée au Parti républicain lui survive ? C'est ce que craint le *Wall Street Journal* : *« Vance est comme Trump favorable à des frontières plus hermétiques, à une politique étrangère plus isolationniste et à une intervention de l'État dans l'économie. Il a repris le message anti-establishment de Trump et, dans son discours de Milwaukee, il a pourfendu Wall Street. »* M. Trump s'est carrément vanté d'avoir débarrassé son parti des *« cinglés, des néocons, des mondialistes, des fanatiques de l'ouverture des frontières et des imbéciles »*.

Les a-t-il purgés ou se sont-ils convertis ? Lorsque nous l'interrogeons à quelques pas de la tribune de la convention, M. Jovante Teague, délégué de Floride, admet sans hésiter : *« J'aimais beaucoup les Bush, George W. et son frère Jeb* [ancien gouverneur de l'État, que M. Trump a écrasé lors des primaires de 2016]. *"W." a été l'un de mes meilleurs présidents. Mais l'Irak était une mauvaise guerre, Bush a fait ce qu'il a pu avec les cartes dont il disposait. »* M. Teague est désormais acquis à la politique d'« America First », que défendent avec ardeur MM. Trump et Vance : *« En Ukraine on a fait tout notre possible. On a donné beaucoup et on n'a pas obtenu grand-chose. »*

Mobiliser le prolétariat blanc méprisé par les élites culturelles

Quelques jours plus tard en Alabama, M. Perry Hooper nous décrit sa propre épiphanie politique. Intarissable autant qu'enthousiaste, il a participé à sept conventions républicaines. La première en 1984 à l'âge de 24 ans. Son héros d'alors se nommait Ronald Reagan. Puis il a suivi les Bush, père et fils, John McCain, M. Mitt Romney. Tous ont refusé par la suite de soutenir M. Trump, y compris contre Mme Hillary Clinton ou M. Biden. M. Hooper évite de les critiquer, mais il prédit un raz de marée électoral à son nouveau champion, qu'il a rencontré plusieurs fois depuis sa conversion politique. Elle date de 2016 quand une de ses relations d'affaires lui a recommandé de lire *The Art of a Deal* (L'Art de la négociation), le best-seller du promoteur new-yorkais d'alors. Quelques années plus tard, M. Hooper parrainera une résolution du Parlement de l'Alabama proclamant que *« Donald J. Trump était le meilleur président de l'histoire des États-Unis »*. Comment justifier un tel choix alors qu'un panel d'historiens estiment qu'il fut le pire ? Il détaille : *« L'immigration, l'économie, le mur, la réduction des réglementations, les traités de paix, les accords Abraham sur le Proche-Orient, les trois juges nommés à la Cour suprême. »* Il ajoute, ému : *« Rien ne compte davantage pour lui que le travailleur américain. Ce n'est pas un républicain de l'establishment. C'est un conservateur populiste. Il est milliardaire, mais quand il allait à son bureau à 5 h 30 du matin, la première personne qu'il voyait balayait la rue ou travaillait dans le sous-sol d'un bâtiment qu'il venait de faire construire. Et pendant plus d'une demi-heure il s'asseyait pour discuter avec lui. »* En ce moment, M. Hooper, avocat et lobbyiste, lève des fonds pour la campagne de *« Donald J. Trump »*.

Les républicains en sont certains : les Américains ne détestent pas les riches quand ceux-ci leur parlent simplement sans leur faire la leçon (1). Ils préféreront donc toujours un promoteur immobilier hâbleur à un professeur d'université sermonneur. Ce pari anti-intellectuel opposé à l'attachement des démocrates aux experts et à l'« économie de la connaissance » illumine désormais les statistiques électorales. En 1980, 76 des 100 comtés où vivaient la plus forte proportion de diplômés du supérieur votaient Reagan. En 2020, 84 de ces 100 comtés ont choisi M. Biden (2).

Le poids des diplômés ne cessant d'augmenter dans la population, tout comme celui des personnes d'origine étrangère, des stratèges républicains ont recommandé que leur parti courtise davantage les classes moyennes instruites, en particulier les femmes, et qu'il modère ses envolées antimigrants. Une telle orientation contrariait toutes les préférences de M. Trump, qui a donc choisi de faire le contraire. C'est-à-dire de mobiliser le prolétariat blanc (surtout masculin) dégoûté de la politique en pourfendant à la fois le *« carnage américain »* (provoqué par la désindustrialisation, le libre-échange), l'immigration (que M. Trump associe à la criminalité, au trafic de drogue, mais aussi à une pression à la baisse sur les salaires), les *« guerres sans fin »* (que réclament les journalistes, les think tanks néoconservateurs, mais également les progressistes toujours impatients de jouer aux redresseurs de torts à l'étranger puisque ce sont des prolétaires qui se font trouer la peau). Les experts et les intellectuels figurent également dans sa ligne de mire, à la fois parce qu'ils sont jugés responsables de ces choix calamiteux (mondialisation, immigration, guerres) et en raison des puits sans fond de mépris qu'ils déversent sur les *« déplorables »* et les minables qui contestent leur hégémonie. Laquelle conduirait aussi au dynamitage des *« valeurs traditionnelles »* au nom d'un *« politiquement correct »* que des féministes, des journalistes et des artistes ont décidé d'infliger à la société tout entière, enfants compris. Voilà le portrait chinois du Parti démocrate tel que les républicains le perçoivent et le combattent.

Le problème de ce tableau d'une Amérique décadente et transformée en *« république bananière »* sauf quand M. Trump en tient le gouvernail, c'est qu'on le connaît par cœur. Depuis huit ans il a forcément perdu de sa fraîcheur. Or son auteur tient à ce récit apocalyptique qu'il égrène de meeting en meeting dans des péroraisons sans fin dont la seule ligne directrice paraît être la célébration de son génie ou de son bilan de président. *« Son discours à la convention était trop long ?* [Quatre-vingt-douze minutes, un record historique.] *D'accord avec vous, mais… Donald Trump est Donald Trump. Et je ne vais rien mettre en cause de ce qu'il fait »*, tranche M. Hooper.

« Les démocrates détestent les Américains normaux »

Depuis que sa campagne patine, on a suggéré au candidat républicain d'être plus positif, de faire des propositions, de cesser de prétendre que Mme Harris était *« stupide »*, *« folle »*, ou que sa manière de rire témoignait de ses *« gros problèmes »*. Mme Ann Bennett, militante républicaine endurcie comme son mari Kevin, appréhende le comportement de son candidat : *« J'ai bien peur que Trump fiche tout en l'air. Il devrait s'exprimer correctement, pas insulter Kamala. »* Peine perdue, l'ancien président a déjà répondu : *« Je suis qui je suis. »*

De fait, ceux qui veulent identifier son coach ou son pygmalion perdent leur temps. Les médias démocrates et la presse européenne qui s'en inspire ont récemment consacré une avalanche d'articles à un programme de neuf cents pages, le Projet 2025, élaboré à son intention par un think tank ultraconservateur, la Heritage Foundation. M. Trump, qui ne l'avait évidemment ni lu ni parcouru, a instantanément désavoué ses auteurs et fait savoir qu'ils ne joueraient aucun rôle dans son éventuelle administration. *« Trump ne s'intéresse pas aux détails d'une politique quelconque,* précise Mme Bennett. *Il tient des propos généraux dans des meetings, voit comment le public réagit puis ce que la télévision en dit. Quant à ses thèmes de campagne, ils ne découlent pas des sondages car il ne les prend en compte que s'ils concernent sa popularité et ses chances. »*

Un exemple semble le confirmer. En juin 2023, lors d'un meeting en Caroline du Nord, M. Trump signale parmi mille autres choses qu'il interdira aux *« hommes de participer à des compétitions sportives féminines »*, un sujet alors mis en avant par un de ses concurrents. Et puis, presque instantanément, il informe la foule de son retour d'expérience : *« Je parle de réduire les impôts, les gens applaudissent à peine. Je parle des transgenres et tout le monde s'enflamme. Qui l'aurait imaginé ? Il y a cinq ans, vous ne saviez même pas de quoi il s'agissait. »* Le thème constitue désormais une des marottes du candidat. Ou comment régler la conduite de la guerre culturelle à l'aune de l'applaudimètre.

Face à la candidate démocrate, le « ticket » républicain, entièrement masculin, paraît avoir fait une croix sur l'autre moitié de l'électorat. Policiers, prêtres et catcheurs ont ainsi tenu la vedette lors de la convention de Milwaukee. Le troisième soir, M. Trump fait son entrée au son de *It's a Man's, Man's, Man's World*, un titre bien choisi pour l'occasion (même si la chanson de James Brown n'a rien à voir avec un éloge de la masculinité). Le jour suivant, pour chauffer la salle avant son discours, le candidat républicain a fait appel à Hulk Hogan, un catcheur célébrissime auréolé de plusieurs titres de champion du monde, également connu pour son rôle dans *Rocky III*. Clou de la convention, Hogan en résumera le propos mieux que la plupart des interventions : *« Quand je suis venu ce soir, il y avait tant d'énergie dans cette salle que je me suis cru à Madison Square Garden au moment de remporter un autre titre mondial. Ici avec notre leader, mon héros, ce gladiateur, nous allons rassembler l'Amérique. »* De ses deux mains il déchire alors le milieu de son tee-shirt aux couleurs du drapeau américain pour en laisser apparaître un autre avec les noms de Trump et de Vance. La salle hurle son bonheur. *« Je suis ici ce soir parce que je veux que le monde sache que Donald Trump est un vrai héros américain. La dernière fois que j'étais sur scène, je saignais comme un porc lorsque j'ai gagné le titre mondial, devant Donald Trump. Avec son retour à la Maison Blanche l'Amérique va gagner à nouveau. J'ai connu des gars durs et laissez-moi vous dire, mes frères, que Donald Trump est le plus dur de tous. Enquêtes,* impeachments, *procès, ils lui ont tout fait et il est toujours debout à leur botter les fesses. »*


© LAUREN MILLER - WWW.LAURENMILLERPHOTO.COM

LAUREN MILLER. – Rassemblement en soutien à Donald Trump, Bozeman, Montana, août 2024

Le choix de M. Vance comme candidat à la vice-présidence ne risque pas d'arrondir les angles de ce machisme décomplexé qui colle à la peau du Parti républicain et de son candidat. Car autant M. Trump est incontrôlable et parle sans réfléchir, autant les propos reprochés à son colistier expriment un courant intellectuel structuré, puissant, qui se radicalise. En 2021, encouragé par son intervieweur Tucker Carlson, extrêmement populaire dans les cercles conservateurs et libertariens, M. Vance a imputé une partie des problèmes des États-Unis à *« un groupe de vieilles filles vivant avec leurs chats. Leur existence les rend malheureuses et elles aimeraient que le pays le soit aussi. Si vous regardez Kamala Harris, Pete Buttigieg, Alexandria Ocasio-Cortez, l'avenir du Parti démocrate dépend de gens qui n'ont pas d'enfants.* (…) *Ils détestent les Américains normaux qui ont choisi d'avoir une famille »*.

Auteur à succès d'un ouvrage relatant son enfance prolétarienne dans les Appalaches, converti au catholicisme, opposé à l'avortement, M. Vance incarne une Amérique inquiète des transformations de la famille – M. Buttigieg, le ministre des transports, et son mari ont adopté des jumeaux quelques jours après cet entretien –, de la baisse de la fertilité et du taux de fécondité, de la progression des femmes sur un marché du travail où les emplois ouvriers (masculins) disparaissent. Les couples n'ont plus autant d'enfants, et ceux-ci manquent de frères, de sœurs, de cousins pour rompre leur isolement. Comme pour signaler que le problème

(1) Lire « Stratagème de la droite américaine, mobiliser le peuple contre les intellectuels », *Le Monde diplomatique*, mai 2006.

(2) Aaron Zitner et Dante Chinni, « How the 2020 election deepened America's white-collar/blue-collar split », *The Wall Street Journal*, New York, 24 novembre 2020.

démographique ne concerne pas autant les Hispaniques ou les Afro-Américains, Carlson résume : *«Les Blancs sont haïs. Ils se détestent eux-mêmes. Ils ne se reproduisent plus. Ils disparaissent.»*

Les républicains ont toutefois compris que, dans ce registre du déclin des familles traditionnelles, le combat contre l'avortement n'est plus porteur pour eux depuis qu'une décision impopulaire de la Cour suprême a permis à dix-huit États de l'interdire presque entièrement ou, ce qui revient souvent au même, de ne l'autoriser qu'avant la sixième semaine de grossesse. Et l'autre ressort habituel dans la panoplie des guerres culturelles, le mariage gay, est largement accepté. La droite américaine mène donc campagne contre les transsexuels : les écoles qui encourageraient cette transition, les États qui n'en informeraient pas les parents, les sports qui permettraient à des hommes biologiques de concourir dans des épreuves féminines. Autant de signes à ses yeux d'une décadence américaine que seule une réélection de M. Trump endiguerait, peut-être.

L'identité du sauveur vertueux devrait surprendre mais, comme le pasteur de l'Église baptiste d'Opelika (Alabama) l'a rappelé en juillet dernier lors de son office dominical, *«vous marchez où Jésus vous dit de marcher même si vous ne comprenez pas où vous allez»*. Un peu plus tard, un des théologiens présents ajoute en guise de précision : *«Dieu utilise des faux prophètes pour accomplir le bien.»* M. Trump? Comprenne qui pourra puisque ce jour-là la seule référence faite à l'actualité concerna la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à Paris le vendredi précédent : une *«débâcle visuelle»* et un *«blasphème»* d'après le pasteur.

M. Trump est revenu en Caroline du Nord le 14 août dernier, non pas pour parler des transgenres mais pour détailler son programme économique. Et chacun a vite compris que le choix de ce discours thématique ne venait pas de lui : *«Nous allons parler d'une chose appelée l'économie. Ils ont voulu que je fasse un discours sur l'économie, quelque chose d'un peu intellectuel. Alors aujourd'hui on est tous des intellectuels.»* Pas très longtemps. S'éloignant de son texte préparé, lu comme une corvée, il en revient à ses sujets préférés : l'immigration, bien sûr, mais aussi les *«durs»* en Russie, en Chine et en Iran qui le respectaient quand il était président, ce qui préservait le monde des guerres qui ont éclaté partout depuis qu'il ne l'est plus. Une fois encore un discours long, confus, et une opération de communication ratée. *«Trump est un président formidable et un très mauvais candidat»*, se désole Mme Bennett.

«Je me suis très bien entendu avec Kim Jong-un»

L'économie n'est plus un thème qui l'inspire depuis que le président Biden, reprenant les idées de son prédécesseur, a marié une stratégie commerciale protectionniste à une politique industrielle de grands travaux. Car lui a agi : plan de relance de 1 900 milliards de dollars, 1 000 milliards supplémentaires de dépenses d'infrastructures. Mieux, pour une fois les catégories populaires ont profité de ces politiques publiques qui ont privilégié des productions et des salariés américains. M. Biden est même allé jusqu'à préciser : *«Nous n'avons pas besoin que tout le monde ait un diplôme universitaire. C'est bien si vous en avez un, et nous vous aiderons à l'obtenir. Cependant, ce n'est plus une condition pour décrocher un emploi qui paie correctement.»* Faute de pouvoir continuer à pourfendre un chômage massif, des traités de libre-échange et des délocalisations, M. Trump privilégie donc à présent le thème d'une inflation en forte progression. Il détaille inlassablement le prix de l'essence, du bacon (qu'il dit ne plus pouvoir se payer…) et des assurances. S'éloignant de l'orthodoxie républicaine, il évoque à peine la question de la dette, ne parle pas de relever l'âge de la retraite et promet de protéger les programmes d'aide sociale – sauf naturellement pour les étrangers.

La politique extérieure constitue néanmoins le domaine où son OPA sur le Parti républicain est la plus spectaculaire(3). La rupture avec le néoconservatisme saute aux yeux lors de la convention de Milwaukee. Alors qu'en 2002 le président George W. Bush avait dénoncé un *«axe du mal»* comprenant trois États, dont la Corée du Nord, accusés de *«menacer la paix dans le monde en cherchant à posséder des armes de destruction massive»*, M. Trump n'hésite pas à déclarer : *«Je me suis très bien entendu avec Kim Jong-un et nous avons arrêté les missiles partant de Corée du Nord. En ce moment, il roule un peu les mécaniques. Mais quand on reviendra* [à la Maison Blanche], *je m'entendrai avec lui. Il aimerait aussi que je revienne. Je pense que je lui manque si vous voulez savoir la vérité.»* Un président des États-Unis dont le dirigeant du Parti communiste nord-coréen attend le retour avec impatience, l'idée eût autrefois glacé des militants républicains. Là rien de tel, certains délégués affichent même leur hilarité.

Membre de l'Association des femmes républicaines, Mme Sue Ann Balch fonde même son espoir d'une détente internationale sur deux caractéristiques personnelles, pas nécessairement admirables, de l'ancien président : *«Trump est narcissique. Il ne s'intéresse qu'à lui. Si c'est bon pour Trump, c'est bon pour l'Amérique. Or les guerres ne sont pas une bonne affaire pour le business de l'immobilier, des hôtels, casinos et restaurants. Et puis, la majorité des gouvernants de la planète est très masculine et respecte un mâle alpha. Poutine aussi. Il n'aurait donc jamais envahi l'Ukraine si Trump était resté au pouvoir.»* Il y a huit ans, les démocrates redoutaient qu'une victoire républicaine menace la paix mondiale. Or M. Trump n'a déclenché aucune guerre lorsqu'il occupait la Maison Blanche. La chose n'est pas si courante.

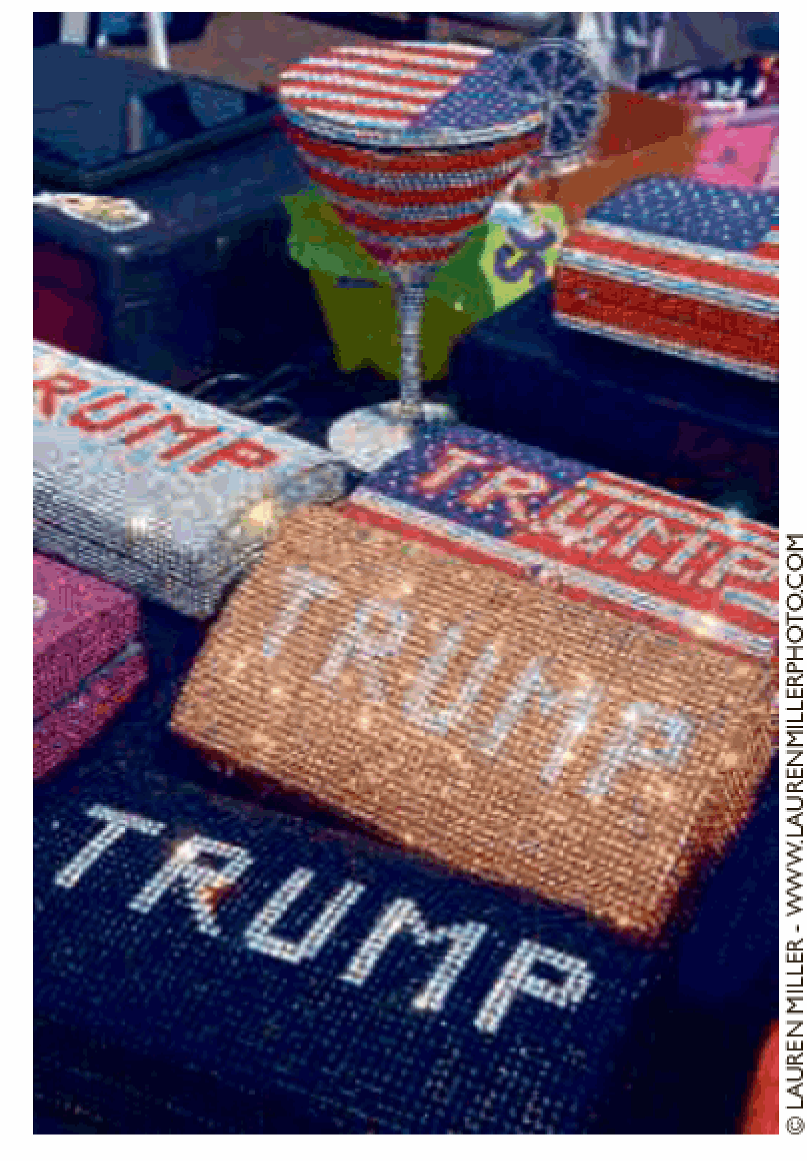
«Trump se bat tellement pour nous qu'ils veulent l'incarcérer»

Cela n'empêche pas les colporteurs de paniques de continuer à occuper le haut du pavé. D'un cycle électoral à l'autre, on ne peut que constater la place croissante des réseaux sociaux, des petits films de propagande que chaque partisan vous envoie dès que vous discutez une de ses affirmations. Car l'adversaire est toujours l'ennemi intérieur. Les démocrates sont *«plus dangereux que les Russes et les Chinois»*, prétend M. Trump dans un entretien complice avec Elon Musk le 12 août dernier. En mai 2023, M. Cruz interrogea Sean Hannity, un journaliste de Fox News à sa dévotion : *«Imaginez que vous ayez pour objectif de détruire l'Amérique. Qu'auriez-vous fait différemment de Joe Biden?»* Réponse de Hannity : *«Rien. Et j'ai très peur que la Chine le voie. La Russie le voit, l'Iran le voit.»*

Comme l'explique la sociologue Arlie Hochschild, les républicains présentent tout ce qui a été «perdu» comme quelque chose qui leur a été «volé» : les élections, la grandeur de l'Amérique, la masculinité d'autrefois(4). Selon eux, en persécutant M. Trump, qui pourrait redresser la barre, les démocrates s'emploient à le «voler» lui aussi, à son peuple. Mais loin de l'affaiblir, ses 91 inculpations ont assuré ses victoires lors des primaires. *«Il s'est tellement battu pour nous qu'ils essaient littéralement de l'incarcérer»*, s'exclama à l'époque un de ses conseillers les plus enflammés. Interrogée sur les chances de son candidat, Mme Balch doute d'ailleurs qu'on le laisse gagner : *«Je ne crois pas qu'il y arrivera. On va avoir une autre pandémie et ils s'en serviront pour nous enfermer, nous obliger à voter par correspondance, avec des problèmes d'ordinateur et ces gens qui contrôlent nos machines.»* Les républicains aiment leur candidat, mais ils détestent surtout ses adversaires.

Lesquels le leur rendent bien. Au point qu'on sourirait presque quand Mme Clinton exhorte ses amis démocrates à ne pas sous-estimer le danger Trump. Aucun risque de son côté. Par exemple elle *«ne serait pas surprise»* si Carlson, *«membre de la cinquième colonne de Vladimir Poutine»*, était payé par les Russes. De son côté l'ancienne présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a prétendu en janvier dernier que les manifestants réclamant un cessez-le-feu à Gaza étaient *«directement liés à la Russie»* et qu'ils relayaient eux aussi le *«message de M. Poutine»*. Avant de réclamer que la police fédérale enquête sur leur compte. Moscou continue à faire perdre la tête aux démocrates. Lorsque nous montrons à un courtier à New York une affichette républicaine *«Trump = force; Biden = faiblesse»*, il réplique sans hésiter : *«Trump = Poutine; Biden = démocratie»*.

Or la démocratie serait menacée puisque, selon Mme Clinton et sa chambre d'écho médiatique, le retour de M. Trump à la Maison Blanche sonnerait le glas des élections libres aux États-Unis. L'assaut



© LAUREN MILLER - WWW.LAURENMILLERPHOTO.COM

du 6 janvier 2021 contre le Capitole est passé par là. Pour empêcher qu'il ne devienne, comme le putsch d'Adolf Hitler dans une brasserie de Munich en 1923, un fiasco fondateur, une répétition générale, presque tous les moyens sont bons. Pourtant rien ne dit que ce type d'analogie historique, omniprésent dans les cercles cultivés, emporte la conviction de l'électorat flottant sans doute plus sensible à son pouvoir d'achat, que l'inflation a entamé ces trois dernières années. Il se souvient peut-être aussi que M. Trump a déjà été président sans que les États-Unis et leurs contre-pouvoirs locaux et judiciaires soient engloutis. Néanmoins les comparaisons du type Trump égale Hitler ancrent un peu plus les républicains dans le sentiment de leur persécution. Mme Annie Eckrich, déléguée de l'Indiana qui travaille dans une agence immobilière, nous rapporte ainsi, très surprise, le propos d'une de ses clientes : *«Si j'avais su que vous souteniez Trump, je ne serais pas passée par vous pour acheter ma maison.»*

On ne compte plus les propos incendiaires de l'ancien président qui alimentent ce climat et sur lesquels se précipitent ses adversaires, trop heureux de signaler leur vertu en surjouant leur peur. Les migrants qui *«empoisonnent le sang de notre pays»*, les *«communistes, marxistes, fascistes et les voyous de la gauche radicale qui vivent comme de la vermine»*. Toutefois, puisque les démocrates prétendent qu'il affabule en permanence, qu'*«il est un menteur pathologique»*, ce qui n'est pas faux, pourquoi prennent-ils pour argent comptant ce qu'il dit quand il fulmine?

La présence épuisante de M. Trump dans la vie politique dissimule à un tel point certaines transformations de la société américaine – l'érosion des libertés publiques et l'épreuve du Covid-19 par exemple – qu'elles n'occupent guère de place dans le débat présidentiel. Ainsi, la censure préalable et la surveillance policière se sont banalisées au prétexte du combat contre la désinformation et le terrorisme intérieur. La pandémie a rendu aveuglant l'inégal accès à l'école, aux réseaux numériques, au système de santé publique, en même temps qu'elle a accru le discrédit des experts, des médias, des gouvernants.

«Les démocrates ont détruit notre confiance en notre État.» A priori ce propos de Mme Bennett n'aurait rien de surprenant venant d'une républicaine. À ceci près qu'elle ne pourfend pas seulement, comme du temps de Reagan, les impôts, les réglementations ou les aides sociales, mais la justice, la police et la collusion entre les services de renseignement et les oligopoles de l'information. Quand la machinerie répressive de l'État traquait les subversifs de gauche et enfermait sans jugement les *«combattants ennemis»* à Guantánamo, les républicains ne lui mesuraient pas leur crédit. Il s'est effondré depuis que la censure et la répression ont visé les partisans de M. Trump. M. Kevin Bennett, le mari d'Ann, est certes très remonté contre le système judiciaire qui a persécuté l'ancien président et qui, selon lui, n'a pas instruit les cas de fraude électorale. Mais il s'inquiète aussi de la brutalité de la police fédérale. *«Je démantèlerais le FBI,* nous avoue-t-il. *Depuis John Edgar Hoover, il a trop de pouvoir. Et les gens croient de moins en moins ce qu'il nous a dit à propos des assassinats de John Kennedy, de Bobby Kennedy, de Martin Luther King. Au fond l'ADN du FBI est problématique depuis le départ.»*

Il relate alors le cas de Bryan Malinowski, tué par des agents fédéraux en mars dernier. Ils ont surgi un matin chez lui en démolissant sa porte d'entrée et l'ont tué à son réveil d'une balle dans la tête dès qu'il a sorti une arme à feu. On fait alors observer à M. Bennett que le FBI a liquidé nombre de Black Panthers en usant de la même technique, parfois dans leur lit. Il n'en disconvient pas. La *«militarisation de la police»* l'inquiète à présent tout comme la reconduction régulière des lois antiterroristes votées après le 11-Septembre (Patriot Act) à l'initiative d'un président républicain. Il admet même que, grisé par le pouvoir, M. Trump *«pourrait devenir un tyran»*, mais il parie que non, que la tentative d'assassinat l'a assagi. Cela ne se voit pas encore…

Pour l'ancien président, le Covid-19 a détruit l'économie brillante qu'il avait construite et a permis la généralisation du vote par correspondance générateur des fraudes qui l'ont chassé de la Maison Blanche. La plupart des républicains portent un regard moins paranoïaque sur une épreuve ayant provoqué 1 200 000 morts, record mondial, avec l'un des taux de décès les plus élevés de la planète. Beaucoup gardent le souvenir d'une société en décomposition où chacun faisait face comme il pouvait. Mme Tracy West pilote un des districts scolaires les plus pauvres de l'Alabama, un État déjà en bas de classement pour le revenu des familles. Elle est élue et républicaine. Son district regroupe quatorze comtés, très majoritairement ruraux, et 100 000 élèves. Lorsque la pandémie s'est déclarée, nous explique-t-elle, *«impossible pour nous de demander simplement à chacun de rester chez lui. Quand vous êtes pauvre, ce n'est pas une option. Beaucoup d'enfants qui dépendaient de nos repas gratuits auraient été affamés. Avec le concours des Églises, des associations, des banques alimentaires, nous avons donc trouvé un moyen pour que les parents qui n'étaient plus ravitaillés puissent récupérer quelques litres de lait, une miche de pain, des œufs»*.

Compte tenu de l'absence de réseau dans nombre de ces comtés, le même type de débrouille s'est appliquée à l'instruction aussi longtemps que les écoles furent fermées : *«Nous avons acheté et installé des hot spots Wi-Fi dans les bus afin que les élèves puissent télécharger le contenu de leurs cours. Les voitures se garaient juste à côté, ou alors le bus venait près du domicile.»* Ensuite, les élèves pouvaient travailler sans connexion. Plus ou moins bien. Avec une tablette qu'on leur avait prêtée quand ils n'avaient pas d'ordinateur. Une seule par famille.

Ni M. Trump ni Mme Harris ne pensent que des récits de ce genre concernent l'enjeu qui les oppose. Chacun se soucie plutôt des pronostics des sondages. Pourtant, en 2020, leurs erreurs ont été considérables, sans précédent depuis 1980.

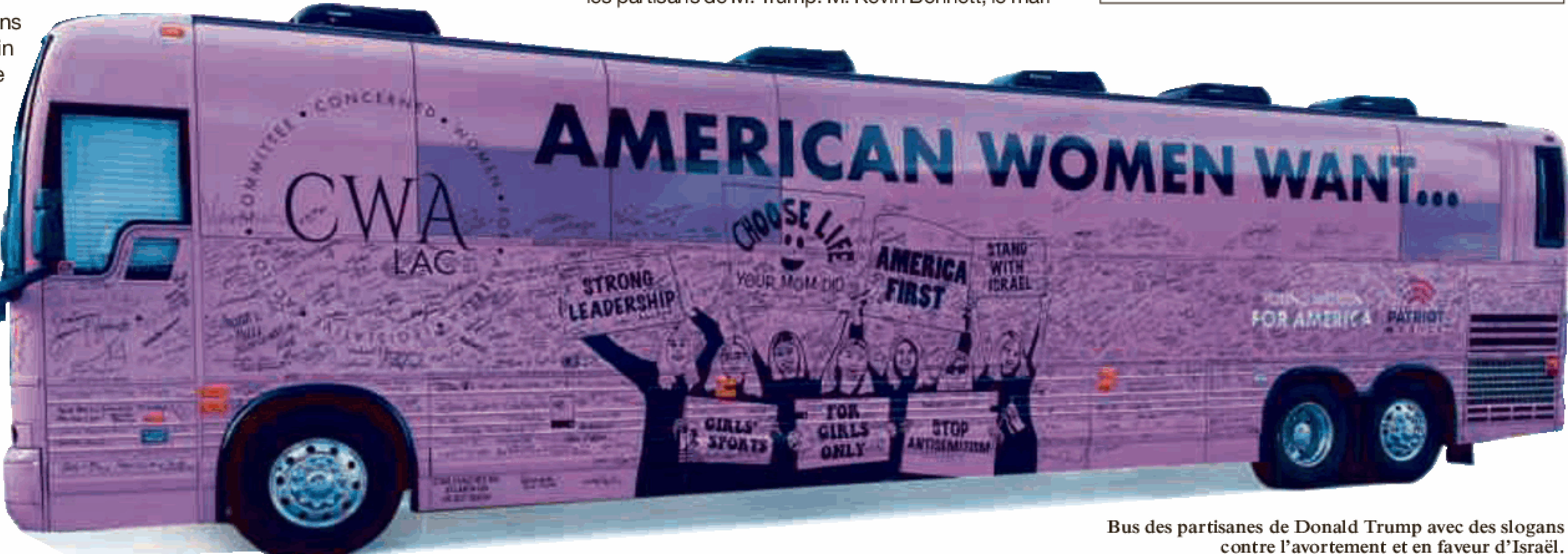
Ce ne sera pas la seule raison de redouter le jour du dépouillement. Car qui imagine que M. Trump admettrait la victoire des démocrates? *«Ces gens veulent tricher, ils trichent, et franchement c'est la seule chose qu'ils font bien»*, prétend-il régulièrement. Il ne quittera pas la scène aussi vite que l'homme qui lui a succédé à la Maison Blanche.

Serge Halimi.

(3) Lire «L'Ukraine s'invite dans la campagne américaine», *Le Monde diplomatique,* août 2023.

(4) Lire Arlie Russell Hochschild, «Anatomie d'une colère de droite», *Le Monde diplomatique,* août 2018.

Lire sur notre site l'article d'Ibrahim Warde : «Trumpisme, messianisme, affairisme», www.monde-diplomatique.fr/67453



Bus des partisanes de Donald Trump avec des slogans contre l'avortement et en faveur d'Israël.

QUAND LE PRÉSIDENT « LULA » ATTENDAIT SON ARRESTATION

Résister ou se rendre ?

En 2018, le juge Sergio Moro ordonne la détention de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva – dit « Lula » – à la suite de sa condamnation dans l'affaire de corruption « Lava Jato ». Accablé, l'entourage du dirigeant est divisé : doit-il se soumettre ou non ? Pour la première fois, un livre retrace cet épisode méconnu d'un calvaire judiciaire dont il sortira blanchi au bout de cinq cent quatre-vingts jours d'emprisonnement.

PAR FERNANDO MORAIS *

J*EUDI 5 avril 2018, siège du syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo dans l'État de São Paulo* (1).

Au deuxième étage, où l'on amène Lula, la seule décision prise à l'unanimité des personnes présentes est qu'il dormira au siège. Le président du syndicat des métallurgistes de l'ABCD *[ensemble de municipalités industrielles faisant partie de la région métropolitaine de São Paulo]* Moisés Selerges se charge d'improviser un hébergement pour qu'il puisse y passer la nuit. Dans une pièce d'accès difficile *(…)* au sous-sol du bâtiment *(…)* il installe un sommier et un matelas double, un oreiller, des draps rayés et un édredon en coton imprimé aux fleurs vertes et bleues. Le syndicaliste fait également un saut jusqu'à l'appartement du dirigeant, où il rassemble deux vêtements de rechange dans un petit sac en plastique brun. Dans la chambre voisine de celle réservée à l'ex-président, on dispose une petite table avec des sandwichs au jambon et au fromage, des canettes de boisson gazeuse, de la bière et de l'eau.

Quant à la décision la plus grave et la plus importante – comment réagir à l'ordre d'arrestation –, le proche entourage de Lula est clairement divisé. Les sénateurs Lindbergh Farias, Gleisi Hoffmann, l'avocat Luiz Eduardo Greenhalgh, compagnons de l'ex-président depuis plus de trente ans, et João Pedro Stédile et Guilherme Boulos(2), respectivement du Mouvement des sans terre (MST) et du Mouvement des sans-toit (MTST), soutiennent l'idée selon laquelle la sentence du juge Sergio Moro devrait être tout simplement ignorée, renvoyant ainsi le problème aux adversaires. Leur seul mot d'ordre : « résister ». D'après eux, les forces de sécurité ne commettraient jamais la folie de massacrer la foule qui protège le siège du syndicat. Transformée en nouvelle planétaire, l'impasse donnerait, selon l'opinion des partisans de la résistance, l'occasion de dénoncer au monde la persécution de leur camarade entreprise par Moro, le ministère public et la police fédérale. Or, même si cette proposition émane de deux chefs de parti et des dirigeants des deux organisations sociales les plus importantes du pays, les avocats Valeska Teixera Martins et Cristiano Zanin Martins sont étonnés de l'entendre. Certes, ils défendent Lula avec véhémence, au Brésil et à l'étranger, convaincus que celui-ci est victime d'un *lawfare* (néologisme juridique qui associe les mots *law* et *warfare* – loi et guerre –, pour définir l'utilisation fallacieuse de la loi contre un adversaire afin de détruire sa réputation et de délégitimer ses arguments), mais ils savent également que le fait de ne pas se plier à l'ordre d'arrestation conduirait fatalement le juge à le considérer comme un fugitif et à décréter son placement en détention provisoire *(…)*.

« Je suis un bâtisseur de rêves »

SILENCIEUX comme à son habitude, et sans exprimer son opinion à quiconque, l'expérimenté capitaine Valmir Moraes, chef de l'équipe de sécurité personnelle de Lula depuis les années 2000, écoute les discussions avec inquiétude. Il sait que la police fédérale n'a ni la structure ni la formation pour disperser les foules, et craint qu'une confrontation ne débouche sur un carnage, puisqu'un seul coup de feu tiré avec un HK417 *[un fusil d'assaut]* suffirait à tuer une demi-douzaine de personnes. Tous les acteurs présents ne le savent peut-être pas, mais la police militaire de São Paulo a également été mise en état d'alerte. Le bâtiment du syndicat et les rues autour se remplissent davantage. Les vingt-quatre heures accordées par Moro filent et personne ne semble connaître l'issue du dilemme : l'ex-président résistera-t-il ? Se rendra-t-il pacifiquement à la police ?

Dans la nuit du vendredi 6 avril, quelques heures après l'expiration du mandat de dépôt du juge Sergio Moro. Ce document exigeait de l'ancien président qu'il se présente « volontairement » au siège de la police fédérale de Curitiba pour purger sa peine de douze ans et un mois dans le pénitencier de cette ville du sud du Brésil, capitale de l'État du Paraná.

La nuit est déjà tombée lorsque l'ex-président tire discrètement son collaborateur Marco Aurélio Santana Ribeiro, dit Marcola, par le bras et le conduit dans une pièce vide. Il verrouille la porte de l'intérieur, éteint la lumière et laisse la pièce plongée dans l'obscurité ; l'assistant ne comprend pas ce qui se passe *(…)*. Lula demande :

– Marcola, tu m'accompagnes jusqu'au bout ?

– Oui, président, bien sûr.

– Alors pars d'ici sans attirer l'attention, fais ta valise et achète-toi un billet d'avion pour Curitiba. En arrivant là-bas, va voir nos avocats, Luiz Carlos da Rocha et Manoel Caetano, et attends-moi.

Marcola devient alors, outre Moraes, la seule personne à savoir formellement ce que les avocats et certains politiciens pressentent déjà : bien que n'ayant pas respecté le délai imposé par Moro, Lula se pliera au mandat d'arrêt. En fait, même ceux qui ont préconisé une solution radicale reviennent sur terre : s'il y avait 100 000 ou 200 000 personnes dans les rues, et non 10 000, une résistance aurait pu être envisagée. Les syndicalistes plus âgés, échaudés par les grèves successives, ont déjà éprouvé dans leur chair la violence de la troupe de choc, de la cavalerie et des meutes de chiens de la police militaire de São Paulo. Les militants expérimentés, abonnés aux affrontements aux portes des usines, savent que même avec de nombreux blessés, la police antiémeute n'aurait pas beaucoup de mal à disperser la manifestation, à enfoncer les portes du syndicat et à ouvrir la voie à une intervention de la police fédérale.

Samedi 7 avril, siège du syndicat. Lula ne s'est pas encore rendu au siège de la police fédérale. Pourtant l'ancien chef d'État a bien décidé d'accepter son arrestation, mais à ses conditions. C'est une voiture de la police fédérale qui devra venir le chercher ce jour à São Bernardo, parmi les siens. Et après qu'aura été organisée dans les locaux du syndicat une messe en hommage à son épouse, Marisa Letícia, décédée un an plus tôt. Mais également, après que l'ancien ouvrier métallurgiste se sera une dernière fois exprimé librement devant ses partisans, les dirigeants des mouvements sociaux et de la gauche brésilienne…

– Je suis poursuivi pour des crimes que je n'ai pas commis. *(…)* Laissez-moi vous dire une chose : je vais respecter leur mandat. Et je vais le faire parce que je veux faire un transfert de responsabilité. Ils trouvent que tout ce qui se passe dans ce pays arrive à cause de moi. Ils ont ordonné mon arrestation, mais ils doivent savoir que la mort d'un combattant n'arrête pas la révolution.

– Ne te rends pas ! Ne te rends pas ! Ne te rends pas !

Les voix se bousculent, mais Lula poursuit, désormais sur un ton indiquant que le temps de faire ses adieux est arrivé :

– Je suis un bâtisseur de rêves… J'ai rêvé qu'il était possible de gouverner ce pays en impliquant des millions et des millions de pauvres dans l'économie, dans les universités, en créant des millions et des millions d'emplois dans ce pays. J'ai rêvé qu'il était possible de réduire la mortalité infantile en apportant du lait, des haricots et du riz pour que les enfants puissent manger tous les jours. J'ai rêvé qu'il était possible de prendre les étudiants de la banlieue et de les mettre dans les meilleures universités de ce pays – pour que nous n'ayons pas des juges et des procureurs n'appartenant qu'à la seule élite *(…)*. Ce crime-là, je l'ai commis.

Il est presque 13 heures, l'heure des derniers instants :

– Camarades, je ne peux vous rendre ma gratitude, pour tant de tendresse et de respect que vous m'avez consacrés pendant toutes ces années. *(…)* Voilà pourquoi, camarades, je vous embrasse. Soyez tranquilles, ce cou ne va pas se courber. Ma mère m'a déjà fait un cou court pour qu'il ne fléchisse pas. Et il ne fléchira pas, parce que j'y vais la tête haute. Je sortirai de là, la poitrine gonflée, parce que je vais prouver mon innocence. Je vous embrasse très fort, camarades, merci. Merci à tous pour l'aide que vous m'avez apportée. Un baiser, mes amis, merci beaucoup.

8 novembre 2019. Lula sort de prison.

* Auteur de *Lula. De la lutte syndicale au combat politique (biographie, tome 1)*, dont est tiré ce texte, Les Éditions d'Ithaque, Paris, 2024.

(1) Les passages en italique sont de la rédaction.

(2) NDLR. En 2018, M. Guilherme Boulos était le dirigeant du Mouvement des sans-toit (MTST). Il est aujourd'hui député du Parti socialisme et liberté (PSOL) et candidat de la gauche à la mairie de São Paulo en 2024.





PROCHE-ORIENT, L'ABÎME

L'occupation des territoires palestiniens est illégale et constitue une politique pouvant être qualifiée d'apartheid, a estimé la Cour internationale de justice (CIJ) *(lire page 21)* à l'heure où Gaza, sa population et ses infrastructures, notamment éducatives, sont systématiquement détruites par l'intervention israélienne *(lire page 20)*. Conscients d'être dans le collimateur de l'extrême droite, qui participe à la coalition gouvernementale, les citoyens arabes d'Israël, particulièrement marginalisés, font profil bas *(lire pages 18 et 19)*. Quant à la majorité juive de la société, traumatisée par l'attaque du 7 octobre, elle oscille entre désir d'effacer les Palestiniens et crainte pour l'avenir du pays *(lire pages 16 et 17)*. Dans ce contexte, chaque jour qui passe aggrave le calvaire des Gazaouis et rapproche l'ensemble de la région du précipice *(lire ci-dessous)*.

La guerre la plus longue

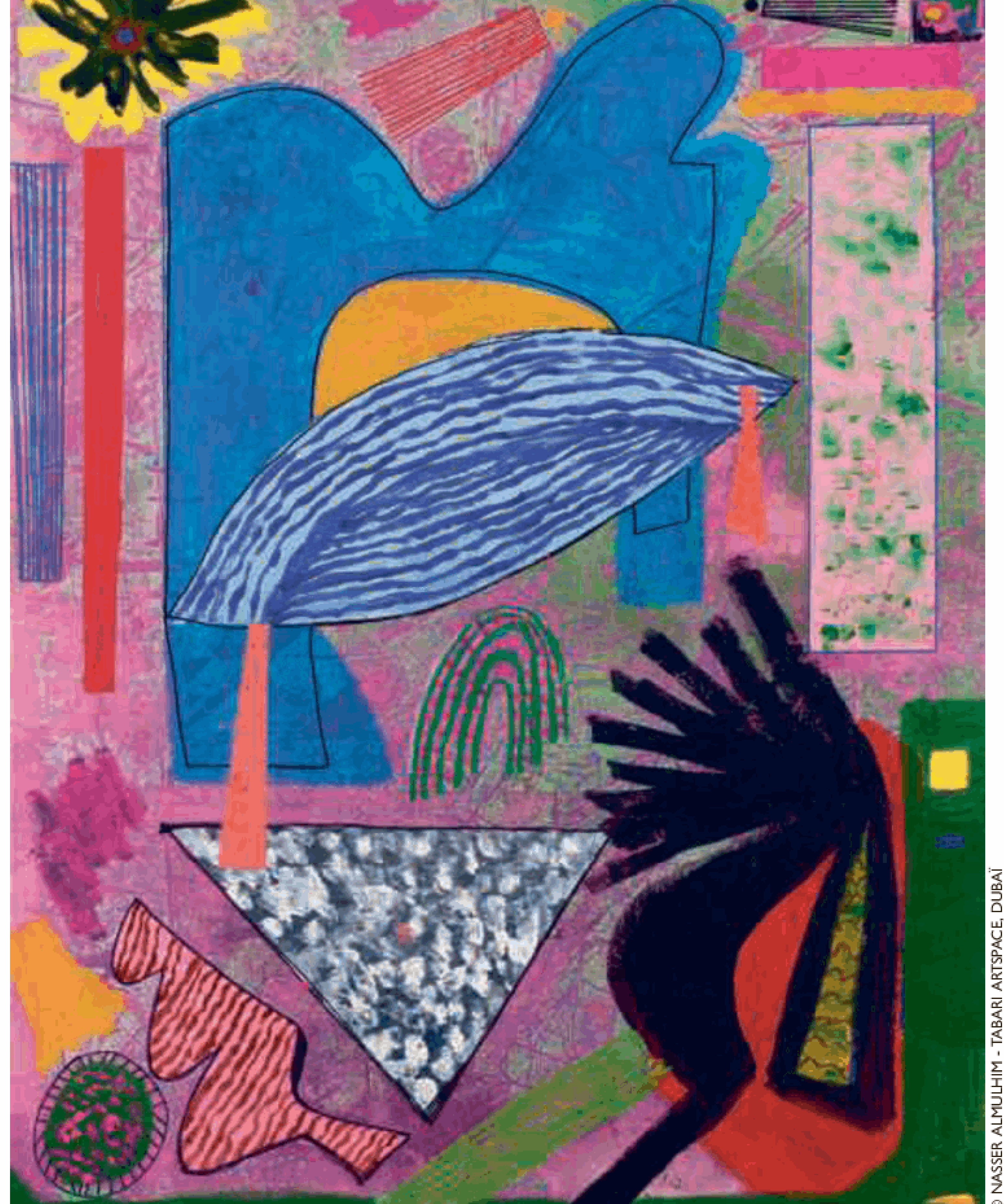
(Suite de la première page.)

Deux éléments avaient arraché le soutien du Hamas à ce plan – l'arrêt définitif de la guerre et le retrait total de l'armée israélienne de Gaza –, avant qu'Israël ne fixe de nouvelles exigences, qui ont été acceptées par les États-Unis. D'une part, le maintien de son contrôle sur le « couloir de Philadelphie », une bande de quatorze kilomètres qui court le long de la frontière avec l'Égypte, et sur le « corridor de Netzarim », qui coupe Gaza en deux parties, nord et sud, pour « surveiller » le retour des Palestiniens chez eux. D'autre part, l'engagement sur un cessez-le-feu durable serait suffisamment flou pour que les combats puissent reprendre quand Tel-Aviv le déciderait.

Car M. Benyamin Netanyahou veut poursuivre la guerre, et pas seulement à Gaza. Il a multiplié depuis la mi-août les frappes contre le Liban. Un raid contre un entrepôt de la ville de Nabatieh, le plus meurtrier depuis le début du conflit, a fait dix morts dans la nuit du 16 août, dont une famille syrienne de six personnes, en pleines négociations pour un cessez-le-feu. Il espère ainsi pousser le Hezbollah à une escalade hors de contrôle. Pourtant, tous les signaux venus de Téhéran confirment que l'« axe de la résistance » ne veut pas d'un conflit régional. En revanche, comme le note le journaliste Nahoum Barnea dans le quotidien *Yedioth Ahronoth,* le but du premier ministre *« est d'entraîner le gouvernement américain dans une guerre contre l'Iran, comme il s'y essaie depuis 2010. C'est sa mission dans la vie, qui pourra lui garantir sa place dans l'histoire – et "sa victoire totale"* (1) *».*

Pour l'instant, sa place dans l'histoire M. Netanyahou l'a gagnée en assumant la responsabilité d'une des guerres les plus meurtrières du XXIe siècle. Au moment où le chiffre de 40 000 morts est franchi à Gaza – plus personne ne le conteste sinon pour dire qu'il est sous-estimé –, soit 2 % de la population totale, le quotidien israélien *Haaretz* (2) publie une étude comparative de différents conflits récents. La guerre en Syrie a fait, en treize ans (2011-2024), 400 000 morts, soit 2 % de ses habitants ; celle en Yougoslavie (1991-2001) a provoqué 100 000 morts en dix ans, soit 0,5 % de la population. Selon le professeur Michael Spagat, de l'université de Londres, interrogé par le journal israélien, celle à Gaza fait donc partie des cinq conflits les plus meurtriers de ce début de siècle. Mais, *« si l'on tient compte de la durée* (…), *le cas de Gaza pourrait être sans précédent ».*

« En moyenne il y a eu 4 000 morts par mois. À titre de comparaison, au cours de la première année de la guerre en Ukraine, le nombre de morts a atteint 7 736 par mois [en grande majorité des militaires], *tandis que pendant l'année la plus sanglante de la guerre en Irak, en 2015, celui-ci a été d'environ 1 370 par mois. Dans ces deux cas, le nombre total de personnes tuées était bien plus élevé* [qu'aujourd'hui à Gaza], *mais ces deux conflits ont duré, et durent encore, beaucoup plus longtemps. »* Les combats se déroulent aussi sur un territoire très réduit, à peine 360 kilomètres carrés (contre 600 000 pour l'Ukraine), sans pratiquement de possibilité pour les civils de trouver refuge, ce qui est sans précédent.



NASSER ALMULHIM. – « Transparency », 2023

© NASSER ALMULHIM - TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

LE niveau des destructions est aussi inédit. Plusieurs responsables politiques ont comparé le sort de Gaza à celui des villes allemandes bombardées par les Alliés durant la seconde guerre mondiale – dont M. Josep Borrell, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité devant le Parlement européen, le 24 avril dernier. Mais l'armée israélienne, si l'on peut dire, a fait mieux. Selon un site qui reprend les données fournies par l'armée américaine pendant la seconde guere mondiale, *« 9,4% du parc immobilier est-allemand et 18,5 % du parc immobilier ouest-allemand ont été détruits.* (…) *[L]a moyenne pour l'ensemble du pays oscille entre 15 et 20 %* (3) *».* Au 29 février 2024, selon les Nations unies, ce pourcentage dépassait les 35 % à Gaza (4) après seulement cinq mois de combats. Une étude citée par la British Broadcasting Corporation (BBC) fin janvier le situait bien plus haut, entre 50 et 61 % (5). L'ampleur inégalée des dommages, qualifiée d'« urbicide » par les Nations unies *(lire l'encadré page 16),* confirme que le dessein israélien est de rendre la bande de Gaza inhabitable, au sens propre du terme, au moyen de la destruction des infrastructures (routes, écoles, hôpitaux, système électrique, etc.) et de provoquer, au moment voulu, un nouvel exode des Palestiniens, ce qui est, depuis le 7 octobre, l'objectif central de l'opération militaire contre l'enclave.

Comme dans toutes les guerres coloniales, les forces israéliennes dressent des bilans impressionnants de combattants du Hamas tués, d'unités décimées, de commandants liquidés : un schéma classique que l'on a connu en Algérie ou au Vietnam, avec la tendance à confondre tout homme tué avec un combattant et à transformer des succès tactiques en victoire stratégique. Vu de près, le bilan est plus nuancé, même si l'appareil militaire du Hamas, confronté à l'armée la plus puissante de la région à défaut d'être la plus morale, a subi des coups sérieux.

Selon une enquête de la chaîne américaine Cable News Network (CNN), au 1er juillet, seules trois des vingt-quatre brigades du Hamas avaient été totalement démantelées, huit pouvaient poursuivre leurs activités et treize, bien qu'affaiblies, disposaient encore des moyens de mener des attaques de guérilla (6). Les capacités de reconstitution de leurs forces reposent sur le recrutement de nouveaux combattants, *« des milliers »* selon un militaire israélien interrogé. Un article du *New York Times* (7) note que, selon des responsables des services de renseignement israéliens, *« le Hamas a pu fabriquer un grand nombre de ses roquettes et de ses armes antichars à partir des milliers de munitions qui n'ont pas explosé lorsque Israël les a lancées sur la bande de Gaza ».* Dans ces conditions, l'armée israélienne est contrainte de remettre sur le métier son « nettoyage » – deux, trois, quatre fois – dans les zones qu'elle avait prétendu avoir « purgées ».

C'EST toute la vision israélienne qu'interroge Robert A. Pape, professeur de science politique à l'université de Chicago, dans un article de l'influente revue américaine *Foreign Affairs* au titre révélateur : « Le Hamas est en train de l'emporter (8) ». Si environ 10 000 des combattants du Hamas ont été tués (l'organisation affirme n'en avoir perdu que 6 000), il lui en reste 15 000 et il dispose d'une capacité à recruter qui s'appuie sur son lien avec la communauté palestinienne. *« Le pouvoir d'un groupe militant ne provient pas des facteurs matériels que les analystes utilisent pour juger de la puissance des États* (…). *La source de pouvoir la plus cruciale du Hamas et d'autres acteurs non étatiques communément appelés groupes "terroristes" ou "insurgés" est plutôt sa capacité à attirer de nouvelles générations de combattants susceptibles de mourir pour la cause. Et cette capacité de recrutement repose sur un seul facteur : l'ampleur et l'intensité du soutien qu'un groupe reçoit de sa communauté. »*

Or celui-ci est acquis au Hamas, malgré l'ampleur des pertes civiles et des destructions à Gaza. La grande majorité des Palestiniens continue à le soutenir, non parce qu'il est « islamiste », mais parce qu'il représente la force qui a brisé l'amnésie dont était frappée la « question palestinienne », revenue depuis le 7 octobre 2023 au centre des préoccupations diplomatiques.

Si le Hamas a accepté le principe de la formation d'une autorité ou d'un gouvernement technique et de se retirer de la gestion quotidienne de l'enclave – dans laquelle il n'avait pas excellé (même s'il faut prendre en compte le blocus) –, il continuera de peser sur les choix palestiniens, à Gaza et ailleurs. Une perspective difficilement acceptable par M. Netanyahou, qui devrait l'amener à poursuivre ses tentatives d'entraîner son allié américain dans une apocalypse régionale. Après lui, le déluge !

La guerre contre Gaza est désormais la plus longue de l'histoire d'Israël, plus longue que celle qui avait mis aux prises le jeune État avec ses voisins arabes au lendemain de la proclamation de son indépendance, le 14 mai 1948. Trois quarts de siècle plus tard, malgré sa puissance militaire, malgré le patronage inconditionnel des États-Unis et le soutien appuyé des Européens, en premier lieu de la France, Israël sortira de ce conflit plus isolé sur la scène internationale, plus divisé à l'intérieur, plus incertain de son avenir. Quand les canons se seront tus, il devra toujours faire face aux sept millions de Palestiniens qui vivent sur le territoire historique de la Palestine et qui continueront à résister à l'occupation étrangère et au régime d'apartheid qui leur est imposé.

ALAIN GRESH.

(1) Cité par *Mideast Mirror,* Londres, 16 août 2024.

(2) Nir Hasson, « The numbers show : Gaza war is one of the bloodiest in the 21st century », *Haaretz*, Tel-Aviv, 14 août 2024.

(3) « Has destruction in Gaza thus far (Dec 11 or so) been greater than in German cities during WW2 ? », Skeptics, https://skeptics.stackexchange.com

(4) « 35 % of buildings affected in Gaza Strip », Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar), Genève, 20 mars 2024.

(5) Daniele Palumbo, Abdelrahman Abutaleb, Paul Cusiac et Erwan Rivault, « At least half of Gaza's buildings damaged or destroyed, new analysis shows », BBC, 30 janvier 2024.

(6) « Netanyahu says "victory" over Hamas is in sight. The data tells a different story », CNN, 5 août 2024.

(7) Maria Abi-Habib et Sheera Frenkel, « Where is Hamas getting its weapons ? Increasingly, from Israel », *The New York Times,* 28 janvier 2024.

(8) Robert A. Pape, « Hamas is winning. Why Israel's failing strategy makes its enemy stronger », *Foreign Affairs,* New York, 21 juin 2024.

SOMMAIRE DU DOSSIER

La société israélienne entre hubris et désespoir

L'attaque du 7 octobre a fait voler en éclats le mythe d'une armée surpuissante sur lequel reposait le sentiment de sécurité de la population. Sous le choc, la société s'abandonne à sa soif de vengeance, sans croire pour autant que l'éradication du Hamas soit un objectif atteignable. La fuite en avant du gouvernement alimente, quant à elle, la hantise de la disparition de l'État d'Israël.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL SYLVAIN CYPEL *

À TEL-AVIV ou à Jérusalem-Ouest, les terrasses des cafés sont toujours aussi bondées. On y sirote un expresso avec un croissant aux amandes. Le soir, on y dîne d'une pastasciutta. La guerre? Ah oui, la guerre… On en parle, bien sûr. On revient sans cesse au choc de ce maudit 7 octobre 2023, cette stupéfaction devant une armée si puissante soudainement impuissante. Mais on retourne vite à d'autres préoccupations. Pourquoi parler de la guerre? Gaza est si loin (soixante-dix kilomètres de Tel-Aviv…) et la guerre si déprimante. *« Ce qui me sidère le plus,* dit le cinéaste Erez Pery, qui fut directeur du département cinéma de l'université de Sderot, à deux pas de l'enclave, *c'est la vitesse d'adaptation de notre société. Aux terrasses rien n'a changé. »* Et pourtant, *« beaucoup de gens ont basculé dans un état de frustration profonde ou de colère folle. L'exaspération collective est au zénith ».* Nathan Thrall, récent lauréat israélo-américain du prix Pulitzer (1), résume : *« Les cafés sont pleins? Oui. Il est facile d'"invisibiliser" les Palestiniens tout en vivant confortablement. En même temps, on constate une dépression générale au sein de la population israélienne. »*

Que se passe-t-il? Non pas chez les Palestiniens – ça, on le sait, et c'est terrifiant – mais chez ceux dont l'armée les écrase, les Israéliens? Les débats sur les chaînes d'information en continu donnent le sentiment d'une gigantesque confusion et d'une population centrée sur elle-même. Cris et invectives sont courants sur les plateaux. Qu'attend-on du lendemain? On ne sait pas bien, mais on voudrait que les Palestiniens disparaissent du champ de vision. David Shulman, professeur de notoriété mondiale dans le domaine du sanskrit, formule les choses simplement : *« L'opinion a une impression d'impasse. Ce qui reflète une réalité : Israël est dans une impasse. Hannah Arendt,* ajoute-t-il, *avait tout prévu. »* Il fait référence à l'évolution ultranationaliste de l'État d'Israël et du sionisme, que la philosophe craignait dès la création d'Israël en 1948.

LES FORCES ARMÉES AUTORISÉES À PÉNÉTRER DANS LES ORDINATEURS PRIVÉS SANS CONTRÔLE DE LA JUSTICE

Les Israéliens naviguent entre le désir de vengeance, qui amène la Cour internationale de justice (CIJ) à enquêter sur un *« génocide »* à Gaza, et une attitude, très majoritaire, que la généticienne Eva Jablonka définit comme *« l'ignorance volontaire, un effroyable aveuglement sur ce que nous faisons aux Palestiniens ». « Oui,* ajoute-t-elle, *il y a un lavage de cerveau organisé par les dirigeants, mais il est bien accueilli. »* Des dirigeants martèlent un discours qui nie ou plus souvent occulte les crimes commis à Gaza, et qui est largement accepté car il correspond à l'image dont les Israéliens entendent se parer : ils sont les victimes, les seules victimes, et rien d'autre. Cependant, pour Adam Raz, un jeune historien qui a créé Akevot («Traces», en hébreu), une association qui se consacre à la mise au jour du passé israélien, ce déni du réel est aussi porteur d'angoisse. Après le 7 octobre 2023, *« en prônant l'usage exclusif de la force, M. Benyamin] Netanyahou nous a tous transformés en criminels, moi inclus. Nous allons vivre des décennies avec les tueries des dizaines de milliers de Palestiniens que nous avons commises ».*

Peu partagent ce constat. La grande majorité des Israéliens verse dans le pessimisme, mais pour des motifs fort différents. Eux enragent devant l'échec le plus spectaculaire qu'Israël a jamais connu. *« La société est en état de choc,* explique M. Avraham Burg, président travailliste de la Knesset de 1999 à 2003. *La question palestinienne, qu'on annonçait résolue en Israël, a resurgi violemment. On pensait qu'avec un État à nous, nous serions protégés. Tout s'est effondré. Israël est désormais l'État le plus dangereux pour les Juifs. Enfin, sans les Américains, nous n'aurions pas pu mener cette guerre. »*

En juin 1967, l'armée israélienne triomphait en six jours d'une coalition de trois armées arabes. Depuis huit mois, elle a mobilisé à Gaza plus de 200 000 hommes et femmes sans parvenir à *« éradiquer »* une milice de 30 000 combattants, dotée de moyens très inférieurs… Après le 7 octobre, il s'agissait de *« rétablir l'honneur national d'Israël, fondé sur sa puissance militaire »,* selon le sociologue Yagil Levy, spécialiste de l'armée. Dès lors l'humiliation est encore plus forte aujourd'hui, selon lui : *« Sans objectifs réalistes ni vision du lendemain »,* Israël s'enfonce dans *« une guerre ingagnable ».*

L'anthropologue Yoram Bilu résume les trois conséquences majeures du 7 octobre : *« Un : la sécurité qu'offrait notre armée a subi un coup dont elle mettra du temps à se relever. Deux : Il a réveillé des peurs très profondes. Et trois : la droitisation de la société s'est encore renforcée. »* Pour autant, selon un sondage de la chaîne de télévision 12, en juin, seuls 28 % des Israéliens croyaient l'objectif du gouvernement – *« éradiquer le Hamas »* – encore *« atteignable ».* Le sentiment que M. Netanyahou *« [les] envoie dans le mur »* ne cesse de croître. Lorsque M. Daniel Hagari, porte-parole de l'armée, affirme, deux cent soixante jours après le 7 octobre, que *« le Hamas est une idéologie et [qu']on n'élimine pas une idéologie »,* c'est une gifle pour « Bibi » (diminutif de Benyamin) Netanyahou. Beaucoup d'Israéliens, qui ont cru leurs dirigeants, se demandent soudain : « Tout ça pour ça ? »



© NASSER ALMULHIM - TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

NASSER ALMULHIM. – « Distance Is Near » (La distance est proche), 2024

En attendant, M. Yehouda Shaul, un des fondateurs de Breaking the Silence (« Briser le silence »), l'organisation non gouvernementale (ONG) qui regroupe depuis vingt ans des soldats révélant les crimes de guerre commis par leur armée, veut croire que l'échec peut *« avoir à terme des effets positifs ». « Si "Bibi" est le premier responsable de notre situation, et beaucoup pensent qu'il l'est, alors le Hamas n'est pas la seule cause de nos malheurs. On peut commencer à réfléchir autrement. »* Reste que nombre d'Israéliens estiment que leur gouvernement n'a *« pas d'autre choix »* que de poursuivre la guerre.

Dans ce contexte, en cas d'élections, les sondages récents donnent à la coalition centriste d'opposition une courte avance sur celle de droite et d'extrême droite qui dirige le pays. L'extrême droite coloniale et religieuse progresse peu, mais les politistes s'accordent à dire qu'elle impose son ordre du jour. Sous la pression de ses ministres, MM. Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, le gouvernement profite de cette guerre pour tenter d'instaurer un régime autoritaire. La journaliste Orly Noy a dressé en juillet un inventaire des mesures adoptées au Parlement depuis huit mois, des projets de loi en débat ou des décisions attendues. En voici un bref florilège (2) :

- Adoptée, la loi sur la certification des forces armées et du Shin Beth leur *« permet de pénétrer dans les ordinateurs privés et* (…) *d'effacer, modifier et perturber des documents »,* à l'insu du propriétaire et sans autorisation de la justice.

- Le projet de loi *« sur les likes »* pénalise le simple fait d'apprécier un message qui *« incite au terrorisme ».* Traduction : qui soutient les droits des Palestiniens.

- La fermeture des bureaux israéliens de la chaîne Al-Jazira, la seule qui offrait un regard informé de l'intérieur à Gaza, et les centaines d'interpellations de Palestiniens citoyens israéliens *(lire l'article d'Ariane Bonzon pages 18 et 19)* pour le seul fait d'avoir exprimé leur solidarité avec leur peuple.

On pourrait ajouter que, le 11 juillet, après de lourdes pressions, la chaîne de télévision 13 s'est séparée de son plus célèbre journaliste d'investigation, Raviv Drucker, l'homme le plus honni mais aussi le plus craint par M. Netanyahou du fait des procédures judiciaires qui l'attendent. De nombreux autres signes indiquent l'instauration d'un régime « fort ». Dans les débats publics, les accusations se multiplient contre la *« cinquième colonne »,* ces *« gauchistes »* juifs *« traîtres »* ou *« idiots utiles du Hamas ». « Dans les milieux culturels,* note M. Daniel Monterescu, un jeune urbaniste, *l'autosurveillance s'installe. »* Le ministre de la culture Miki Zohar entend désormais ne soutenir qu'un cinéma *« apolitique ».*

Un terme est en vogue : celui de « brutalisation ». *« Derrière les images horribles que diffusent les soldats de leurs exactions à Gaza, s'exprime un sentiment de castration. La vengeance, la revanche, c'est ce que l'on voit depuis neuf mois »,* estime Nathan Thrall. La permissivité dont jouissent les militaires affecte la population. Des dirigeants israéliens tiennent des propos *« d'une violence effarante »* contre l'enquête de la CIJ, note le journaliste. Si des notables utilisent un langage ordurier, pourquoi le simple quidam se comporterait-il autrement? La découverte des tortures infligées aux internés du camp secret de Sde Teiman n'a d'ailleurs suscité aucun scandale public. À la télévision, le père d'un soldat prisonnier ose critiquer la gestion de la guerre à Gaza, un député du Likoud lui hurle : *« Yallah ! Yallah ! Fous-moi le camp d'ici ! »* Ailleurs, un professeur de lycée est dénoncé par ses élèves pour ses opinions avant d'être démis. Sur Ayalon, l'autoroute périphérique de Tel-Aviv, on peut lire ce grand placard : *« Chassez les traîtres ! » « Bref,* résume le psychologue Yohanan Youval, *nous avançons à rebours de l'histoire avec beaucoup de succès. »*

Lorsque la police militaire, fin juillet, vient arrêter pour *« sévices graves »* à l'encontre de détenus palestiniens dix soldats geôliers de la prison de Sde Teiman, l'extrême droite tente de s'opposer aux interpellations en pénétrant sur la base militaire, avec le ministre de la sécurité intérieure, M. Ben-Gvir, et des élus aux premiers rangs. Le chef de l'État, le président Isaac Herzog, juge que *« la haine à l'encontre de gens accusés d'actes terroristes est compréhensible et justifiée ».* Le ministre de la justice Yariv Levin déclare : *« On a arrêté ces soldats comme de vulgaires criminels. C'est inadmissible. »* Seul le chef de l'opposition Yaïr Lapid a publiquement condamné le comportement séditieux du ministre, couvert par les autres membres du gouvernement.

CES MESSIANISTES CONSIDÈRENT LES PALESTINIENS COMME DES MONSTRES, DES SOUS-HOMMES

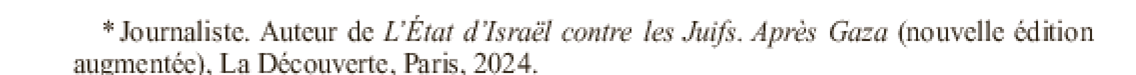
L'extrême droite apparaît la moins perméable à la déprime ambiante. Elle sait ce qu'elle veut et agit sans retenue. La mouvance messianiste semble la seule à promettre aux Israéliens un futur victorieux et même glorieux, avec l'annexion de la Cisjordanie, de Gaza et même bientôt du sud du Liban, et un retour à la sécurité par l'écrasement total de l'ennemi. Le rabbin Eliahou Mali, chef de la yeshiva (école talmudique) Shirat Moshé, a qualifié la guerre à Gaza de *« commandement religieux* (3) *».* Selon sa lecture de la Bible, lorsque ce cas surgit, on ne laisse personne vivant, ni homme, ni femme, ni enfant, ni vieillard.

Ces dernières décennies, la mouvance messianiste s'est considérablement développée. Elle a pour figures ce que l'on nomme en Israël les *« Khardélim »,* mot composé à partir de *« Khar »,* pour *« Kharédi »* (les « craignant Dieu », religieux ultraorthodoxes), et des lettres *d* et *l,* pour *« dati leoumi »* (religieux national). Ces deux courants se rapprochent depuis une génération pour faire fleurir un judaïsme hypernationaliste et messianique. La population qui adhère à leurs discours veut croire que la reconstruction du Temple (sur l'emplacement de la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam) est à l'ordre du jour.

Farouche adversaire de ces messianistes, Shlomo (il a souhaité préserver son anonymat), médecin près de Haïfa, observe qu'ils considèrent le 7 octobre 2023 comme un *« ness Elohim »,* un miracle divin – *« ils croient que nous sommes revenus à l'ère de Yehoshua Bin Noun »,* le Josué de la Bible, qui a conquis par la force la terre de Canaan –, et reprend une expression dont les Khardélim raffolent : *« Parfois, il faut aider Dieu à agir. »* Ces derniers considèrent les Palestiniens comme des monstres et des sous-hommes, conformément à ce qui est enseigné dans leurs écoles talmudiques militaires. On en dénombre désormais trente-trois. Elles fournissent la fine fleur des unités les plus meurtrières de l'armée, comme le bataillon Netzah Yehuda (« Éternité de la Judée »).

Aujourd'hui, note Yaïr Leibel, jeune chercheur du think tank Molad, classé au centre gauche, *« la fraction messianiste a bâti un appareil d'une puissance énorme. Elle domine à la fois le champ de la réflexion et celui de la communication ».* Et son avenir s'annonce radieux : 54 % des élèves en classes préparatoires sont des enfants de Khardélim, indique Adam Raz, le jeune historien (les religieux font plus de deux fois plus d'enfants que la moyenne). *« L'affrontement entre laïques et religieux déterminera l'avenir plus que tout autre enjeu,* selon le cinéaste Erez Pery. *Si les premiers l'emportent, une ouverture restera possible dans d'autres champs, à commencer par la question palestinienne, la plus importante de toutes. Si les messianistes l'emportent, ce sera la fin. »*

La fin d'Israël? Elle paraît inconcevable. Mais alors, pourquoi tant d'Israéliens – pas seulement à l'extrême gauche – en parlent-ils si spontanément? Ceux-là se rencontrent souvent parmi les adversaires de M. Netanyahou et de ses alliés. Ils fournissent le gros de ceux qui, quotidiennement, se réunissent pour huer le premier ministre. Ce 26 juin au soir, la manifestation se tient boulevard Begin, à Tel-Aviv, devant le ministère de la défense. Ils sont environ 4 000. C'est peu. Mais on est en semaine. Certains samedis, ils ont été jusqu'à 150 000. Ils scandent *« deux cent soixante-quatre jours, ça suffit »* : c'est le temps écoulé pour ceux restés entre les mains du Hamas. Sur leurs tee-shirts, on lit *« gouvernement de menteurs »,* et aussi *« assassins ».* « Assassins » parce qu'ils ont



* Journaliste. Auteur de *L'État d'Israël contre les Juifs. Après Gaza* (nouvelle édition augmentée), La Découverte, Paris, 2024.

(1) Pour *Une journée dans la vie d'Abed Salama* (Gallimard, Paris, 2024).

(2) Orly Noy, « Only an anti-fascist front can save us from the abyss », + 972 Magazine, 4 juillet 2024, www.972mag.com

(3) Yaffa Rabbi : « According to Jewish law, all Yaffa residents must be killed », 9 mars 2024, www.middleeastmonitor.com

« Futuricide »

La guerre qui ensanglante la bande de Gaza depuis le mois d'octobre a favorisé l'émergence de plusieurs mots ou concepts jusque-là peu usités. Celui de « scolasticide » décrit la destruction systématique de l'infrastructure éducative (écoles, universités, centres culturels) *(lire l'article d'Angélique Mounier-Kuhn page 20).* Le terme « urbicide » renvoie quant à lui aux dommages irrémédiables infligés aux villes gazaouies. Apparu dans les années 1960 dans la littérature d'anticipation puis dans les discours des défenseurs du patrimoine ancien contre l'appétit des promoteurs immobiliers, il a déjà été employé pour caractériser les guerres en ex-Yougoslavie (Mostar, Sarajevo) et en Syrie (Alep). Fin mai, le Centre satellitaire de l'Organisation des Nations unies (Onusat) relevait ainsi que 55 % des constructions de Gaza avaient été lourdement touchées. Une statistique qui ne tient pas compte des bombardements qui se sont poursuivis durant tout l'été et qui ont particulièrement affecté les villes de Gaza, de Rafah et de Khan Younès. Le niveau de dévastation est tel que même un retour durable à la paix ne garantit pas une vie décente pour les Gazaouis. Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Stéphanie Latte Abdallah estime ainsi que cette *« guerre futuricide »,* menée *« contre tout ce qui relève des possibilités de vivre à Gaza »* n'empêchera pas qu'il y aura, d'une manière ou d'une autre, *« un après »* (1). Reste à savoir lequel.

AKRAM BELKAÏD.

(1) Stéphanie Latte Abdallah, « Par-delà le futuricide, quelle après-guerre à Gaza ? », *Recherches internationales,* n° 129, Paris, été 2024.

préféré laisser périr les otages, pas pour ce qu'Israël inflige aux Gazaouis. *« La plupart refusent bec et ongles de tenir compte de l'enjeu palestinien dans leurs revendications »,* se lamente la documentariste Anat Even. En marge du rassemblement, une quarantaine de personnes brandissent des pancartes où on lit *« Cessez-le-feu maintenant ! »,* un court moment un drapeau palestinien est brandi, mais elles quittent le défilé assez vite.

Le malaise s'installe aux marges de la société, au-delà des seuls cercles anticolonialistes

Cette gauche israélienne anticoloniale se sent très isolée. Elle représente *« 1 % de la population, tout au plus »,* estime M. Shaul, de Breaking the Silence. Pourtant, depuis quelques mois, des prémices de résistance apparaissent. Le 13 mai, neuf cents parents de soldats envoyés à Gaza ont signé une pétition pour que cesse une guerre *« irresponsable* (4) *».* En juin, quarante-deux réservistes, dont des officiers, ont signé une lettre ouverte clamant qu'ils ne retourneraient pas à Gaza s'ils étaient rappelés (5). Adam Raz a deux enfants. *« Je n'ai aucune intention que mes enfants se battent encore à Gaza dans dix ans pour assouvir les intérêts du messianisme juif »,* dit-il. Ce malaise-là s'installe aux marges de la société, mais bien au-delà des seuls cercles anticolonialistes.

Même si les critiques des crimes israéliens dans le monde suscitent un rejet spontané dans la population – *« tous des antisémites »* –, la dégradation constante de l'image d'Israël devient pesante. Certes, aucun pays arabe n'a rompu avec Israël. Mais, note le journaliste Nathan Thrall, lorsque, dès avril 2024, Mme Elizabeth Warren, politicienne américaine de premier plan, parle de *« génocide »* à Gaza, *« c'est un changement très important ».* L'expression *« État paria »* se met à fleurir. Le ministère des affaires étrangères, sur son site, recommande aux ressortissants israéliens en voyage en Europe de ne pas parler hébreu dans le métro, de ne pas porter ostensiblement une étoile de David. Principe de précaution, bien sûr, mais enfin à l'étranger, avant, personne n'avait peur d'être traité de criminel. *« De plus en plus d'entreprises israéliennes masquent leur identité pour commercialiser leurs produits »,* ajoute Nathan Thrall.

Et puis, il y a ceux qui partent. Combien ? On parle de cent mille durant les six premiers mois de guerre. Personne ne connaît le chiffre exact. Secret-défense… Mais à Tel-Aviv, brusquement, des places se sont libérées dans les crèches… *« Le nombre d'intellectuels, scientifiques et artistes partis depuis huit mois est absolument inédit »,* assure la généticienne Eva Jablonka. Où vont-ils ? En Grèce ou à Chypre, à une heure de vol. L'anthropologue Yoram Bilu raconte qu'à Athènes un chauffeur de taxi lui a dit : *« Maintenant, presque tous mes clients sont des Russes ou des Israéliens. »* Et combien partent *« pour de bon »,* parce qu'ils *« n'acceptent plus de vivre avec ce qui se passe ici »,* se demande Adam Raz ? Ils ont entre 35 et 45 ans, s'en vont aux États-Unis, en Allemagne, parce qu'ils en ont les moyens financiers ou un bagage professionnel qui leur permettront de s'insérer.

D'autres restent mais n'en peuvent plus. Adam Raz, 41 ans, dit incarner *« le dilemme de ceux qui ne supportent plus ce pays, mais qui ne veulent pas ou ne peuvent pas partir ».* Eva Jablonka, de 30 ans son aînée, est plus explicite : *« Mon fils est sociologue à l'université de New York et j'en suis très heureuse. Mon frère est parti à Londres. Moi, j'aime et je hais ce pays. C'est ma langue et mes paysages. Mais après ce qu'on a fait, il sera très difficile de reconstruire une société digne. Je m'attends plutôt à une dégringolade vers le fascisme. »* Comme elle, un nombre croissant d'Israéliens expriment de vives inquiétudes. *« Notre élite est occupée par des fous. Ben-Gvir et Smotrich ne pourraient même pas être ministres en Corée du Nord ! »,* lance Yoram Bilu. *« Jamais les gens n'ont senti ce pays si proche d'un effondrement »,* estime Erez Pery.

Deux principaux motifs de déclin reviennent dans les conversations. L'économie, d'abord. L'agence de notation Moody's a dégradé la note de l'État d'Israël. Intel, qui projetait d'investir 15 milliards de dollars pour développer son site en Israël, a suspendu son projet en juin. Deux économistes israéliens, MM. Eugene Kandel (conseiller de M. Netanyahou) et Ron Tzur, estiment que si 10 % des 200 000 Israéliens qui activent les rouages essentiels du pays le quittent, *« il ne sera plus possible de préserver l'État sur le long terme* (6) *».*

Cependant, la crainte majeure demeure celle d'une guerre avec le Hezbollah. Fin août, quand cet article a été finalisé, la *« guerre au Nord »* n'avait pas éclaté. Et l'opinion publique demeurait très partagée. D'un côté, l'état-major, humilié, entendait *« rétablir sa réputation »,* selon le politiste Menachem Klein, de l'université Bar-Ilan. Une des phrases les plus entendues en juin dans le pays était : *« Si on ne le fait pas aujourd'hui, alors on ne pourra plus jamais le faire. »* Et les 70 000 habitants évacués du nord d'Israël conditionnaient leur retour chez eux à l'occupation pérenne par l'armée d'une zone de sécurité de 30 kilomètres au Sud-Liban. Exigence dont beaucoup craignent qu'elle soit le prélude à une guerre totale.

« Les partisans de la guerre dans le nord souffrent d'amnésie », estime Menachem Klein. Ils oublient les déboires de l'armée entre 1982 et 2000 au Sud-Liban et la guerre contre le Hezbollah en 2006, perdue par Israël. Personne ne sait précisément de quels armements dispose aujourd'hui cette milice. Certainement plus sophistiqués et plus nombreux qu'en 2006. *« La société israélienne devient toujours plus sceptique à mesure que se multiplient les informations sur les capacités de représailles du Hezbollah, la fatigue de l'armée et le potentiel de destruction des villes israéliennes à un niveau sans précédent »,* indique le sociologue Yagil Levy. Des centaines de milliers d'Israéliens auraient acheté des générateurs, mis en réserve de l'eau en quantité et acquis de la nourriture lyophilisée.

Surtout, la crainte d'une guerre dévastatrice pour Israël au Liban s'accompagne d'un sentiment à la fois très ancien et propre à beaucoup d'Israéliens : voir leur État disparaître. *« Ce pays n'existera plus dans trente ans, ou avant, c'est inéluctable »,* assure Shlomo, le médecin. *« Il faut absolument changer de cap. Si cela n'advient pas, Israël n'aura pas d'avenir »,* estime Yaïr Leibel, du think thank Molad. Pour nombre de nos interlocuteurs, la hantise de la disparition de l'État d'Israël a pris une ampleur inédite depuis le 7 octobre. Signe des temps, le directeur de la rédaction du quotidien *Haaretz,* Aluf Benn, a publié en février un long article intitulé « L'autodestruction d'Israël » (7).

Quelques-uns cherchent des motifs d'espérer. *« Je ne crois pas qu'Israël soit sur le point de disparaître »,* assène Menachem Klein. Mais le pays « a énormément changé », dans un sens qu'il réprouve. M. Shaul, lui, croit en une évolution possible. *« Peu à peu,* dit-il, *plus de gens comprennent que la force ne peut pas tout résoudre. Ça reste sans perspective, mais c'est une évolution importante. »* On laissera le dernier mot au professeur David Shulman : *« Certains matins, je me réveille avec l'idée qu'un mouvement de décolonisation est en train de poindre en Israël. Car si les gens manifestent formellement pour la libération des otages, ils dénoncent en fait un désastre. Mais le lendemain, je me lève avec le sentiment d'un suicide collectif israélien. »*

SYLVAIN CYPEL.

(4) « 900 soldiers's parents urge military to halt "deathtrap" offensive in Gaza Rafah », 13 mai 2024, www.firstpost.com

(5) Liza Rozovsky, « Three Israeli army reservists explain why they refuse to continue serving in Gaza », *Haaretz,* Jérusalem, 27 juin 2024.

(6) « Social upheaval will lead Israel to collapse in coming years », 22 mai 2024, https://thecradle.com

(7) Aluf Benn, « Israel's self-destruction. Netanyahu, the Palestinians, and the price of neglect », *Foreign Affairs,* New York, 7 février 2024.

Dix mois de guerre

2023

7 octobre. Opération « Déluge d'Al-Aqsa » du Hamas. 1 163 personnes sont tuées côté israélien et 252 sont prises en otage.

8 octobre. Israël déclare l'état de guerre pour la première fois depuis la guerre de Kippour (1973). Des bombardements massifs ciblent Gaza.

9 octobre. Tel-Aviv lance l'opération « Glaive de fer » avec la mobilisation de 300 000 réservistes.

13 octobre. L'armée israélienne ordonne l'évacuation du nord de Gaza, où vivent 1 million de civils palestiniens, dans un délai de vingt-quatre heures.

27 octobre. Début de l'offensive terrestre israélienne dans Gaza.

24 novembre. Le Qatar, les États-Unis et l'Égypte parviennent à obtenir une trêve. 110 otages israéliens sont libérés par le Hamas contre 210 prisonniers palestiniens.

8 décembre. Les États-Unis utilisent leur droit de veto contre une résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) appelant à un « cessez-le-feu humanitaire immédiat » dans la bande de Gaza.

29 décembre. L'Afrique du Sud saisit la Cour internationale de justice (CIJ) pour obtenir la suspension des actions d'Israël. Pretoria accuse l'armée israélienne de violation de la convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948.

2024

14 janvier. Un bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait état de 24 000 civils palestiniens tués et de 90 000 blessés. 1,9 million de Palestiniens sont déplacés. Du côté israélien, 136 otages sont encore retenus par le Hamas, et 188 soldats sont morts au cours des offensives.

26 janvier. La CIJ valide la requête déposée un mois plus tôt par l'Afrique du Sud et évoque un risque plausible de génocide en Palestine.

25 mars. Quatorze des quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU votent pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Les États-Unis s'abstiennent, renonçant à utiliser leur droit de veto pour protéger Israël.

13 avril. L'Iran lance une attaque de quelque 300 drones et missiles contre Israël pendant la nuit. La quasi-totalité est interceptée par la défense antiaérienne, avec l'aide de plusieurs pays, dont la France.

20 mai. Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Karim Khan requiert un mandat d'arrêt contre MM. Benyamin Netanyahou et Yoav Galant, ministre de la défense, au motif de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, comprenant notamment *« l'homicide intentionnel »* et *« l'extermination et/ou le meurtre y compris en lien avec le fait d'affamer des civils ayant entraîné la mort ».* Trois dirigeants du Hamas, dont M. Yahya Sinwar, sont aussi visés pour, notamment, *« extermination », « viol et autres formes de violences sexuelles », « prise d'otages »* et *« actes inhumains dans le contexte de la captivité ».*

24 mai. La CIJ ordonne à Israël de mettre immédiatement fin à l'invasion de Rafah.

28 mai. L'Espagne, la Norvège et l'Irlande reconnaissent officiellement la Palestine en tant qu'État.

6 juillet. Un bombardement sur une école de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) tue au moins 16 Palestiniens et en blesse 75 dans le camp de réfugiés de Nousseirat.

29 juillet. Une épidémie de poliomyélite est *« très probable »* à Gaza, selon l'OMS. Depuis le 7 octobre, l'UNRWA a recensé près de 40 000 cas d'hépatite A dans l'enclave.

30 juillet. Le conflit s'exporte à nouveau au Liban avec l'élimination du commandant du Hezbollah Fouad Chokr, tué par un missile israélien.

31 juillet. Le Hamas confirme le décès de son chef politique Ismaïl Haniyeh, tué à Téhéran par un raid israélien. L'ayatollah Ali Khamenei promet une riposte iranienne.

6 août. M. Yahya Sinwar est nommé à la tête du Hamas. Plusieurs pays, dont la France, appellent leurs ressortissants à quitter le Liban au plus vite.

(Chronologie élaborée par Ivanie Legrain.)



© NASSER ALMULHIM - TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

NASSER ALMULHIM. – « Beyond the Illusion » (Par-delà l'illusion), 2021

« Nous ne sommes pas traités

En dépit de sa violence aveugle, la guerre menée par Tel-Aviv contre l'enclave de Gaza n'a pas suscité de grandes manifestations de solidarité de la part de la population arabe vivant en Israël. Confrontée à une situation de discrimination multiforme, celle-ci demeure une catégorie de citoyens de seconde zone et tend à s'isoler de l'État comme de la vie politique.

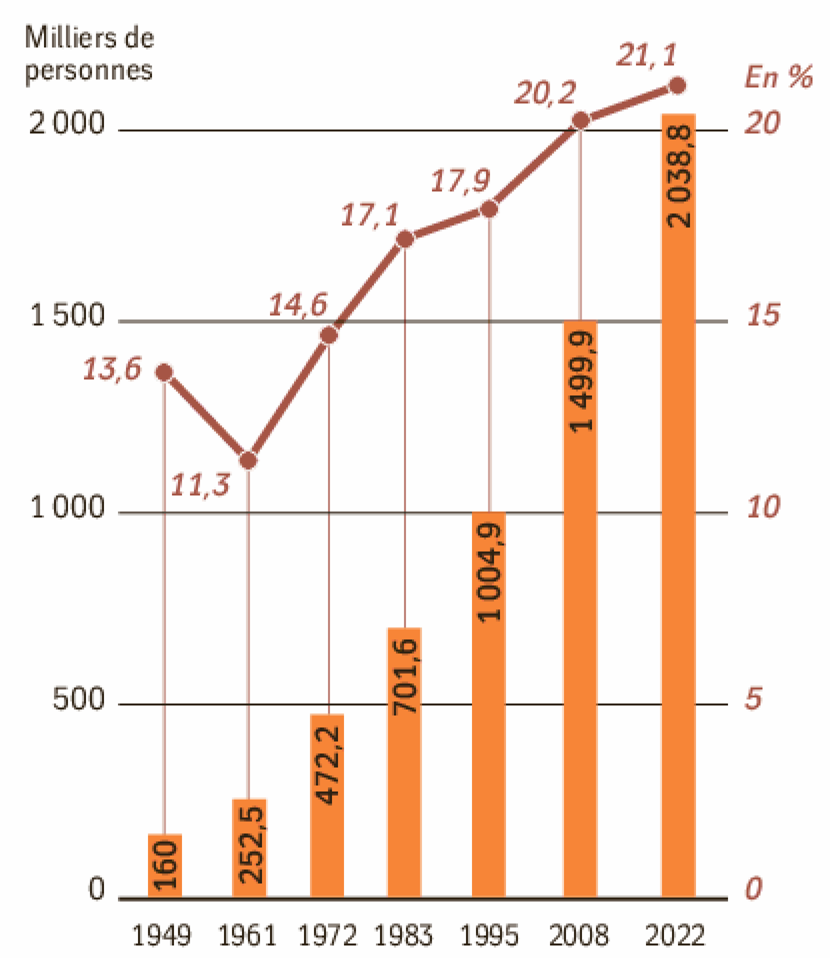
© NASSER ALMULHIM - TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

NASSER ALMULHIM. – « Unmasking the Spirit » (Démasquer l'esprit), 2024



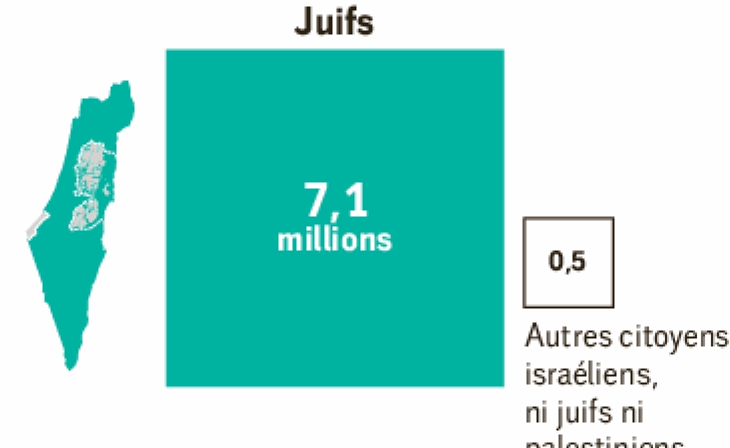
Démographie en Israël

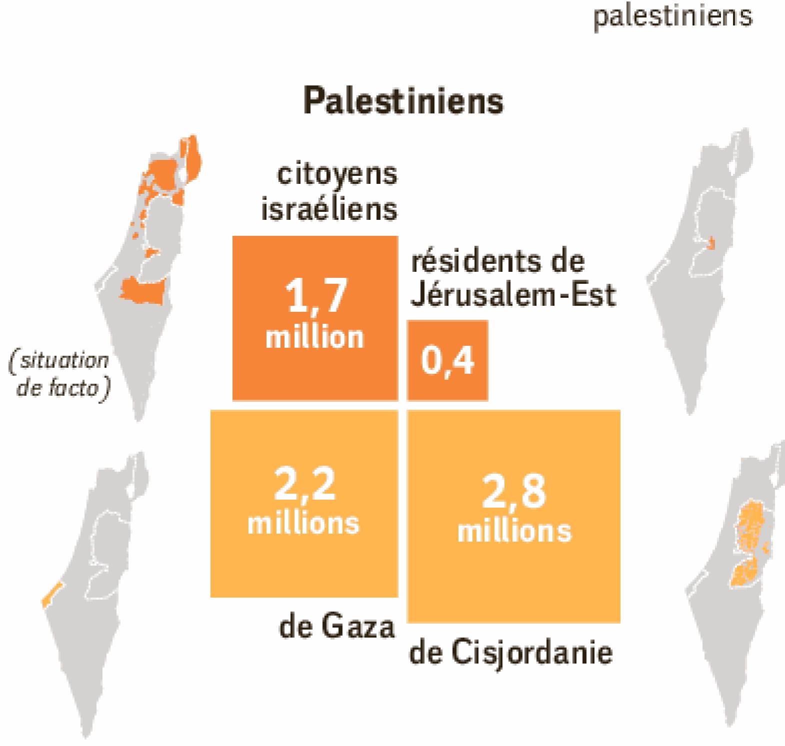
Nombre d'Arabes israéliens[1] et part dans la population totale



1. Ce chiffre comprend les Palestiniens ayant le statut de résident permanent à Jérusalem-Est. Ces derniers n'ont pas la citoyenneté israélienne.

Répartition par territoire
en 2022





Sources : Palestinian Central Bureau of Statistics ; Central Bureau of Statistics Israel ; Muhammed Khalaily, Ahmad Badran et Arik Rudnitzky, « Statistical report on Arab society in Israel 2023 », The Israel Democracy Institute.

CÉCILE MARIN & FANNY PRIVAT

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
ARIANE BONZON *

DES badauds flânent sur la promenade du front de mer. Les petites filles sont tirées à quatre épingles, la plupart des femmes portent un hidjab, parfois du dernier cri : vert mordoré ou imitation peau de lézard. De puissants canots pneumatiques à moteur surchargés de familles entières dessinent des arabesques autour des ferrys d'où s'échappe la musique tonitruante des stars égyptiennes Amr Diab ou Akram Hosny. Poupées, reproductions d'AK-47 et grand sabre *made in China* : les marchands de jouets pour enfants font recette. Ça pourrait être dans n'importe quel pays arabe, et pourtant, nous sommes à Saint-Jean-d'Acre dans le nord d'Israël, un jour d'Aïd el-Fitr qui marque la fin du ramadan. Les Gazaouis vivent sous les bombes à deux cents kilomètres de là. Ici on court, on joue, on rit, on s'interpelle.

Plus d'un citoyen israélien sur six, soit près de 1,7 million sur un total de 9,66 millions, est arabe (1). Les attaques du 7 octobre ont exacerbé les contrastes et les paradoxes de la situation que vivent les membres de cette communauté, qui se définissent souvent comme « Israéliens de citoyenneté mais Palestiniens d'identité ». Certains d'entre eux, bédouins pour la plupart, ont été tués ou pris en otage durant les raids du Hamas. D'autres ont joué un rôle décisif dans les secours (2). Pourtant leur malaise est grand face à la guerre contre Gaza – où beaucoup ont de la famille –, que leurs impôts financent.

On aurait pu penser que les Arabes israéliens – dénomination officielle à laquelle nombre d'entre eux préfèrent l'expression « Palestiniens d'Israël » – se mobiliseraient pour leurs frères vivant dans l'enclave, comme ce fut le cas lors de la seconde Intifada en 2000 ou lors du soulèvement de mai 2021. Mais, en fait, pas vraiment. *« Bien sûr qu'on a voulu manifester mais on en a été empêchés,* soutient Mme Aida Touma-Suleiman, députée de Saint-Jean-d'Acre et membre du Front démocratique pour la paix et l'égalité (Hadash, communiste). *Nous nous étions rassemblés à vingt-cinq dirigeants pour défiler à Nazareth. Les voitures de police ont bloqué notre cortège dès l'entrée de la ville et six d'entre nous ont été arrêtés. »* Parfois dénoncés par leurs collègues juifs, des centaines de citoyens arabes ont été interpellés par les forces spéciales de la police, interrogés, placés sous surveillance ou même incarcérés sans procès pour avoir posté sur les réseaux sociaux des critiques, un extrait du Coran, un appel à prier ou des photographies en solidarité avec les Gazaouis. Malgré son immunité parlementaire, Mme Touma-Suleiman, violemment attaquée par l'extrême droite, a été exclue de la Knesset pendant deux mois pour avoir, dit-elle, *« cité des témoignages de médecins de l'hôpital d'Al-Shifa à propos du bombardement de l'hôpital, de la mort du personnel médical et de l'odeur de phosphore dans l'air ».*

À Haïfa, M. Assaf Adiv, directeur exécutif du syndicat WAC-Maan, qui compte des adhérents arabes et juifs, cherche à expliquer une relative passivité : *« Tout d'abord, ils ont peur. Ensuite, la majorité des membres de la communauté arabe estime que le Hamas est une force importante pour les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie occupée mais ils n'ont aucune envie de perdre leur citoyenneté israélienne et les avantages qui en découlent. »* Soixante-quinze ans après la fondation de l'État israélien, « ceux de 48 », autre surnom des descendants des 160 000 Palestiniens restés sur leur terre, sont désormais dix fois plus nombreux. Et pour bien comprendre pourquoi leur existence pèse sur l'avenir du pays dont ils sont citoyens, un retour en arrière s'impose.

En 1948, devant la stratégie de terreur menée par les forces israéliennes, quelque 700 000 Palestiniens fuient ou sont expulsés de leur terre natale. *« Deux des frères de mon grand-père sont morts durant la guerre de 1948. Lui est parti en Jordanie, d'où il a cependant pu revenir très vite ; mais ses terres lui avaient déjà été confisquées »,* raconte un militant du nord d'Israël qui préfère garder l'anonymat, dans cette période ultrasensible. À propos de cet exode, la Nakba (« catastrophe » en arabe), l'écrivain et député palestinien Émile Habibi évoquait un *« événement qui a vidé nos esprits, effacé les souvenirs de notre mémoire et brouillé les contours de notre monde ».* Cette *« peur que cela se répète ne nous quitte jamais, pas un jour sans qu'on y pense »,* confie M. Basheer Karkabi, un cardiologue renommé de Haïfa. Elle détermine au quotidien jusqu'au comportement des Arabes israéliens. Le sentiment persiste que les autorités de Tel-Aviv n'ont jamais voulu l'égalité entre les citoyens.

La déclaration d'indépendance prononcée par David Ben Gourion, le 14 mai 1948, affirme certes que *« l'État assurera une complète égalité des droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race et de sexe ».* De fait, si le retour à la terre natale est interdit à ceux qui ont fui ou ont été chassés en 1948, et si, à la différence de la population juive, les Arabes israéliens vivent sous un régime d'administration militaire jusqu'en 1966, ils peuvent voter et se présenter aux élections. La Cour suprême – qui peut être saisie par tous les citoyens – protège ces droits. Le nouvel État, du reste, fait de l'arabe une langue officielle. Chaque communauté possède par ailleurs, comme sous l'Empire ottoman, sa propre juridiction pour les questions civiles (mariage, héritage et divorce) et religieuses – ce qui, dans les faits, fragmente une population arabe composée de musulmans (83 %), de Druzes (9 %) (soumis à la conscription, à la différence des autres) et de chrétiens (8 %)…

* Journaliste, auteure de *Turquie. L'heure de vérité* (Empreinte temps présent, Tharaux, 2019).

En droit, un basculement intervient lorsqu'en 2018 le premier ministre Benyamin Netanyahou fait voter une loi fondamentale définissant *« Israël comme l'État-nation du peuple juif ».* L'esprit « égalitaire » de la déclaration de 1948 semble ainsi annihilé. Le *« développement de l'implantation juive »* devient *« une cause nationale »* à promouvoir. La langue arabe, jusqu'alors officielle, ne bénéficie plus que d'un simple « statut spécial ». Saisie, la Cour suprême valide ces dispositions. Selon elle, la loi ne méconnaît pas le principe d'égalité dès lors qu'elle ne retire aucun droit aux non-Juifs.

Son adoption incite tout de même les Arabes israéliens à se joindre au « soulèvement pour la dignité » de mai 2021. Né à Jérusalem, le mouvement fait tache d'huile dans les territoires occupés et les villes mixtes en Israël. En première ligne, Lod, au sud-est de Tel-Aviv. Deux manifestants arabes y sont tués ainsi qu'un Juif. L'état d'urgence est décrété dans cette ville de 83 000 habitants dont 30 % sont d'origine palestinienne. Un *« tournant »,* aux yeux de Mme Fida Shehade, conseillère municipale pendant cinq ans et témoin de la *« radicalisation des Juifs suprémacistes de droite, armés par leur ministre [Itamar] Ben-Gvir* [chargé de la sécurité nationale], *qui multiplient les exactions, incendient [leurs] maisons et voitures sur fond de corruption, de trafic de drogue et d'armes ».* Ces extrémistes ont pour mission de « judaïser » la ville avec le renfort de colons venus de Cisjordanie occupée. Marginalisée au sein de l'équipe municipale, Mme Shehade a choisi de ne pas se représenter aux élections locales de février 2024. Et, par précaution, elle a installé huit caméras de surveillance autour de sa maison.

La féministe qu'elle est n'a cependant pas renoncé à s'engager. Elle privilégie désormais le militantisme associatif, contre le *« système patriarcal dominant ».* Elle dit en effet avoir *« perdu espoir à cause des hommes arabes qui ne s'engagent pas assez dans la politique ».* Or, souligne-t-elle, *« si vous ne pouvez pas parler de politique, vous parlez de religion ».* Depuis au moins dix ans, *« le registre islamique imprègne de plus en plus le nationalisme palestinien »,* confirme M. Semaan Ihab Bajjali, prêtre grec orthodoxe à l'église de l'Annonciation de Nazareth. Fondé en 1971, le Mouvement islamique compte désormais deux branches qui se disputent les faveurs de la communauté. La première, le Mouvement islamique « du nord », refuse un système politique dominé par les Israéliens et rejette toute participation électorale. *« En 2015, notre mouvement a été interdit par les autorités, qui nous ont mis sous pression à tous les niveaux, social, politique et économique. Nous devions par exemple constamment payer de nouvelles taxes pour nos institutions,* raconte le cheikh Saleh Lutfi, qui dirige un centre social à Umm Al-Fahm. *Nos membres sont constamment interpellés et interrogés. Beaucoup d'entre eux sont en prison. Et depuis le 7 octobre, c'est pire. Les Israéliens ne nous traitent pas comme des citoyens, c'est une relation d'occupants à occupés. »* Pour autant, reconnaît-il, *« 20 % des mosquées sont financées par le gouvernement ».*

MALGRÉ SOIXANTE-QUINZE ANS DE COHABITATION, SEULS 5 % DES JUIFS MARIÉS LE SONT AVEC DES NON-JUIFS

La branche dite « du sud », Raam, participe, elle, aux élections. Dirigée par M. Mansour Abbas, elle a rejoint la Liste unifiée entre Arabes et Juifs (composée de candidats communistes du Hadash, de nationalistes du Taal et du Balad, et d'islamistes de Raam), qui obtient treize députés aux législatives de mars 2015 et devient la troisième formation à la Knesset derrière le Likoud et les travaillistes (3). Mais, en 2021, M. Abbas fait cavalier seul et quitte cette liste unifiée qui se sera maintenue bon an mal an près de sept ans. Les quatre députés de sa formation intègrent alors – c'est une première – la majorité parlementaire, une coalition hétéroclite allant d'un extrême à l'autre, mise sur pied par le premier ministre colon Naftali Bennett pour faire tomber M. Netanyahou. *« Mansour Abbas admet volontiers des préoccupations communes avec les partis juifs religieux et la droite conservatrice,* relève l'historien Jean-Pierre Filiu dans un récent ouvrage (4). *Il s'inscrit dans la droite ligne de la Mujamma de Cheikh Yassine* [une organisation caritative créée par le fondateur du Hamas à Gaza en 1973], *qui préférait il y a un demi-siècle collaborer avec les autorités israéliennes plutôt qu'avec les nationalistes palestiniens. »*

Les Arabes israéliens furent toutefois les grands absents des cortèges de 2023. Les centaines de milliers de manifestants juifs n'ont pas vraiment cherché à les inclure lorsqu'ils ont défilé contre le projet de réforme judiciaire de M. Netanyahou. Les Arabes n'ont pas non plus – ou très rarement – participé aux grands rassemblements qui ont suivi les attaques du 7 octobre pour obtenir la libération des otages et la démission du premier ministre. Cette discrétion n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans un long processus d'érosion qui affecte la participation de cette minorité à la vie électorale de son pays. Au plus haut, en 1955, 91 % de ses membres votaient ; au plus bas, en 2021, ils n'étaient plus que 44,6 %. Cela se ressent à la Knesset. Occupant jusqu'à quinze sièges, actuellement dix, ces députés arabes font montre d'une certaine impuissance à contrer les discriminations subies par leur électorat, en particulier dans le domaine foncier, clé de voûte du système de ségrégation appliqué aux Arabes israéliens.

Dans la petite ville de Maghar, depuis le toit-terrasse de la maison de M. Ayman Whip on dispose d'une vision d'ensemble. Au premier plan, les maisons du quartier. Puis une étendue de champs, dont certains propriétaires, arabes, ont été expropriés, tandis que d'autres se sont vu interdire d'y cultiver le zaatar (un mélange d'épices à base de thym) : afin que *« les coopératives juives de la région [en] gardent l'exclusivité »,* selon la conseillère municipale druze Noha Bader ; pour *« éviter la surexploitation*

(1) Ahmad Badran, Muhammed Khalaily et Arik Rudnitzky, « Statistical report on Arab society in Israel 2023 », The Israel Democracy Institute, Jérusalem, 2024. Sauf mention contraire, toutes les statistiques citées dans cet article proviennent de cette étude, ou de son édition 2021 pour ce qui concerne la participation politique.

(2) Nadin Abou Laban et Netta Ahituv, « Across Israel, Jews and Arabs join forces to help war victims and prevent riots », *Haaretz*, Tel-Aviv, octobre 2023.

(3) La Liste unifiée a été fondée en 2015 et définitivement dissoute en 2022. Elle est précisément issue de l'alliance entre le parti d'extrême gauche – dont une forte composante communiste – Hadash et trois formations arabes : la Liste arabe unie (ou Raam, fondée en 1996 et qui la quittera en 2021), le Taal (Mouvement arabe pour le renouveau) et le Balad (Ligue démocratique nationale).

(4) Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue et pourquoi Israël n'a pas gagné,* Seuil, Paris, 2024.

comme des citoyens »

anarchique des terres », selon un agronome juif israélien. Au troisième plan, sur le flanc de la colline rocheuse, des bulldozers creusent une large saignée de terre ocre. L'emplacement de la future route, qui mènera à son sommet et permettra d'accéder aux centaines de nouveaux logements pour des Juifs ceinturant Maghar et les villages environnants.

Mis sur pied dès la création d'Israël, le système juridique, complexe, décide de qui peut vivre où, et permet l'expropriation des descendants de « Palestiniens de 1948 ». Des centaines de localités ont ainsi été détruites et rayées de la carte. Leurs noms et populations judaïsés. Plus de 150 000 hectares ont été confisqués aux Arabes au profit des agglomérations juives. Toujours situées en surplomb des villages arabes dont Israël souhaite limiter le développement, ces constructions entravent toute perspective et s'imposent au regard, comme une présence définitive. En 1976, une grève générale pour protester contre l'expropriation de nouvelles terres et la dépossession de la population locale avait fait l'objet d'une sanglante répression. La police avait alors tué six manifestants arabes. Si chaque année, le 30 mars, la « journée de la terre » commémore ce drame, rien n'a vraiment changé. La prophétie formulée en 1980 par Itzhak Shamir – alors ministre des affaires étrangères – semble s'être réalisée : *« La Galilée* [région du nord d'Israël] *ne sera pas la Galilée des goïm* [“gentils”, ou non-juifs], *mais celle des juifs* (5). *»*



© NASSER ALMULHIM - TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

NASSER ALMULHIM. – « Land and Sea » (Terre et mer), 2023

Du même toit-terrasse, en lisière de la ville, on aperçoit trois grandes et imposantes nouvelles maisons : des constructions illicites édifiées par des voisins arabes. *« Voilà des années que les autorités refusaient de leur accorder un permis. La terre est très chère et il n'y en a quasiment pas à vendre. Alors ils ont décidé de passer outre. “Ce sont nos champs d'oliviers, on fait ce qu'on veut dessus”, disent-ils,* raconte M. Whip. *Ils risquent de grosses amendes et surtout que les autorités donnent l'ordre de démolir. »* Pour se prémunir, l'un des propriétaires a d'ailleurs déployé un large drapeau israélien sur la façade de la maison.

Les localités arabes manquent aussi de terrains pour construire des établissements scolaires. *« Nous avons six écoles primaires, deux collèges et deux lycées. Le premier collège, nous l'avons construit sans autorisation car nous ne pouvions plus attendre ! »,* raconte Mme Bader, qui a fait de l'éducation la priorité de son mandat au conseil municipal de Maghar.

Pharmacienne, Mme Lamis Mousa est l'une des quatre Arabes (sur dix-sept membres) à siéger au conseil municipal de Nof HaGalil, la ville juive édifiée en surplomb de Nazareth. Elle y a acheté une maison, et d'autres familles de classes moyennes voire aisées l'ont rejointe au fil des années. Faute d'école arabe dans cette cité, *« nous devons envoyer nos enfants chez les missionnaires de Nazareth et même, pour un petit nombre d'entre eux, dans les établissements arabes des villages environnants,* explique Mme Mousa, *car la demande d'ouvrir une structure adaptée aux besoins de la population arabe n'a pas été approuvée. Sans doute du fait d'une décision gouvernementale, en plus de la pression exercée sur le maire par les groupes racistes de la ville ».*

Ce déficit d'écoles a aussi des implications pour les enseignants : chaque année, ce sont des centaines d'instituteurs et de professeurs arabes qui intègrent le système éducatif juif, où ils enseignent en hébreu. Ils constitueraient désormais 3 % du corps enseignant.

Une situation également paradoxale du côté des élèves car, explique M. Adiv, *« d'un côté, depuis dix ans, nous avons un gouvernement de plus en plus à droite, qui exprime haut et fort sa haine des Arabes et menace de s'en débarrasser. D'un autre côté, ce même gouvernement a, sous la direction de Netanyahou, investi des milliards dans les infrastructures et l'éducation dans les communautés arabes, en atteignant un niveau d'investissement sans précédent de la part de n'importe quel gouvernement auparavant. Avant même l'adoption du “plan quinquennal 922” en 2016, l'État a élaboré un programme visant à promouvoir et à encourager l'intégration des étudiants arabes dans le système d'enseignement supérieur israélien* (6) *».*

Cela a permis de doubler le pourcentage de femmes d'origine palestinienne titulaires d'un premier diplôme en l'espace de dix ans. Beaucoup d'Israéliens parlent même de « révolution » dans l'enseignement supérieur. Malgré l'examen d'entrée à l'université en hébreu, toujours plus difficile pour les étudiants non hébréophones, la proportion de ces derniers préparant un premier diplôme dans les universités et autres établissements du supérieur israéliens a doublé, passant de 22 268 en 2010 à 47 936 en 2021, tandis que le nombre d'Arabes préparant un deuxième diplôme a plus que triplé, passant de 3 270 à 11 665 au cours de la même période. Un deuxième plan quinquennal, doté d'un budget de près de 10,8 milliards de dollars, a été adopté en 2021 par le gouvernement de MM. Bennett et Yaïr Lapid. *« Mais à la suite de la guerre à Gaza, le gouvernement israélien actuel a procédé à des coupes dans le budget de l'État* [en février 2024], *dont des réductions disproportionnées sur les budgets alloués aux citoyens arabes »,* regrette M. Adiv.

Arabes et Juifs grandissent aujourd'hui dans des établissements séparés car le système éducatif primaire et secondaire se répartit selon quatre catégories : écoles publiques juives laïques (3 à 18 ans), écoles juives religieuses, écoles arabes, écoles ultraorthodoxes juives. Désormais, *« c'est souvent à l'université qu'Arabes et Juifs se rencontrent pour la première fois »,* note M. Karkabi. Une enseignante à l'Université hébraïque de Jérusalem qui souhaite préserver son anonymat nuance : *« Il y a peu d'interactions entre les étudiants juifs et arabes, et, depuis le 7 octobre, c'est encore plus marqué. »* Malgré soixante-quinze années de cohabitation, seuls 5 % des Juifs mariés le sont avec des non-Juifs, un pourcentage qui monte à 42 % dans la diaspora (7). En 2015, au nom de la préservation de la « pureté juive », les autorités ont interdit aux lycées l'étude du roman hébreu de Dorit Rabinyan *Gader Haya* (Am Oved, Tel-Aviv, 2014) (8), qui raconte la liaison d'une Juive israélienne avec un Palestinien.

Enquêter sur la situation des Arabes en Israël, c'est rapidement entendre votre interlocuteur juif israélien invoquer un certain nombre de réussites individuelles : l'économiste Samer Haj-Yehia, qui pilote à Tel-Aviv le conseil d'administration de la banque Leumi depuis 2019 ; le juge Khaled Kabub à Jérusalem, qui siège aux côtés de quatorze pairs juifs à la Cour suprême ; ou encore Mme Mouna Maroun à Haïfa, première Arabe, chrétienne, élue rectrice d'une université israélienne. Derrière ces *success stories,* la réalité demeure cependant moins radieuse, malgré quelques progrès.

Un système judiciaire parallèle dominé par des chefs tribaux et des cheikhs

En 2022, on estimait que 40 % des familles arabes en Israël vivaient sous le seuil de pauvreté. Et le fossé est grand entre le salaire moyen d'un Juif israélien, 14 035 shekels (3 467 euros) et celui d'un Arabe israélien (8 973 shekels). Rares sont les personnes d'origine palestinienne qui occupent des postes d'encadrement : en 2019, 4,9 % des hommes, contre 12,8 % côté juif (respectivement 2 % et 5,7 % pour les femmes) ; la représentation des Arabes dans les conseils d'administration des entreprises s'améliore, elle est passée de 1,2 % en 2000 à 12 % en 2018. De même, en vingt ans, le pourcentage de fonctionnaires arabes israéliens a triplé, passant de 4,8 % à 13,2 %. *« Pour ce qui est de la santé et de l'université, on est plus ou moins à égalité,* considère M. Karkabi, *par exemple, il y a 25 à 30 % d'Arabes israéliens dans le corps médical et une forte présence aussi dans la police, mais tout ce qui touche directement ou indirectement à l'armée nous est barré. »*

Aux inégalités de revenus et en matière d'accès aux postes de responsabilité s'ajoute une insécurité plus grande pour les citoyens israéliens d'origine palestinienne. En 2023, rapporte l'organisation pour l'égalité des droits Abraham Initiatives, 222 parmi eux ont été tués, soit quasiment le double par rapport à 2020 (9). À la suite de la mort de son ami d'enfance, tombé sous une balle tirée à bout portant dans leur ville natale de Lod, le rappeur et militant Tamer Nafar a sorti un tube, *Go There,* sur le thème de la violence et de la criminalité dans sa propre communauté. Depuis 2000, on estime à 1 574 le nombre d'Arabes israéliens tués, 68 par la police et 1 506 par d'autres citoyens arabes. Deux tiers de ces drames résultent de luttes entre organisations criminelles ou de vendettas entre clans et familles. Seuls 10 % des incidents criminels entre Arabes donnent lieu à des enquêtes de police et très peu d'entre eux aboutissent à la traduction en justice d'un suspect.

La négligence des forces de l'ordre se combine à une autre explication, selon M. Adiv : *« La nette tendance de la population arabe à s'isoler de l'État. Ce phénomène s'est accentué après la seconde Intifada, à partir de l'année 2000. Il a permis la création d'un système judiciaire parallèle, dominé par des chefs tribaux ou des cheikhs, et fondé sur l'idée, au cœur des forces militantes nationalistes et islamiques qui dominent la rue depuis deux décennies, que ceux qui collaborent avec la police ne font plus partie de notre communauté. »*

Pour prendre le pouls de la communauté arabe, il faut aussi se déplacer à Haïfa, souvent présentée comme un exemple de coexistence entre citoyens juifs et d'origine palestinienne. À quelque cent quarante kilomètres à vol d'oiseau de la frontière libanaise, la ville est à portée des tirs de roquettes du Hezbollah, qui se multiplient ces derniers mois. Plusieurs centaines d'habitants, Arabes et Juifs, ont, ensemble, entrepris de faire l'inventaire des abris, de les inspecter et de les remettre en état. *« Le 7 octobre n'a pas fait exploser le modèle de Haïfa, qui n'était tout de même pas idéal avant,* juge M. Karkabi, membre du forum « Haïfa for us all » (« Haïfa pour nous tous »), *mais il a abîmé ceux qui avaient foi dans la coexistence. »* Des parents juifs ont notamment retiré leurs enfants du projet expérimental d'école mixte (financé à 90 % par l'État, à 10 % par les parents), dont il n'existe que trois unités dans le pays.

Début juin, M. Yona Yahav, le nouveau maire (ex-travailliste) de la ville, a suggéré aux manifestants arabes d'aller défiler à Jérusalem plutôt qu'à Haïfa afin de ne pas perturber la tranquillité de sa cité ; et, au lieu de blâmer le comportement brutal de la police, il a accusé les manifestants de scander des slogans anti-israéliens. En réponse de quoi M. Karkabi ainsi que trente autres citoyens (juifs et arabes) ont signé une lettre publique dénonçant cette prise de position. Le cardiologue le déplore, *« 7 octobre ou pas, au niveau national, l'ensemble du spectre politique penche de plus en plus à droite et je crains que cela n'épargne pas Haïfa ».*

ARIANE BONZON.

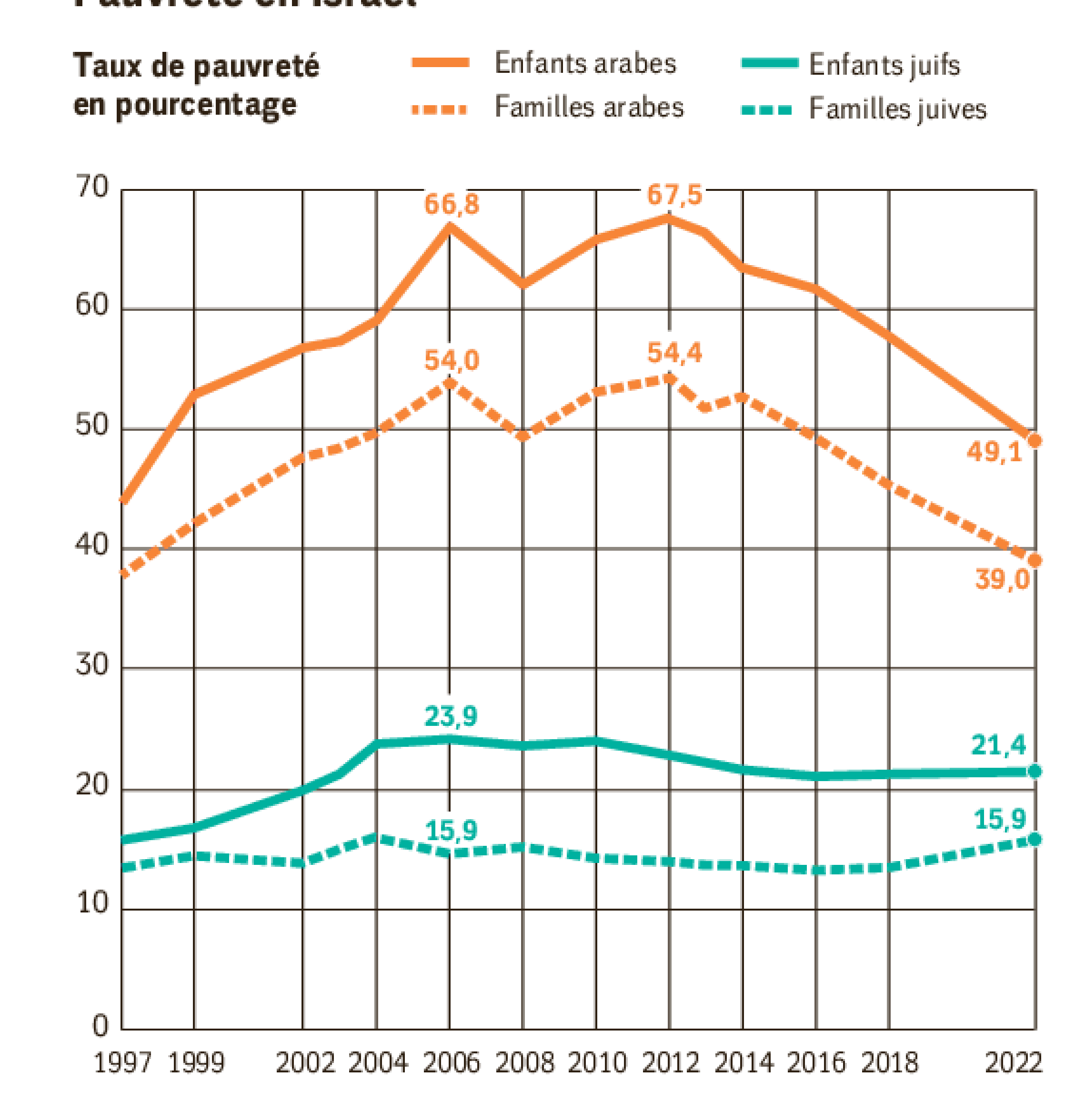
(5) Lire Amnon Kapeliouk, « La difficile condition des Arabes israéliens », *Le Monde diplomatique,* février 1981.

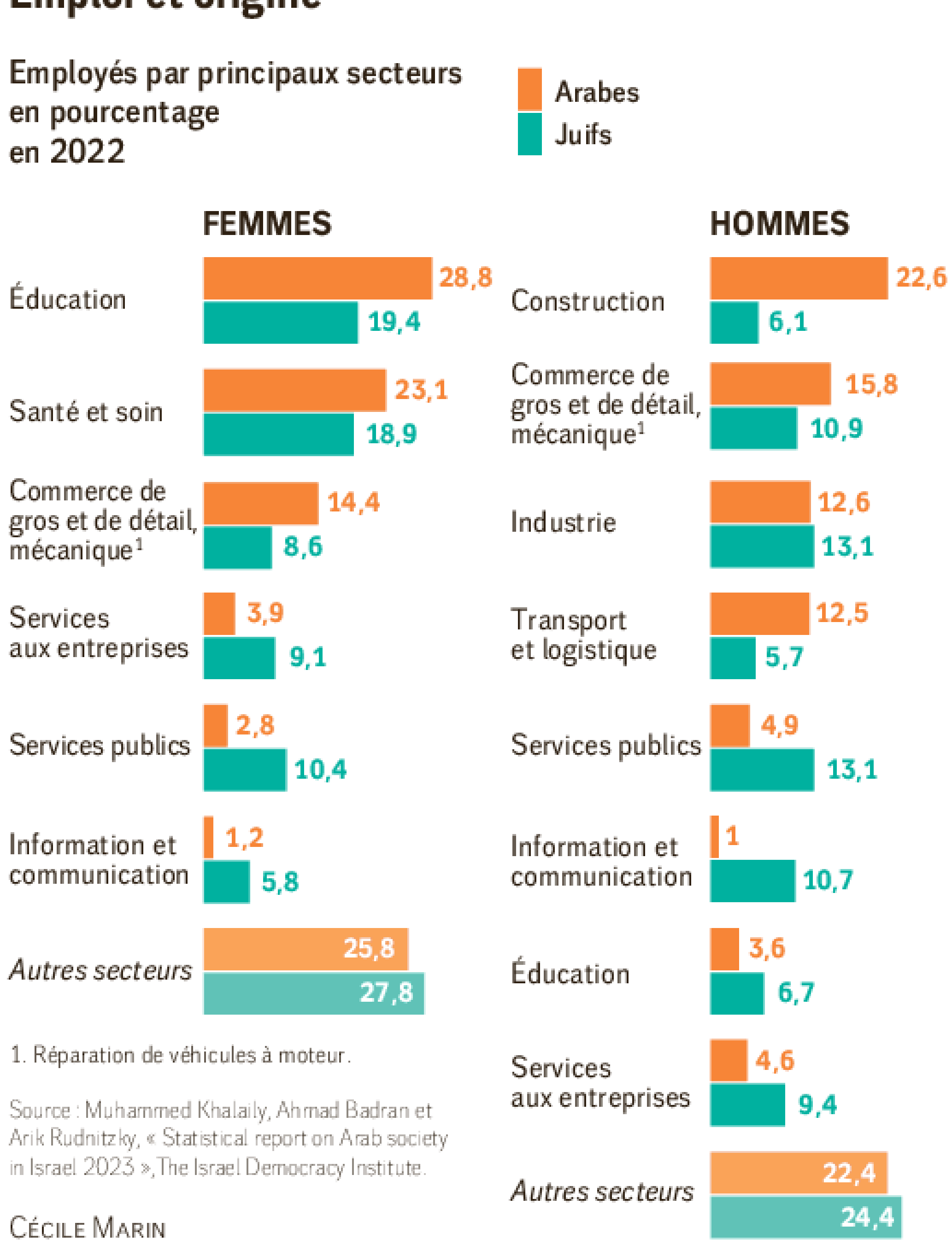
(6) « Five-year development plans for Arab society in Israel : Lessons from Plan 922 for the new five-year plan » (podcast), The Institute for National Security Studies, novembre 2022, www.inss.org.il

(7) « Israel's religiously divided society », Pew Research Center, 8 mars 2016, www.pewresearch.org

(8) *Sous la même étoile,* la traduction en français, a paru aux Escales, Paris, en 2017.

(9) Yonie Arie, « Plan to curb crime and violence in Arab society. 2022-2026. Government Resolution 549 From October 24, 2021 », avril 2024, https://abrahaminitiatives.org.il





Un bilan humain effroyable

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le conflit à Gaza a provoqué la mort de 39 965 personnes dont plus de 14 100 enfants et 9 000 femmes. Selon ce bilan établi le 16 août 2024 (1), plus de 92 000 personnes auraient été blessées, dont 12 320 enfants. *« Des milliers d'autres sont portées disparues et seraient probablement sous les décombres »,* ajoute l'organisation, qui estime qu'un enfant palestinien *« est blessé ou tué toutes les dix minutes ».* Toujours selon l'Unicef, les femmes et les enfants représentent plus de 60 % des victimes. En juillet, le site Internet de la revue médicale britannique *The Lancet* publiait une réflexion de chercheurs selon lesquels *« il n'est pas invraisemblable d'estimer que jusqu'à 186 000 morts, voire plus, pourraient être imputables au conflit actuel à Gaza* (…), *soit 7 à 9 % de la population totale de la bande de Gaza* (2) *».* Fin août, la barre symbolique des 40 000 tués, chiffre reconnu officiellement, a été franchie, selon le ministère de la santé de Gaza.

A. BE.

(1) « Israël-Palestine : des milliers d'enfants usés par la guerre », 16 août 2024, www.unicef.fr

(2) Rasha Khatib, Martin McKee et Salim Yusuf, « Counting the dead in Gaza : difficult but essential », 5 juillet 2024, www.thelancet.com

Anéantir l'éducation

D'après l'Organisation des Nations unies (ONU), entre le 4 juillet et le 10 août, l'armée israélienne a bombardé au moins vingt et une écoles de Gaza, qui hébergeaient toutes de nombreux civils déplacés. Outre le carnage humain, l'anéantissement méthodique du système éducatif obscurcit un peu plus l'avenir de la jeunesse palestinienne. Certains experts dénoncent un «scolasticide».

PAR ANGÉLIQUE MOUNIER-KUHN

IL n'y aura pas de rentrée des classes à Gaza. Pour les écoliers et les étudiants de l'enclave palestinienne, une nouvelle année blanche s'annonce, la deuxième d'affilée qui les verra privés d'éducation formelle. Il y a tout juste douze mois, le samedi 26 août 2023, ils étaient 625 000, tous niveaux confondus, aux côtés de leurs 22 000 enseignants, à reprendre le chemin des cours. Ils ignoraient alors que le retour de la guerre les obligerait bientôt à ranger leurs cahiers. Le 7 octobre, le Hamas provoquait un bain de sang dans le sud d'Israël, massacrant 1 200 personnes et kidnappant 251 otages. Aussitôt déclenchée, la riposte sans merci, qui vaut aujourd'hui à Tel-Aviv d'être accusé de génocide et place le premier ministre Benyamin Netanyahou sous la menace d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) (1), avait contraint les autorités de Gaza à suspendre l'année scolaire le 6 novembre.

Au bout de dix mois d'opérations aériennes et terrestres de la part d'Israël, le ministère de la santé gazaoui évaluait, mi-août, à plus de 91 000 le nombre des blessés et à plus de 40 000 celui des tués, dont 15 000 n'étaient encore que des enfants. Des milliers d'autres sont portés disparus, leurs corps probablement ensevelis sous les ruines. Eux non plus n'ouvriront plus jamais un livre. Quant à l'espoir que ceux qui survivront aux balles et aux missiles, à la faim, à la soif et aux épidémies causées par le blocus israélien retournent un jour sur les bancs d'une école à Gaza, il se consume à mesure que le conflit s'éternise. Aucune infrastructure n'est épargnée par le déluge de feu : ni les immeubles d'habitation, ni les hôpitaux, ni les installations électriques ou de gestion des eaux. Ni les bâtiments scolaires.

Le sort des établissements du supérieur a été scellé dès les premiers mois de la guerre. Au nombre des grandes universités, celle d'Al-Israa (centre de l'enclave) – et le musée archéologique qu'elle abritait – a été dynamitée le 17 janvier après avoir été occupée plusieurs semaines par des troupes israéliennes. L'Université islamique de Gaza a été pulvérisée dès le 11 octobre. Al-Azhar, fondée en 1991 sur décret de Yasser Arafat pour former des cadres palestiniens de haut niveau, s'est écroulée en novembre après une série de bombardements. La campagne de dévastation des écoles, elle, s'est poursuivie, et même accélérée, cet été. Circonstance aggravante, nombre des ensembles récemment ciblés servaient de refuge à la population (2,3 millions d'habitants au total, dont 65 % ont moins de 24 ans), ballottée au gré des combats et des ordres d'évacuation israéliens. Les familles de déplacés pensaient pouvoir bénéficier d'un minimum d'infrastructures dans ces enceintes surpeuplées : des panneaux solaires, des toilettes, un point d'eau.

85 % des édifices scolaires nécessitent une reconstruction totale ou importante

De ces édifices éventrés par les missiles, nous parviennent désormais chaque semaine des images de corps enchevêtrés, d'enfants piégés sous les gravats et de rescapés en détresse. 6 juillet 2024, école Al-Jaouni à Nousseirat (centre) : au moins seize morts. 7 juillet, école de la Sainte Famille dans la ville de Gaza : quatre morts. 8 juillet, une autre école de la région de Nousseirat est visée : au moins seize morts. 9 juillet, école Al-Awda (sud) : au moins trente et un morts. 14 juillet, école Abou Arabane (centre) : vingt-deux morts. 16 juillet, plusieurs frappes sur l'école Al-Razi et le camp de réfugiés de Nousseirat : au moins quarante-deux morts. *« Un phénomène quasi quotidien. Au moins huit écoles ont été touchées au cours des dix derniers jours, dont six administrées par l'UNRWA* [Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient] *»*, s'indigne alors M. Phillipe Lazzarini, le commissaire général de l'UNRWA, sur le réseau X. Il ajoute : *« La guerre a privé les filles et les garçons de Gaza de leur enfance et de leur éducation. Or les écoles ne doivent jamais être utilisées à des fins militaires. »*

Les conventions de Genève (1949) et leurs protocoles additionnels, régissant le droit de la guerre, ne mentionnent pas explicitement les écoles. Cependant, toute partie prenante à un conflit sait qu'elles doivent, en tant qu'établissements civils, être protégées conformément aux principes de distinction, de proportionnalité et de précaution lors de la conduite d'opérations militaires. En 2015, une déclaration intergouvernementale « sur la sécurité des écoles » en période de guerre, a vu le jour à l'instigation de la Norvège et de l'Argentine, avec le soutien de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Cette initiative – non contraignante – a été approuvée par cent vingt États, dont la Palestine. Tel-Aviv, en revanche, ne l'a pas signée. En tout état de cause, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 reconnaît l'éducation comme un droit humain fondamental.

De même que ceux qui l'ont précédé, le rappel au droit international humanitaire de M. Lazzarini tombe dans le vide, et les destructions meurtrières s'enchaînent. 27 juillet, école Khadija à Deïr Al-Balah (centre) : au moins trente morts. 3 août, école Hamama (ville de Gaza) : au moins dix-sept morts. 4 août : écoles Hassan-Salameh et Al-Nasr (ville de Gaza) : plus de trente morts. Et ainsi de suite.

Israël ne justifie pas toujours ses attaques. Quand il lui arrive de le faire, l'argumentaire, invariable, est fourni sans preuve tangible et sans un mot pour les victimes civiles : des « terroristes » étaient visés, qui utilisaient l'école pour se cacher, fabriquer des armes, en stocker ou fomenter des attaques. L'armée a *« frappé avec précision des terroristes du Hamas opérant dans un centre de commandement et de contrôle du Hamas intégré »,* a ainsi répondu, entre autres explications, Tel-Aviv devant la vague d'indignation internationale soulevée par la mort, le 10 août à l'aube, de plus de 90 personnes dans le bombardement de l'école Al-Tabi'een et de la mosquée contiguë (ville de Gaza), l'une des pires hécatombes depuis le début de la guerre.

Cette rhétorique se heurte régulièrement aux dénégations palestiniennes. Pour l'heure, les appels étrangers répétés à des investigations indépendantes, qui permettraient de faire la lumière sur les circonstances des massacres, sont restés lettre morte. En 2014, au lendemain d'une précédente offensive israélienne (opération « Bordure protectrice »), l'organisation non gouvernementale (ONG) Human Rights Watch avait enquêté sur les bombardements de trois écoles transformées en camps de déplacés qui avaient tué quarante-cinq personnes, dont dix-sept enfants. *« Israël n'a fourni aucune explication convaincante pour ces attaques* (…) *et pour le carnage qui en a résulté »,* constatait l'ONG, concluant à de possibles crimes de guerre (2).

Une décennie plus tard, la magnitude des opérations militaires est sans commune mesure. Avant même la recrudescence des bombardements de ces dernières semaines, vingt-cinq experts auprès du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU) s'étaient alarmés en avril de la vulnérabilité des écoles. *« Étant donné que plus de 80 % des établissements scolaires de Gaza ont été endommagés ou détruits, il est raisonnable de se demander s'il existe un effort intentionnel visant à détruire complètement le système éducatif palestinien, une action connue sous le nom de "scolasticide" »,* s'interrogeaient-ils dans un communiqué (3). Une question pour la forme, à laquelle ils apportaient une réponse quelques lignes plus bas : *« Ces attaques ne sont pas des incidents isolés. Elles suivent un schéma systématique de violence visant à détruire les fondements mêmes de la société palestinienne. »* En dépit de sa tonalité inédite, ce texte a fait peu de bruit et la situation n'a cessé d'empirer. Sur la base d'images satellites, le Cluster mondial pour l'éducation, une entité regroupant des agences onusiennes et des ONG, évaluait ainsi, le 30 juillet, à 85 % la proportion des 564 édifices scolaires de Gaza (certains sont utilisés par plusieurs écoles), visés intentionnellement ou non, qui nécessiteraient une reconstruction complète ou importante avant une éventuelle reprise des cours. Citant des chiffres du ministère de l'éducation palestinien, la plateforme signalait à la même date que 9 211 étudiants et 397 membres du personnel éducatif avaient été tués depuis le 7 octobre (4).

Si l'emploi du terme « scolasticide » (*« al-ibada al-ta'limiya »,* pour son équivalent en arabe, soit « extermination éducative ») a déjà cours dans les milieux universitaires et côté palestinien, au même titre que les notions d'« urbicide » (tuer une ville), « politicide » ou « culturicide », toutes inspirées par le mot génocide (5), c'est la première fois qu'il est énoncé dans la sphère onusienne. Sous la plume des experts auprès du Conseil des droits de l'homme, le « scolasticide » est défini comme *« l'anéantissement systémique de l'éducation par l'arrestation, la détention ou l'assassinat d'enseignants, d'étudiants et de membres du personnel éducatif, ainsi que par la destruction des infrastructures éducatives ».* C'est Karma Nabulsi, professeure de science politique et de relations internationales à l'université d'Oxford, qui aurait forgé l'expression en 2009. À l'époque, l'armée israélienne avait lancé l'offensive « Plomb durci » à Gaza. Elle venait de bombarder le ministère de l'éducation ainsi que plusieurs écoles. *« Nous le savions auparavant, mais nous nous en rendons compte plus clairement que jamais aujourd'hui : Israël cherche à anéantir la Palestine instruite »,* confiait alors l'universitaire britannique au quotidien *The Guardian* (6).

Après la Nakba, la « catastrophe » de 1948, le déracinement consécutif à la création de l'État d'Israël, les Palestiniens se sont jetés à corps perdu dans l'éducation, seul espace d'émancipation et de perpétuation du sentiment national accessible à ce peuple dispersé par l'exil et soumis à toutes les oppressions. Ils ont vu en elle une planche de salut vers un hypothétique avenir meilleur ; un patrimoine à cultiver aussi, qui, au contraire des possessions matérielles telles que les maisons, ne pourrait jamais leur être retiré (7). *« Pour nous Palestiniens, l'éducation est une question de vie ou de mort. Nous pouvons rester affamés mais pas rester ignorants »,* résumait le directeur d'une école de l'UNRWA au micro du journaliste Charles Enderlin dans un reportage réalisé pour France 2 le 24 octobre 1995.

Est-ce pour toutes ces raisons que, au-delà de son objectif de « destruction » du Hamas, Israël s'est hâté de mettre les universités de Gaza hors d'état de fonctionner, de saccager les bibliothèques, et qu'il s'acharne sur les écoles ? *« Au fond d'eux-mêmes, les Israéliens savent à quel point l'éducation est importante pour la tradition et la révolution palestiniennes. Ils ne peuvent pas la supporter et doivent la détruire »,* avançait Nabulsi en 2009.

Les Palestiniens pouvaient s'enorgueillir d'avoir développé un système de qualité

L'éducation fut l'un des domaines de compétence transférés par Israël à la nouvelle Autorité palestinienne après les accords d'Oslo (1994), et l'introduction de programmes nationaux ne date que de la fin des années 1990. Jusque-là, les établissements de Cisjordanie suivaient le cursus jordanien, ceux de Gaza le cursus égyptien. Avec la contribution historique de l'UNRWA dans le primaire (288 écoles à Gaza avant la guerre), les Palestiniens peuvent s'enorgueillir d'avoir développé un système de qualité et reconnu comme tel par leurs pairs arabes. Lors d'une mission d'évaluation en 2006, la Banque mondiale saluait *« des réalisations remarquables dans des conditions difficiles ». « La scolarisation dans le primaire est universelle et dépasse 80% dans le secondaire. L'accès est très équitable, que ce soit en fonction du sexe, de la situation géographique (rurale ou urbaine) ou du revenu. Ces indicateurs placent la Cisjordanie et Gaza en tête de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord »,* notait l'institution (8). En 2022, le taux d'analphabétisme n'atteignait plus que 1,8 % à Gaza (13,7 % en 1997), selon le Bureau central palestinien des statistiques, contre 13,3 % à l'échelle mondiale. Les 90 000 étudiants de l'enclave avaient la possibilité de préparer un diplôme dans un large éventail de filières, et, malgré les restrictions de mouvements, de compléter pour certains leurs parcours à l'étranger en vertu des partenariats noués par leurs universités. Ces dernières ont formé les médecins, les infirmiers et les aides-soignants qui luttent aujourd'hui pour prendre en charge les blessés dans des conditions d'exercice dignes de la fin des temps.

Ce système éducatif à terre, qu'adviendra-t-il des enfants qui grandiront sans manuels, loin du regard de leurs enseignants ? À quel désespoir ou ressentiment ce vide risque-t-il de rendre perméable une jeunesse dont les livrets scolaires auront été réduits en cendres dans le bombardement de leur école ?



© NASSER ALMULHIM - TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

NASSER ALMULHIM. – « Only the Now Is Real, Future Promise Is an Illusion » (Seul le présent est réel, les promesses d'avenir sont une illusion), 2022

(1) Lire Anne-Cécile Robert, « La justice internationale dans le chaudron de Gaza », *Le Monde diplomatique,* juillet 2024.

(2) « Israel : In-depth look at Gaza school attacks », Human Rights Watch, 11 septembre 2014, www.hrw.org

(3) « Des experts de l'ONU profondément inquiets face au "scolasticide" du système éducatif à Gaza », 18 avril 2024, www.ohchr.org

(4) « A year of silence in Gaza's classrooms : The urgent need for educational revival », Occupied Palestinian Territory Education Cluster, ReliefWeb, 3 août 2024, https://reliefweb.int

(5) Lire Razmig Keucheyan, « Ce qu'on appelle génocide », *Le Monde diplomatique*, juillet 2024.

(6) Ameera Ahmad et Ed Vulliamy, « In Gaza, the schools are dying too », *The Guardian,* Londres, 10 janvier 2009.

(7) *Cf.* Salah Alzaroo et Gillian Lewando Hunt, « Education in the context of conflict and instability : The Palestinian case », *Social Policy & Administration*, vol. 37, n° 2, Hoboken, Oxford, 2003.

(8) « West Bank and Gaza : Education sector analysis », Banque mondiale, Washington, DC, 9 juillet 2006.

La justice internationale accable Tel-Aviv

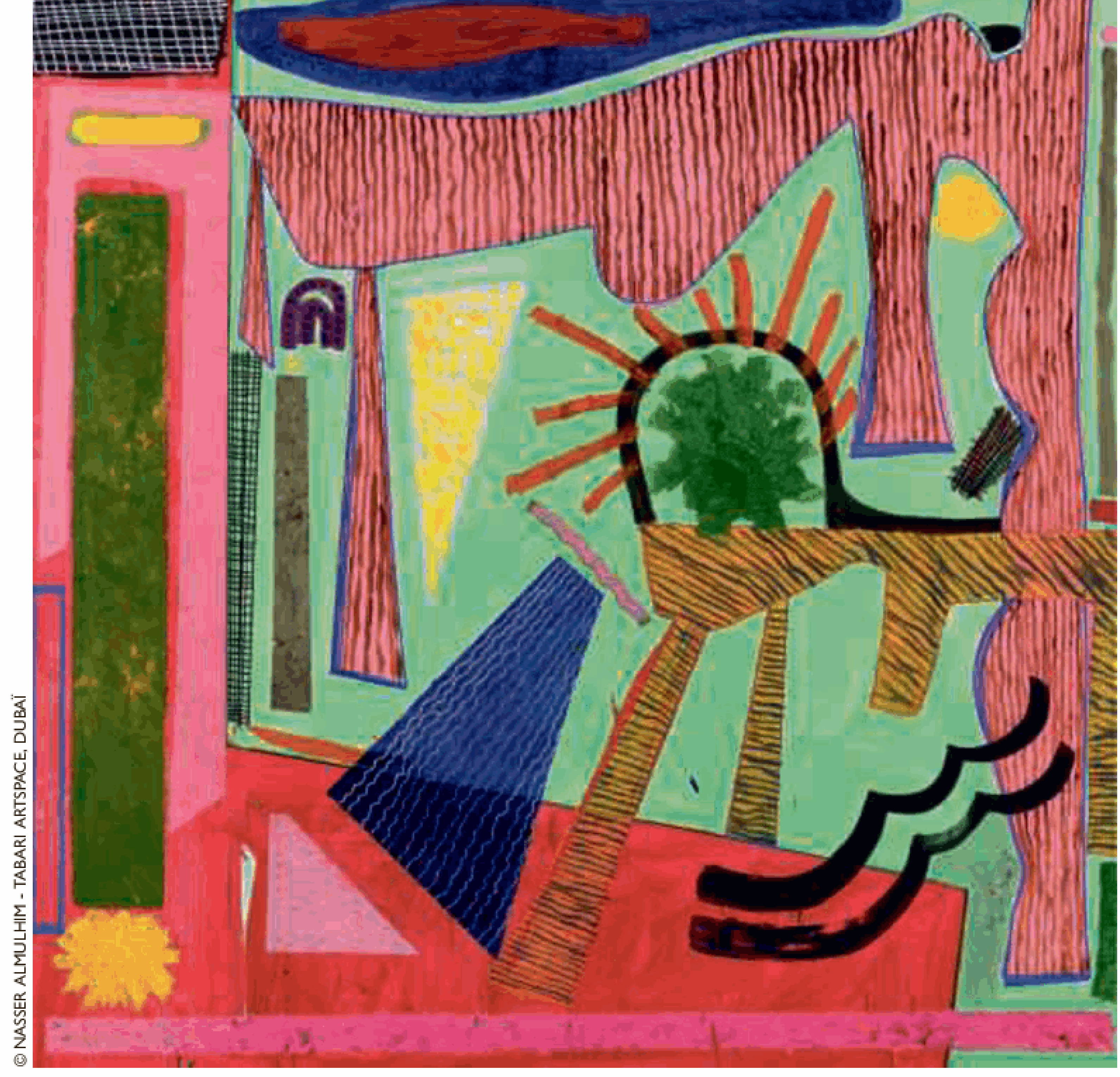
« Illégal », « discriminatoire », « abusif »… Dans un avis ciselé, rendu le 19 juillet dernier, la Cour internationale de justice (CIJ) pourfend l'occupation et la colonisation israéliennes du territoire palestinien. Rejetant les arguments de Tel-Aviv et de Washington, elle met la « communauté internationale » au pied du mur.

PAR ANNE-CÉCILE ROBERT

« UN *tremblement de terre juridique* (1) », « *un avis qui marquera l'histoire* (2) », « *j'en reste sans voix* (3) »… Telles sont quelques-unes des réactions des juristes à l'avis rendu par la Cour internationale de justice (CIJ), le 19 juillet dernier, sur les « *conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est* ». Saisie à la demande de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) en décembre 2022, la plus importante juridiction onusienne a précisé plusieurs points de droit qui opposent depuis des années Israël et ses alliés aux défenseurs de la cause palestinienne.

Après un long rappel du contexte général (histoire, liste des décisions et interventions internationales), la Cour estime que l'occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza – qui forment « *une seule et même entité territoriale, dont l'unité, la continuité et l'intégrité doivent être préservées et respectées* » – est « *illégale* » par ses modalités et sa durée. Précision importante : bien qu'évacuée en 2005, la bande de Gaza est demeurée un territoire occupé selon l'institution car Israël y conserve la « *faculté d'exercer, et continuait d'exercer, certaines prérogatives essentielles* (…), *notamment le contrôle des frontières terrestres, maritimes et aériennes, l'imposition de restrictions à la circulation des personnes et des marchandises, la perception des taxes à l'importation et à l'exportation, et le contrôle militaire sur la zone tampon* (…). *Cela est encore plus vrai depuis le 7 octobre 2023* (4) ». Principale conséquence selon le juriste Johann Soufi : « *Israël ne peut pas invoquer l'article 51 de la Charte de l'ONU relatif à la légitime défense* (…) *car ce droit ne s'applique pas aux territoires occupés* (5). »

La Cour rappelle aussi que l'occupation d'un territoire ne peut être que temporaire – celle-ci dure depuis cinquante-sept ans ! – et est soumise à des conditions qu'Israël ne remplit pas en se livrant à l'« *utilisation abusive persistante de sa position* ». Les juges ajoutent que, quelles que soient les préoccupations de sécurité, les mesures prises pour y répondre doivent être nécessaires, proportionnées, et respecter les conventions de Genève, le droit international humanitaire (DIH), les traités protégeant les droits humains et le droit du recours à la force. Contrairement aux arguments développés avec insistance par Washington et Tel-Aviv, les accords d'Oslo ne limitent aucunement les obligations juridiques d'Israël. D'une manière générale, une puissance occupante doit « *administrer le territoire dans l'intérêt de la population locale* » : or, Israël détourne des ressources naturelles et organise un « *accès non adéquat* » des Palestiniens à la nourriture et à l'eau. En exerçant un « *contrôle effectif* » et durable sur « *le territoire palestinien occupé* » (TPO), Tel-Aviv viole le droit « *inaliénable* » du peuple palestinien à l'autodétermination et à « *poursuivre librement son développement économique, social et culturel* ». Autre défaite pour les États-Unis et Israël, son caractère « *prolongé* » ne modifie pas le statut juridique de l'occupation, à savoir qu'elle « *ne peut donner lieu à un transfert du titre de souveraineté à la puissance occupante* ».



© NASSER ALMULHIM - TABARI ARTSPACE, DUBAÏ

NASSER ALMULHIM. – « Invasion », 2023

QUANT à la politique de colonisation, y compris les « avant-postes », elle est illicite à plusieurs titres. En premier lieu, elle contrevient à l'interdiction de déporter ou de déplacer autoritairement les populations civiles. La Cour apporte ici une précision utile : « *Un transfert peut être "forcé"* (…) *non seulement lorsqu'il est obtenu par l'emploi de la force physique, mais aussi lorsque les personnes concernées n'ont d'autre choix que de s'en aller* ». En deuxième lieu, Tel-Aviv procède à des réquisitions abusives : « *La nature des actes d'Israël, notamment le fait que, lorsque des biens palestiniens sont démolis, les terres sont souvent confisquées pour être réaffectées à des colonies israéliennes, indique que les mesures qu'il met en œuvre ne revêtent pas un caractère temporaire et ne peuvent donc être considérées comme des évacuations autorisées* (…) *par la quatrième convention de Genève.* » En troisième lieu, Israël ne respecte pas le droit local en imposant illégalement son propre système juridique. En quatrième lieu, les violences contre les Palestiniens sont injustifiées : « *[Le] fait qu'Israël manque systématiquement de prévenir ou de punir les attaques des colons portant atteinte à la vie ou à l'intégrité physique des Palestiniens ainsi que l'usage excessif de la force auquel il se livre contre ces derniers* (…) *sont incompatibles avec les obligations qui incombent à cet État.* » Enfin, la Cour va plus loin et considère que les « *politiques et pratiques* » d'Israël dans le TPO, en particulier à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, visent « *à créer sur le terrain des effets irréversibles* » et « *équivalent à une annexion* (…) *contraire à l'interdiction de l'emploi de la force dans les relations internationales et à son corollaire, le principe de non-acquisition de territoire par la force.* »

Les agissements d'Israël violent plusieurs traités protégeant les droits humains : « *Le régime de restrictions générales [imposé] aux Palestiniens est constitutif de discrimination systémique fondée, notamment, sur la race, la religion ou l'origine ethnique.* » Ici encore, la Cour va très loin : en maintenant en Cisjordanie et à Jérusalem-Est « *une séparation quasi complète entre les communautés de colons et les communautés palestiniennes* », Tel-Aviv viole l'article 3 de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale par lequel les États « *condamnent la ségrégation raciale et l'apartheid et s'engagent à prévenir, à interdire et à éliminer sur les territoires relevant de leur juridiction toutes les pratiques de cette nature* ».

LES derniers paragraphes de l'avis en détaillent les conséquences concrètes pour les parties mais aussi la « communauté internationale ». Tout d'abord, Israël doit « *dans les plus brefs délais mettre fin à sa présence dans le TPO* », « *cesser immédiatement toute nouvelle activité de colonisation* », « *abroger toutes les lois discriminatoires* » et « *évacuer les colonies* ». Mais il doit aussi « *réparer intégralement les dommages* » par la restitution des terres et des biens, l'octroi d'indemnisation… La Cour évoque même le droit au retour quand elle « *exige* (…) *que tous les Palestiniens déplacés durant l'occupation puissent retourner dans leur lieu de résidence initial* ».

La CIJ estime qu'il appartient à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité de l'ONU de définir les « *modalités précises* (…) *requises pour mettre fin à la présence illicite d'Israël* ». En attendant, tous les États membres de l'ONU « *sont tenus* » de ne pas valider les illégalités constatées. Ils doivent notamment « *faire une distinction, dans leurs échanges avec Israël, entre le territoire d'Israël et les territoires occupés depuis 1967* », et « *s'assurer qu'Israël respecte le DIH* ». Cette formule peut fournir des arguments au mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS).

Les avis de la CIJ ne sont que consultatifs. Toutefois, ils permettent de qualifier juridiquement des situations de fait, balayant les interprétations trompeuses, fournissant ainsi des arguments dans le débat politique mais aussi judiciaire (6). « *Il ne faut pas sous-estimer la portée de telles déclarations d'autorité dans la formation du nouvel ordre international, en particulier quand cet ordre est déjà en train de changer aussi fondamentalement,* estime ainsi Alonso Gurmendi, professeur au King's College de Londres (X, 20 juillet 2024), qui rappelle que le recours de l'Afrique du Sud contre Israël pour génocide était impensable il y a quelques années. *Il conviendra d'observer comment le droit ainsi défini sera utilisé à l'appui d'actions qui n'ont pas encore été tentées.* (…) *Il faut fêter les victoires. Elles ne sont pas si nombreuses.* »

(1) Michael Sfard, X, 23 juillet 2024.
(2) Alonso Gurmendi, X, 20 juillet 2024.
(3) Juliette McIntyre, X, 22 juillet 2024.
(4) Saisie en décembre 2022, la Cour n'étudie pas les faits postérieurs à cette date.
(5) *La Vie*, Paris, 24 juillet 2024.
(6) « Alain Pellet : "La Cour internationale de justice redore le blason du droit international si malmené par ailleurs" », *Le Monde*, 30 juillet 2024.

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

VISIOCONFÉRENCE

Le mardi 1er octobre, à 18 heures, visioconférence avec Anne-Cécile Robert et André Bellon : « Crise de la démocratie : Assemblée constituante ou lepénisme ? » (voir lien de connexion sur le site de l'association).

BRETAGNE

RENNES. Le 10 septembre, à 18 h 45, au bar Le Désordre, « café-Diplo » autour de l'article de Bruno Amable « La grande désillusion politique » (août). Le 28 septembre, à 17 heures, à l'auditorium de la Maison internationale : rencontre avec Bernard Lahire, pour son livre *Les Structures fondamentales des sociétés humaines* (La Découverte). *(amd.rennes@gmail.com)*

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

HAUTE-SAÔNE. Dans le cadre de la 21e foire éco-bio Les Bio'Jours 2024, à Faucogney-et-la-Mer (70) (salle culturelle de la mairie), le 14 septembre, à 16 h 45 : « Écosocialisme : une réponse à la crise sociale et écologique ? » avec Daniel Tanuro, et le 15 septembre, à 15 heures : « Raréfaction de l'eau, crise de l'eau. Quelle réalité ? », avec Marc Laimé. *(odile-mangeot@wanadoo.fr)*

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 13 septembre, à 20 h 30, association Jeunesse et Habitat, réunion des Amis et lecteurs de la région autour de deux sujets : « Une autre intelligence artificielle est possible » et « Quel avenir pour Gaza ? ». *(pjc.arnaud@orange.fr)*

GRAND-EST

METZ. Le 12 septembre, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots, « café-Diplo » : « Après un été politique chamboulé, quelles leçons, quelles perspectives ? ». Le 28 septembre, à 14 h 30, hôtel de ville (salon de Guise) : « Le numérique, progrès pour l'humanité ? ». *(christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)*

HAUTS-DE-FRANCE

LILLE. Le 11 septembre, à 18 h 30, au Café citoyen : discussion des Amis et lecteurs de la région autour du *Monde diplomatique* du mois. Le 23 septembre, à 20 heures, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (salle Reuze-Papa) : « Climat, quelle urgence, quelle mobilisation ? », avec Marc Delepouve. *(amdnord@yahoo.fr)*

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 27 septembre, à 19 heures, aux Amarres : rencontre avec Victor Collet pour son livre *Du taudis au Airbnb* (Agone). *(amis.diplo.75@gmail.com)*

YVELINES. Le 21 septembre, à 14 heures, hôtel de ville de Versailles, salle Montgolfier : rencontre avec Laurent Dauré autour de son article « Les médias contre Julian Assange » (août). *(eveleveque@wanadoo.fr)*

NOUVELLE-AQUITAINE

POITIERS. Le 3 septembre, à 20 heures, au supermarché coopératif Le Baudet : réunion des Amis et lecteurs de la région. *(dominique.leblanc@wanadoo.fr)*

SAINT-JUNIEN. Le 12 septembre, à 20 heures, au Ciné-Bourse : projection d'un film suivie d'un débat. *(danimaginaire@yahoo.fr)*

GIRONDE. Le 18 septembre à 19 heures, à la médiathèque Gabriela-Mistral d'Artigues-près-Bordeaux, « Iran, où en est le combat des femmes iraniennes », avec Mehrnaz Behzad. Le 26 septembre à 19 heures, à la bibliothèque du Haillan, « La santé à la casse », avec Grégory Rzepski. *(amis.diplo33@gmail.com)*

OCCITANIE

AUDE. Rencontres avec Mathilde Larrère pour son livre *On s'est battu·es pour les gagner* (Éditions du Détour) : le 27 septembre, à 18 heures, à la médiathèque de Conques-sur-Orbiel, et le 28 septembre, à 11 heures, à la librairie Mots et Cie à Carcassonne. *(contact@amisdiplo11.org)*

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19 h 15, au Casal de Perpinyà, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. *(amisdiplo66@gmail.com)*

TOULOUSE. Les 19 et 20 septembre, dans le cadre du colloque « Presse écrite, traduction et étude de la langue » de l'université Toulouse Jean-Jaurès, avec la participation d'Anne-Cécile Robert et des éditions grecque, serbe et iranienne du *Monde diplomatique*, célébration des 70 ans du journal avec la projection du film de Rana Kazkaz et Anas Khalaf *Le Traducteur*. Tous les détails du programme et inscriptions obligatoires via le QR code à retrouver sur le site de l'association. Le 24 septembre, à 18 heures, salle du Sénéchal : « Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir », avec Alain Gresh. Le 27 septembre, à 20 heures, au cinéma Utopia de Borderouge, projection-débat : *Gaza, depuis le 7 octobre*, avec le réalisateur Aymeric Caron. *(jpcremoux@orange.fr)*

PAYS DE LA LOIRE

LA ROCHE-SUR-YON. Le 7 septembre, à 10 heures, au Champ libre, « café-Diplo » autour de trois articles du numéro d'août : « La grande désillusion politique » de Bruno Amable, « Hitler, les dessous d'une prise de pouvoir » de Johann Chapoutot et « Une autre intelligence artificielle est possible » d'Evgeny Morozov. *(michelmerel54@laposte.net)*

NANTES. Le 26 septembre, à 19 heures, au café Le Flesselles, « café-Diplo » autour de trois articles du numéro d'août : « L'Afrique du Sud, les Juifs et l'apartheid » de Charlotte Wiedemann, « Arte à l'avant-garde du conformisme » de David Garcia et « Dans un boudoir vermeil » de Marcus Malte. *(claudie.desfosses@orange.fr)*

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AVIGNON. Le 19 septembre, à 18 h 30, au Fenouil à vapeur : « Les événements d'octobre 1961 à Paris », rencontre avec Saïd Belguidoum et projection du film de Sophie Delvallée *La Raison d'espérance*. *(ballaylavallee@gmail.com)*

BOUCHES-DU-RHÔNE. Le 3 septembre à 18 heures, à la médiathèque Nelson-Mandela de Gardanne : projection du film de George Clooney *Les Marches du pouvoir* suivie d'un débat. Le 26 septembre à 20 h 30, à la Maison des jeunes et de la culture Jacques-Prévert d'Aix-en-Provence : projection du film de Jean-Pierre Bloc *Par la fenêtre ou par la porte* suivie d'un débat avec un retraité de France Télécom - Orange. *(d.bruet@orange.fr)*

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 10 septembre, à 18 h 30, au Café Gavroche, « café-Diplo » autour de deux articles du numéro d'août : « Au Liban, puissance et prudence du Hezbollah » d'Emmanuel Haddad et « Les médias contre Julian Assange » de Laurent Dauré. *(gardondenis@gmail.com)*

MONTRÉAL. Le 5 septembre, à 17 h 30, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), local A-5020, Pavillon A « Hubert-Aquin » (5e étage) : « Haïti, l'imposture de l'aide internationale », avec Frédéric Thomas, politiste au Centre tricontinental, Frédéric Boisrond, sociologue, et Claudia Thomas Riché, directrice de Nursing Education Collaborative for Haiti. *(amdquebec@proton.me)*

« Être des guerriers, courber l'échine »

Cauchemars en cuisine

Des petits bistrots aux grandes tables, les humiliations font souvent partie du quotidien de ceux qui travaillent en cuisine. Enracinée dans une conception militaire de la hiérarchie, la violence est justifiée comme un passage obligé. Alors que les nouvelles recrues sont plus enclines à dénoncer les abus, quelques chefs s'attaquent au système.

PAR ALEXIA EYCHENNE *



JÉRÔME BOSCH. – « Le Jugement dernier » (détail), vers 1482

ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS DE VIENNE, AUTRICHE

UN jeudi après-midi, au lycée hôtelier de Metz, une cinquantaine d'élèves reviennent sur leurs premières expériences dans la restauration. *« Mon maître de stage m'a plaqué contre le mur et frappé », « J'ai pris un "headshot" avec un œuf parce que j'avais oublié d'enfourner les meringues », « Ils m'ont jeté un torchon mouillé au visage en me disant : "C'est toi l'esclave" »,* indiquent les témoignages rédigés d'une écriture enfantine sur des feuilles volantes. Leurs auteurs n'ont pas plus de 20 ans, mais beaucoup ont déjà éprouvé la tradition de violence – physique et verbale – ancrée dans un secteur fort de 1,2 million de salariés (1).

La banalité du phénomène n'étonne pas Mme Marion Goettlé, face aux élèves ce jour-là. Longtemps la jeune femme, cheffe du Café Mirabelle à Paris, a gardé le silence sur le dénigrement quotidien et le harcèlement sexuel qu'elle a subis de la part d'un ancien patron. *« Je vivais ces violences comme inhérentes au métier, comme s'il fallait être des guerriers, courber l'échine »,* relate-t-elle. L'association qu'elle a cocréée en 2021, Bondir.e, intervient dans les formations en cuisine pour aider les élèves à identifier comme telles les maltraitances, et à les refuser.

Depuis une dizaine d'années, des témoignages percent la chape de plomb. En 2015, un commis dépose une plainte – classée sans suite – contre le chef Joël Robuchon pour harcèlement. La même année, une enquête de France Télévisions met en cause M. Yannick Alléno, auréolé du titre de « cuisinier de l'année » par le guide *Gault & Millau* : les prud'hommes reconnaîtront l'existence de *« faits de violence physique »* au Pavillon Ledoyen, son restaurant trois étoiles des Champs-Élysées. Depuis 2019, le compte Instagram « Je dis non chef ! » a compilé quelque deux cents récits de sévices : apprentis soulevés par le cou, brûlures à l'aide de casseroles, agressions sexuelles dans des chambres froides…



Soixante-quinze heures par semaine

LES difficultés de recrutement de la profession, dont la presse se fait régulièrement l'écho, pourraient l'encourager à l'introspection. Mais dans cette myriade d'entreprises, des bistrots aux tables de luxe, la prise de conscience demeure superficielle au regard de la question de fond : pourquoi de tels écarts au droit – ou au respect des personnes – dans un secteur érigé au rang de patrimoine national ?

Au début du XXe siècle, Auguste Escoffier rationalise le travail aux fourneaux. L'ancien chef de cuisine des armées conçoit une organisation en « brigade » inspirée de l'univers militaire. Au bas de l'échelle se trouvent les commis, chargés des basses besognes, et, au-dessus, les chefs de partie. Le second coordonne l'ensemble et le chef chapeaute la réalisation finale. Imaginée au bénéfice de l'élite de la Belle Époque, la pyramide d'Escoffier s'impose aujourd'hui dans tous les types d'établissements. *« Le modèle de la haute gastronomie au service de la grande bourgeoisie structure encore l'enseignement des lycées hôteliers »,* note Adrien Pégourdie, maître de conférences en sociologie à l'université de Limoges. Qu'importe que seule une poignée d'élèves parviennent à s'y faire une place après l'obtention de leur diplôme.

Ces établissements forment chaque année des milliers de jeunes majoritairement issus des classes populaires, après une orientation scolaire le plus souvent subie, avant que le secteur n'exploite leur force de travail. Le lycée hôtelier n'enseigne pas que la technique. *« Il s'agit de discipliner les corps et les comportements pour préparer les élèves au rapport de subordination avec la clientèle et à un univers marqué par une forte division du travail »,* relève Pégourdie. Le sociologue n'a observé aucune violence au sein des écoles, mais du *« conditionnement ». « Les élèves apprennent à accepter la place qui leur est attribuée. Le culte de l'investissement, la valorisation du don de soi et de l'engagement total reviennent tout au long du cursus. »* Le chercheur constate d'ailleurs une surreprésentation des enfants de militaires, de policiers ou de vigiles, qui *« maîtrisent déjà des codes, notamment le sens de la hiérarchie ».*

La vocation d'ascenseur social attribuée à la restauration au bénéfice d'adolescents réputés « pas scolaires » justifierait un apprentissage « à la dure ». Les jeunes cuistots intériorisent ce principe. *« Quand les cuisiniers décrivent les brimades insupportables subies au début de leur carrière, beaucoup ajoutent : "Mais qu'est-ce que j'ai appris !" »,* déplore M. Xavier Hamon, cuisinier et fondateur de l'université des sciences et des pratiques gastronomiques (USPG). Des figures du milieu relaient l'idée que la violence ne serait qu'une forme extrême de rigueur. *« Certains chefs présentent leur réussite en cuisine comme une revanche par rapport aux difficultés scolaires qu'ils ont pu rencontrer. Ils se repositionnent socialement grâce à leur travail acharné »,* souligne Arthur Hacot, qui étudie l'organisation des restaurants étoilés dans le cadre de son doctorat au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Alain Ducasse, Thierry Marx, Philippe Etchebest… Depuis une quinzaine d'années, les chefs ont rang d'icônes (2). Génies culinaires, entrepreneurs, vedettes de la télé, la célébration de leur réussite renforce leur pouvoir. Ce *« récit de l'excellence constitutif d'un culte de la performance »,* relève M. Hamon, peut permettre de s'acheter une forme d'impunité. Les dirigeants politiques défendent ainsi bec et ongles la restauration française et ses figures. Quand, le 27 septembre 2017, le président français Emmanuel Macron s'adresse aux « grands chefs » à l'occasion du concours mondial de la gastronomie, il glorifie leur sacrifice : *« Les journées qui commencent tôt et qui finissent tard, la volonté de perfectionner un geste jusqu'à l'extrême, (…) la fatigue qui n'existe pas. »*

Dans le même discours, le chef de l'État s'extasie devant des travailleurs qu'il a observés, à minuit, dressant la table du jour *« avec passion ».* La profession vaut *« exemple pour les plus jeunes »,* estime M. Macron : *« Rien ne se fait sans l'effort, rien n'existe sans le mérite, rien ne se conquiert sans ces petits matins. »* Deux ans plus tard, un établissement prestigieux de l'Aude qui ne décompte pas les heures de ses salariés se fait épingler par l'inspection du travail. *Libération* (17 novembre 2019) raconte comment la ministre de tutelle de cette administration, alors Mme Muriel Pénicaud, se fend d'un courrier de médiation bienveillant qui invoque l'*« excellence professionnelle »* du chef mis en cause, ses *« trois étoiles au* Guide Michelin*»* et la *« note exceptionnelle (…) attribuée par* Gault & Millau *»*…

Comment prétendre combattre les violences sans s'intéresser aux conditions de travail qui habituent aux maltraitances ? Pour servir le meilleur repas possible, les professionnels subissent des contraintes intenables, notamment de temps. *« La journée est organisée en flux tendu, le moindre aléa peut totalement désorganiser le service en causant des erreurs, des retards, la perte de denrées. Et, in fine, l'insatisfaction du client et du patron »,* décrit Hacot.

La violence joue alors un double rôle. À titre individuel, elle permet d'évacuer la tension ; à l'échelle collective, *« elle apparaît comme un moyen d'assurer la docilité des subordonnés, leur engagement, tout en éliminant les moins endurants »,* résume le chercheur. Fabien (3) en a fait l'expérience. À 21 ans, il débarque comme chef de partie dans un restaurant étoilé. Six mois durant, il travaille *« soixante-quinze heures par semaine pour 1 300 euros par mois ».* Son chef, encensé par la critique, assure par sa brutalité l'implication des équipes, le standing de l'établissement et sa rentabilité. *« Il nous insultait, nous humiliait et on avait l'impression qu'il était prêt à taper sur l'un de nous,* se souvient Fabien. *Alors l'équipe était tout le temps sur le qui-vive. Personne ne prenait le temps de manger, ou bien des restes, debout voire assis sur une poubelle. »*

Le manque d'espace de travail facilite aussi les mauvais traitements. Pour les femmes, d'abord, encore souvent considérées comme des intruses en cuisine. *« Outre des violences sexistes et sexuelles, elles subissent des maltraitances structurelles : absence de vestiaires ou de tenues adaptées à leur morphologie, étroitesse des cuisines, où les corps se touchent… »,* décrit Elsa Laneyrie, maîtresse de conférences en psychologie du travail et ergonomie à l'université Lumière Lyon 2. Mais le cadre confiné accroît la pression de la hiérarchie sur l'ensemble des salariés. *« En cuisine, les employés travaillent les uns sur les autres, sans possibilité d'échapper au regard de leur supérieur, qui voit immédiatement les erreurs commises »,* souligne Pégourdie.

Cette confrontation directe tient aussi à la structure des restaurants, petites et moyennes entreprises (PME) ou très petites entreprises (TPE). Devenu chef à l'expérience, sans formation à l'encadrement, le patron fait souvent figure de modèle. *« Il y a une tendance dans le secteur à concevoir les collectifs de travail comme des instances familiales,* souligne Maxime Clément, doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). *Ce type de relations freine la politisation des problèmes, car dénoncer ou revendiquer reviendrait à trahir. »* Les horaires décalés et le mode de vie atypique qu'ils impliquent achèvent d'enfermer la profession dans une autarcie peu propice à la remise en question. Les syndicats ? *« Nous ne sommes jamais sollicités pour accompagner des salariés qui subiraient des violences, alors qu'on sait qu'elles existent,* regrette Mme Stéphanie Dayan, secrétaire nationale de la Confédération française du travail (CFDT) Services. *On est face à une population jeune, parfois mineure, très peu au courant de ses droits. »*

Ces dernières années, des écoles hôtelières aux chefs, le discours a évolué. Les violences ne sont plus systématiquement niées. *« Mais on observe une tendance à renvoyer la question à des comportements individuels plutôt qu'à sa dimension sociale et collective »,* nuance Clément. La poignée d'associations qui font de la prévention dans les lycées constatent un intérêt pour leur discours, mais souvent sous l'impulsion de professeurs isolés. Une enseignante de cuisine qui a elle-même subi des violences psychologiques et sexuelles au cours de sa carrière, recueille chaque année auprès de ses élèves *« quatre à cinq témoignages de stages qui se passent mal ». « J'ai travaillé dans des lycées où les employeurs étaient ensuite identifiés et évités, mais ce n'est pas le cas partout,* relate-t-elle. *On ne confronte pas les patrons à leurs responsabilités pour ne pas "griller" nos partenaires. »*

Du côté des salariés, ceux qui ne supportent plus les maltraitances quittent le métier en silence ou partent en quête d'établissements connus pour avoir rompu avec la brutalité. Mais cette forme de retrait reste souvent le fait de cuisiniers arrivés plus tard dans le métier, après une reconversion. Issus de milieux plus favorisés, plus diplômés et forts d'une expérience professionnelle préalable, ils perçoivent plus facilement les dysfonctionnements d'un secteur rejoint par passion.

Les solutions proposées par les chefs relèvent souvent de la cosmétique. M. Marx peut expliquer à *Paris Match* (28 février 2015) avoir *« introduit au sein de ses équipes la pratique du tai-chi-chuan, avec pour objectif de lutter contre le stress et de souder les équipes ».* Le Groupement des hôtelleries et restaurations de France (GHR), une organisation patronale, compte sur la *« pédagogie »* d'un *« petit guide du management pragmatique »* qui devait être diffusé à ses 45 000 adhérents courant 2024 pour changer les pratiques. Ces dernières années émerge toutefois un nouvel archétype : celui du chef repenti. Le Danois René Redzepi, à la tête du Noma, considéré comme l'un des restaurants les plus prestigieux au monde, a ainsi annoncé au *New York Times* (9 janvier 2023) fermer faute d'un modèle viable sur le plan économique mais aussi social, liant cette impasse à la question des maltraitances.

« Pas envie de devenir comme vous »

EN France, M. Éric Guérin, chef de La Mare aux oiseaux, un restaurant de Loire-Atlantique, fait partie des rares cuisiniers médiatiques à prôner une nouvelle organisation du travail inspirée par son expérience de la violence. Pendant longtemps, singeant les chefs qui l'ont formé, M. Guérin raconte avoir *« poussé à bout [ses] équipes, crié, lancé des assiettes et des casseroles »,* biberonné à l'idée *« qu'il faut souffrir pour être un bon cuisinier »* et que le stress excuse tout. *« Quand mon second m'a dit un jour : "Je n'ai pas envie d'être comme vous à votre âge", ça m'a fait un choc »,* assure-t-il. Outre entamer un travail psychothérapeutique, le restaurateur assure avoir réduit le nombre d'heures travaillées et augmenté les repos. *« On a retrouvé de la sérénité, alors qu'avant, c'était "no limit". Résultat, les équipes changeaient tout le temps et même le matériel claquait de tous côtés. »*

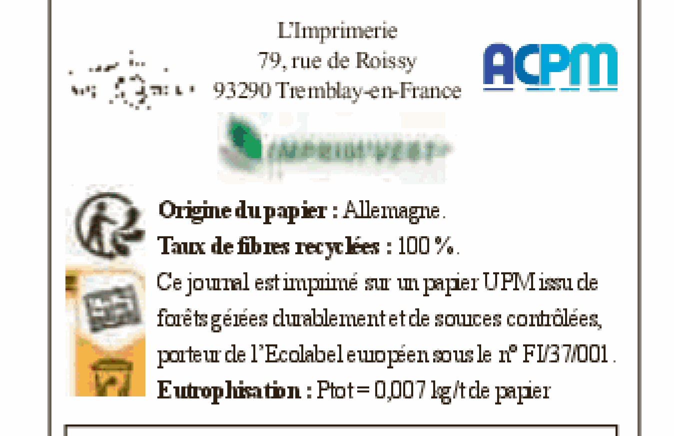
Reste que les progrès tiennent encore au bon vouloir des chefs, sans impulsion au niveau national. *« Notre profession ne peut s'en sortir seule,* soutient M. Hamon. *Nous avons besoin d'aide et de regards extérieurs : de l'inspection du travail, des sciences sociales… »* Le rapport au client, à ses exigences, doit également évoluer. *« Si la question de la domination est omniprésente dans la restauration,* conclut-il, *c'est aussi parce que nous travaillons dans un métier de servitude. »*

(1) Léo Moquay et Justine Obser, « Effectifs et difficultés de recrutement dans l'hébergement-restauration à l'été 2022 », *Focus*, n° 61, direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), Paris, 9 novembre 2023.

(2) Lire Rick Fantasia, « Recette pour devenir un grand chef », *Le Monde diplomatique*, septembre 2021.

(3) Son prénom a été changé à sa demande.

* Journaliste.



L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Ecolabel européen sous le n° FI/37/001.
Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0524 D 86051
ISSN : 0026-9395
Printed in France

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts : 0 805 050 147.

Raisons pour prendre la tangente

Poète et prosateur turc, Ercan Y Yılmaz a choisi des hétéronymes, dont un à consonance arménienne, pour développer des œuvres parallèles, et parcourir différents imaginaires. On a parlé à son propos d'humour beckettien : cette nouvelle témoigne de sa fantaisie discrète, secrète et imperturbable. Depuis l'automne 2023, il est réfugié politique en Finlande.

PAR ERCAN Y YILMAZ *

LE chemin est long. Jamais mon sac n'avait été aussi lourd. Pourtant, la journée avait commencé de façon ordinaire. Je m'étais réveillé à l'heure habituelle et avais pris mon petit déjeuner. J'étais sur le point de quitter la maison pour me rendre au salon de thé où j'ai coutume d'aller. Au moment de partir, mon frère, de deux ans mon aîné, me dit : *« Tu peux me laisser la voiture aujourd'hui ? On va faire un tour avec les enfants. »* J'avais oublié qu'on était dimanche. J'avais perdu la notion du temps depuis que les vacances scolaires avaient commencé. C'était trop tard. Je lui répondis « OK » et lui donnai la clé et la carte grise.

Je ne me suis pas fixé d'heure pour rentrer chez moi. Je me disais qu'il fallait rentrer avant la tombée du jour, quand je vis qu'il était déjà tard. Il faisait nuit. Vous savez depuis la première phrase que mon chemin est long. Un bon lecteur n'est pas celui qui anticipe le destin des protagonistes, mais celui qui le partage.



YUSUF SEVINÇLI. – Sans titre, de la série « Tourmaline », cap de Creus, Espagne, 2018

© YUSUF SEVINÇLI

En réalité, ce n'était pas grand-chose. Après tout, il ne s'agissait que de six kilomètres. Six mille mètres. Six millions de centimètres… J'ai déjà marché dix-sept kilomètres, une fois. Du village où je travaillais jusqu'au centre-ville. Dix-sept kilomètres. Dans la chaleur d'octobre, sans une seule branche sous laquelle m'abriter. La municipalité avait demandé de lui communiquer la liste des pointures pour les chaussures des enfants. La date limite était très rapprochée. J'ai répondu trop tard. Ma liste fut refusée pour ce motif. Vraiment ? Il m'en fallait plus, des motifs. Je finis par envoyer ma liste à différents journaux accompagnée d'une lettre émouvante. Rien n'arriva pour la fête de l'Aïd, mais les enfants se régalèrent le reste de l'année avec tout ce qu'ils reçurent par la suite.

Pour le fou, c'est tous les jours fête. J'ai quelques amis fous. Non, ils ne sont pas atteints de troubles mentaux. Inutile d'attribuer au terme un tel charisme. Ils sont tout simplement fous. Les fous du village. L'un d'entre eux collectionne les pierres précieuses. Il s'appelle Selim. Avec, il a construit une réplique de la tour de Babel. Comme si Dieu allait bientôt tordre la langue de son peuple. Ce n'était pas Dieu, mais une entreprise de construction qui était prête à acheter les pierres de Selim. Elle offrait une belle somme, mais personne ne sut convaincre Selim le Fou. Finalement, quelqu'un réussit à le libérer de cette passion pour les cailloux. En le rendant dépendant au verre. Il dépassa l'âge de pierre. Aujourd'hui, de nombreuses personnes se réveillent en constatant que les vitres de leurs fenêtres ont été démontées. Pas de bol !

Une heure au moins était passée depuis que les minibus de la ville avaient fini leurs derniers trajets. Il y a de bons côtés à vivre dans un village, mais ce problème de transport était pénible. C'est pourquoi j'avais pris un prêt et acheté une superbe voiture de luxe. Ah ! Si seulement je l'avais maintenant. Ou plutôt, si seulement j'étais dedans. Je ne râlerais pas autant et vous n'auriez pas à subir mon humeur. Bref, nous allons faire avec. Je parle au pluriel parce que vous serez en ma compagnie pendant ces six kilomètres. Ce chemin ne peut pas être enduré par une personne seule.

Après avoir parcouru les cent premiers mètres, je remarquai quelque chose dont je me plaindrai tout au long de cette histoire : les semelles de mes chaussures étaient trouées. Je sentais l'asphalte et le béton, jusqu'à la rugosité des petits cailloux, à travers mes semelles. Cela me faisait mal. Je ne pouvais pas appeler mon frère et lui demander de venir. Parce qu'il n'est pas assez bon chauffeur pour conduire en ville. Et puis, où était-il maintenant ? Dieu seul le savait. Les taxis jaunes sont presque inexistants dans cette ville. Une fois, j'en ai attendu un pendant des heures. Il n'est jamais venu. Je n'avais qu'un seul ami à qui je pouvais demander de me déposer. Mais il avait vendu sa voiture. Pourquoi mes amis sont-ils toujours à pied ? Je n'en sais rien. Jusque-là, je n'avais jamais eu l'idée d'en faire un critère de sélection. À partir de maintenant, j'en tiendrai compte.

Je devais encore marcher longtemps. Avec le chemin qu'il me restait à parcourir et la douleur dans mes pieds, il fallait que je pense à autre chose. Faute de pouvoir endurer l'épreuve. Je vais vous expliquer. Vous n'êtes pas obligé, mais je vous en prie, écoutez-moi. J'aborderai brièvement différents sujets. Je les raconterai comme des intrigues, de manière à ne pas vous ennuyer. Nous avons déjà un héros. Mais il est différent des héros auxquels vous êtes habitué. Ce n'est pas un Ironman, un Superman, un He-man ou un Spiderman, c'est juste un *Schoolman*. Ce rôle attribué à notre héros, professeur maigrichon, aux chaussures trouées, incapable de porter son sac de quelques kilos, ne sera pas utile pour le reste de l'histoire. Je voulais seulement ne pas gâcher la suite de mots rimés, *man*.

Je me forçais à marcher droit momentanément, même si cela était difficile, pour montrer aux gens qui me regardaient claudiquer qu'il s'agissait d'un état passager. Tout à coup, je me rendis compte que j'étais proche de la maison de mon ex-copine. Les ex-copines sont toujours d'actualité. Je sortis mon téléphone portable de la poche extérieure de mon sac. Je l'avais enregistrée dans les raccourcis, sous la touche 5. J'appuyai sur la touche. Je pensais m'inviter chez elle. Après un peu de repos, nous ferions l'amour. Je devais donner un ton sensuel à ma voix. Je me raclai la gorge. La tonalité retentit. C'était occupé. Je la rappelai. C'était toujours occupé. Ça m'était égal qu'elle ait quelqu'un d'autre dans sa vie, maintenant. Mais j'avais tellement besoin de dormir dans un lit que je ressentis une pointe de jalousie. Désespéré, je me remis en chemin.

Mon sac était si lourd, sans parler de ma fatigue. Qu'est-ce qu'il y avait vraiment dans ce sac ? Deux recueils de nouvelles, un roman, un livre de photos, un magazine littéraire et un quotidien. Mon agenda. Mon carnet de croquis. Cinq stylos, des mines pour crayon, ma gomme, mes lunettes, mes clés… Un billet à destination d'Ankara, pour demain, que j'ai acheté pour un ami. Un tournevis. C'est mon père qui me l'a demandé.

J'AVAIS peu avancé. Un vieil homme marchait devant moi. Il ramassa une bouteille de soda cassée. Il contribuait ainsi à protéger la nature. Un soutien de plus, me dis-je, paré de mon identité écologiste. Mais avais-je réellement une telle identité ? Pas certain. J'avais dû réfléchir pour répondre, alors la réponse devait sûrement être « non ». J'ai pensé reculer de deux pas pour prendre une bouteille en plastique restée derrière moi, et la jeter à la poubelle. Mais l'idée même de revenir sur mes pas, même de si peu, m'indisposait. Le vieil homme jeta la bouteille de soda, qui semblait avoir été cassée sur le bord d'une table lors d'une bagarre, dans la poubelle plantée devant mon ancien lycée. Les traces de balles creusées dans les murs du lycée étaient invisibles dans l'obscurité, mais je pouvais sentir qu'elles étaient toujours là. Elles faisaient désormais partie de son identité. Je me souvenais de ces quelques amis qui avaient été poignardés. Je savais que beaucoup de filles avaient eu les jambes arrosées de soude caustique. Une fois, j'avais moi aussi été arrêté dans mon élan. Un homme barbu m'avait dit : *« Ne fais pas d'études, ou tu deviendras un démon. »* À l'époque, j'avais l'intention d'abandonner l'école. Sincèrement, si ce barbu ne m'avait pas dit *« Ne fais pas d'études, ou tu deviendras un démon »,* je n'aurais pas fait d'études. Je suis un peu têtu. Si au lieu de cela, il m'avait dit *« Fais des études »,* j'aurais abandonné l'école. C'est une caractéristique souvent attribuée au bélier, mais je ne suis pas bélier. Cela faisait huit ans que j'avais eu mon diplôme de fin d'études secondaires. Je suppose que peu de choses avaient changé. Il y avait des caméras et des graffitis sur les murs en plus, c'est tout.

Je sentais que j'étais à peu près à mi-chemin. J'ai prononcé cette phrase les yeux fermés à cause de la douleur dans mes pieds et de mon sac pesant sur mon épaule. *« J'écoute Istanbul les yeux fermés* (1). *»* M'est soudain revenu en mémoire ce poète tombé dans un fossé. Je devais marcher plus prudemment. Je me demande si les semelles d'Orhan Veli étaient trouées par la marche ?

Bref, on y était presque. C'était un grand exploit. Au moins, dorénavant je ne pouvais plus faire demi-tour. Je ne sais pas pourquoi, j'ai à ce moment-là pensé rejoindre la Maison des enseignants (2). Je me trouvais à un point équidistant entre ma maison et ce bâtiment, je ne tarderais pas à y être.

J'arrivai au périphérique. Un camion garé à la station-service attira mon attention. Une phrase évocatrice était inscrite sur ses garde-boue : « EMMÈNE MOI LÀ OÙ TU VAS. » Je m'approchai du camion. Et lui chuchotai : *« Si tu avais placé le trait d'union devant MOI, je t'aurais emmené là où je vais. »* Je repris le cours de ma marche sans me retourner.

Je passais sous l'abribus. Une moto me dépassa. Le conducteur me salua. Je le reconnus, c'était Emin. Il était en classe avec moi au collège. Le salaud, il aurait pu me demander si j'avais besoin d'être déposé quelque part, ne serait-ce que par politesse ! Emin était un fils d'imam. De par chez nous, les fils d'imam étaient connus à travers la profession de leur père. On entendait souvent ce genre de phrases : *« Est-ce bien digne du fils d'un imam ? », « Et c'est un fils d'imam, ça ? Eh ben ça promet… »* Il a fini par péter un câble. Avec le professeur, M. Ahmet. Ce jour-là, nous n'avons pas compté, mais nous avions entendu au moins mille phrases contenant *« fils d'un imam »*. M. Ahmet demanda à Emin de se lever pour résoudre un problème. À l'époque, Emin dessinait des nus dans son cahier de mathématiques. Lorsque le professeur s'en rendit compte, il cria : *« Honte à toi, ces choses-là ne conviennent pas à un fils d'imam ! »* Ça faisait mille et une. Emin se leva, il ressemblait alors plus au fils de Gengis Khan qu'à un fils d'imam. La classe se mit à rire ; il cria sur le professeur, faisant résonner sa voix dans toute la classe : *« Donc, un fils d'imam, ça ne bande pas ? Et les imams non plus, ils n'ont pas la gaule ? Et moi, je suis né comment ? »* Nous continuions à rire. Mais nous n'étions plus qu'une poignée après la gifle qu'il se prit. Le fils de l'imam est passé, il ne repassera plus.

AH ! Mes pieds. Les salauds, y'en a pas un qui s'arrêterait, nom de Dieu, et me dirait : *« Mon frère, si tu vas tout droit, je peux te déposer. »* Je ne comptais plus les véhicules qui me dépassaient. Les gens bien, ça n'existait plus. Je devais être le dernier. Une fois, j'avais pris un piéton dans ma voiture. Quand il a commencé à se comporter comme si j'étais son chauffeur, je me suis mis en colère. Je me suis retenu pour ne pas le frapper. Je lui ai gentiment demandé de prendre congé : *« Dégage de ma voiture, connard ! »* Ensuite, je n'ai plus jamais essayé de rendre service. Ce n'était pas la première fois, mais c'était la dernière.

Je ne ressentais aucune joie à l'approche de la maison. Il restait cinq cents mètres. Le sol n'était pas recouvert d'asphalte, mais de gravier. Je comprenais maintenant ce que ressentaient les artistes de cirque qui marchaient sur du verre ou des clous. Je devais me concentrer. D'abord, je devais oublier le gravier. À la place de la route, j'imaginais une plage. On oublie si vite, n'est-ce pas ? Désormais, je marchais sur du sable doux. Avec le bruit des vagues. Je restais concentré. Mais ça brûlait toujours sous mes pieds. Je m'étais manifestement trompé de scénario. Avec le sable chaud, j'allais devoir courir ! Je prenais de la vitesse, mais je me sentais comme une voiture qui aurait enclenché la mauvaise vitesse. Est-ce que le gravier abîme les pneus ?

J'étais arrivé devant la porte du jardin. Mon rêve était devenu réalité. Je regardai d'abord l'emplacement où nous garions toujours la voiture, il était vide. Mon téléphone sonna. C'était mon frère. Puis ça s'interrompit. Il voulait que je l'appelle. Je le rappelai. Il entama la conversation : *« Abdurrahman, nous sommes à la Maison des enseignants, on s'est dit que tu y serais. Et qu'on pourrait rentrer ensemble à la maison. Ne t'inquiète pas, c'est Tuncay qui conduit, pas moi. »* Je versai toutes les larmes de mon corps. Je récitai une élégie pour mes semelles. Je déchirai mes vêtements en lambeaux. Mais je ne laissai rien transparaître : *« Non, je suis à la maison. »* Je raccrochai.

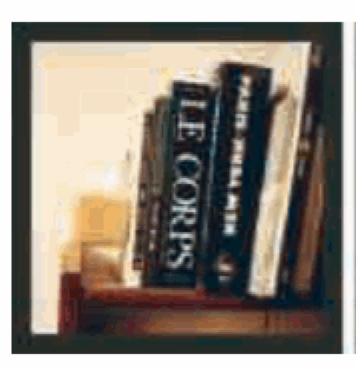
J'allai dans ma chambre. J'écrivis les deux premières phrases : *« J'ai un long chemin. Jamais mon sac n'avait été aussi lourd… »* Mon téléphone sonna. C'était mon ex-petite amie, celle qui avait laissé sonner deux fois sans décrocher pendant mon long périple. Œil pour œil. Je laissai sonner. Elle rappela. Je laissai sonner.

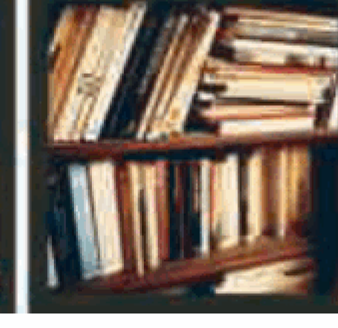
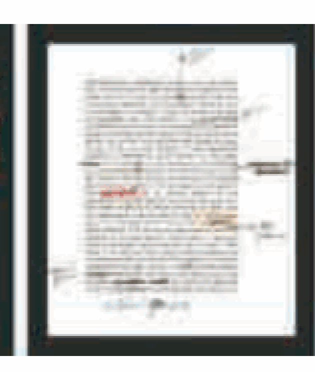
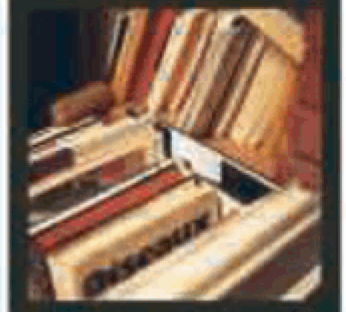
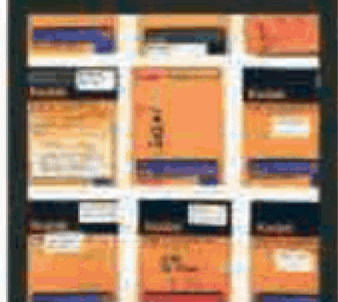
Je suis désolé de vous avoir fait venir jusqu'ici, ma maison est petite, il n'y a pas de place pour vous. Je ne peux pas vous inviter. Croyez bien que, sans vous, je n'aurais pas réussi à parcourir ce chemin. Vous pouvez maintenant vous considérer comme mon compagnon de voyage. Mais je me demande aussi combien d'entre vous sont passés devant moi en voiture pendant que je marchais. Oublions notre compagnonnage. Je vais me coucher.

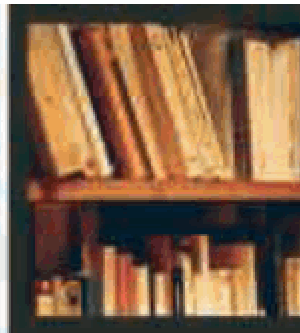
* Écrivain, auteur du recueil *Berceuse de la grande ville*, à paraître à l'automne 2024 aux Éditions de la MEET (Saint-Nazaire), dont cette nouvelle est tirée. Traduit du turc par Célin Vuraler.

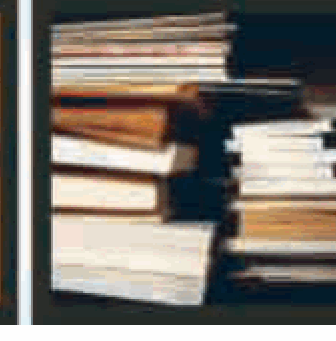
(1) L'un des plus célèbres poèmes sur Istanbul d'Orhan Veli (1914-1950), mort en tombant dans un fossé durant la nuit du 10 novembre 1950, alors qu'il marchait dans Ankara en état d'ébriété avancée.

(2) Les Maisons des enseignants relèvent du ministère de l'éducation nationale ; les professeurs s'y rencontrent, discutent, mangent et boivent, et peuvent y disposer d'un logement temporaire.







ASIE

ASIE CENTRALE. Le réveil. – Michaël Levystone

Armand Colin, Paris, 2024, 264 pages, 23,90 euros.

Cette remarquable synthèse sur l'Asie centrale de Michaël Levystone retrace d'abord la succession d'empires – turciques, perses, mongols – qui marqua cet espace coincé entre les montagnes du Pamir à l'est et la mer Caspienne à l'ouest. Puis le chercheur dresse les portraits des cinq pays de la région depuis 1991. Le plus pauvre, le Kirghizstan, connaît un différend frontalier avec le Tadjikistan qui a dégénéré ponctuellement en guerre ouverte en 2021 ; le Kazakhstan, le plus riche, est concurrencé, sur le plan diplomatique, par l'Ouzbékistan, l'État le plus peuplé, engagé dans une normalisation avec ses voisins. Le Turkménistan, où s'exerce le culte de la personnalité présidentielle, demeure à part. La lutte contre l'islamisme radical, prétexte au durcissement des régimes, constitue un fil rouge. L'ouvrage revient également sur les enjeux diplomatiques et le renforcement des organisations multilatérales eurasiatiques, à commencer par l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS, 2001), rejointe par l'Inde, le Pakistan (2017) et l'Iran (2023), ainsi que sur les bouleversements suscités par des crises à ses marges : le retour des talibans en Afghanistan, la guerre en Ukraine déclenchée par Moscou.

HÉLÈNE RICHARD

CHINA IN GLOBAL CAPITALISM. Building international solidarity against imperial rivalry. – Eli Friedman, Kevin Lin, Rosa Liu et Ashley Smith

Haymarket Books, Chicago, 2024, 224 pages, 13,17 dollars.

L'économie de la Chine étant l'une des plus dynamiques au monde, les États-Unis tentent d'entraver son développement technologique et son influence politique. Ce livre vise à éclairer cette rivalité dans une perspective progressiste. Les auteurs démontrent tout d'abord pourquoi, à leurs yeux, la Chine doit être considérée comme un pays capitaliste où privatisation, marchandisation du travail et quête de rentabilité organisent la production. Une analyse qui s'appuie sur l'étude de l'exploitation (et de la résistance) des travailleurs, des paysans et des femmes ; de la domination culturelle et économique sur le Tibet et le Xinjiang ; de la répression à Hongkong et des « menaces » autour de Taïwan. Concernant la rivalité entre Washington et Pékin, ils montrent que les tensions, intensifiées par la stagnation économique globale, favorisent la militarisation et les discours nationalistes. Contre la xénophobie promue de part et d'autre, ils plaident pour *« une solidarité internationale à la base contre les États impérialistes et les classes dominantes »*.

MARTIN HART-LANDSBERG

NOUVELLES DE CHINE. – Cai Chongguo, Chan Meitung, Guan Jian, Jia Jia, Van Quynh Anita et Zeng Jinyan

Magellan & Cie, Paris, 2024, 159 pages, 12 euros.

Les six auteurs rassemblés ici ont choisi la nouvelle comme mode d'expression critique du régime politique de leur pays. En Chine, le discours nationaliste occulte la réalité avec une distorsion de plus en plus forte entre les idéaux proclamés fondés sur les principes du marxisme et une société de fait profondément inégalitaire, cadenassée par un système de surveillance implacable. Ainsi, dans sa nouvelle *Patriote postmoderne,* Cai Chongguo narre l'antagonisme virulent entre deux anciens camarades, comme lui, de l'université de Wuhan, s'exprimant sur le groupe de discussion WeChat, tous deux professeurs à l'école du Parti : le « gauchiste » Zhang Wei, fidèle soutien du Parti et patriote affirmé, et le « droitier » Li Yi, qui dénonce les injustices sociales. Malgré cela, Zhang Wei *« ne veut pas perdre ce seul espace de liberté où il peut se lâcher, s'exprimer presque sans contrainte avec l'impression d'être lui-même, d'avoir une véritable existence »*.

JEAN-JACQUES GANDINI

TAÏWAN, UNE OBSESSION CHINOISE. Intimidations, zones grises et jeux de guerre mondiaux. – Jacques Gravereau

Maisonneuve & Larose - Hémisphères, Paris, 2023, 137 pages, 20 euros.

Selon Jacques Gravereau, Pékin souffre *« d'un blocage culturel récurrent lorsqu'il s'agit de comprendre la mentalité de ses adversaires »*. Grâce à lui, l'Occident ne risque pas de tomber dans les mêmes travers : sous sa plume, les méandres de l'âme chinoise s'éclairent d'une lumière cristalline… On apprend ainsi au fil de la lecture que la Chine *« vomi[t] l'Amérique et ses alliés »*, *« honni[t] »* le libéralisme occidental et souffre de *« ressentiment »*. Sur de telles bases, la question du détroit de Taïwan, l'un des points de crispation géopolitique les plus menaçants pour la paix mondiale, devient limpide. D'un côté, les États-Unis, qui mènent des *« opérations de "liberté de navigation" »* à plusieurs milliers de kilomètres de leurs côtes. De l'autre, une Chine qui s'adonne aux *« gesticulations »*, au *« chantage »* et aux *« intimidations militaires* (…) *tonitruantes »*. Un conte pour enfants qui pourrait décevoir les lecteurs ayant lu la quatrième de couverture. Gravereau y est décrit comme *« l'un des grands experts européens de l'Asie contemporaine »*.

RENAUD LAMBERT

AMÉRIQUES

¿QUÉ ES AMÉRICA LATINA HOY? – Marco Teruggi

Futuröck, Buenos Aires, 2024, 294 pages, 22,8 dollars.

Témoin direct, le journaliste Marco Teruggi revient, dans ce récit en forme de *« chroniques politiques »,* sur les élections, les crises ou encore les mouvements sociaux de ces deux dernières années en Amérique latine. Entre l'accession au pouvoir du premier président de gauche en Colombie (Gustavo Petro), la destitution de Pedro Castillo au Pérou et ses suites, les répressions sociales en Équateur, le rejet du projet de nouvelle Constitution au Chili, le retour de « Lula » au Brésil ou même l'élection du libertarien Javier Milei en Argentine, il ne s'est passé que deux ans qui en paraissent dix. *« Qu'est-ce que l'Amérique latine aujourd'hui ? »* En réponse, l'auteur propose des clés de lecture permettant de comprendre les dynamiques communes entre ces pays tout en soulignant les singularités de chacun. Et offre une mise en perspective des développements politiques actuellement à l'œuvre dans le sous-continent. Qui, selon lui, vit un *« temps des outsiders »*, *« signal de l'insatisfaction démocratique et économique »* généralisée.

CAMILLE SANSBERRO

EUROPE

LES TSIGANES DES BALKANS (1280-1914). – Documents rassemblés, traduits et commentés par Bernard Lory

Les Belles Lettres, Paris, 2024, 677 pages, 55 euros.

« Dans les Balkans, les Tsiganes n'ont pas d'histoire », assurait en 1953 le linguiste Jules Bloch, dans un petit livre devenu un classique confirmant l'origine indienne de ce peuple. L'historien Bernard Lory prend le contre-pied pour établir le premier corpus francophone de documents historiques sur les Tsiganes des Balkans. L'auteur, qui justifie l'utilisation de cet exonyme plutôt que l'endonyme plus récent de « Rroms » et se limite aux sources publiées, reconnaît la difficulté de la collecte quand *« les Tsiganes se sont tenus à l'écart de la communication écrite »* et qu'il n'y a *« pas d'archives tsiganes »*. Après avoir critiqué les premières attestations, parfois trop incertaines, de leur présence dans les Balkans, il présente les sources de la fin du XIIIe au XVe siècles (1280-1461), puis évoque *la « grande époque ottomane »* (1461-1699), le *« curieux XVIIIe siècle »* et enfin le XIXe, *« âge classique de l'histoire balkanique »* (1804-1914). Appelant au développement d'une tsiganologie historique, ce livre intègre toutes les connaissances actuelles et s'impose comme un indispensable compagnon des recherches à venir.

JEAN-ARNAULT DÉRENS

AFRIQUE

PARTISANS, FONCTIONNAIRES ET PAYSANS. Une enquête sur l'État-parti en Éthiopie. – Mehdi Labzaé

Éditions de l'EHESS, Paris, 2024, 318 pages, 23 euros.

Alors que se poursuit en région amhara une guerre civile à huis clos, le nord de l'Éthiopie se retrouve au bord de la famine après les dévastations du conflit au Tigré de 2020 à 2022. S'appuyant sur des enquêtes foncières au sein des *weredas* (districts) de basses terres du nord-ouest, Mehdi Labzaé, spécialiste de la sociologie de l'État, décrypte les relations entre fonctionnaires et administrés, encadrées par le parti de gouvernement, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) : une emprise quotidienne sur les paysans et les agents publics, de réunions *« lénifiantes »* en évaluations *« humiliantes »*. Il analyse les mécanismes qui ont assuré la domination de ce régime autoritaire sur près de trente ans, quel que soit le cadre idéologique, assez mouvant, censé la justifier. Retranscrivant la parole saisie sur le terrain de la bureaucratie rurale, il restitue la violence politique ainsi exercée, sous couvert de « participation » ou de « lutte contre la corruption », démarches prisées des bailleurs internationaux.

DOMINIQUE DESBOIS

PROCHE-ORIENT

ENVIRONMENTAL WARFARE IN GAZA. Colonial Violence and New Landscapes of Resistance. – Shourideh C. Molavi

PlutoPress, Londres, 2024, 175 pages, 22,99 livres sterling.

Disparition forcée des cultures d'agrumes et d'oliviers, épandage aérien d'herbicides sur les zones agricoles, paysans palestiniens dépossédés de leurs terres… Shourideh C. Molavi propose une échographie historique de la violence éco-coloniale de l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Écrit avant l'attaque du 7 octobre 2023, cet ouvrage analyse avec précision la confiscation violente des moyens de production agricoles des Gazaouis, les cultures originelles étant remplacées par d'autres, plus compatibles avec les besoins du marché israélien. Dans le même temps, les imaginaires locaux autour de l'environnement naturel s'en trouvent brisés. Mais face à l'extension de la « zone tampon » imposée le long du mur de séparation depuis 2008, les Gazaouis réinvestissent les terres agricoles comme autant d'espaces d'expression politique, à l'exemple des manifestations organisées pendant la « grande marche du retour » en 2018. Avec cartes et reconstitutions 3D à l'appui, l'auteur mène sa démonstration en prenant *« les arbres et les plantes comme témoins silencieux de la violence coloniale israélienne »*.

HÉLÈNE SERVEL

CE QUE LA PALESTINE APPORTE AU MONDE. – Collectif

Institut du monde arabe - Seuil, Paris, 2023, 330 pages, 25 euros.

Dans le sillage de l'exposition éponyme (Institut du monde arabe, mars-décembre 2023), ce recueil, richement illustré, réunit près d'une centaine de contributions, dont celles d'Elias Sanbar, d'Hana Sleiman, de Leyla Dakhli et de Karim Kattan. Mêlant analyses, poèmes et créations littéraires, il s'articule autour de trois axes : la Palestine en tant que territoire, en tant que cause politique et en tant que vecteur d'une importante création culturelle. Conçu avant le 7 octobre 2023, ce volume de la collection Araborama pointe la tension permanente entre l'enfermement de la société palestinienne (barrages, incarcérations, blocus israélien), renforcé par son isolement régional à la suite des accords de normalisation diplomatique avec Tel-Aviv conclus par certains États arabes, et les stratégies déployées pour continuer d'exister à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Ce qui ressort de ce recueil, c'est aussi bien la persistance de la *« mondialisation »* du conflit palestinien depuis les années 1950 que la vivacité des cultures urbaines, notamment à Gaza, qui *« ont pour fonction de marquer et de se réapproprier le territoire tout en portant des revendications sociales et politiques »*.

NICOLAS APPELT

ÉCONOMIE

PLUNDER. Private Equity's Plan to Pillage America. – Brendan Ballou

PublicAffairs, New York, 2023, 368 pages, 29 euros.

La cantine des prisonniers, le cabinet d'analyse médicale, la maison de retraite, la gestion des égouts : qu'ont en commun ces organisations ? Toutes génèrent des flux réguliers d'argent, servent des clientèles captives et sont, aux États-Unis, souvent contrôlées par des fonds d'investissement. Brendan Ballou, conseiller spécial au ministère de la justice américain, documente ici le b.a.-ba du capital-investissement, qu'il assimile à un « pillage » *(plunder)* : prendre le contrôle d'une ou de plusieurs entreprises dont les clients ne peuvent pas se passer ; les restructurer pour qu'elles rapportent beaucoup et vite à leurs nouveaux propriétaires. Pour arriver à leurs fins, ils recourent à des artifices comptables, des fictions juridiques et des techniques financières éculées. Ils peuvent aussi compter sur leurs considérables ressources pour influencer les juges, les fonctionnaires et les élus. Si le livre ne traite que de la situation américaine, il se pourrait bien que l'on retrouve des logiques similaires d'accumulation en France, où le capital-investissement a connu, ces trois dernières décennies, un essor remarquable.

PAUL LAGNEAU-YMONET

LITTÉRATURES

Fausses pistes, vrai complot

OVNI 78

de Wu Ming

Traduit de l'italien par Serge Quadruppani, Libertalia, Montreuil, 2024, 660 pages, 13 euros.



DEUX scouts sont portés disparus sur le mont Quarzerone, anomalie géologique entre l'Apennin et les Alpes apuanes, théâtre de nombreuses apparitions inexpliquées. Deux ans plus tard, à Rome, le 16 mars 1978, le congrès des ovniologues italiens est perturbé par la nouvelle de l'enlèvement d'Aldo Moro, président de la Démocratie chrétienne. Qui, comment, pourquoi ? Toutes sortes de personnages vont surgir dans le récit, et enquêter. Une anthropologue, qui étudie les ufologues. Un ancien journaliste communiste, reconverti avec succès dans les ouvrages sur les événements inexplicables, qui veut éclaircir la disparition des deux scouts – et ce n'est sans doute pas un hasard s'il ressemble à François Truffaut, comédien dans le film *Rencontres du troisième type,* qui vient de sortir. Son fils, ancien toxicomane, est membre, avec sa compagne, fille d'un gros industriel finançant les courants les plus réactionnaires, d'une communauté pratiquant à sa façon l'interrogation critique – lors de *« séances d'autoconscience »*. Se mêlent aussi à l'histoire un « ufophile », marchand de disques underground, sa grand-mère, un peu sorcière, un garde-forestier, fin connaisseur de cette fameuse « montagne magique », des personnes recherchées par la police et encore quelques autres, qui d'abord se croisent avant que les liens entre eux ne se resserrent. Tous sont, chacun à sa manière, des « enquêteurs », porteurs de questions.

Il y a de quoi, dans cette « étude » sur la vague d'apparitions inédite d'objets volants en Italie, pendant les cinquante-cinq jours de la *« Moro Seizure »,* et ses énigmes, qui impliqueraient la « raison d'État » et le réseau paramilitaire Gladio (1), en cette *« année-bascule »,* qui voit la fin d'un grand mouvement anticapitaliste, parfois armé, et parfois instrumentalisé, comme le rappelle le traducteur Serge Quadruppani dans sa postface. Le lecteur lui-même se demandera souvent quelle part de vérité le collectif d'auteurs bolognais – ils sont aujourd'hui trois –, réunis sous le pseudonyme de Wu Ming, a utilisée… Dans une remarquable conjonction entre la forme et le propos, les auteurs émettent l'hypothèse que, l'imagination aidant à accepter le réel, ces narrations de diversion à propos d'objets volants mystérieux répondaient à un besoin d'enchantement face à un monde inacceptable dont on refusait d'admettre la réalité systémique : *« Ils ont tous les yeux pointés vers le ciel. Ici-bas, c'est trop dégueulasse. »*

Des clés sont disséminées de loin en loin, entre les lignes. Si la lecture préalable de l'indispensable *Q comme qomplot. Comment les fantasmes de complots défendent le système* (Lux, 2022) écrit par l'un des membres du collectif (Wu Ming 1) contribue certainement à les relier, cette préoccupation de démêler le fatras des fantasmes et des délires apparaît vite comme le fil conducteur de ce récit touffu qui ne laisse rien au hasard. Fiction, *« vrai-faux roman historique et histoire alternative »* pour citer Quadruppani ? Polar politique ? Le doute accompagnera le lecteur jusqu'aux ultimes pages tant les références à ces années déterminantes sont précises et documentées. En tout cas, à l'évidence, cet *Ovni 78* est un remarquable « olni » (objet littéraire non…).

ERNEST LONDON.

(1) Lire François Vitrani, « L'Italie, un État de "souveraineté limitée" ? », *Le Monde diplomatique,* décembre 1990.

MAGHREB

L'Algérie, explorations d'un proche passé

LA production éditoriale concernant la période coloniale de l'Algérie (1830-1962), guerre d'indépendance comprise, est toujours foisonnante. L'historien Neil MacMaster montre ainsi le rôle essentiel de la paysannerie dans les insurrections qui ont mené in fine à l'indépendance, malgré la violence des forces françaises (1). Mais les années suivantes restent à explorer. Dans le premier tome d'une série prometteuse, le dessinateur Salim Zerrouki évoque à la fois son enfance et l'immeuble où il a grandi, à quelques centaines de mètres du complexe olympique sur les hauteurs d'Alger (2). Au milieu des années 1970, tout est beau dans cette construction pensée par le grand architecte brésilien Oscar Niemeyer. L'endroit est aussi peuplé de coopérants venus de pays frères (ex-URSS, Cuba…). Les Jeux méditerranéens sont alors un moment de communion nationale malgré le poids de la dictature de Houari Boumediène. Mais l'immeuble se dégrade peu à peu. Les étrangers s'en vont, les fonctionnaires locaux, hier désireux de bâtir le pays, n'y croient plus, les pénuries d'eau potable s'aggravent, les « barbus » s'affirment : c'est bientôt la « décennie noire » (1992-2000). Ces affrontements entre le pouvoir et les groupes islamistes armés dont la population paie le prix, le journaliste et écrivain Amine Esseghir en témoigne, avec le récit de ses deux années de service militaire dans un bataillon opérationnel (3). Embuscades, exécutions sommaires, terreur des civils, appelés – les deux tiers des effectifs – confrontés à la spirale des représailles et contre-représailles, tout y est décrit avec brièveté et intensité. Si l'Algérie ne s'est pas alors effondrée, elle le doit beaucoup à cette jeunesse obligée de porter l'uniforme, mais les conséquences matérielles et psychiques de cette guerre civile restent à évaluer. Le roman du comédien Marwane Lakhdar Hamina évoque cette même période (4). Gabriel, jeune ouvrier et poète, se rend à Alger pour finir le livre inachevé de son père, écrivain à succès marqué par les « années de plomb ». C'est une Algérie torturée pour ne pas dire déglinguée qui apparaît au fil des pages d'où, choix assumé, sourd *Nedjma,* l'œuvre de Kateb Yacine. Éclairant les enjeux géopolitiques, le chercheur Brahim Oumansour explique comment, après son éclipse en raison de difficultés intérieures, l'Algérie entend renouer avec son grand passé tiers-mondiste (5). Elle a des atouts – sa carte énergétique et la diplomatie d'un pays qui se veut un pôle de stabilité dans une région marquée par les crises.

AKRAM BELKAÏD.

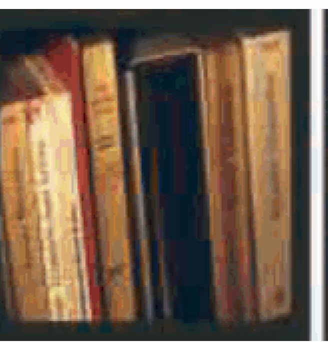
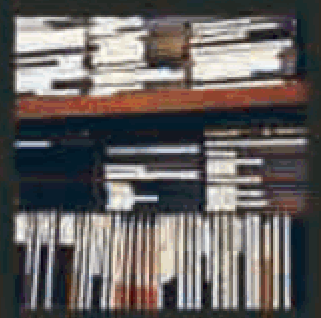
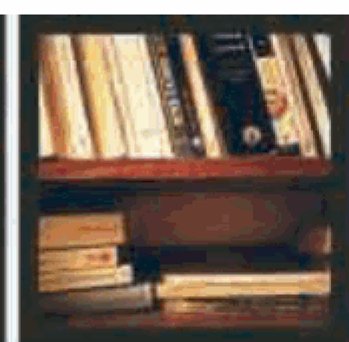
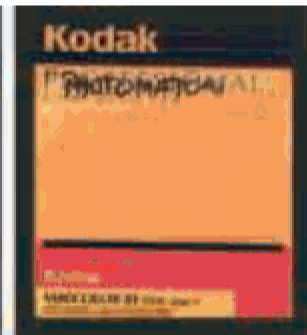
(1) Neil MacMaster, *Guerre dans les djebels. Société paysanne et contre-insurrection en Algérie, 1918-1958,* Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2024, 670 pages, 30 euros.

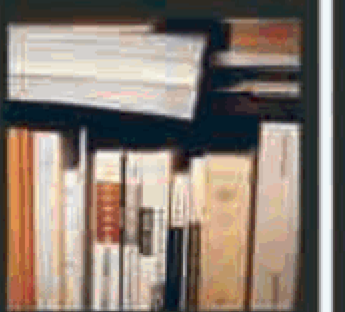
(2) Salim Zerrouki, *Rwama,* tome 1 : *Mon enfance en Algérie (1975-1992),* Dargaud, Paris, 2024, 174 pages, 23,50 euros.

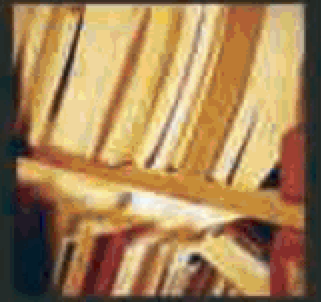
(3) Amine Esseghir, *Revenir entier. Un appelé dans la guerre contre le terrorisme islamiste en Algérie,* L'Harmattan, Paris, 2023, 206 pages, 19 euros.

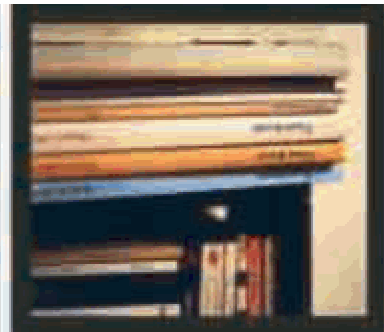
(4) Marwane Lakhdar Hamina, *La Double Mort de K.,* L'Harmattan, 58 pages, 10 euros.

(5) Brahim Oumansour, *L'Algérie. Un rebond diplomatique,* Eyrolles - IRIS, Paris, 2023, 236 pages, 20 euros.



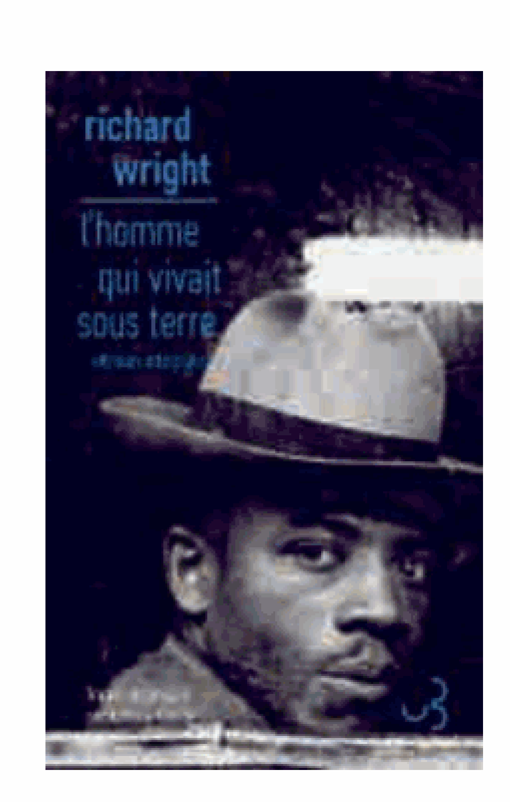



DU MONDE

Ne plus être conforme

L'Homme qui vivait sous terre
suivi de *Mémoires de ma grand-mère*
de Richard Wright



Traduit de l'anglais (États-Unis) par Nathalie Azoulai, Christian Bourgois, Paris, 2024, 238 pages, 18 euros.

Ce roman est percutant et poignant à plus d'un titre. D'abord parce qu'il paraît enfin dans sa version complète, plus de soixante ans après la mort de son auteur. Refusé par ses éditeurs, qui craignaient sans doute l'insuccès de ce livre déroutant après le triomphe rencontré par *Native Son* (1940, *Un enfant du pays*, traduit par Hélène Bokanowski et Marcel Duhamel chez Albin Michel, 1947), Wright le réduisit à une nouvelle, mais travailla sur son manuscrit original toute sa vie, et c'est à partir de ses différentes versions qu'est établi le texte ici proposé, comme le détaille la postface. Ensuite, en raison de son thème et de la vision qu'elle lui inspire : située dans une petite ville du sud des États-Unis, au début des années 1940, l'histoire d'un Afro-Américain, Fred Daniels, accusé d'un crime par la police, qui lui arrache des aveux sous la torture, relève d'un réalisme saisissant, mais quand il arrive à fuir dans les égouts de la ville, pour y vivre une surprenante aventure, avant de reparaître «à l'air libre», on passe à un tout autre registre…

C'est cette deuxième partie, voie nouvelle entre le fantastique anglo-saxon et le réalisme magique latino-américain, qui a dû désarçonner : car, alors qu'il s'enfonce dans la puanteur des voies souterraines, ce ne sont pas les ténèbres qui viennent à la rencontre de Fred Daniels; il vit au contraire une transformation brutale de sa perception du monde, portée par une série de rencontres, d'actions, de découvertes, comme un tout hautement symbolique. Wright le dépouille de tous les attributs qui le caractérisaient «en haut» : sa femme, qui vient d'accoucher, n'occupe plus ses pensées; quand il entend des chants dans une chapelle souterraine, il s'interroge sur l'inanité d'un sentiment religieux dont il se prévalait pour se défendre face aux policiers; quand il met la main sur un trésor en billets et pierres précieuses, il leur donne une fonction à rebours de leur utilisation traditionnelle… *«Il devait s'affirmer, enjoint qu'il était d'agir, de concevoir les moyens d'une action qui convaincrait ceux d'en haut qu'ils vivaient comme des morts vivants.»* Et pourtant ce *«monde d'en haut* [qui lui apparaît] *comme une forêt sauvage où rôdaient la mort et des bêtes aveugles»*, il n'aura de cesse d'y retourner. Et c'est alors que les ténèbres se refermeront vraiment sur lui.

Enfin, l'autre inédit, *Mémoires de ma grand-mère*, qui accompagne ce roman, en éclaire la genèse. Wright s'appuie sur son histoire personnelle en soulignant notamment l'empreinte de son aïeule, intensément bigote, mais surtout il rappelle son propre rapport à la littérature et au jazz *(«toutes les images et tous les symboles du livre ne sont que des improvisations autour d'une basse continue et sous-jacente»)* et ses influences, parfois inattendues. Wright (1908-1960), qui connaîtra un autre grand succès avec son autobiographie *Black Boy*, traite dans ce roman étonnant la condition noire d'une façon peu conforme à ce qu'on attendait de lui. Cette originalité profonde, c'est celle qu'on retrouve, mutatis mutandis, chez nombre d'écrivains afro-américains qui ont su ouvrir des voies nouvelles dans le vieux monde littéraire, de Zora Neale Hurston à Percival Everett, de Chester Himes à James Baldwin et Toni Morrison, entre de nombreux autres.

Bernard Daguerre.

GÉOPOLITIQUE

LES GRANDS DISCOURS À L'ONU. De Harry Truman à Greta Thunberg. – Chloé Maurel

Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2024, 338 pages, 20 euros.

Réunis pour la première fois en français, quelque cinquante discours parmi les plus marquants prononcés dans l'enceinte de l'Organisation des Nations unies (ONU) illustrent la diversité des grands acteurs des relations internationales : Eleanor Roosevelt, Jawaharlal Nehru, Fidel Castro, Kofi Annan, Nelson Mandela, le pape François, Indira Gandhi, Nikita Khrouchtchev, Mikhaïl Gorbatchev, Harry Truman, Barack Obama… Si les présidents américains bénéficient de huit occurrences, et les Soviétiques ou Russes de quatre, la France n'apparaît que deux fois, avec l'allocution de Dominique de Villepin de février 2003 s'opposant à la guerre en Irak et celle d'Emmanuel Macron en 2019, et la Chine une seule. Les représentants africains et latino-américains sont cités près de vingt fois. Souvent soupçonnée d'inutilité, la maison de verre exprime les tensions et les pulsions du monde en donnant une voix au multilatéralisme et à la négociation collective, aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Ces discours, de longueur inégale, souvent éloquents, sont pour certains entrés dans l'histoire.

Eugène Berg

ATLAS GÉOGRAPHIQUE MONDIAL. – Aurélie Boissière

Autrement, Paris, 2024, 296 pages, 32 euros.

Au fil de ses neuf grandes parties, cet atlas, qui se transporte facilement grâce à son format, multiplie les angles, offre des visions du monde inattendues et des thématiques rarement traitées. On y trouve bien sûr les classiques de la cartographie, mers et terres, représentations régionales obligées, mais apparaissent aussi la répartition des religions, des langues, des peuples premiers, des phares et des détroits, les cartes des évolutions climatiques et démographiques, des droits humains, des frontières ouvertes ou fermées aux migrations provisoires ou aux diasporas de longue date… On peut ainsi aborder le monde et sa géopolitique par bien des éclairages. Au choix, par exemple : les déserts ou l'hydrographie, la poussée urbaine ou l'insularité. Dans cet atlas peu conformiste, l'auteure, géographe-cartographe, se tient au plus près des enjeux les plus «chauds», et fait preuve d'une originalité pédagogique et stimulante dans un domaine qui ne cesse de s'affiner.

Christophe Wargny

HISTOIRE

TANT QUE DURERA LA GUERRE. Lettres à sa mère pendant la guerre de Sécession. – Walt Whitman

Finitude, Le Bouscat, 2023, 235 pages, 23,50 euros.

De 1862 à 1865, le poète Walt Whitman, l'auteur de *Feuilles d'herbe* (1855), arpente les hôpitaux militaires que la guerre de Sécession fait déborder. Il était parti à la recherche de son frère, porté disparu, mais c'est une génération entière de jeunes Américains qu'il rencontre, et au service de laquelle il se place. *«Missionnaire régulier autoproclamé»*, il accompagne mourants et survivants, recueille les paroles, les silences, les messages, nettoie les plaies. La violence de cette guerre, première des modernes, s'incarne dans la jeunesse des corps mutilés qui s'offrent à son regard. Trois années passées au voisinage de l'horreur ont inspiré la correspondance qu'il entretient avec sa mère, ses articles de presse dont l'amertume envers le gouvernement de l'Union va crescendo et la pratique journalière de l'écriture dans ses carnets. Ils sont pour la première fois traduits et rassemblés par Thierry Gillyboeuf, qui restitue avec ce livre l'acharnement de Whitman à *«faire un bien du mal national»*. Un seul homme est épargné : Abraham Lincoln, pour qui l'admiration de Whitman ne faiblira jamais.

Marius Heinisch

CENT ANS DE NÉGATION. Les régimes mémoriels en Turquie, de l'unionisme à l'islamisme. – Duygu Tasalp

Karthala, Paris, 2024, 280 pages, 35 euros.

Cent ans après la fondation de la République de Turquie, en octobre 1923, les mémoires des «unionistes» figurent toujours parmi les livres les plus lus dans ce pays. Les écrits de ces membres du Comité union et progrès, qui ont provoqué la révolution jeune-turque de 1908, combattu durant les guerres balkaniques, la première guerre mondiale et la guerre gréco-turque (1919-1922) mais aussi joué un rôle central dans le génocide arménien, déterminent toujours le régime mémoriel dominant en Turquie. L'historienne Duygu Tasalp montre comment «trois grammaires» subtilement différentes se sont superposées : celle du kémalisme laïque dans les années 1920 et 1930, celle d'un «néo-unionisme» dans les décennies suivantes, et enfin celle d'une lecture néo-ottomane et islamiste depuis la fin du XXe siècle. Ces trois régimes mémoriels ne s'opposent pas car ils partagent certains postulats, notamment celui de l'inexistence des Arméniens : on peut, en Turquie, faire l'histoire du «problème arménien», mais pas celle des Arméniens…

J.-A. D.

POÉSIE

POÈMES TARDIFS. – Margaret Atwood

Robert Laffont, Paris, 2024, 318 pages, 9,50 euros.

Il y a toujours des poètes qui laissent leur porte ouverte sans se barricader derrière les mots abstraits. La Canadienne Margaret Atwood, née en 1939, connue autant pour son lyrisme que pour ses romans *(La Servante écarlate)*, est une auteure qui ouvre tout grand sa demeure et vous donne l'impression que ses textes, en l'occurrence ses textes de grand âge *(Poèmes tardifs)*, ont été écrits pour vous et même par vous. Ils sont saisis au cours du jour, jetés sur le papier et à peine relus. Ce sont des sensations, à base d'amour et de solitude, de joie et de tristesse, d'écartèlement entre hier, aujourd'hui et demain. Les animaux sont toujours là, discrets mais bienveillants *(Je souhaite qu'il y ait plus d'oiseaux dans le monde)*, innocents des meurtres que peuvent commettre les humains. Il y a, en filigrane de la vie d'Atwood, une sœur qui a été tuée et qu'elle n'a pu sauver. Cela n'empêche pas une tendresse et une ironie sans acidité d'enrouler le lecteur dans des balades contemplatives où la vérité du poème fait doucement exploser les mensonges d'un modernisme effaceur d'humanité. Cette édition, bilingue, offre les traductions de Christine Evain et Bruno Doucey.

Gilles Costaz

IDÉES

AUTOUR DE LA FRANCE, 1844. État actuel de la classe ouvrière sous l'aspect moral, intellectuel et matériel. – Flora Tristan

Libertalia, Montreuil, 2024, 648 pages, 13 euros.

En 1843, la femme de lettres socialiste et féministe Flora Tristan (1803-1844) auto-édite *Union ouvrière*, qui exhorte les ouvriers et les ouvrières à s'organiser par et pour eux-mêmes. Elle récuse les réformateurs qui veulent les *«enrégimenter»* et ceux qui prônent l'émeute. Son objectif est d'*«unir les classes ouvrières dans une seule et même union»* afin de leur donner *«le droit au travail (possibilité de manger), le droit à l'instruction (possibilité de vivre par l'esprit)»*. Pour faire connaître ses idées, elle entreprend un tour de France. Elle accumule des notes dans chaque ville traversée sur l'état de la classe ouvrière, mais meurt sans l'avoir terminé. Elle annonce la création de l'Association internationale des travailleurs (à Londres en 1864) et l'action de militants comme Eugène Varlin qui préfigurent la politique d'autonomie ouvrière du syndicalisme français des origines. Cette édition, établie et annotée par Michèle Audin, est fondée sur ces notes préparatoires destinées à nourrir «Le Tour de France», qu'elle projetait d'écrire.

Charles Jacquier

BANDE DESSINÉE

Contre l'oubli de la terreur blanche

Quand Kunlin Tsai voit le jour en 1930, l'archipel de Taïwan est occupé depuis trente-cinq ans par les Japonais. Il meurt à 93 ans. Sa longue vie est indissociable de l'histoire de son pays. Un *manhua* (ce terme désigne la bande dessinée dans le monde chinois) les conte. C'est une remarquable réussite(1). Ses vingt premières années sont croquées à coups d'esquisses très fines, d'une grande légèreté, envahies de grands blancs tournants comme ses yeux d'enfants cerclés par des verres trop forts. Kunlin est myope mais il voit le monde à travers sa passion, la lecture. Il parle le minnan, la langue maternelle des Taïwanais autochtones, mais aussi le japonais, alors la langue de scolarisation depuis un demi-siècle (les différentes langues utilisées par les protagonistes ont ici chacune une typographie spécifique). Admis en 1943 au collège à Taichung (deuxième ville de l'île de Taïwan), il est bientôt enrôlé, comme la plupart des jeunes Taïwanais, lors de la seconde guerre mondiale. Mais l'empereur capitule le 15 août 1945 avant même que l'île, pilonnée par l'aviation américaine, ne soit envahie.

Fin de l'occupation japonaise, l'archipel de Taïwan relève de la République de Chine, Kunlin retourne au lycée. Il a 16 ans. Le professeur est désormais chinois. Et les Taïwanais doivent apprendre le mandarin tout en accueillant des réfugiés chinois toujours plus nombreux (500 000 personnes pour la seule année de 1950) à mesure que la guerre civile fait rage sur le continent et que les forces nationalistes de Tchang Kaï-chek se replient face aux troupes communistes de Mao Zedong. Sur l'île, les ressources commencent à manquer et, de manifestations en révoltes, les mouvements antigouvernementaux se renforcent pour lutter contre le régime de Tchang. L'«incident 228» (28 février 1947) marque la première répression d'ampleur (28 000 morts). C'est le début de la «terreur blanche» (la loi martiale entre en vigueur en 1949), ciblant de préférence les communistes et plus largement tout ce qui paraissait un peu «rouge», avec ses cohortes d'exécutions sommaires, d'emprisonnements arbitraires auxquels peu d'îliens échappent. Kunlin, pour avoir emprunté à la bibliothèque de son lycée *L'Entraide, un facteur d'évolution*, du théoricien anarchiste Pierre Kropotkine, est à son tour arrêté, torturé, incarcéré sur la funeste île Verte, au large de Taïwan. Le deuxième tome s'ouvre donc dans une noirceur d'encre avec la dureté des gravures sur bois pour illustrations.

C'est l'une des multiples originalités de ce *manhua* biographique. Chaque tome répond à une conception graphique propre à la période traversée par le héros. Les couleurs plus chamarrées des troisième et quatrième tomes font écho aux multiples facettes d'une vie professionnelle qui, après dix ans d'isolement et d'humiliation (il devra remercier le gouvernement *«pour sa générosité à le laisser sortir de prison»*), épouse la prodigieuse métamorphose de Taïwan, où la loi martiale est levée en 1987. Éditeur (magazines, encyclopédie), galeriste, promoteur d'une petite équipe autochtone de base-ball, publicitaire, Tsai se consacre à la justice et aux droits humains quand il rencontre l'universitaire Yu Pei-yun, grande spécialiste de littérature pour la jeunesse, lors d'une exposition présentant les lettres d'adieu des victimes de la persécution politique durant la «terreur blanche». Tsai a alors 86 ans. Quatre années d'échange vont s'ensuivre. Quatre années de recherches très précises aussi sur ce passé peu enseigné, peu médiatisé. Tsai est mort en 2023, personnalité d'exception, qui avait su, pour citer la scénariste, *«sublimer ce passé sombre et cruel»*.

Chronologies, analyses de chercheurs, de journaliste (Yoann Goudin, Stéphane Corcuff…), notices explicatives complètent cet ensemble, qui donne à percevoir de façon sensible l'épaisseur du passé et les enjeux actuels.

Philippe Pataud Célérier.

(1) Yu Pei-yun et Zhou Jian-xin, *Le Fils de Taïwan*, traduit par An Ning, 4 tomes, Kana, Bruxelles, 2023, 2024, entre 174 et 190 pages, 18,50 euros chacun.

PHOTOGRAPHIE

Une belle petite ville d'extrême droite

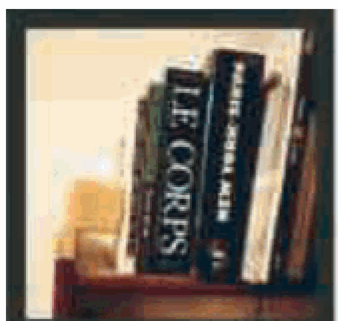
Des hommes et des animaux épars sur un territoire. Un cheval qui broute devant un incinérateur, des toréadors qui s'apprêtent, des adolescents qui se jaugent, des arbres entrelacés, de l'eau qui pétille, des maisons grises ou colorées, les traces du château fort… Un monde proche et lointain, une ville aux allures de village, Beaucaire, au nord du delta du Rhône, dans le Gard(1). La municipalité est d'extrême droite depuis 2014. Aujourd'hui, le centre-ville semble vouloir s'éteindre mais les anciens immeubles d'habitation à loyer modéré et les nouvelles zones pavillonnaires en redessinent la géographie. Durant plusieurs mois, Alexandre Dimos, pour l'écriture, familier des lieux, et la photographe Stéphanie Lacombe, qui ne les connaissait pas, ont exploré Beaucaire et ses environs pour un récit documentaire frappant, accueillant les modes de vie de ses différentes populations – bien des gens sont venus d'ailleurs y travailler et s'y installer, des pieds-noirs aux Colombiens en passant par les harkis. Ce sont ces classes populaires qui sont ici montrées, et la jeunesse. *«Il n'y a pas de centre social. Il n'y a pas de centre culturel. Il n'y a pas de cinéma»*… Quelque deux cents photographies couleur saisissent des visages au plus près, des corps en mouvement, dans

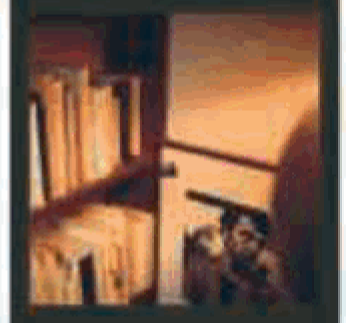
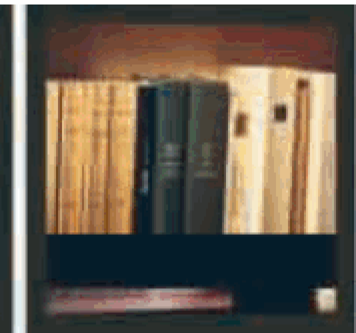


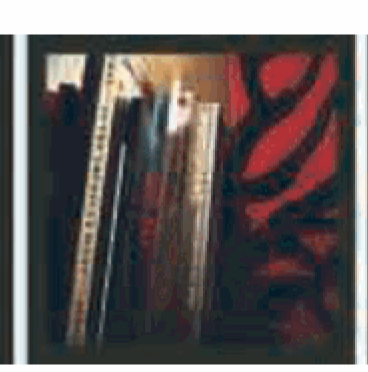
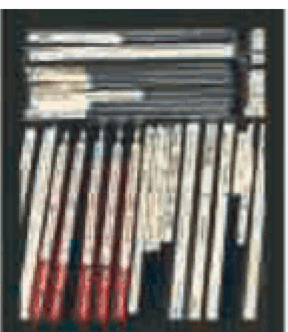
ces lieux où cohabitent le béton et le végétal. Beaucaire a voté à 63 % pour le Rassemblement national au second tour des dernières élections législatives.

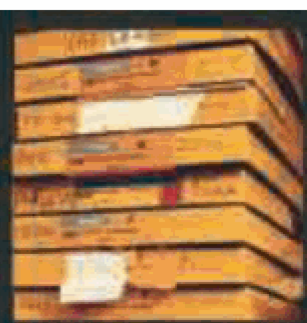
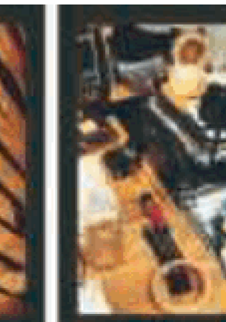
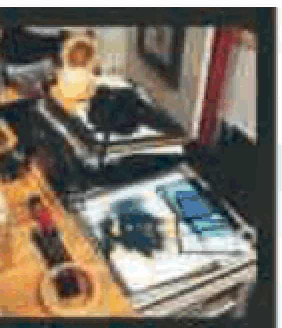
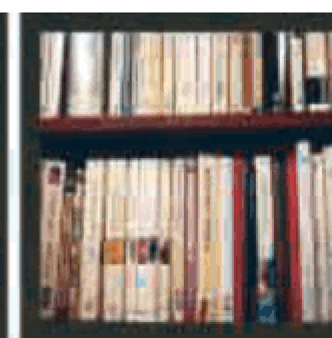
Marina Da Silva.

(1) Alexandre Dimos et Stéphanie Lacombe, *Beau Caillou*, Éditions B42, Montreuil, 2024, 240 pages, 34 euros.



BIOGRAPHIES

PREMIÈRES PLUMES. – Charlie Gilmour

Métailié, Paris, 2024, 304 pages, 22,50 euros.

«Une pie, tant pis», affirme la comptine : méchante, voleuse, ingrate. Ces qualificatifs, Charlie, le narrateur, et sa compagne, Yana, n'y pensent pas lorsqu'on leur apporte un oisillon à moitié mort, trouvé dans une zone industrielle de Londres. Ils décident de le garder. Une adoption qui entre en résonance avec le trajet du narrateur. N'est-il pas lui-même le fils adoptif du second compagnon de sa mère, Polly Samson (écrivaine et journaliste), en l'occurrence le guitariste de Pink Floyd, David Gilmour? Quant à son père biologique et cruellement absent, le poète et militant écologiste Heathcote Williams, il a pour sa part vécu nombre d'années avec un choucas apprivoisé. Peu à peu, au fil du récit, la pie devient comme une lanterne éclairant une mémoire lointaine, infirmant l'adage «si l'on nourrit un corbeau, il vous crève les yeux». Ici, elle les dessille : en observant les diverses mues de l'animal, premières plumes, plumes de vol, plumes de sang, Charlie déconstruit ses propres mues, *«un oiseau sur la tête pour tenir les pensées à distance».*

ARNAUD DE MONTJOYE

ÉCOLOGIE

PREMIÈRES SECOUSSES. – Les Soulèvements de la Terre

La Fabrique, Paris, 2024, 296 pages, 15 euros.

En trois ans, les Soulèvements de la Terre, collectif de défense des terres et de l'eau, se sont imposés comme un acteur majeur du mouvement écologiste français. Leur ouvrage mêle récits et bilans, partage d'analyses et d'hypothèses stratégiques. Il permet de mieux comprendre cet ovni politique qui surprend tant par la diversité de sa composition (de la gauche institutionnelle aux gauches radicales) que par celle de ses modes d'action (action directe de masse, appui à des mesures réformistes, constitution de contre-pouvoirs locaux). Il entend souligner les limites des principaux courants de l'écologie (réformisme, léninisme vert, luttes locales) et propose une quatrième voie : créer un *«réseau de résistances»* qui donne une cohérence stratégique aux luttes écologiques locales tout en ambitionnant d'intervenir dans d'autres luttes. Précieux pour penser les formes d'action et d'organisation contemporaines, l'ouvrage met cependant sous le tapis certaines critiques adressées au mouvement comme sa vision interclassiste et idéaliste du changement social ou l'opacité de la structure et du projet politique des fondateurs.

EMMANUEL DANIEL

L'OR ET L'ARSENIC. Histoire orale d'une vallée minière. – Nicolas Rouillé

Anacharsis, Toulouse, 2024, 320 pages, 22 euros.

À l'heure de la transition écologique, il est utile d'observer quelques exploitations minières d'hier. Pas la peine d'aller très loin. Les sites abondent en France, en particulier dans l'Aude, sur le flanc sud de la Montagne Noire. Dans cette vallée creusée par l'Orbiel se love Salsigne, la plus importante mine d'Europe occidentale pour l'or et du monde pour l'arsenic. Exploité pendant plus d'un siècle (1892-2004), le site, transformé en collines agrestes, serait tombé dans l'oubli si les terribles inondations d'octobre 2018 n'avaient distillé – intoxiquant une quarantaine d'enfants – les poisons chimiques couvés par ses centaines de milliers de tonnes de déchets. Pour l'auteur, cette réalité occulte interroge. Comment a-t-on pu négliger un complexe minier et industriel qui *«fixait le cours mondial de l'arsenic»*? Que sont devenus les ouvriers, les habitants qui vivaient à proximité? Au terme d'entretiens menés avec 140 acteurs locaux des plus divers, Nicolas Rouillé dégage avec une opiniâtreté quasi anthropologique et un soucieux respect des parlures de chacun l'histoire profonde de la vallée.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER

«ON NE DIRA PAS QUE NOUS N'AVONS RIEN FAIT». L'aventure du journal «Écologie Infos», 1972-1992. – Pascale Auditeau

Les Petits Matins, Paris, 2024, 272 pages, 20 euros.

Qui sait qu'en France l'écologie politique est née à Montargis, dans le Loiret? Cette ville, berceau au début du XXe siècle du Parti communiste chinois, porta voilà cinquante ans, en mai 1974, le premier candidat écologiste à une élection présidentielle. Autour de René Dumont, Jean-Luc et Sylvie Burgunder, montargois eux aussi, et leur mouvement «Pollution Non», s'agrégèrent alors à d'autres pionniers. Des éditions La Surienne, dotées d'une imprimerie sortent des publications à envergure nationale : *Bulletin* de l'APRE (Agence de presse réhabilitation écologique); *L'Écographe ; Écologie Infos.* On y trouve les signatures de Susan George, Théodore Monod, Cabu, Cavanna. Leurs premiers combats visent les centrales nucléaires proches, installées sur les bords de Loire. Mais dans les réunions tous les sujets sont débattus – agriculture, objection de conscience, paix, santé, éducation. Pascale Auditeau retrace avec verve cette effervescence joyeuse, brouillonne, conflictuelle d'où finissent par surgir en 1984 Les Verts, premier parti écologiste, voilà précisément quarante ans. Un passé très présent.

SYLVIE BRAIBANT

LITTÉRATURE

De la peine de vivre

La douleur mentale a bien des façons de se manifester, et trouve parfois des mots qui rendent la richesse de son étrangeté. Œuvre dont l'actualité ne se dément pas, livre culte des féministes, plusieurs fois réédité et présenté ici dans une traduction révisée, *La Cloche de détresse* dépeint la lente entrée dans la dépression d'Esther Greenwood (1). Étudiante en lettres, lauréate d'un concours de poésie, elle est invitée à New York, dans les années 1950, et fréquente un milieu où l'heure est à la vie mondaine et à la transgression des tabous; mais pour Esther, entrer dans la vie sexuelle n'a rien de simple, et la perte de sa virginité est un moment effrayant. Après sa deuxième tentative de suicide, elle est internée, électrochocs et insuline; à la fin du récit, en miroir, c'est son amie Joan qui se pend. L'auteure du roman, l'Américaine Sylvia Plath (1932-1963), épouse du poète britannique Ted Hughes, grande poétesse elle-même (*Ariel,* Gallimard, 2011), va osciller entre l'ombre et la lumière dans sa vie comme dans son œuvre. Affrontant – entre autres – le dilemme classique pour les femmes, entre créer ou se consacrer à sa famille. Elle n'écrira pas d'autre roman que ce récit quasi autobiographique. En 1963, un mois après sa publication, signé du pseudonyme Victoria Lucas, elle se suicidera à 30 ans.

Dans un registre sadien, Paloma Hermine Hidalgo offre une ode saphique incandescente, d'inspiration semble-t-il autobiographique, chaleureusement introduite par Dominique Sampiero (2). Une suite de poèmes décrit ses épiphanies sexuelles : jouissances des corps, de l'odeur des fleurs, des tissus, des couleurs. Un souffle de mystique déiste court le long du texte, comme une échappée possible à l'emprise de la mère. La violence est là : *«Cette croupe parée, natte-la de sévices ; cuir blessant ma peau* (…) *je veux de toi jouir à pleine ronce»,* et la mort même s'y joint : *«Pas chatte, peut-être pluie de sang ; l'épieu trouant nos bustes, toutes deux crever* (…)*»* L'évocation de l'inceste mère-fille vient à la toute fin – alors l'enfant lui demande : *«Quel crime t'enseigne à m'offrir ces lèvres»*… L'auteure aura vécu un internement douloureux en psychiatrie, sa poésie, multicouronnée, est liée à ces expériences, mais les transcende.

De son côté, Ahmet Altan, accusé d'avoir comploté de manière subliminale contre le gouvernement turc, a écrit trois romans pendant ses cinq ans d'emprisonnement. Avec *Les Dés,* inspiré d'un fait réel, il évoque le monde intérieur d'un très jeune Tcherkesse de Turquie, qui, au début du XXe siècle, pour l'honneur de sa famille, se charge de venger la mort de son frère aîné (3). Ce meurtre lui fournit une profonde jouissance. Emprisonné, il découvre l'ivresse que procure le jeu de hasard, seule activité qui le sort de sa léthargie. Exfiltré de sa prison, sollicité pour assassiner le grand vizir, il s'en réjouit, et ne recouvre une certaine lucidité qu'au moment de son exécution. Quels sont les ressorts psychiques d'un tueur? Qu'est-ce que le désir de mort?

C'est au monde de la rue que la Franco-Libanaise Dima Abdallah nous introduit. Paris, dans les années 2010, en un grand monologue poignant (4). Le narrateur déraille discrètement depuis longtemps. Journaliste, il a fui un cauchemar d'au-delà de la Méditerranée et s'est cloîtré dans sa demeure ; quand il apprend le décès de son ancienne compagne, il en sort et jette ses clés. Il va vivre dans la rue. Sur le trottoir. Avec un chien devenu son compagnon de nuit. Il marche, il observe avec compassion, il a ses rituels et ses distantes amitiés. Mais de plus en plus assailli par ses souvenirs, il est insidieusement pris par la folie. Cette folie-là, Abdallah lui donne présence, avec un grand respect.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD.

(1) Sylvia Plath, *La Cloche de détresse,* Denoël, Paris, 2023, 320 pages, 19,90 euros. L'essentiel de son œuvre est rassemblé dans un volume publié chez Gallimard, coll. «Quarto», Paris, 2011.

(2) Paloma Hermine Hidalgo, *Rien, le ciel peut-être,* Sans escale, Saint-Denis, 2023, 71 pages, 15 euros.

(3) Ahmet Altan, *Les Dés,* traduit du turc par Julien Lapeyre de Cabanes, Actes Sud, Arles, 2023, 203 pages, 21,80 euros.

(4) Dima Abdallah, *Bleu nuit,* Sabine Wespieser, Paris, 2022, 232 pages, 20 euros.

IDÉES

Démolition du bon goût

Tous deux furent de vivantes atteintes au bon goût. Des refuseurs des normes. Debout contre le Bien et le Beau du temps. Pas toujours sympathiques, mais libérateurs. Ce n'étaient pas de ces pros de la subversion, qui charmeront plus tard le cultivé. Non, Bloy et Verlaine n'y gagnèrent aucun des attributs de la réussite. En revanche, ils furent capables à la fois de déplaire magistralement et d'inventer un lyrisme moderne. L'époque se prêtait à ce qu'apparaissent ces discordants. Léon Bloy, né en 1846, et Paul Verlaine, né en 1844, sont adolescents sous le Second Empire, ses banques, ses boutiquiers, sa répression. En 1870-1871, c'est la guerre franco-prussienne, l'Empire tombe, la Commune invente un autre avenir, comme elle balayé par un présent agité, ouvert sous le signe du «rétablissement de l'ordre moral», pour citer le président de la jeune République Patrice de Mac-Mahon en 1873. Bloy, revenu sans excès quelque peu à la mode, et Verlaine, souvent sous-estimé, et toujours moins iconique quand même qu'Arthur Rimbaud mais au programme du bac de français 2024 avec *Romances sans paroles,* sont l'objet de rééditions qui, quoique très sommaires, permettent de mesurer combien ces deux hostiles à leur temps – aux parcours parfois croisés, Verlaine s'est converti, Bloy aussi, Verlaine a collaboré à la revue *Le Chat noir,* Bloy aussi – restent des nécessités.

C'est par une anthologie de ses lettres qu'on fréquente Verlaine (1), de 1858 à 1884. Il est en Lorraine, en Belgique, au Royaume-Uni, à Paris. Il se déplace beaucoup, parce qu'il a dû s'exiler après la Commune, parce qu'il vit une histoire orageuse avec Rimbaud *(«je t'aimais immensément»),* parce qu'il sort de prison, parce qu'il change d'emploi, etc. Il écrit principalement à ses amis, dont Edmond Lepelletier, gérant du *Tribun du peuple* pendant la Commune, et à Rimbaud ; il joint des petits dessins, et surtout les poèmes sur lesquels il travaille, notamment ceux de *Romances sans paroles,* et son déterminant *Art poétique.* Mais ce qui est saisissant, c'est sa voix, sa présence, blagueuse et poignante, mélange d'ironie et de sérieux, la permanence du travail littéraire, le rythme en liberté d'une pensée qui n'a pas peur des crises *(«je commence à trouver trop connard de me tuer comme ça et préfère – car je suis si malheureux, là vraiment ! – m'engager dans les volontaires républicains espagnols»).* Il est obscène, il est savant, il est familier, et les poèmes, qui osent caresser les clichés pour mieux les fêler, résonnent étonnamment avec les secousses de cette tonalité mêlée et secrète.

Dans son premier roman, *Le Désespéré* (1887), Bloy transpose sa vie, passablement surprenante, à contre-courant du raisonnable, et détaille ses passions et détestations (2). Il y commente, parfois obscurément, sa mystique, exprime, là avec grande clarté, sa haine fulgurante du bourgeois, son mépris radieux des gens de lettres et des journalistes, et on rit aux éclats. Il faut dire que son projet est d'être, pour reprendre un de ses titres, *«un entrepreneur de démolitions»,* et il y parvient splendidement. Sa langue est coruscante, fantastique, biblique, parcourt tous les registres, il pulvérise les conventions nécessaires au succès, il est une force qui va. Ce qui ne l'empêche pas d'être odieux : il est ici d'un antisémitisme forcené, ce que contredit son *Salut par les Juifs* (1892), il vitupère contre la *«racaille démocratique»* au nom de la défense du *«Pauvre»,* certes, mais quand même… Bref, on trouve ici, en roue libre *«des ordures, des sanglots ou des prières».* Il enthousiasme, il exaspère. Mais sa grandeur épique, son refus des règles, son mixte de tragique et de burlesque même renvoient la tiédeur policée des œuvres convenables à son rôle d'agent de maintien de l'ordre. C'est considérable.

EVELYNE PIEILLER.

(1) Paul Verlaine, *L'Insaisissable. Lettres choisies,* Fayard, Paris, 2024, 192 pages, 14 euros.

(2) Léon Bloy, *Le Désespéré,* Ephata, Perpignan, 2024, 496 pages, 8,90 euros. *Cf.* aussi la remarquable édition procurée par Pierre Glaudes (Flammarion, coll. «GF», 2010). Également, Léon Bloy, *Histoires désobligeantes,* L'Arbre vengeur, Bordeaux, 2023, 318 pages, 9,50 euros.

REVUES

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** L'ancien conseiller diplomatique du président américain Barack Obama Benjamin Rhodes se demande si M. Donald Trump est fasciste et ce qui explique la sympathie qu'il lui prête envers les dictateurs. La militante féministe Susan Faludi revient sur la campagne d'une candidate démocrate à la présidence, et qui échoua : Mme Hillary Clinton. (Vol. LXXI, n° 13, 15 août, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **FOREIGN POLICY.** Dégagée de l'étreinte américaine, ou de son emprise, à quoi pourrait ressembler l'Union européenne? La Russie s'imposerait-elle? Le Royaume-Uni y ferait-il son retour? Également : une autre explication du miracle économique chinois. (N° 253, été, trimestriel, 249,99 dollars par an. — Washington, DC, États-Unis.)

❑ **THE NATION.** L'universalisme est une arme de la gauche car penser que seul un intérêt personnel à agir peut motiver un engagement est un postulat philosophique de droite; le nouveau film du cinéaste palestinien Mohammad Bakri, réalisateur de *Jenin, Jenin*. (Vol. 319, n° 2, août, mensuel, 12,95 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **THE DIPLOMAT.** Pas de coup de théâtre lors du débat sur le salaire minimum en Corée du Sud : *«Après un débat houleux entre travailleurs et patrons, le gouvernement s'est rangé du côté des seconds.»* À lire également, une analyse des projets indiens de construction d'infrastructures dans les îles Nicobar. (N° 117, août, mensuel, abonnement annuel : 30 dollars. — Washington, DC, États-Unis.)

❑ **HARPER'S.** Paniques sataniques et exorcismes aux États-Unis; reportage en Corée dans la zone démilitarisée; le déclin de la gauche américaine. (Vol. 349, n° 2091, août, mensuel, 7,99 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **JACOBIN.** Pour Thomas Frank, un antipopulisme bourgeois s'emploie à dénigrer les ruraux qui votent à droite afin de conforter ceux qui les critiquent dans le sentiment de leur propre supériorité; comment Utopia, au Texas, autrefois un paradis socialiste, est devenu un fief trumpiste. (N° 54, été, trimestriel, 14,95 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **MONTHLY REVIEW.** Un dossier consacré à l'impérialisme américain dans la région dite «Indo-Pacifique» propose un retour sur l'émergence du terme et une analyse du rôle-clé de la Corée du Sud dans les projets de Washington. (Vol. 76, n° 3, juin, mensuel, 4,50 euros. — New York, États-Unis.)

❑ **NEW LEFT REVIEW.** Entretien avec l'historien Rashid Khalidi sur l'histoire intellectuelle et politique du mouvement national palestinien. Où situer le Mouvement de régénération nationale (Morena) mexicain sur la carte politique? (N° 147, mai-juin, bimestriel, 12 euros. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Lors de la précédente mandature, un cinquième des députés conservateurs étaient d'ex-lobbyistes. Mais grandes entreprises et grosses fortunes britanniques préfèrent désormais le Labour. Ce parti a reçu plus de dons lors de la campagne 2024 que toutes les autres formations réunies. (Vol. 46, n° 16, 15 août, bimensuel, 6,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT.** Comment, sur la base d'accusations malhonnêtes de racisme, des activistes ont obtenu de l'université de Californie qu'elle débaptise le Kroeber Hall, du nom d'Alfred Kroeber, grand anthropologue et militant de la cause amérindienne. (N° 6332, 9 août, hebdomadaire, 4,50 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **THE FEDERALIST.** Le 22 novembre dernier, le Parlement européen a acté une révision des traités : la présidente de la Commission deviendrait celle de l'Union, nommerait les commissaires et verrait ses prérogatives élargies à la politique étrangère et à la défense. Le mouvement fédéraliste revendique une victoire et souhaite voir l'initiative aboutir dès 2025. (N° 65, 2023, annuel, 35 euros. — Pavie, Italie.)

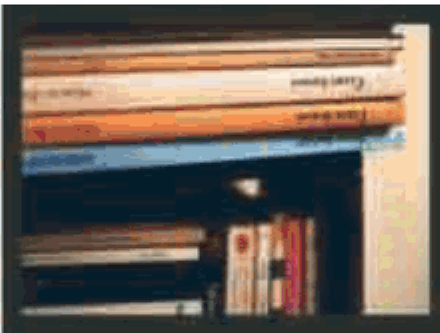
❑ **RUSSIA IN GLOBAL AFFAIRS.** Les États-Unis ont formulé dès les premières années de l'indépendance de l'Ukraine le projet d'intégrer ce pays à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Selon deux experts chinois, le conflit russo-ukrainien révèle une Europe *«plus dépendante de la sécurité américaine aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1999, lors de la guerre du Kosovo».* (Vol. 22, n° 3, juillet-septembre, trimestriel, 870 roubles. — Moscou, Russie.)

❑ **POST-SOVIET AFFAIRS.** Éclairage sur le mélange de centralisme et de flexibilité qui a permis au système politique russe d'absorber le choc de la guerre. Qui sont et que font les élites régionales russes, à partir de l'exemple de l'oblast de Belgorod. (Vol. 40, n° 4, mai, bimestriel, 89 dollars. — Silver Spring, États-Unis.)

❑ **NEW EASTERN EUROPE.** Bilan hagiographique de l'élargissement de l'Union européenne, vingt ans après la première vague d'adhésion des anciens pays du bloc de l'Est. Entretien avec M. Milan Kučan, le premier président de la Slovénie (1991-2001). (N° 4, juin-juillet, bimestriel, 12 euros. — Cracovie, Pologne.)

❑ **MOYEN-ORIENT.** Un mot résume le bilan géostratégique annuel élaboré par cette revue spécialisée : la guerre, corollaire d'*«une ambiance de mort».* Les fiches détaillées de chaque pays de la région n'incitent guère à l'optimisme. (N° 63, juillet-septembre, trimestriel, 10,95 euros. — Paris.)





REVUES

❑ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Jusqu'où ira le chaos au Proche-Orient ? Un dossier aborde notamment l'attitude des capitales arabes face au drame palestinien et le « futuricide » commis par Israël à Gaza. (N° 129, été, trimestriel, 15 euros. — Paris.)

❑ **REVISTA BRASILEIRA DE POLÍTICA INTERNACIONAL (RBPI).** Une analyse consacrée à l'échec des États-Unis à convaincre le Brésil de restreindre le développement de l'équipementier chinois Huawei sur son territoire. Pourquoi les arguments sécuritaires de Washington ne l'ont pas emporté face aux intérêts de Pékin et de Brasília ? (Vol. 67, n° 2, juin 2024, revue semestrielle. — Brasília, Brésil.)

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** Un dossier sur le projet de M. Javier Milei explore les dimensions économiques, agricoles et commerciales de cette nouvelle *« variante argentine du néolibéralisme »*. (N° 5, 2024, 79e année, huit numéros par an, 12 euros. — Bruxelles, Belgique.)

❑ **FONDATION RES PUBLICA.** Le manichéisme occidental, l'Europe et la « diplomatie des valeurs », le danger de vouloir qu'il y ait un gagnant et un perdant à l'issue de la guerre d'Ukraine : tous ces thèmes sont abordés dans les actes de ce colloque, tenu en mars dernier, sur la politique étrangère de la France. (N° 153, juin, périodicité irrégulière. — Paris.)

❑ **TERRE SAINTE.** Un dossier sur le pain, aliment omniprésent au Proche-Orient, à la fois quotidien et divin. Un article sur le « dialogue » entre colons israéliens et Palestiniens qui révèle comment les premiers préfèrent nommer les seconds « musulmans » en oubliant que certains Palestiniens sont chrétiens. (N° 692, trimestriel, juillet, 6,50 euros. — Jérusalem, Israël.)

❑ **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE.** Pierre de Coubertin, Léo Lagrange ou la Seleção, l'équipe nationale brésilienne de football et emblème du bolsonarisme : un dossier sur les rapports entre sport et politique. Au sommaire également, un entretien avec Michel-Édouard Leclerc. (N° 1110, avril-juin, trimestriel, 25 euros. — Paris.)

❑ **CARTO.** Pour cet été de Jeux olympiques, la géopolitique du sport est à l'honneur. Également : les ondes de choc régionales du conflit à Gaza ; étude des premières cartes de Palestine. (N° 84, juillet-août 2024, bimestriel, 84 pages, 10,95 euros. — Paris.)

❑ **TRANSRURAL INITIATIVES.** Les normes, les accords de libre-échange, les revenus en baisse, la solitude : retours sur les mobilisations agricoles de l'hiver dernier, en France et en Europe. (N° 502, mai-août, bimestriel, 10 euros. — Paris.)

❑ **PRATIQUES.** Une livraison consacrée à l'impact négatif du travail sur la santé des salariés. Une dégradation qui intervient dans un contexte de désengagement de l'État dans le secteur de la santé et une emprise croissante de la finance sur ce dernier. (N° 105, avril, trimestriel, 21 euros. — Malakoff.)

❑ **FAKIR.** Carnet de campagne électorale dans la Somme : dans la circonscription de François Ruffin, la gauche l'emporte mais perd du terrain tandis que le Rassemblement national progresse nettement. (N° 113, juillet-août, bimestriel, 3 euros. — Amiens.)

❑ **L'EMPAILLÉ.** Une histoire de l'auto-stop, son émergence lors des grèves de 1936, son essor à la suite du choc pétrolier de 1973 et sa quasi-disparition du fait du numérique. (N° 14, été, trimestriel, 4 euros. — Marcillac-Vallon.)

❑ **LA BRIQUE.** Un dossier sur la transidentité, la pénurie de testostérone et les mobilisations contre une proposition de loi visant à contrôler les prescriptions de bloqueurs de puberté. (N° 70, été, trimestriel, 2 euros. — Lille.)

❑ **IMAGINE.** Comme partout en Europe, un ménage belge sur deux accueille un animal domestique. Quels enseignements tirer de cette proximité qui fait les bonnes affaires du secteur de produits pour animaux ? (N° 161, été, trimestriel, 15 euros. — Liège, Belgique.)

❑ **LE COMBAT SYNDICALISTE.** Répression syndicale chez un sous-traitant de Levi's en Turquie. Une bande dessinée de l'illustrateur Boutanox s'énerve contre la tradition des Jeux olympiques, *« soluble dans le fascisme »*. (N° 488, juin-juillet, bimestriel, 2 euros. — Aubenas.)

❑ **CASSE-RÔLES.** Le comité éditorial de cette revue féministe raconte la manière dont il s'est ouvert au combat des personnes trans. Une conférence de l'historienne Mathilde Larrère sur l'extrême droite, les femmes et le sexisme retranscrite dans ses colonnes. (N° 29, août-octobre, trimestriel, prix libre. — Limoges.)

❑ **LA DÉFERLANTE.** L'éducation sexuelle, un enseignement sous haute tension. Comment les femmes, électrices comme élues, jouent un rôle important dans la montée de l'extrême droite en Europe. Dialogue entre Sophie Binet et Assa Traoré. (N° 15, mai, trimestriel, 19 euros. — Paris.)

❑ **SOCIALTER.** Qui finance le chaos climatique en soutenant l'industrie des hydrocarbures ? Le secteur financier semble désormais échapper à tout contrôle même si la dissidence existe en son sein. (N° 65, août-septembre, bimestriel, 7,50 euros. — Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

IDÉES

Au nom du prolétariat…

Dans l'entre-deux-guerres, le mouvement communiste prend de l'ampleur, rejoint par de nombreux intellectuels. Ainsi d'Henri Barbusse, qui fonde en 1928 le journal « Monde ». Attaché à son indépendance, mais résolument internationaliste, l'hebdomadaire fait montre d'une ouverture et d'une créativité hors norme qui marquent durablement le champ intellectuel français.

PAR TARIK BOUAFIA *

LE massacre de la guerre, la disparition des empires, la révolution bolchevique, l'écrasement des spartakistes en Allemagne puis de la République des conseils en Hongrie… Entre fin d'un monde et naissance du nouveau, entre menaces et espoirs, on assiste dans l'entre-deux-guerres à une remarquable effervescence politique, intellectuelle et artistique. Créé en 1928 par Henri Barbusse, l'hebdomadaire *Monde* va tenter de rendre compte avec rigueur de cette *« prodigieuse époque de transition »* – pour reprendre les termes de son fondateur dans le premier numéro (9 juin 1928) – et marquer de son empreinte le paysage médiatique et militant français.

Barbusse (1873-1935) a reçu le prix Goncourt en 1916 pour *Le Feu*. Ce récit ardemment pacifiste rend compte de ce qu'ont enduré les soldats au front – lui-même s'était engagé à plus de 40 ans. Il cofonde l'Association républicaine des anciens combattants en 1917 ; en 1923 il adhère au Parti communiste français (PCF). Il entend faire de *Monde* un journal d'information qui traite des enjeux et avancées dans le domaine des arts, de la science, de l'économie et de la politique. Un journal tourné vers l'international, qui rapprocherait travailleurs intellectuels et manuels, en lutte contre l'exploitation des masses autant que contre l'oppression des peuples.

Revendiquant une *« absolue autonomie »* tant sur le plan financier qu'idéologique, Barbusse refuse *« de faire de la politique militante et de manifester une complaisance préalable à l'égard d'un parti aux prises avec les autres »*. Mais l'objectivité n'est pas synonyme de neutralité, *« formule de défaitisme »* qui recouvre un *« asservissement donc une complicité vis-à-vis des pouvoirs établis »*. La presse subit alors un fort mouvement de concentration, l'industriel Francois Coty, très proche de l'extrême droite, possède entre autres *Le Figaro* et *Le Gaulois*. Face à cette presse-là, *Monde* se targue d'être la *« seule revue où l'on peut tout dire de ce que l'on sait être juste, de ce que l'on sait être vrai »*. Bien qu'elle cherche en premier lieu à toucher intellectuels et milieux bourgeois, l'horizon à terme est bien de s'adresser aux masses productrices, sur qui *« toute la société repose et qui sont l'avenir en personne* (1) *»*.

L'indépendance politique s'affirme dans le choix des plumes. Aux sommaires se côtoient Maurice et Magdeleine Paz, membres du PCF mais soutiens de l'« opposition de gauche » dirigée par Léon Trotski au sein du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) ; Angelo Tasca, alias Amilcare Rossi, figure importante du Parti communiste italien (PCI), les écrivains Henry Poulaille et Marc Bernard, futurs membres du Groupe des écrivains prolétariens… Pareille ouverture ne correspond pas à la stratégie de classe contre classe édictée lors du sixième congrès de l'Internationale communiste en 1928. Partisan d'un front unique, Barbusse affrontera les attaques. Lors de la deuxième conférence internationale des écrivains révolutionnaires de Kharkov en 1930, *Monde* se voit reprocher sa lutte insuffisante contre les idées *« bourgeoises »* et *« réformistes »*. Au sein du PCF, on critique le manque de *« rigueur doctrinale »* et un *« éclectisme »* qui tend vers le *« confusionnisme »*. Barbusse assure qu'il n'a *« jamais renié sa fidélité au communisme »* mais que l'impartialité commande de ne pas présenter *« une seule opinion, une seule doctrine »*, à la différence des *« revues de propagande »*.

Le journal doit œuvrer à une *« vaste mobilisation (…) pour réunir des gens qu'anime un même esprit »*. Le comité de rédaction comprend le Russe Maxime Gorki, l'Allemand Albert Einstein, le romancier américain Upton Sinclair. Des noyaux de sympathisants, les Amis de *Monde*, se constituent dans les grandes villes de nombreux pays. À une époque marquée par une accélération de la circulation des hommes et des idées, les revues jouent un rôle-clé dans la formation d'une internationale de la pensée.



© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Couverture de la revue « Monde » du 1er avril 1933

Le congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1920, les révoltes en Indochine, la contestation de la domination occidentale en Chine bousculent le nouvel ordre mondial. Paris accueille des milliers de sujets coloniaux, dont le futur Ho-Chi Minh, Zhou Enlai, Lamine Senghor… Les articles consacrés à l'impérialisme occupent une place de choix dans le journal. Pami ses contributeurs réguliers figurent Paul Louis, auteur d'un livre intitulé *Le Colonialisme* (1905), un des rares ouvrages socialistes consacrés en France à cette question ; Camille Drevet, militante féministe qui enquête sur la réalité coloniale ; Félicien Challaye, philosophe et journaliste, qui, dans son article « Ce que j'ai vu aux colonies », dresse un véritable réquisitoire contre la domination française outre-mer. En Indochine, il a pu observer *« la France vexer, injurier, brutaliser l'indigène »*. Au Congo, il découvre l'existence d'un *« régime d'exploitation analogue à l'esclavage, pire même à certains points de vue »*. De retour en métropole, il écrit de la colonisation qu'elle n'a *« jamais été une entreprise philanthropique. J'ai compris qu'elle est d'origine économique et militaire* (2) *»*.

EN 1931, l'exposition coloniale internationale suscite un numéro spécial, pour une contre-histoire de la colonisation – avec au sommaire un extrait du texte de l'officier de marine connu comme romancier sous le nom de Pierre Loti, *Trois Journées de guerre en Annam*, qui décrit la folie meurtrière de l'armée française lors de l'expédition du Tonkin en 1883 – il sera mis en disponibilité pour image négative de l'armée.

Cette orientation de *Monde* est indissociable des combats menés par son fondateur. Au congrès de Bruxelles de 1927 organisé par la toute jeune Ligue anti-impérialiste et contre l'oppression coloniale (LAI), émanation de la IIIe Internationale, Barbusse souligne la spécificité de l'impérialisme et la nouvelle forme de domination qu'il implique, plus insidieuse, utilisant l'arme des *« traités, des tarifs, des monopoles, de la dette »* pour *« ligoter les pays »* et imposer un rapport de dépendance. Il apporte son soutien inconditionnel aux luttes d'indépendance nationale, première étape selon lui vers l'*« indépendance humaine »*, comme le rapporte le bulletin de la LAI (1927). Ces prises de position tranchent avec un PCF qui s'est jusqu'alors montré – à l'exception notable de la guerre du Rif (1921-1926) – sinon indifférent, du moins divisé quant à la question coloniale.

Le journal ne néglige pas les autres impérialismes. Dès septembre 1928, dans une note à la rédaction, Barbusse évoque *« l'intérêt particulier de faire de* Monde *l'organe attitré des revendications de l'Amérique latine vis-à-vis de l'empiétement des États-Unis »*. Rares sont alors les journalistes et les militants à s'intéresser à l'Amérique du Sud, lointaine et indépendante depuis un siècle. Cette liberté n'est pourtant qu'une illusion. Depuis 1898 et la prise de Cuba et de Porto Rico, le colosse du Nord étend toujours un peu plus son hégémonie sur l'Amérique centrale et les Caraïbes. Des pays comme la République dominicaine, Haïti ou le Panamá font les frais des appétits d'un capitalisme en quête de matières premières et de débouchés commerciaux. Le socialiste Manuel Ugarte, figure tutélaire de la nouvelle génération latino-américaine et membre du comité de rédaction, éclaire régulièrement les lecteurs sur le rôle des oligarchies parasites inféodées aux États-Unis, responsables de la persistance des inégalités et d'un sous-développement structurel. Dans le même temps, *Monde* se fait le porte-parole des résistances. Il célèbre la lutte que mène le révolutionnaire Augusto César Sandino au Nicaragua.

Barbusse, dans une lettre adressée à Sandino, salue en lui, au nom du *« prolétariat, des intellectuels révolutionnaires de France et d'Europe »*, *« le soldat d'une cause qui, surpassant les questions de race et de nationalités, est la cause des exploités, des opprimés, des peuples contre les magnats capitalistes »*. À travers le « général des hommes libres », il rend également hommage à *« l'ardente jeunesse hispano-américaine qui s'émeut et se soulève face aux bourreaux du Nord »*. Cette jeunesse, il la côtoie à Paris. Arrivés en nombre au début des années 1920, les étudiants latino-américains font de la capitale française un haut lieu de la lutte contre l'impérialisme états-unien, notamment les Cubains, qui ont fui massivement la dictature de Gerardo Machado. Ils peuvent compter sur le soutien de Barbusse et de son journal. Avec le psychologue et philosophe John Dewey, il publie une préface à l'ouvrage *La Terreur à Cuba*, dans lequel ceux qui l'ont vécu racontent l'enfer de la tyrannie machadiste. Paru dans le numéro du 25 février 1933, le texte charge violemment Machado, qui couronne selon ses auteurs la *« lignée de ces hommes de paille des États-Unis »*.

AUTRE spécificité du journal : l'importance attachée à la diffusion d'un imaginaire révolutionnaire. Dès son lancement, il s'attache à *« dégager, à susciter (…) un grand art de masse aux perspectives collectives et panhumaines »*. Ainsi, il propose régulièrement des œuvres du peintre mexicain Diego Rivera mettant en scène la lutte pour la réforme agraire, ou la figure d'Emiliano Zapata accompagné de son armée en haillons et portant un drapeau « Tierra y Libertad ». La littérature prolétarienne est saluée comme le *« nouveau mode d'expression de l'homme nouveau »*. Ce qui va considérablement animer les débats dans et en dehors de la rédaction. La vaste enquête lancée dans son troisième numéro sur la question, qui sollicite des écrivains très divers – André Breton, Jean Cocteau, Waldo Frank ou Victor Serge – a irrité. Le Polonais Bruno Jasienski, auteur de *Je brûle Paris*, célèbre ouvrage du genre, publié en feuilleton dans *L'Humanité* en 1928, reproche à *Monde* son enquête *« pitoyable »*, qui a accueilli les *« élucubrations d'écrivains bourgeois, dirigées contre le prolétariat et sa prétention à avoir un art de classe bien à lui »*. Dans *L'Humanité* (16 janvier 1932) encore, le communiste Jacques Duclos ne dit pas autre chose. Comme le résume Jean Relinger, spécialiste de l'œuvre de Barbusse : *« Sur le plan d'une politique culturelle qui veut accueillir des artistes et juger des œuvres,* Monde *s'établit finalement comme revue de compagnons de route. Elle développe moins un projet de société socialiste à construire qu'un programme de lutte contre la société capitaliste. Elle ne veut pas organiser des combattants mais associer des sympathisants. Aux côtés de la classe ouvrière, elle souhaite fédérer des intellectuels dans une structure d'alliance. En art, elle ne prétend pas construire un monopole (…). On défend la littérature révolutionnaire mais on accueille toute littérature progressiste* (3). *»*

Fragilisée par des difficultés financières et affaiblie par les nombreux changements de direction, *Monde* ne survit pas à la mort de son fondateur en août 1935 et disparaît deux mois plus tard. Pendant sept ans, avec plus de 350 numéros publiés, la revue aura accompagné et soutenu les grands mouvements d'émancipation, et cherché à bâtir un front large contre les périls de son temps. En cela, elle est une des prémices du Front populaire.

(1) *Monde*, n° 1, Paris, 9 juin 1928.

(2) *Monde*, n° 2, 16 juin 1928.

(3) Jean Relinger, *Henri Barbusse, écrivain combattant*, Presses universitaires de France, Paris, 1994.

* Doctorant en histoire de l'Amérique latine.

LE MONDE diplomatique

Le camping imaginaire

PAR GRÉGORY RZEPSKI

C’est là qu’on se retrouve, et peut-être enfin qu’on s’aime. L’été s’achève, la série *Camping paradis* entame sa dix-neuvième saison sur TF1. Les trois films *Camping,* de Fabien Onteniente, ont réuni plus de douze millions de spectateurs en salles depuis 2006. Même le cinéma d’auteur y fait séjourner ses personnages d’artiste tourmentée ou d’étudiant attardé. Un joint de culasse qui fuit – *Camping du lac,* d’Éléonore Saintagnan (2024) –, un moyeu tordu – *À l’abordage,* de Guillaume Brac (2020) – et voici la voiture coincée au garage. En attendant la livraison de la pièce, l’impensable survient : la réconciliation à la baignade, le temps retrouvé au mobile home, une société sans classe à la buvette du vivre-ensemble.

Tenante d’une France où, comme elle le répète sans cesse, *« on ne vivra plus face à face mais côte à côte, où l’on arrêtera de se dévisager pour enfin s’envisager »,* la dirigeante des Écologistes Marine Tondelier a passé une partie de l’été au camping, en Bretagne. Le secrétaire national du Parti communiste français (PCF) Fabien Roussel a, lui, planté sa tente en Corse-du-Sud. Tous deux ont éprouvé le besoin de le faire savoir à la presse – soirée mousse pour elle, apéro JO pour lui à l’emplacement n° 2, où le dirigeant communiste a ses habitudes (1). Un peu comme Jacky au 17 dans *Camping.*

Le premier volet de cette trilogie narre le désarroi d’un retraité. Une défaillance du logiciel de réservation l’oblige à installer sa caravane au 18. Mais là encore, une panne de voiture noue l’intrigue principale : son propriétaire chirurgien doit partager la tente d’un ouvrier interprété par Franck Dubosc. Le bourgeois *« est plongé dans une sociabilité populaire qu’il finit par aimer. Au point de ne plus avoir envie de partir !,* s’enthousiasme M. François Ruffin. *C’est bien un film de gauche ! ».* L’ex-Insoumis le compare à une référence de la catégorie, *Dupont Lajoie,* d’Yves Boisset (1974) : *« Un Français moyen qui joue aux boules, part en camping* (…). *Il viole une gamine et met ça sur le compte d’un Maghrébin, entraînant un lynchage.* (…) *Dans l’après-68, la gauche culturelle vient dénoncer les “prolos” »* (2).

Le film de Boisset s’inscrit d’abord dans un contexte de violences racistes – en 1973, une cinquantaine d’immigrés algériens périssent assassinés dans le Midi. Celui d’Onteniente fait surtout la morale aux prolétaires intempérants et au chirurgien égoïste, qui s’enfuit dès la réparation de sa voiture. Mais peu importe. L’idée s’impose que l’authenticité populaire loge au camping, dans la réalité comme dans la fiction.

Au début du XXe siècle, c’est pourtant la gentry anglaise qui lance ce loisir ainsi que des mouvements de jeunesse allemands ou suisses épouvantés par les ravages du progrès. La démocratisation n’intervient en France qu’après la seconde guerre mondiale, avec l’allongement des congés payés et la diffusion de l’automobile. Les adeptes se comptent par millions. En 1959, un décret vient encadrer la pratique afin d’en limiter les nuisances. Un autre réglemente en 1968 les terrains aménagés et leur essor, favorisé par la déprise agricole : en moins de trente ans, ils triplent en nombre (8500 en 1995), les emplacements décuplent (930 000). Il s’agit d’accueillir une partie des 800 000 caravanes vendues au cours des « trente glorieuses » et les vacanciers toujours plus nombreux (3).

Entre 1964 et 1994, le taux de départ passe de 45 à 60 %, au bénéfice des catégories qui partaient le moins, agriculteurs ou indépendants. Des ouvriers également : pour des raisons d’abord financières, parmi les hébergements, ils choisissent davantage le camping (23 %) que ne le font les cadres (8,5 %) (4). Mais la petite bourgeoisie intellectuelle associe alors ce choix subi à une faute de goût ou à un égarement politique. Pour *Charlie Hebdo* puis *Libération,* le camping serait de droite, comme Patrick Sébastien ou le football.

Si désormais la gauche ricane moins du peuple des caravanes – voire s’en entiche – c’est d’abord parce qu’il tend à disparaître. *Camping 3* (2016) le raconte non sans émotion : une multinationale y a racheté Les Flots bleus, nommé un manageur, augmenté les prix et laissé seulement quelques mètres carrés aux tentes et aux caravanes, tout au fond du terrain. Priorité aux mobile homes, aux bungalows. Ce basculement n’a rien d’une fiction. De fait, en raison des marges réalisées sur ces emplacements dits « locatifs », ceux qui restent « nus » ne forment plus que la moitié de l’offre française (70 % en 2011). Des groupes acquièrent les terrains ou les franchisent. Ils accélèrent la montée en gamme avec près de la moitié du marché à quatre et cinq étoiles. Le chiffre d’affaires du secteur – 4 milliards d’euros, cinq fois plus qu’il y a trente ans – et son extraordinaire rentabilité séduisent les investisseurs.

Par exemple, M. Adrien Gloaguen. Le fils du concepteur du *Guide du routard,* propriétaire d’hôtels branchés à Paris, vient d’ouvrir un camping quatre étoiles en Bretagne. *Le Figaro* apprécie la *« literie confortable dans les chalets et mobile homes, des chaises longues sur les emplacements nus avec accès privatif à la plage, une bonne table locavore »* (20 juin 2024). La semaine dans trente mètres carrés y coûte 1 000 euros. Celle chez Huttopia, en Touraine, dans une cabane de cinquante mètres carrés, revient à 2 000 euros. La marque-emblème du « glamping » (contraction de glamour et camping) réalise le *« fantasme du camping sauvage et confortable »,* précise au même *Figaro* M. Philippe Bossanne, fondateur de l’entreprise, qui vante des tentes équipées de salles de bains, la bio-climatisation, la déconnexion…

L’afflux d’étrangers explique l’essentiel de la hausse de fréquentation des campings à l’été 2023. La transformation de l’offre n’attire donc pas la clientèle ordinaire… déjà modérément populaire. Si un tiers des Français ont campé sur un terrain aménagé au cours des trois dernières années, on recense parmi eux la même proportion de diplômés du supérieur que dans la population totale (5). Les retraités modestes qui ne trouvent plus d’emplacement peuvent, eux, toujours essayer de revendre leurs caravanes. Mais leur valeur a sensiblement chuté et des milliers de Français les bradent déjà sur des sites comme Leboncoin, parfois pour quelques centaines d’euros.

Dans *Vivre au camping* (Seuil, Paris, 2024), le sociologue Gaspard Lion constate que la reconversion de ces caravanes ou le recours aux mobile homes – comme aux États-Unis – tendent à devenir une solution au mal-logement en France, en particulier à la périphérie des agglomérations les plus chères. Le phénomène prend de l’ampleur en raison de l’importance du parc – 7 400 terrains aménagés, un tiers des capacités européennes – et de l’apparition dans les années 1990 de mobile homes conçus pour une occupation prolongée. Plus de 100 000 personnes vivraient au camping. Du choix de la semi-propriété informelle, faute de mieux, à la roulotte comme échappatoire à la rue, Lion montre la diversité des cas, mais tous ont en commun l’absolue sujétion aux détenteurs des terrains.

Le camping est également un mal-logement de salariés. Le secteur y héberge l’été des milliers de saisonniers précaires qu’il emploie, de même que, toute l’année, des employés itinérants et mal rémunérés. Jusqu’à 40 % des travailleurs sous-traitants du nucléaire, ou 25 % des cordistes (6). L’écart s’accroît ainsi entre les pratiques contraintes des classes populaires et l’imaginaire estival de la petite bourgeoisie culturelle, écheveau de rêveries – celles du promeneur solitaire – et de mythologies – celle du Front populaire. Reste une aspiration sincère. On voudrait du vert, de la décence ordinaire : chacun son emplacement, ensemble aux sanitaires ; paella puis karaoké, et la chenille qui redémarre. Le temps suspendu où, enfin dégagé des pesanteurs du quotidien, l’on déplie cet autre monde, si proche et si loin.



© BENJAMIN B. OLSHIN - BENJAMINBOLSHIN.NET

BENJAMIN B. OLSHIN. – « Canned Camping » (Le camping en conserve), 2024

(1) *Libération,* Paris, 9 août 2024 ; *Le Figaro,* Paris, 31 juillet 2024 ; https://madame.lefigaro.fr, 12 juillet 2024.

(2) Entretien publié dans Thibaut Bruttin, *La Soupe aux choux de Jean Girault,* Yellow Now, Crisnée (Belgique), 2023.

(3) Pascale Got et Jean-Louis Léonard, rapport pour la commission des affaires économiques sur le statut et la réglementation des habitats légers de loisirs, 29 septembre 2010, www.assemblee-nationale.fr

(4) Anne-Delphine Kowalski, « Les vacances des Français : des rêves à la réalité », Centre de recherche pour l’étude et l’observation des conditions de vie (Crédoc), Paris, juin 1995. *Cf.* aussi Sylvie Monteiro, « Les vacances des Français. Tendances longues et résultats détaillés de 1993 à 1994 », *Insee Résultats,* n° 451-452, *Consommation – Modes de vie,* n° 80-81, Paris, mars 1996.

(5) Gilles Valaison, « Saison touristique 2023. La clientèle non résidente confirme son retour », *Insee Focus,* n° 306, 27 septembre 2023, www.insee.fr ; *Cf.* aussi « Les Français et le camping », mars 2023, www.ifop.com

(6) Danièle Barbat *et al.,* « Vie, travail, santé des salariés de la sous-traitance du nucléaire », *Références en santé du travail,* n° 136, Paris, 2013 ; Bénédicte Vignal, Bastien Soulé et Isabelle Rogowski, « Étude épidémiologique des blessures chez les cordistes français. État des lieux des conditions d’exercice et typologie des blessures », université Claude-Bernard Lyon-I, 2017.

SOMMAIRE — Septembre 2024

Le Monde diplomatique du mois d’août 2024 a été tiré à 211 453 exemplaires.